



*Normand Filion*  
*Sociologue du travail et des organisations*



*« Il n'y a pas de raisons pour que cela s'améliore »*

**Les nouveaux rassemblements de personnes : enjeux et perspectives**

**Etude EPMES n° 2007/061**



**Normand FILION**  
**Sociologue**

**Centre d'étude et de recherche Travail Organisation Pouvoir (CERTOP)**  
**Université de Toulouse – Le Mirail**

**Délégation à la prospective et à la stratégie (DPS)**  
**Ministère de l'intérieur, de l'outre-mer**  
**et des collectivités territoriales**

**Août 2009**

En raison des très nombreux liens hypertexte des notes de bas de page qui renvoient aux documents visuels et écrits disponibles sur Internet, nous recommandons la lecture de ce rapport sur l'outil informatique. Pour obtenir une version numérique de cette étude, contacter l'auteur par courrier électronique : [normand.filion@univ-tlse2.fr](mailto:normand.filion@univ-tlse2.fr)

Le présent rapport n'engage que la responsabilité de son auteur.  
A ce titre, il n'engage ni la Délégation à la prospective et à la stratégie,  
ni le Ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales.

## TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS	5
MANDAT INITIAL	6
INTRODUCTION GENERALE	7
METHODOLOGIE ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE	9
<b>PREMIER CHAPITRE : LES RASSEMBLEMENTS FESTIFS DE MASSE</b>	<b>11</b>
1.1 - LES DINERS BLANCS	13
<i>Mode opératoire</i>	14
<i>Rôle des forces de l'ordre</i>	14
<i>Éléments de prospective</i>	16
1.2 - LES FREE PARTY : LA POUR RESTER	17
<i>Histoire d'un illégalisme identitaire</i>	20
<i>Mode opératoire</i>	24
<i>Rapport aux forces de l'ordre</i>	26
<b>DEUXIEME CHAPITRE : LES RASSEMBLEMENTS FESTIFS FURTIFS</b>	<b>28</b>
2.1 - LES FLASH-MOBS (SMART MOBS, FREEZER, ETC.)	29
<i>Définitions et principes</i>	29
<i>Mode opératoire</i>	31
<i>Les formes dérivées des flash-mobs</i>	32
<i>Éléments de prospective : flash-mobs terroristes et délictueuses</i>	35
2.2 - QUELQUES AUTRES RASSEMBLEMENTS FESTIFS URBAINS	36
2.2.1 - LES FETES DANS LE METRO	37
2.2.2 - LES « FREE HUGS » (CALINS GRATUITS)	39
2.2.3 - LES RASSEMBLEMENTS TECKTONIK ET LES « BATTLES »	40
2.2.4 - LES RASSEMBLEMENTS « FACEBOOK »	43
2.3 - ELEMENTS DE PROSPECTIVE SUR LES RASSEMBLEMENTS FESTIFS	46
<b>TROISIEME CHAPITRE : MENSONGES, BUSINESS ET RECUPERATION</b>	<b>47</b>
3.1 - LES « DESOBEISSANTS » : L'IMPOSTURE MILITANTE	50
<i>Histoire et « philosophie »</i>	50
<i>Les actions : une logique d'appropriation du militantisme d'autrui</i>	52
<i>Les stages de formation à l'action directe non-violente : un divertissement</i>	54
<i>La faiblesse des effectifs et la réalité du « mouvement »</i>	57
<i>Le cinéma de Mr. Renou</i>	62
<i>Éléments de prospective</i>	63
3.2 - JEUDI NOIR : DE LA FARCE AU RIRE (TRES) JAUNE	64
<i>Le business du militantisme marketing</i>	67
3.3 - MANIFS DE DROITE : ENCORE UN PEU DE BUSINESS ? (ET DE RECUPERATION)	69
<i>Des intérêts personnels bien sentis</i>	70
<i>Deux beaux exemples de récupération</i>	70
<i>Éléments de prospective</i>	71

<b>QUATRIEME CHAPITRE : LES NOUVELLES FORMES DE RASSEMBLEMENTS MILITANTS</b>	<b>72</b>
4.1 - LE CLAN DU NEON : UN MODELE DU NOUVEL ACTIVISME	75
4.2 - LES DEBOULONNEURS : L(E R)APPEL A LA LOI	77
<i>Histoire et mode opératoire</i>	78
<i>Un autre rapport aux forces de l'ordre et un autre type de rassemblement</i>	81
4.3 - LES DEGONFLEURS : LA ROUE A TOURNE	83
<i>Régulation et mode opératoire</i>	84
<i>La fin d'un mouvement... qui ressurgira autrement</i>	85
4.4 - LES BRIGADES ACTIVISTES DES CLOWNS : LA NON-ACTION EFFICACE	87
<i>Mode opératoire</i>	89
<i>Eléments de prospective</i>	91
4.5 - LES ACTIONS « COUP DE POING » (ETUDIANTS)	93
<i>Définition</i>	93
<i>Modes opératoires et participants</i>	95
<i>Relations avec les forces de l'ordre et dégénérescence des « actions »</i>	95
<i>Eléments de prospective</i>	97
<b>CINQUIEME CHAPITRE - LES BLACK BLOCS : PUISSANCE ET STRATEGIE</b>	<b>98</b>
<i>Histoire et définition</i>	99
<i>Constitution et modes opératoires</i>	101
<i>La pensée politique des black blocs</i>	102
<i>Les modèles nationaux et le cas français</i>	105
<i>Le mode opératoire des black blocs français</i>	108
<i>L'acceptabilité sociale des black blocs et les frontières floues</i>	109
<i>Eléments de prospective</i>	111
<b>SIXIEME CHAPITRE - LES CAILLASSEURS : LA HAINE, LA RAGE ET LA GUERRE</b>	<b>114</b>
<i>L'identité au centre de la haine et de la guerre</i>	115
<i>La défense du territoire</i>	118
<i>Les fonctions spécifiques des quatre types de caillassage</i>	119
<i>Division et hiérarchisation du travail dans le caillassage</i>	123
<i>Eléments de mode opératoire tactique</i>	125
<i>Eléments de prospective</i>	128
<b>SEPTIEME CHAPITRE - ESSAI DE PROSPECTIVE CROISEE</b>	<b>129</b>
7.1 - ENJEUX ET PROSPECTIVE DES NOUVEAUX RASSEMBLEMENTS DE PERSONNES	131
<i>Mondialisation et frontière numérique</i>	132
<i>Rassemblements et éclatements : foules, groupes en rhizome et masses</i>	135
<i>La porosité des « frontières »</i>	137
7.2 - REFLEXIONS DE PROSPECTIVE POUR LES FORCES DE MAINTIEN DE L'ORDRE	139
<i>L'émission du maintien de l'ordre : d'un métier à une fonction</i>	139
<i>Du maintien de l'ordre au contrôle des foules : la militarisation</i>	143
7.3 - PROSPECTIVE CROISEE : L'EVANESCENT ET LE LOURD	148
CONCLUSION	150

## REMERCIEMENTS

La présente étude n'aurait pu être menée sans le soutien d'un grand nombre de personnes qui toutes, à leur niveau et à leur manière, auront contribué à la rendre possible.

Cette étude EPMES a été lancée par le Centre de prospective de la gendarmerie nationale. Nous aimerions remercier le lieutenant-colonel Laurent Vidal qui en a assuré le pilotage peu après son lancement et qui en a assuré la transition auprès de la Délégation à la prospective et à la stratégie du ministère de l'Intérieur. Sa confiance, son appui constant et sa disponibilité auront été autant de facteurs de continuité et de réussite dans la coopération réciproque. Merci également au lieutenant-colonel Eric Bammé qui aura pris en charge la phase finale de livraison de l'étude et l'organisation des restitutions auprès de l'institution.

Nous remercions les membres permanents du comité de pilotage de la recherche pour leurs commentaires éclairés et leur soutien : lieutenant-colonel Christophe Scribe (EOGN/CRGN), lieutenant-colonel Christian Janus (SOE/SDDOP), capitaine Davis Debiais (EOGN/DPA), capitaine Christophe Le Breton (CNEFG) et Mme Marie-Laurence Kroutsche (DCCRS).

Sur le terrain, l'étude n'aurait pu être réalisée sans le concours actif des personnels de la gendarmerie nationale et des compagnies républicaines de sécurité. Pour ces dernières, nos remerciements vont à la direction zonale du Sud-Ouest pour l'accueil et l'organisation de nos immersions : le commissaire divisionnaire Bernard Taste, les commandants Bourdier, Martin, Jacob, Barrilliet-Breau et Marzinotto ; et, bien entendu, tous les personnels des compagnies. Pour la gendarmerie nationale, merci au capitaine Le Breton pour l'accueil au CNEFG. Des remerciements tous particuliers s'adressent à l'escadron 12/6, au commandant Drouet bien sûr, à l'adjoint d'escadron Aurès et au chef de transmission Casado pour l'immersion des plus enrichissantes, mais également à tout le personnel de l'escadron pour le partage de la vie collective, pour la participation aux missions et pour avoir bien voulu témoigner des multiples aspects du travail de gendarme mobile.

Réalisation de l'enquête de terrain auprès des caillasseurs : « TXB »

Relecture des manuscrits et conseils : Marianne Fort

Photo de la page couverture :

[http://ztefx.free.fr/ManifAntiOTAN/Manif\\_NO-TO-NATO\\_4-4-9\\_Strasbourg.html](http://ztefx.free.fr/ManifAntiOTAN/Manif_NO-TO-NATO_4-4-9_Strasbourg.html)

## MANDAT INITIAL

### CENTRE DE PROSPECTIVE DE LA GENDARMERIE NATIONALE (CPGN)

Le présent marché a pour objet une étude intitulée « Les nouveaux rassemblements de personnes : enjeux et perspectives », inscrite sous le numéro 61 (2007) au catalogue des études à caractère politico-militaire économique et social (EPMES).

-----

Le Centre de prospective de la gendarmerie nationale souhaite confier à un prestataire la réalisation d'une étude intitulée « les nouveaux rassemblements de personnes: enjeux et perspectives. »

Nouveaux mouvements sociaux, foule intelligente, émeute, flash mobs..., le vocabulaire se diversifie pour traiter d'une réalité aux contours de plus en plus flous : celle d'un regroupement de personnes dans un espace public. Or les actions collectives, dès lors qu'elles sont susceptibles d'entraîner un quelconque trouble à l'ordre public, revêtent un intérêt majeur pour les forces de police. Qu'elles soient violentes ou non, elles génèrent, de manière plus ou moins prolongée, des désorganisations multiples.

Pour les forces de police, la connaissance de ces formes d'action collective est une nécessité. Elle permet d'adapter les modes d'action et les moyens à engager. Or la diversification constante des modes d'action collective, empêche souvent une anticipation dans ce domaine. L'impact des nouvelles technologies de communication (Internet) redonne un essor particulier aux rassemblements de personnes.

L'étude vise un principal objectif, qui consiste à mieux connaître l'évolution des rassemblements de personnes selon plusieurs axes. Il faudra mettre en évidence la typologie des nouveaux rassemblements de personnes, les caractéristiques de la mobilisation, les modes de fonctionnement, les modes de constitution de ces groupes, les tendances futures et enfin, les réponses policières apportées (dimension comparative).

Cette analyse devra esquisser les contours et les perspectives d'évolution du phénomène concerné afin de déboucher sur d'éventuelles préconisations.

## INTRODUCTION GENERALE

Le mandat initial de cette étude tenait du défi : comment analyser d'un même souffle des rassemblements de personnes aussi disparates et hétérogènes que des flash-mobs, des émeutes ou des nouveaux mouvements d'action politique ? Si le mandat était un défi, l'élaboration de la problématique générale fut un casse-tête ; la méthodologie s'est transformée en patchwork, la réalisation, en parcours du combattant ; et l'analyse représenta une véritable gageure. Mais nous y sommes arrivés, avec l'aide du comité de pilotage.

Tous les « nouveaux rassemblements de personnes » analysés ici – mais notre travail n'est pas exhaustif – ne l'ont pas toujours été sous le même angle, en raison parfois de leur spécificité. Mais nous leur avons adressé les mêmes questions : que sont-ils ? D'où viennent-ils ? Qui en sont les organisateurs ? Que veulent-ils ? Quelles évolutions ont-ils connu depuis les dernières années ? Et surtout, quels sont leurs modes opératoires concrets ? Comment s'y prennent-ils pour « exister », pour opérer leur *surgissement* dans l'espace public, généralement sous la forme d'un rassemblement non autorisé ?

C'est sans doute sur ce dernier point que cette étude pourra être d'une quelconque utilité aux acteurs du maintien de l'ordre. Car si ces rassemblements étaient qualifiés de « nouveaux », nous nous sommes rapidement aperçus qu'ils étaient déjà « connus des services de police et de gendarmerie », comme le veut la formule. Et bien connus parfois : certains d'entre eux, comme les black blocs ou les faucheurs volontaires, figurent dans le diaporama de formation continue de la gendarmerie mobile. Dès lors, outre la question de la légitimité de l'étude (souvent perçue comme « inutile » à la base) et de ce qu'elle laisse entrevoir (les questions qui se posent dans les états-majors ne sont pas celles qui se posent aux policiers et gendarmes), apparaissait celle du point de vue qui serait le nôtre.

Nous avons donc pris le parti d'examiner ces « mouvements » de l'intérieur, de les *épouser* en quelque sorte, pour mieux en faire apparaître les valeurs, les logiques collectives, les ressorts d'action et leur relation aux forces de l'ordre. Cela donne une analyse en apparence *partiale*, mais cela est volontaire afin de donner *un autre point de vue* sur ces rassemblements festifs, politiques ou violents. Là est notre souhait : apporter *l'envers du décor* aux acteurs des forces de maintien de l'ordre, eux qui, d'ordinaire, ne les voient que d'un côté, frontalement. On verra ainsi que plusieurs idées reçues mériteraient d'être revisitées, tant pour les *teufeurs de free party* (qui ne sauraient être vus comme des « adversaires ») que pour les caillasseurs des banlieues (dont l'action rationnellement organisée est le miroir de celle des forces de l'ordre), pour ne prendre que ces deux exemples. Nous croyons que par une meilleure connaissance du fonctionnement interne de ces mouvements ou rassemblements, nous aurons pu contribuer à l'adaptation du maintien de l'ordre et à la prise en compte des spécificités des protagonistes.

Ce travail reste bien évidemment inachevé et les analyses ne peuvent que rester superficielles, si tant est que chacun des rassemblements aurait mérité une analyse spécifique et approfondie. Certes, d'une part, le mandat était ambitieux et le temps limité. Mais d'autre part, nous avons regretté de ne pouvoir compter sur la participation de la DCSP, de la DCRI et de la Préfecture de Paris qui auraient été d'excellentes sources d'informations et d'expertises. Du coup, toute démarche de chiffrage des rassemblements s'avérait impossible. Et c'est également pourquoi les questions relatives aux rôles des autorités civiles, aux stratégies générales de maintien de l'ordre public et celles concernant les chaînes de décisions restent absentes de ce rapport.

Les « nouveaux rassemblements de personnes », déjà connus des forces de l'ordre, sont en réalité définis comme « nouveaux » parce que généralement *non autorisés*. La conception de ces rassemblements qui est sous-jacente, dans le mandat initial, cherche à identifier tous les rassemblements qui sortent des schémas habituels des cortèges et des autres manifestations déclarées et autorisées. Parce que notre objet central n'était pas le maintien de l'ordre, nous avons exclu les manifestations classiques mais non autorisées de notre champ d'étude pour nous concentrer sur les nouvelles formes de *surgissement* dans l'espace public, que celui-ci soit de courte ou de longue temporalité. Le spectre de ces rassemblements est particulièrement large, au point que dans sa forme la plus aboutie – voir le quatrième chapitre – il n'y a plus de rassemblement du tout. Ce qui n'est pas sans poser la question de la définition du *trouble* et celle, plus difficile encore, de l'*ordre public*.

Malgré son caractère critiquable, nous avons conservé la typologie initiale qui consistait à catégoriser les nouveaux rassemblements en trois grands groupes : les rassemblements festifs, les rassemblements politiques et les rassemblements violents. Cette classification est bancal et critiquable en raison du « brouillage des catégories » qui résulte de l'éclatement des formes traditionnelles de manifestation dans l'espace public. Les repères se croisent et se troublent : l'action politique devient ludique, la fête prend un caractère politique, l'exercice d'actions violentes procure jubilation et excitation festive, tout en ayant un fondement politique, etc. Nous avons toutefois conservé cette typologie car elle permet de rendre compte de *l'esprit initial* qui prévaut à un rassemblement. Les actions « coup de poing » des étudiants, même si elles se terminent souvent dans un affrontement parfois violent restent des rassemblements politiques ; et si les caillasseurs s'amuse véritablement et que leur action a une connotation politique, leurs rassemblements a *l'esprit violent* au cœur même du mode opératoire. Cette classification représente également un certain dosage des trois caractéristiques, généralement toujours présentes, qui fait la spécificité de chacun des différents rassemblements.

Le rapport, dans sa structure même, reprend cette catégorisation générale. Les deux premiers chapitres sont consacrés aux rassemblements festifs, selon le critère du dimensionnement et du mode opératoire : les rassemblements *de masse* et *furtifs*. Les deux chapitres suivants concernent la constellation des nouveaux mouvements militants. Ici, nous avons dû départager ceux-ci en fonction d'un critère pour le moins particulier, *la sincérité*. D'un côté (*Mensonges, business et récupération*), les mouvements manipulés ; de l'autre (quatrième chapitre), les véritables rassemblements militants de type éruptif. Enfin, les deux derniers chapitres sont spécifiquement adressés à deux types de rassemblements violents, les black blocs et les caillasseurs. Chacun des six chapitres se termine par des *éléments de prospective*.

Un septième chapitre propose un *essai de prospective croisée*, où sont explorées quelques évolutions envisageables et plausibles des nouveaux rassemblements de personnes d'une part et des forces de maintien de l'ordre d'autre part. Nous n'y avons pas repris les *éléments* développés dans les chapitres, préférant opter pour une vision transversale et y introduire des considérations générales sur l'évolution de la société et du « tissu social » en phase avec nos observations et analyses. On pourra trouver notre prospective bien timide – nous ne sommes pas futurologue – ou trop catastrophiste, mais cela dépend de la position du lecteur. En ce qui nous concerne, nous nous sommes fondés sur l'hypothèse de la continuation et l'affirmation des tendances amorcées dans les conceptions émergentes et parfois déjà observables.

Enfin, notre analyse contient très certainement des erreurs, des omissions ou des maladroites. Nous espérons seulement qu'elles seront ni graves, ni trop nombreuses, et que malgré elles, nous aurons pu contribuer à la réflexion sur l'avenir du maintien de l'ordre.

## METHODOLOGIE ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE

Au départ, cette étude devait être une enquête sociologique des plus classiques. Nous devions, en une trentaine de journées, réaliser environ quarante-cinq entretiens ; démarche réalisée à l'occasion d'immersions dans des rassemblements et lors de moments d'observation du travail des forces de l'ordre. Las ! Comme le dit le dicton du métier : *le fait social est têtue et ne se laisse pas appréhender facilement*. Au final, la méthodologie retenue – avec l'aval du comité de pilotage – n'a plus beaucoup de points communs avec le projet initial.<sup>1</sup>

D'un côté, nous avons opté pour ne pas « avancer masqué » et de ne pas dissimuler l'identité du commanditaire de cette étude, bien que cela ait été une hypothèse de travail, en raison des risques liés à un dévoilement possible à court ou moyen terme. Lorsque nous avons procédé ainsi, nous avons essuyé des refus catégoriques de participation à l'enquête de presque tous les interlocuteurs contactés. Quand nous nous sommes présentés comme sociologue chercheur universitaire, la suspicion était telle que la question du financeur se posait aussitôt, la plupart des personnes sollicitées faisant l'amalgame entre commanditaire et employeur. Si plusieurs interviewés ont accepté de « jouer le jeu » pour nous faire part de leur conception de l'action festive ou politique, ce fut dans une certaine limite : la divulgation des modes opératoires, de l'organisation des mouvements et des caractéristiques des participants a été refusée d'emblée. Bon nombre, d'ailleurs, ont refusé l'enregistrement de l'entretien, voire la prise de notes. C'est pourquoi nos « entretiens » ont plutôt pris l'allure de discussions informelles qui, pour être informatives, sont plus difficilement mobilisables directement dans l'analyse.

D'un autre côté, comment aller observer des rassemblements qui, par définition, sont furtifs et non autorisés ? Il suffisait d'être à Toulouse pour qu'un événement se déroule à Paris ; quand nous étions à Paris, il se déroulait ailleurs. Quand nous nous attendions à des manifestations non autorisées à un moment, elles se déroulaient à un autre. Quand nous avons accompagné des compagnies républicaines de sécurité et des escadrons de la gendarmerie mobile, ou bien la manifestation se déroulait sans anicroches – et nous avons longuement partagé *l'attente* qui caractérise si bien le travail des forces de maintien de l'ordre – ou alors un « trouble » était pris en charge par la sécurité publique ou une compagnie départementale d'intervention. Par ailleurs, il a été difficile d'entrer dans certaines actions non autorisées – comme les free party ou l'action des black blocs – parce qu'une partie des échanges ne nous étaient pas accessibles puisqu'ils se font par réseaux Internet sécurisés ou par contacts directs. Sur un autre plan, lorsque nous avons pu assister à des rassemblements et que nous avons photographié ou filmé l'événement, nous nous sommes rapidement aperçus que l'on pouvait trouver sur Internet tout ce que nous avions filmé et beaucoup plus, par les angles différents fournis par le nombre de vidéos tournées par des participants et des journalistes.

Par conséquent, nous avons opté pour une méthodologie de collecte de données indirectes qui, recoupées plusieurs fois et vérifiées, nous fournissait un matériau plus dense, plus riche et plus fiable que ce que nous aurions collecté nous-mêmes. La masse des matériaux recueillis est telle que les notes de bas de page, pourtant très nombreuses, qui figurent dans ce rapport ne représentent qu'une mince fraction des sources utilisées. Dès lors, les références qui sont indiquées ont essentiellement une fonction d'exemplification des analyses.

---

<sup>1</sup> « De l'éparpillement... au surgissement. Etude sur les modes opératoires et les évolutions des nouveaux rassemblements de personnes » *Projet de recherche EPMES n° 2007/061 : "Les nouveaux rassemblements de personnes : enjeux et perspectives"*, novembre 2007.

Pour chacun des rassemblements étudiés, nous avons procédé d'une même manière pour les sources indirectes : a) revue de littérature sociologique, scientifique ou de commentaire ; b) revue de presse ; c) collecte de tous les documents vidéos disponibles sur Internet sur le sujet ; d) analyse extensive des sites Internet spécifiques de chacun des groupes, mouvements, fédérations, base d'échanges, etc. ; e) lecture des blogs, pages et forums relatifs à ces groupes ; f) collecte des reportages et journaux télévisés ou radiophoniques présentant les mouvements en question, les événements ou les affrontements les entourant.

Nous avons renoncé à quantifier le matériau, mais pour donner un ordre d'idée, nous avons constitué une banque vidéographique comptant plus de 450 documents de toutes sortes. Bien qu'il faille être prudent quant à l'usage de sources indirectes, dont plusieurs sont construites par des journalistes et des militants, le recoupage des scènes et des discours nous a permis d'avoir une vision que nous pensons réaliste des rassemblements. Ainsi, les actions violentes menées expressément en vue d'être filmées et diffusées ont été rejetées. Nous avons aussi donné plus d'importance aux matériaux bruts (scènes tournées par des tiers et diffusées sans montage) qu'aux documents conçus dans une logique de démonstration.

Au plan de l'accompagnement d'observation avec les forces de l'ordre, nous avons réalisé l'équivalent de 12 jours d'immersion : deux jours au CNEFG (Centre national d'entraînement des forces de gendarmerie), quatre jours en escadron de gendarmerie mobile (évacuation d'une église occupée par des sans papiers, visite du président de la République au salon de l'agriculture, maintien de l'ordre pour deux manifestations – étudiants et chercheurs, soutien au mouvement en Guadeloupe –, patrouilles de sécurisation, etc.) ; l'équivalent de cinq jours avec des compagnies républicaines de sécurité (visite du pape à Lourdes, déploiements pour deux manifestations) ; et deux demi-journées, l'une avec un service d'ordre étudiant, l'autre avec un service d'ordre de la CGT.

Durant ces journées, nous avons observé le travail des forces de l'ordre, nous avons eu des entretiens formels, des discussions approfondies, de nombreux échanges informels et partagé la vie quotidienne des gendarmes et des policiers. Au total, nous pouvons estimer à environ une trentaine le nombre total de nos interlocuteurs. Toutefois, une bonne partie du matériau ne sera pas utilisé ici puisqu'il concerne l'exercice du métier de maintien de l'ordre, les relations hiérarchiques et de commandement, les conditions de travail, etc. Ce matériau pourrait faire l'objet d'une investigation complémentaire.

Quant aux acteurs des rassemblements, nous avons fait le choix de privilégier la réalisation d'une enquête inédite sur les caillasseurs des banlieues, en raison de la faiblesse des matériaux existants. S'il y a eu beaucoup d'écrits et de reportages sur les émeutes dans les banlieues, pratiquement aucun n'a été consacré au caillassage ordinaire, banal et quotidien – celui qui empoisonne la vie des policiers et gendarmes. Nous avons donc misé sur ce nouvel apport de connaissance, plutôt que d'insister sur des événements festifs qui sont sans incidence réelle sur l'ordre public ou sur des « mouvements » qui, bien que présents sur la scène médiatique, ne comptent que quelques militants vraiment actifs. Notre jeune collaborateur, dit « TXB », a mené l'enquête dans une cité connue pour son caillassage régulier et il y a mené des entretiens individuels et collectifs auprès d'une dizaine de caillasseurs. Au total, toutes catégories confondues, nous avons discuté et échangé avec environ une trentaine de « militants » et d'« activistes ».

## PREMIER CHAPITRE

### LES RASSEMBLEMENTS FESTIFS DE MASSE

Cette première partie consacrée aux rassemblements de type festif – ou plutôt à « finalité festive » puisqu'il y a également un aspect ludique dans les actions politiques et violentes – a été divisée en deux chapitres, puisque tous les mouvements festifs ne se ressemblent pas. Si certaines caractéristiques sont communes à tous ces rassemblements – leur illégalité et leur forme « irruptive » dans l'espace urbain – d'autres sont diamétralement opposées.

Dans ce chapitre, nous traiterons des rassemblements festifs « de masse ». Qu'entendons-nous par là ? Nous avons opté pour le dimensionnement comme premier critère de différenciation, et fixé à 500 la limite de la « masse ». Norme arbitraire, cela est certain, mais qui repose sur deux constatations. La première est légale : 500 est le nombre de participants à partir duquel une *free party* doit être déclarée en préfecture pour autorisation. La deuxième est factuelle : les *flash-mobs*, les fêtes dans le métro ou les rassemblements Facebook peuvent bien attirer plusieurs centaines de personnes mais ces manifestations ne dépassent qu'exceptionnellement la barre des 500 personnes. Nous avons donc ici *une mesure qui permet de départager* ce qui ressort des rassemblements de faible ou de moyenne ampleur de ceux qui peuvent mobiliser entre 1000 et 8000 personnes sans autorisation dans des lieux publics ou semi-publics.

Nous aurons donc deux exemples – radicalement différents, tout au moins quant au style et à la composition sociale – des rassemblements de masse : les dîners blancs et les free party.

Au-delà des apparences souvent trompeuses, et malgré qu'il s'agisse ici de rassemblements de personnes de classes sociales très différentes (tant au plan culturel qu'économique) voire opposées, ces rassemblements partagent plusieurs caractéristiques. Et celles-ci les distinguent des rassemblements furtifs du deuxième chapitre.

- Dîners blancs et free party ont en commun de ne pas être récents : ils existent depuis de nombreuses années, les forces de l'ordre les connaissent bien et l'on sait qu'ils auront lieu. Sauf qu'on en ignore le moment exact et le lieu précis de leur « surgissement » ;
- Dîners blancs et free party fonctionnent avec une sélection culturelle à l'entrée, dont les modalités sont spécifiques à leur classe sociale respective. Ce qui leur confère une forte *homogénéité culturelle*. Pour la bourgeoisie des dîners blancs, il ne s'agit nullement d'être fortuné, mais d'être coopté sur la base d'affinités. Milieu fermé (le nouveau riche n'a aucune chance d'être invité) et privé : on y est « entre nous », entre ceux qui ont le capital social et culturel pour y entrer. Pour les free party, bien que l'information circule de façon « publique », il faut être un habitué pour connaître les sources d'information. Mais de par les pratiques de classe, l'auto-exclusion des « ravers » qui ne partagent pas l'esprit et la culture de la « free » créera de facto une relative uniformité culturelle.
- Dîners blancs et free party fonctionnent tous deux comme des *systèmes agrégatifs*. Nous ne sommes pas ici devant des *foules* composées d'individus sans liens entre eux et ne se connaissant pas (comme les flash-mobs ou les rassemblements Facebook) mais plutôt face à une agrégation de petits groupes sociaux qui finissent par former une masse.

- Par conséquent, dans les dîners blancs et free party, on se connaît et on s'y reconnaît. La périodicité et la fréquence ne sont pas ici le signe d'une simple répétition d'événements mais au contraire celui d'une *continuité relationnelle* au sein des groupes et entre les groupes. Dîners blancs et free party ne sont en fait que la pointe (publique) de l'iceberg des relations sociales qui se tissent *entre* ces événements. Ce qui n'est pas le cas des rassemblements étudiés dans le deuxième chapitre.
- Dîners blancs et free party ont également une spécificité commune tellement évidente qu'on l'oublierait presque : ils demandent une *infrastructure* matérielle et technique parfois impressionnante, une *logistique* sophistiquée pour acheminer le tout sur place et une étroite coordination entre les parties mobiles pour la *synchronisation* des opérations d'envahissement. Que l'on songe au « matos » des « sounds » d'une « free party » ou à la verrerie, linges de table, victuailles et mobiliers des dîners blancs, quelle organisation !
- Dîners blancs et free party ont une organisation « *pyramidale coupée* » très bien rodée et quasi professionnelle. L'organisation est pyramidale (une « tête » organisatrice qui garde l'initiative) et descendante (l'organisation « percole » de groupe en groupe). Toutefois, cette organisation est « coupée » : d'une part, les organisateurs restent secrets et d'autre part, l'information est non transverse, elle descend mais ne circule pas entre les groupes.
- Dîners blancs et free party sont des rassemblements à *temporalité longue*. Certes, les dîners blancs durent une soirée et les « tekos », une nuit ou un week-end. Mais ils restent bien différents des flash-mobs (quelques minutes), des fêtes dans le métro (le temps d'un trajet) ou d'autres événements festifs (à temporalité indéterminée).
- Il en découle que dîners blancs et free party sont accessibles au « maintien de l'ordre ». Leurs temporalités festives, la préparation nécessaire à la mise en place des dispositifs techniques et à l'installation des participants font que les forces de l'ordre disposent d'un certain laps de temps pour « répondre » à la situation. Comme les événements sont assez récurrents, nous présumons que cette « réponse » fait partie intégrante des « répertoires d'action » des forces de police et de gendarmerie (même si elles sont prises au dépourvu).
- Comme nous le verrons plus loin, les participants aux free party ne sont pas en opposition avec les forces de l'ordre. En conséquence, dîners blancs et free party se rejoignent dans le jeu autour de la compétition et du « plus malin » : s'installer avant l'arrivée des forces de l'ordre et les mettre devant le fait accompli.
- Enfin, dîners blancs et free party sont des événements festifs pacifistes. A priori, ils ne posent pas la question de la dangerosité du rassemblement mais, à la rigueur, celui des risques comme tout rassemblement festif de masse, qu'il soit légal ou non autorisé. Par contre, ces deux événements soulèvent l'épineux problème de la définition du « trouble à l'ordre public ». C'est pourquoi nous reviendrons sur le *traitement différentiel selon la classe sociale* dont ces rassemblements font l'objet.

Examinons plus en détails ces manifestations qui témoignent – une fois de plus – du besoin de liberté, de la volonté d'appropriation de l'espace public, d'y être entre soi, et qui montrent que les événements institutionnalisés – de la fête de la musique à la fête des voisins – ne suffisent plus à (re)créer le lien social dans le cadre d'un grand rassemblement de personnes.

## 1.1 - LES DINERS BLANCS

Les dîners blancs – parce qu'on y est tout de blanc vêtu – sont de gigantesques pique-niques nocturnes pouvant rassembler entre 5000 et 10000 personnes. Leur organisation reste secrète, le lieu n'est connu qu'au tout dernier moment, et ils font subitement irruption dans des sites prestigieux de la capitale (Champs-Élysées, place de l'Étoile, pont des arts, Champ de Mars, pyramide du Louvre, place de la Concorde, Trocadéro, place Vendôme, etc.), dans un parc ou un château (Versailles, Chantilly, Saint-Cloud).

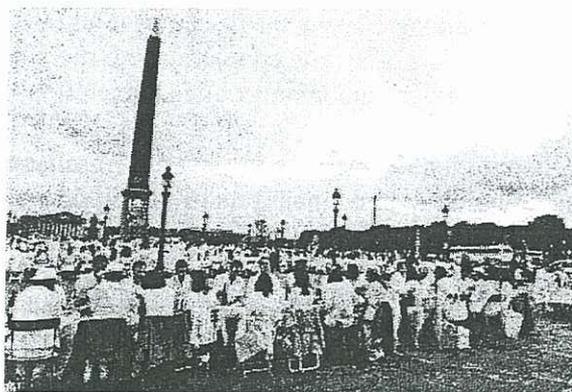


Photo AFP

Les dîners blancs font véritablement exception en tant que rassemblement non autorisé de personnes dans l'espace public. Et ce, à plus d'un titre. D'une part, leur ancienneté et leur rythmicité. Organisés chaque année un jeudi de juin depuis plus de vingt ans (ils durent généralement entre 20h30 et 01h), ces « rassemblements de personnes » n'ont rien de vraiment « nouveaux », ils font partie d'une tradition d'événements festifs récurrents marquant la vie parisienne. D'autre part, il s'agit d'un des rares cas où la manifestation regroupe des participants issus de la bourgeoisie. Par ailleurs, la possibilité d'y participer est restreinte à un réseau de cooptation et le secret entoure la date et le lieu de l'événement, à un point – semble-t-il – que même les forces de l'ordre découvrirait le dîner blanc au moment même où l'on prend possession des lieux.

La logistique est impressionnante puisque non seulement quelque 7000 convives débarquent avec nourriture, tables et chaises, verrerie et couverts, costumes, etc., mais des estrades sont installées et des orchestres y jouent. Il s'agit donc d'un rassemblement non autorisé créant incontestablement un trouble à l'ordre public. Et d'envergure.<sup>2</sup>

*« Notre menu : foie gras, poulet rôti et ses petites pommes de terre, macarons accompagnés de fraises et de cerises, le tout arrosé d'une bouteille de Sauternes, de deux bouteilles d'un délicieux vin rouge et d'une bouteille de champagne! Contessa et moi étions, il faut bien le dire, complètement pompettes ! Une soirée délicieuse et fabuleuse ! »* (Blog Internet)<sup>3</sup>

Sociologiquement parlant, le secret ainsi que le caractère exclusif et fermé des dîners blancs sont tout à fait représentatifs des mœurs de la bourgeoisie. En effet, il est connu depuis fort longtemps<sup>4</sup> que les pratiques culturelles – dont celles des rencontres et de la mise en couple – sont marquées par la force des réseaux d'interconnaissance personnelle qui assure le filtrage (intégration/rejet) des impétrants et qui produit l'homogénéité culturelle caractéristique de cette classe sociale.

---

<sup>2</sup> Pour visualiser le processus (dîner de 2007) : <http://www.youtube.com/watch?v=CtZtVxhoIzk> . Le reportage de Clap TV est également intéressant (<http://www.youtube.com/watch?v=T182j2dk4Ks>). Pour d'autres images : <http://www.youtube.com/watch?v=7hplZ-jPXq8> ou encore <http://www.youtube.com/watch?v=ubzxec6yH2s>

<sup>3</sup> La consommation d'alcool sur la voie publique n'est-elle pas interdite ?

<sup>4</sup> Dès 1964. Voir à ce sujet le « classique » : Girard A. *Le Choix du conjoint. Une enquête psychosociologique en France*, Paris, INED (1964, 3e éd., 1981). Pour une actualisation et une excellente bibliographie : Bozon, M. et Héran, F. ; *La formation du couple*, La Découverte (2006).

### *Mode opératoire*

L'organisation repose sur un réseau pyramidal cloisonné où le recrutement des participants s'opère exclusivement par cooptation interpersonnelle. Il semble que la « tête pensante » de l'organisation reste inconnue et que la discrétion soit la règle d'or pour tout le réseau.

Si la cooptation des participants est décentralisée et laissée au soin des « affranchis » (même si la chaîne du « on connaît quelqu'un qui connaît quelqu'un qui connaît quelqu'un » ne doit probablement pas être très longue, en raison de la nature très *select* de l'événement), l'information est toutefois centralisée et diffusée dans la pyramide. Celle-ci est composée de groupes – nous en ignorons la taille – dotés d'un responsable – un « railleur » – chargé de la coordination et de la diffusion de l'information par téléphone, texto ou courrier électronique.

Selon nos informations, trois étapes de communication se succèdent. Après la divulgation de la date de l'événement, la dernière « note » donne les indications du *Dress Code* : « *Le site sur lequel aura lieu le dîner est extraordinaire et impose à tout le monde une élégance soulignée. À cet effet, les dames sont priées de se couvrir d'un chapeau quelle qu'en soit sa nature pourvu qu'il soit blanc et tende à rehausser leur charme naturel. Pas de problème pour les talons hauts ; il vaut mieux se passer d'un sac à main ; le panier repas doit tout contenir, y compris le sac-poubelle.* » Les participants doivent apporter pique-nique, table de bridge, nappe et serviettes de table en tissu blanc, couverts en argent, verrerie et champagne.

L'acheminement au lieu du dîner blanc se fait par bus, situés en différents points de ralliement répartis dans Paris et aux alentours. Les groupes ne connaissent leurs points de ralliement que vingt-quatre heures à l'avance. Ce n'est qu'une fois dans le bus que les convives apprennent leur destination finale.

Les heures de départ des points de ralliement sont savamment calculées pour permettre une arrivée simultanée des quelque 70 bus que peut nécessiter un dîner blanc. Les hommes ont pour consigne d'installer les tables de bridge, les femmes de dresser le couvert. En environ une heure, entre sept et huit mille personnes sont installées à table dans l'espace public.

### *Rôle des forces de l'ordre*

Le rôle tenu par les forces de l'ordre face au (et lors des) dîners blancs nous laisse quelque peu perplexe et songeur. Sur deux points.

Premièrement, sur la question de l'anticipation du rassemblement. Comment expliquer que cette manifestation qui existe depuis plus de vingt ans – et de plus, pas n'importe quand – puisse encore prendre par surprise la préfecture de Paris ? Si un haut gradé de la police nationale a pu nous dire que les dîners blancs donnaient « *des sueurs froides à la préfecture de Paris* » en raison des troubles à la circulation et de la présence policière exigée, nous émettons quelques doutes quant à la nature véritablement clandestine du rassemblement. Comme cet événement contribue au renom de la capitale (il figure même dans les brochures touristiques sur Internet), qu'il ne cause aucune dégradation et montre la « bonne société » parisienne, nous ne sommes pas loin de penser qu'une autorisation préalable existerait bel et bien, mais qu'elle resterait secrète afin de ne pas rompre tout le « charme » de la transgression inhérent aux dîners blancs.

Car par ailleurs, dans l'hypothèse où cet événement serait vraiment clandestin et non autorisé, que fait donc la police ? Que font les services de renseignements ? Car il n'y a qu'à regarder le site Internet de Point de Vue / Images du Monde<sup>5</sup> pour pouvoir l'anticiper. En effet, dans le blog consacré aux dîners blancs et qui définit les critères du bon convive ainsi que celui qu'il vaut mieux éviter d'inviter, on trouve, entre autres : « *Les "on-verra-bien-au-dernier-moment", qui arrivent chez Le Nôtre trois quarts d'heure avant le dîner alors que tous les bons traiteurs de Paris sont en rupture de stock ce soir-là.* ». Eh oui. Si l'on veut connaître la date de l'événement – il n'y a que quatre jeudi en juin – il suffit de faire la tournée des grands traiteurs, sans oublier d'aller chez Le Nôtre... Et comme notre bourgeoisie est toute aussi prévoyante qu'elle apprécie de se régaler des rillettes de saumon de chez Fauchon, elle passe commande à l'avance. Et à vingt-quatre heures d'avis, le moment est définissable.<sup>6</sup>

Deuxièmement, si ce que l'on nous a expliqué est exact, le rôle des forces de l'ordre s'avère ici inversé : *on n'agit pas contre le rassemblement, mais on le protège*. On le protège et *on assure sa sécurité* pour deux raisons.

D'une part, si on peut argumenter que les dîners blancs ne constituent pas véritablement un trouble à l'ordre public parce que les convives sont *bien éduqués* et qu'ils ne causent pas de dégradations, de rixes ou de chahut tardif, il faut en convenir. Mais il faut aussi convenir de ceci : *s'ils ne sont pas un « trouble », ils causent un trouble à l'ordre public*. Ils attroupent les badauds, ralentissent la circulation automobile des curieux, attirent les pique-assiettes, les pickpockets, les bandes de jeunes des cités qui déambulent dans la zone ou les sans-abri qui peuvent ainsi venir *gâcher le plaisir*. Les dîners blancs sont sans doute l'un des rares rassemblements non autorisés causant un trouble à l'ordre public que l'on protège pour assurer son bon déroulement.

Il semble d'ailleurs que cette protection soit efficace puisque selon un participant : « *Les seuls débordements correspondent à une ou deux personnes se baignant dans les fontaines, ou les clients du Crillon sortant en peignoir blanc pour faire partie de la fête* » (blog Internet). L'arrivée ou le passage des véhicules des forces de l'ordre avec leurs gyrophares amuse (et sans doute rassure) les dîneurs qui les saluent par des acclamations et un tournoiement de serviettes blanches.

D'autre part, et conséquemment, le rapport de classe nous semble fondamental et évident. *On protège la bourgeoisie* – normalement dans ses murs et ses quartiers<sup>7</sup> et qui « sort » à cette occasion – *de la menace du peuple de la voie publique*. Le fait que l'on ne dissolve pas un tel rassemblement festif bourgeois – de telle ampleur et en de tels endroits – et que l'on mette des moyens et des forces de l'ordre à sa disposition montre bien que la « *police de classe* » existe et que les décisions en termes de maintien de l'ordre sont loin d'être neutres au plan de la hiérarchisation des classes sociales. L'efficacité du mode opératoire – le surgissement d'une masse considérable – n'est pas le seul facteur expliquant la non dissolution du rassemblement.

---

<sup>5</sup> Blog de Point de vue/Images du monde (<http://www.pointdevue.fr/blog/?2007/06/27/56-le-diner-en-blanc>)

<sup>6</sup> D'autant que les participants doivent se rendre aux différents points de ralliement dans Paris. Quelques 8000 personnes, toutes de blanc vêtues, portant chapeaux, ombrelles et paniers de victuailles ne doivent pas tout à fait passer inaperçues sur les écrans de la Salle d'Information et de Commandement de la DOPC... Sans parler ici de la location simultanée de 70 bus, dont les trajets arrivent au même point d'attente, et qui peut aussi se remarquer.

<sup>7</sup> Si l'on s'intéresse à ce thème, les nombreux travaux de Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot demeurent la référence incontournable, dont : *Dans les beaux quartiers* (Seuil, Paris, 1989) et *Sociologie de la bourgeoisie* (La Découverte, Paris, 2000 et 2005).

Y a-t-il lieu de s'en scandaliser ? D'un côté, très certainement. Car on ne protège pas ainsi un « battle » entre tecktonik et hip-hop de la même façon, bien que ses participants soient des plus pacifiques et qu'ils attirent tout autant badauds, curieux et autres groupes de jeunes. Ici, le rassemblement non autorisé sera dissout, par la force si nécessaire. Mais d'un autre côté, le rôle de forces de l'ordre lors des dîners blancs illustre également que *l'objectif premier de la sécurité publique reste réalisable en toutes circonstances*, même dans un rassemblement non autorisé : protéger le citoyen.<sup>8</sup>

### *Éléments de prospective*

Les dîners blancs sont certainement là pour durer, et longtemps encore. Il semble d'ailleurs que le nombre de participants augmente progressivement d'année en année (12 000 en 2009), certainement en raison de la renommée de l'événement, de sa couverture médiatique et des effets de réseau des nouvelles technologies de communication.

Par mimétisme, l'organisation de dîners blancs s'étend à d'autres villes de France (Clermont-Ferrand, Nantes, Marseille, Châteaubriant, etc., pour beaucoup autorisés), mais sans atteindre l'ampleur de ceux de Paris. Par exemple, le premier dîner blanc à Besançon a réuni quelque 50 personnes en bordure du Doubs... Cela n'est peut-être pas si anecdotique puisque c'est ainsi qu'ont débuté les premiers dîners blancs à Paris.

L'événement essaime également à l'international, bientôt à Hong Kong semble-t-il (sur un pont, nous dit-on) et au Canada, à Montréal (20 août 2009). Dans ce dernier cas, l'importation montre une adaptation culturelle importante : il n'est pas réservé à la bourgeoisie mais il est démocratique pour la première année (inscription par Internet, cotisation)<sup>9</sup> pour ensuite fonctionner par réseaux d'interconnaissances. L'institutionnalisation change radicalement la philosophie du rassemblement et sa « culture » pour n'en garder que la forme événementielle : tenue entièrement blanche, lieux de patrimoine prestigieux, etc.<sup>10</sup>

On peut raisonnablement s'attendre à ce qu'un jour apparaisse une forme plus populaire (peut être plus démocratique) de dîners blancs qui, sans doute issue de classes moyennes éduquées mais exclues de l'événement actuel, prendront les mêmes allures – irruption subite de pique-niques – tout en s'en distinguant (un dîner bleu ? jaune ? rouge ?). Reste à savoir si les lieux envahis par ces classes sociales seront les leurs ou s'ils s'approprieront eux aussi les hauts lieux de la capitale, à l'instar des dîners blancs.

Dans ce cas, tolérera-t-on 8000 étudiants s'installant sur des nappes sous la tour Eiffel ? Tolérera-t-on 4000 familles maghrébines faisant tourner le méchoui sur le Champs de Mars ? Si non, comment justifiera-t-on alors la différence de traitement et évitera-t-on, par après, que la décision « de classe » ne fasse dégénérer la manifestation festive au point de nécessiter un « maintien de l'ordre » ?

---

<sup>8</sup> Ce que réclament d'ailleurs les technoïdes des *free party* (voir ci-après).

<sup>9</sup> Pour plus d'informations et une vidéo : [www.dinerenblanc.info](http://www.dinerenblanc.info) . L'initiative est de Aymeric Pasquier, fils de François Pasquier qui lança les dîners blancs parisiens il y a une vingtaine d'années (*Le Devoir*, 21/09/09).

<sup>10</sup> Ne pas confondre avec le « bal en blanc » annuel (<http://productionplayground.com/Bal-en-Blanc-FR.html> ) de Montréal qui existe depuis quinze ans (pouvant attirer jusqu'à 16000 personnes) et qui est une version techno-rave des « White Party » (en espaces intérieurs) qui ont émergé aux Etats-Unis dans les années 1980 et qui rassemble la « communauté » gay, lesbienne, trans- et bisexuelle.

## 1.2 - LES FREE PARTY : LA POUR RESTER

Les « free party » sont très certainement les rassemblements non autorisés de personnes dans l'espace public les plus connus de la gendarmerie mobile, non seulement parce qu'elles se déroulent le plus souvent dans les zones rurales ou périurbaines<sup>11</sup>, mais parce qu'elles peuvent rassembler des centaines, des milliers, voire des dizaines de milliers de personnes qui surgissent de nulle part et convergent en un endroit pour l'investir et y faire la fête. Bon nombre de gendarmes ont eu affaire à cet événement et en gardent le souvenir doux-amer d'une situation qui aura pu être difficile à maîtriser.



Notre propos n'aura pas ici pour objectif de cerner le sujet (comme cela a pu être possible pour les micro-rassemblements), tant il est vaste et complexe. Il a déjà été l'objet de multiples analyses historiques, musicologiques, politiques<sup>12</sup> et sociologiques<sup>13</sup> fines et cette section ne suffirait pas à en rendre compte. Notre but est plus humble : apporter, pour les forces de l'ordre confrontées à ces manifestations festives de masse, quelques éléments de compréhension du phénomène et sur le principe même de leur illégalité afin de faciliter une « rencontre » plus « harmonieuse » lors des opérations de maintien de l'ordre. C'est pourquoi nous nous attarderons sur les « tekos » illégales.<sup>14</sup>

Tout d'abord, il convient de préciser les termes pour éviter les confusions. Les *free party* ne sont pas des *raves*. La distinction est fondamentale. Les *raves party* sont légales, se déroulent le plus souvent en intérieur et sont payantes (même si le prix d'entrée peut être symbolique). Les *free party* sont illégales, se déroulent en extérieur et une donation peut être faite à l'entrée ou à la fin de l'événement. Certes, les deux types de manifestation s'incluent dans la culture *technoïde* mais des différences de fond – historiques, musicales, politiques et sociales – différencient nettement ces deux phénomènes.<sup>15</sup> Nous reviendrons sur leurs origines.

---

<sup>11</sup> Mais pas seulement, Paris étant une grande concentration de *teufeurs*. A preuve, les heurts avec la police dans la nuit de 20 au 21 juin 2009 au Bois de Boulogne suite à une « free parade » organisée en marge de la fête de la musique ([http://www.freeparadeparis.org/img/APEL\\_A\\_MANIF\\_freeparade09.jpg](http://www.freeparadeparis.org/img/APEL_A_MANIF_freeparade09.jpg)). Pour les vidéos et les commentaires : <http://23-7.net/2009/06/26/abus-policiers-apres-la-free-parade-communique-du-collectif-des-sound-systems-et-vidéos/>. Pour la liste des « sound systems » saisis : <http://www.systematek.org/gargouilles/>

<sup>12</sup> Rapport Dumont : *Les grands rassemblements festifs techno*, Rapport au Premier ministre par Jean-Louis Dumont, Député de la Meuse, Mai 2008.

<sup>13</sup> Dernier ouvrage en date : Lionel Pourtau, *Techno - Enquêtes sur les nouvelles communautés festives*, Editions du CNRS, 2009. On lira également l'article, du même auteur : « Déviant, délinquant, militant : parcours de vie dans la subculture technoïde », *Socio-logos*, Numéro 2, Juin 2007. L'article est disponible en ligne : <http://socio-logos.revues.org/document561.html>

<sup>14</sup> Pour visualiser, nous conseillons l'excellent site de collections de photographies de free party et de teknivals (de 1999 à 2009) : <http://parties.are.free.fr/>

<sup>15</sup> Nous adoptons ici le point de vue des puristes qui présente l'avantage de ne pas confondre les différents types d'événements. Le débat sur la définition du côté « free » des « rave party sauvages et libres » a longtemps fait rage dans le milieu et se poursuit toujours car cet univers social est loin d'être unifié. Ainsi, les nouveaux entrants dans le « métier » qui comptent profiter de l'aura (social et sémantique) de la free party ont tendance à appeler ainsi ce qui est en fait une rave. Ils se font d'ailleurs rappeler à l'ordre sur les blogs spécialisés (par

Par ailleurs, l'institutionnalisation de ces fêtes, leur « officialisation » et leur réglementation par l'Etat a fait naître d'autres confusions. Si le terme de *Teknival* est aujourd'hui dominant, il désigne principalement les *free party légales et autorisées*, ce qui les transforme, en quelque sorte, en gigantesques *rave party extérieures*. Le premier teknival à être organisé légalement s'est tenu à Marigny-le-Grand (Marne) en 2003 et a réuni quelques 50 000 personnes. Le deuxième, en 2004, fut encore plus imposant : 90 000 personnes (avec 130 *sound systems*) sur l'ancienne base aérienne de l'OTAN de Chambley (Meurthe-et-Moselle).<sup>16</sup> De façon générale, la participation aux teknivals autorisés reste très variable. Celui de Crucey-Villages en 2008 sur une ancienne base militaire de l'OTAN a fait le plein : 40 000 personnes. Par contre, un petit événement comme celui de Plessé (sur un terrain loué par un agriculteur) en juillet 2009 n'aura rassemblé qu'un maximum de 3000 amateurs.<sup>17</sup>

Les puristes du *free party* désignent ces manifestations légales comme des *Sarkovals*, pour mieux les différencier des *tekos* qui restent illégales. Mais, comme le mot « teknival » s'impose malgré tout, les grandes *tekos* alternatives qui s'organisent parallèlement aux Sarkovals tendent à adopter la même terminologie. On assiste donc depuis quelques années à l'apparition de « Teknivals alternatifs » ou « Teknivals des Insoumis »<sup>18</sup>, ce qui revient à la même chose qu'une *free party*, événements peut-être seulement différents par la plus grande affluence générée en raison de la simultanéité des deux « *teufs* ».

Au-delà des cas particuliers, il apparaît qu'il y a une différence de dimensionnement entre teknival et *free party*. Les grands teknivals annuels sont organisés et pré-annoncés au niveau européen, ce qui en explique l'ampleur, ce qui n'est pas le cas de la plupart des *free party*, désignées comme telles, qui rayonnent plutôt au plan national, voire régional. Ainsi, par exemple, le teknival illégal de 2009 qui s'est tenu à Bouafles (Eure) les 1<sup>er</sup>, 2 et 3 mai 2009 aura réuni plus de 25 000 personnes et mobilisé quelque 300 gendarmes. Voilà pour l'événement qui a drainé teufeurs et *sound systems* de l'Europe entière. Toutefois, à titre de comparaison, deux autres *free party* se sont tenues au même moment, à Villebazy près de Limoux (Aude)<sup>19</sup> où l'on comptait environ un millier de teufeurs, encadrés par 50 gendarmes, ainsi qu'à Sondersdorf (Haut-Rhin) où le « Bal des gargouilles » regroupait environ 35 *sound systems*. Une partie du matériel a été saisie à la sortie, dans les trois cas.

---

exemple : <http://www.tripandteuf.org/rubrique-tekos-teknival-raves-underground-f4/free-party-7-fevrier-2009-mayenne-t5762.htm> ). Pour le grand public, la confusion peut être extrême puisque même des flash-mobs de type artistique peuvent aussi se dénommer « *free party* » (exemple, pour un « événement » dans un supermarché, ce qui n'a rien à voir avec notre objet : <http://libertaire.free.fr/Kitcodebarre.html> ).

<sup>16</sup> <http://www.liberation.fr/societe/0101487432-90-000-teuffeurs-sur-la-piste-du-teknival-de-chambley>

<sup>17</sup> Annoncé aussi sur un site généraliste : <http://www.iden-mag.com/soiree-15946.html> Voir aussi : [www.ouest-france.fr/ofdemmin\\_-Teknival-de-Plesse-entre-2300-a-3000-personnes-samedi-soir\\_-1016564\\_actu.Htm](http://www.ouest-france.fr/ofdemmin_-Teknival-de-Plesse-entre-2300-a-3000-personnes-samedi-soir_-1016564_actu.Htm)

<sup>18</sup> Pour celui de 2007 : <http://www.appelauxsansvoix.org/forum/threads/thread/index.php?thread=63>

<sup>19</sup> En réalité, la *free* n'était pas prévue à Limoux : « *La soirée devait se faire dans le 81 mais merci aux boulets qui ont passé la journée dans le centre ville de St Pons à attendre et qui ont ramenés les flics!!!! Du coup on [s'est] cassé dans l'Aude, pas trop loin de Limoux!! Arrivés sur le site vers 23h30, le [...] system est déjà là et commence à monter le son! Bien motivé!! Arrivent après les [deux autres sounds], et puis s'enchaîne un gros convoi de camion!! Au petit matin tout le site est blindé, des gens des voitures des camions, des chiens et des murs de son!!!!* » Photos et détails du récit : <http://www.electroziq.org/phpBB2/viewtopic.php?t=15286> . Pour l'encart journalistique : <http://www.ladepeche.fr/article/2009/05/04/601120-Le-materiel-de-la-rave-a-ete-saisi.html> . Pour l'équivalent en Alsace au même moment : <http://labandeplanante.exprimetoi.net/coin-photo-report-f13/le-bal-des-gargouilles-t554.htm>

Les spécialistes de la question, les forces de police et les observateurs s'accordent pour noter une double évolution de ce type de rassemblement. La première est le ralentissement relatif de l'engouement et la stabilisation des « effectifs ». Ainsi, selon le sociologue Lionel Pourtau,<sup>20</sup> le chiffre global estimé des « adeptes » réguliers serait passé 500 000 en 2003 à environ 300 000 en 2008. Par contre, la deuxième évolution observée nous intéresse au plus haut point : l'éclatement en une multitude de petites free party depuis les nouvelles dispositions législatives. Considérant, comme nous le verrons, que ce mouvement tient à rester en marge des exigences de légalité (le seuil d'obligation de déclaration en préfecture est dorénavant fixé à 500 participants, ce qui n'est pas sans causer un effet pervers, comme nous le montrerons) et que de plus en plus de *sound systems* répugnent à risquer la saisie de leur matériel de sonorisation dans de grandes free party, la nouvelle donne – qui correspond d'ailleurs à un retour aux origines de la « vraie teuf » – est la free party plus confidentielle, entre initiés d'un réseau se développant autour de quelques *sounds*, *teuf* plus légère en termes de logistique et que l'on retrouvera au fond d'un bois ou en des endroits moins accessibles – et plus champêtres – que pour un événement de masse. Mais l'imbricatio de la légalité reste entier : non soumises à autorisation en deçà de 500 personnes, leur légitimité dépend alors du lieu choisi et des propriétaires, privés ou publics.

*« A partir de 2005, et surtout à partir de 2007, on assiste à une hausse du nombre des free parties. Les Sound Systems se multiplient ainsi que les flyers annonçant des soirées et les comptes-rendus de soirées sur les sites Internet communautaires. Les musiciens reconnaissent jouer autant que durant la période 1999-2000. Pourtant les statistiques continuent de baisser. Plusieurs explications peuvent être avancées. Ce sont les soirées à 500 participants qui se développent. Car depuis le décret du 2006, c'est le seuil au-delà duquel le régime de déclaration préalable prévu par la loi doit s'appliquer. En dessous de ce seuil, pas besoin de déclaration et surtout, les chances d'être tout simplement repéré par les forces de l'ordre sont faibles. » « On se retrouve donc avec une situation en U. Les soirées de moins de 500 personnes ont lieu car elles échappent à la loi. Les teknivals de plusieurs dizaines de milliers de personnes ont lieu car ils bénéficient du soutien de l'Etat. Mais entre les deux, les soirées de 500 à quelques milliers de personnes sont presque toujours interdites alors que ce n'est pas le cas des soirées de même taille d'autres styles de musique. »<sup>21</sup>*

Et là est tout le problème ! En raison même du mode opératoire de ces rassemblements festifs (ci-après), il est quasiment impossible d'anticiper le nombre de participants à une free party puisque l'information la concernant devient hors de contrôle dès lors qu'elle est lancée. Même avec un petit nombre de *sound systems*, une free party pensée comme « confidentielle » peut facilement générer un afflux de 1000 personnes voire plus, sans que cela soit voulu, la faisant basculer dans l'illégalité sans qu'il y ait expressément refus de déclaration préalable.

Nous mettrons donc de côté les Teknivals officiels et autres fêtes techno légales pour nous concentrer sur les free party obstinément présentes malgré les réglementations. D'une part, ce sont celles qui posent le plus de difficultés, tant pour les élus que pour les forces de l'ordre, en raison de leur imprévisibilité et du « trouble » occasionné. Etant non autorisées, elles entrent pleinement dans notre objet d'étude. D'autre part, les teknivals (ou *Sarkovals*) faisant l'objet, eux, d'une autorisation préfectorale préalablement accordée, non seulement sortent-ils de

---

<sup>20</sup> Op. Cit. Voir aussi l'article du Monde (mai 2008) : [http://www.lemonde.fr/societe/article/2008/05/03/de-plus-en-plus-encadre-le-phenomene-des-rave-s-essouffle\\_1040850\\_3224.html](http://www.lemonde.fr/societe/article/2008/05/03/de-plus-en-plus-encadre-le-phenomene-des-rave-s-essouffle_1040850_3224.html)

<sup>21</sup> Rapport Dumont, 2008, page 35 et 40. Pour le détail des statistiques, on se référera à ce rapport parlementaire.

notre champ d'enquête mais la « gestion » de ces événements fait maintenant partie intégrante des « répertoires d'action » et des compétences de la gendarmerie et des forces de police.

La question qui nous guide est : comment comprendre la résistance à l'institutionnalisation ? Pourquoi les *teufeurs* de *free party* résistent-ils tant à la réglementation de leur activité festive, même si cette question est l'objet de fortes discussions dans cet univers particulier ?<sup>22</sup> Pour le comprendre, il faut déjà remonter à la source de cette *dissension sociale*.

### *Histoire d'un illégalisme identitaire*

Rappelons que la musique techno<sup>23</sup> – comme catégorie générale, car elle se subdivise en une multitude de courants (jungle, drum n'bass, trance, hard Tech, hardcore, tekhouse, etc.) – dans sa version *acid house* (version de la *house*)<sup>24</sup> est apparue à Chicago dans les années 1980. En ce qui nous concerne, elle fit son apparition dans les années qui suivirent en Angleterre.<sup>25</sup>

Bannie des radios malgré l'intérêt suscité auprès d'une catégorie de jeunes, la techno devint rapidement l'apanage de clubs spécialisés underground, le bouche à oreille faisant le reste. Mais, comme le signale avec justesse L. Pourtau (repris dans le rapport Dumont), la techno est une musique de « temps long » en raison de la transe qu'elle procure, mais aussi parce que les effets de l'ecstasy – qui apparaît au même moment – durent spécialement longtemps.

Les clubs britanniques eurent tendance à progressivement abandonner la coutume voulant que les « boîtes » ferment à l'heure où le droit de vendre des boissons alcoolisées expire (à deux heures du matin) permettant du coup de prolonger la fête (sans vente d'alcool, et donc alors accessible aux mineurs) jusqu'à l'aube. La réaction de l'Etat ne se fit pas attendre : dès 1988 est promulguée une loi obligeant à faire coïncider l'heure de fermeture avec la fin de la vente de boissons alcoolisées. Du coup, les soirées techno « sortirent » des établissements pour se déplacer en des lieux clandestins et, par la loi, basculèrent dans l'illégalité.<sup>26</sup>

Dès lors, apparaît la distinction entre les raves en discothèque et les free party dont les adeptes refusent de se plier à un cadre légal trop contraignant. Les premiers rassemblements illégaux,

---

<sup>22</sup> Discussions sur les principes, mais aussi très terre à terre : « *C'est pas agréable de faire un tekos avec des chiottes (n'est ce pas les filles!), des citernes d'eau et les pompiers en cas de problème?!* » (Blog, <http://www.free-tribes.org>) « (...) je ne crois pas que tous les teufeurs savent s'autogérer et nettoyer après leur passage! Je me suis rendu à Toul cette année et je peux certifier que certains manquent de respect à l'environnement! Alors oui, en effet, c'était sympa d'avoir accès à la forêt comme à Chavannes, Chambley et bien d'autres précédemment encore. Seulement combien vont avoir la décence de ramasser leurs excréments et le papier utilisé?! Voilà en quelques lignes et en gros ce qui m'a poussé à répandre l'info du Sarkoval plutôt que celle des Insoumis. » (Blog, <http://www.electroziq.org>)

<sup>23</sup> On parle d'ailleurs maintenant beaucoup plus d'Electro que de techno.

<sup>24</sup> La musique est créée à l'aide de générateurs de sons et de filtres de résonance. Dans sa version usuelle, le rythme de l'Electro est élevé mais reste en 120 à 140 battements par minute (bpm). Dans le style *hardcore* (assez en vogue dans les free party), le tempo peut monter à 160 bpm.

<sup>25</sup> Avec, comme ancêtre, le groupe allemand Kraftwerk, qui officia dès la fin des années 1970 et eut même un certain succès populaire outre-Rhin.

<sup>26</sup> Pour une histoire plus détaillée, on consultera les différents travaux de Lionel Pourtau, mais également ceux de Jean-Yves Leloup, dont : *Digital Magma : De l'utopie des rave parties à la génération iPod* (Scali, 2006), de Anne Petieu, dont notamment : « L'expérience techno, des raves aux free parties », dans B. Mabilon-Bonfils (dir.), *La fête techno*, Autrement, n° 231, 2004, ainsi que « L'enracinement social de la musique techno », *Sociétés*, n° 72, 2001. Par ailleurs, de nombreux sites Internet (dont Wikipédia) proposent leurs versions historiques (rave et free), par exemple : <http://jeannoel.roueste.free.fr/techno/dossiers/histoire/histoire.html>

urbains et réunissant quelques centaines de danseurs (en France les premières free eurent lieu à Paris au début des années 1990 dans des tunnels abandonnés), se transformèrent en festivals de grande ampleur (plusieurs milliers) dont le premier fut le Avon Free Festival en mai 1992. Celui de Castlemortom durera trois jours et rassemblera environ cinquante mille personnes. Le matériel sera confisqué et plusieurs organisateurs, arrêtés. Le gouvernement britannique votera en 1994 le « Criminal Justice Bill du Criminal Justice and Public Order Act » qui apporte la toute première définition légale des raves party : « *un rassemblement en plein air de cent personnes et plus dans lequel de la musique amplifiée caractérisée par des pulsations répétitives est jouée pendant la nuit* ». La loi permet une large interprétation : c'est aux policiers de juger si la manifestation crée des nuisances et ils peuvent forcer l'évacuation des lieux, les contrevenants pouvant être l'objet de poursuites et les « DJ », voir leur matériel de sonorisation saisi.

Cette disposition législative sera à l'origine de la migration des *sound systems* vers l'Europe, en France pour beaucoup, mais aussi en Espagne et en République Tchèque. Ainsi, des *sounds* comme Spiral Tribe, Furious, Heretik et Mas y Mas sont présents dans les premiers grands « festivals » organisés en France dès 1993, comme ceux de Beauvais et de Fontainebleau.

La circulaire de 1995 de la DGPN<sup>27</sup> est un véritable cours sur ces nouveaux rassemblements, à l'usage des forces de l'ordre : on y trouve les premières définitions officielles, le rôle des élus et les précautions à prendre quant à un maintien de l'ordre envisageable, même si une grande importance est accordée à l'usage de drogues. Toutefois, il faudra attendre 1998 et la circulaire commune des ministères de l'Intérieur, de la Défense, et de la Culture et de la communication<sup>28</sup> pour que soit officialisée la distinction entre rave (autorisées et payantes) et les free party. La loi de 2001 (n° 2001-1062) relative à la sécurité quotidienne (LSQ) ira dans le même sens, l'article 23-1 obligeant la déclaration préalable de l'événement en préfecture, le décret n° 2002-887 du 3 mai 2002 en fixant les modalités.<sup>29</sup> Le seuil minimal pour une autorisation est alors fixé à 250 personnes.<sup>30</sup> Il sera relevé à 500 personnes par le décret n°2006-334 du 21 mars 2006.<sup>31</sup> L'histoire des teknivals officiels, pour sa part, sort ici de notre champ d'étude.<sup>32</sup>

Mais comme nous le signalions, on est face à un problème de configuration légale, la fixation d'un seuil, si elle peut être opérante pour une manifestation classique où l'on vend des billets sur place où à l'avance, ne l'est plus dans la mesure où personne ne peut anticiper l'afflux d'une free party, pas même les organisateurs ou les *sounds*.<sup>33</sup> Il faudrait donc, afin de parer à toute éventualité, que toutes les *free* se déclarent en préfecture. Mais selon les interlocuteurs

---

<sup>27</sup> <http://www.planet-tekno.com/presse/circulaire95.asp>

<sup>28</sup> <http://www.planet-tekno.com/presse/circulaire98.asp>

<sup>29</sup> <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000230836&dateTexte=>

<sup>30</sup> <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000595845&fastPos=2&fastReqId=1920631382&categorieLien=id&oldAction=rechTexte>

<sup>31</sup> <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=LEGITEXT000005633081&dateTexte=20090801>

<sup>32</sup> Pour une histoire des négociations entre le ministère de l'Intérieur et le Collectif national des Sound Systems à partir de 2002 jusqu'au teknival de Marigny et sur les diverses conséquences, on consultera : Pourtau L., « Les interactions entre raves et législations censées les contrôler », *Déviance et Société*, 2005/2, Vol. 29, p. 127-139.

<sup>33</sup> Ainsi, le « Bal des gargouilles », free party illégale certes mais bon enfant, de Sondersdorf en mai 2009 a-t-il attiré 1200 personnes alors qu'il était organisé par un groupe local, l'association strasbourgeoise Systematek. Photos et blog : <http://labandeplanante.exprimetoi.net/coin-photo-report-fl3/le-bal-des-gargouilles-t554.htm>

du milieu, il semble qu'environ 90% des demandes faites auprès des maires et des préfectures essuient des refus. Par conséquent, *l'illégalité est aussi créée par les acteurs de la légalité.*<sup>34</sup>

Face à ce cafouillage légal dans lequel elles sont partie prenante et qui force à l'illégalité, des préfectures – bon nombre – prennent les devants avec des arrêtés préfectoraux *préventifs* qui interdisent, *sur simple présomption*, toute tenue de « rave party », de « free party » ou de « teknival » sur leur territoire ainsi que la circulation des poids lourds.<sup>35</sup>

Devant cette situation, les teufeurs des free party ont vraiment le sentiment d'être considérés comme des « pestiférés » et vivent mal ce rejet, par le corps social, d'une part de leur identité. Ici, la subtilité s'impose.

L'écart – l'abîme – est trop grand entre les exigences légales et la philosophie de la *free*. Car les *teufeurs* entendent justement rester libres. Autonomes, libres et responsables. Cette culture n'est pas seulement musicale et festive, il s'agit également d'un mode de vie, fondé sur des valeurs fortes et partagées, et en tant que mode de vie, il est naturellement politique (comme tout mode de vie, y compris le conformisme, sauf qu'ici, le mode est dissident). Mais au départ, comme le dit L. Pourtau<sup>36</sup> : « *les amateurs de musique techno ne sont pas partis avec un projet idéologisé d'opposition à un ordre social particulier* ». La revendication politique de la liberté des *free* est venue après coup : « Pour citer les propos de Dyna, membre du Sound System Défazé : « *On n'a jamais voulu faire des free parties, on en a fait parce qu'on pouvait pas jouer notre musique ailleurs. Mais quand vous avez goûté à la fête les pieds dans la terre et la tête dans les étoiles, sans videur, sans service de sécurité, sans physionomiste, bref à la liberté, vous ne voulez pas revenir en arrière. Ils ne nous renverront pas dans les boîtes.* »<sup>37</sup>

C'est parce que *la liberté est née de l'illégalité* que les débats ont été – et continuent d'être – très vifs quant à la question de la relation à avoir avec les autorités publiques qui, après avoir réprimé, interdit et réglementé les free raves, ont contribué à l'organisation des teknivals. Les positions des uns et des autres sont le plus souvent très tranchées (source : blogs) :

*« C'est super de boycotter le sarkoval!!! (...) Vous avez raison, c'est mieux maintenant sans teknival du tout que quand c'était un sarkoval! Y a un moment où les teufeurs vont devoir grandir! C'est fini la teuf underground, tout le monde connaît, tout le monde sait, alors faut faire avec! Et faire avec ça veut aussi dire faire avec.... les autorités! (...) Faut arrêter de déconner : des flics y en a toujours eu à l'entrée des tekos, sarkoval ou pas! Alors c'est mieux quoi? Faire un sarkoval sereinement ou essayer de batailler pour poser du son à la sauvage avec comme résultat : énervement des autorités, donc durcissement des mesures et donc*

---

<sup>34</sup> Et des impacts économiques certains, puisque si les « voyageurs » sont des sounds dont le mode de vie incite à quelques actions délinquantes, la majorité des sound systems sont légaux et ont des obligations contractuelles auprès de clients. La saisie du matériel lors d'un événement qui devient illégal leur est alors très dommageable : <http://www.lepoint.fr/actualites-societe/2009-05-13/alsace-les-organisateur-d-une-rave-sauvage-convoques-en-juin-au/920/0/342878>

<sup>35</sup> Pour deux exemples : [http://www.puy-de-dome.pref.gouv.fr/pdf/recueil/arrete270409\\_1.pdf](http://www.puy-de-dome.pref.gouv.fr/pdf/recueil/arrete270409_1.pdf) (et [2.pdf](http://www.puy-de-dome.pref.gouv.fr/pdf/recueil/arrete270409_2.pdf)) et <http://www.cantal.pref.gouv.fr/html/actualites/download/2008/h39%2008%20ap%20interdictions%20rave%20p-artv.pdf>. L'arrêté préfectoral d'interdiction pris en Auvergne en 2008 eut un effet immédiat : les teufeurs se sont installés en Ardèche : <http://www.lepoint.fr/actualites-societe/2008-05-01/teknival-interdit-en-auvergne-les-teufeurs-se-rassemblent-en/920/0/242474>

<sup>36</sup> Pourtau L., 2005/2, op. cit.

<sup>37</sup> Pour le même propos, mais en image : [http://the.shaddock.free.fr/FreeTekno/Boite\\_ou\\_rave.png](http://the.shaddock.free.fr/FreeTekno/Boite_ou_rave.png)

*saisies des sons, test salivaires, amendes et contrôles systématiques! L'état a sorti presque un million d'euros pour nous l'année dernière. Faut pas cracher dans la soupe! C'est quand même pas la fin du monde de faire une fois par an un teknival organisé de pair avec les autorités! On fait ça qu'une fois par an, putain de merde! Et maintenant, à force de faire les connards de punks anarcho-énervés, ben y a plus rien! »*

*« tsss bande de nazes, vous avez tous baissé votre froc avec le sourire!! Fallait boycotter ce sale sarkoval organisé à 100% par l'Etat. Enfin bon, nous on était mieux dans notre cratère en Ardèche, pas de béton, pas de caille, pas de flic sur le site, pas de crados qui jettent la merde n'importe où etc... Un vrais tekos bien roots. Allez les moutons, plus qu'à vous faire tondre par l'Etat »*

Derrière ces arguments représentatifs de la scission politico-culturelle au sein des « électros » se cache plusieurs logiques, plusieurs « usages » de la free et deux grands modèles de mode de vie des teufeurs. Le premier est celui du « teufeur consommateur » pour qui l'événement n'est que festif et relevant du divertissement : musique, substance, danse, transe. A ce compte, que l'événement soit encadré par les forces de l'ordre importe peu, ou sinon même plus : les services de secours et de prévention y sont présents, les conditions d'hygiène plus accessibles.

Pour les teufeurs plus puristes de la free, cela ne peut être que sacrilège : le Sarkoval draine une masse trop considérable de personnes, fait venir des *dealers* louches (alors que la norme est au contraire d'apporter sa consommation, le *deal* dans le free n'étant pas si fréquent, on se dépanne plus qu'autre chose), des marchands du temple (les stands de merguez sont honnis des teufeurs de free) et génère trop de débordements. *Et on doit leur donner raison* : la plupart des accidents ou incidents graves ont eu lieu lors des méga-rassemblés.<sup>38</sup>

Selon ce point de vue, la free party doit plutôt être une TAZ (Temporary Autonomous Zone – Zone d'autonomie temporaire) c'est-à-dire « une zone éphémère organisée par eux et vue comme une zone de non droit par les autorités d'un État ».<sup>39</sup> La référence au philosophe Hakim Bey est d'ailleurs la même que pour les anarchistes et les black blocs,<sup>40</sup> bien que là s'arrête toute comparaison. La free party étant dans son principe non violente, l'idéologie relève plutôt du « peace and love » ce qui vaut aux teufeurs d'être qualifiés d'« hippies des temps modernes » par de nombreux auteurs. Mais cela n'est pas tout à fait exact, car les amateurs de free party sont bien en phase avec leur époque : « Pendant très longtemps, on croyait possible de renverser l'ordre dominant, d'où les espoirs en les révolutions et les tentatives pour les faire aboutir. On pouvait changer le monde. Mais aujourd'hui « la révolution est close » (...) Il n'y a plus d'espoir de changement proche. L'ordre conservateur triomphe. Les seules libertés accessibles sont interstitielles et à durée déterminée ».<sup>41</sup>



<sup>38</sup> Et les médias s'en font largement l'écho : [http://www.dailymotion.com/video/x96e06\\_teknival-1er-mai-2009-journal-franc\\_news](http://www.dailymotion.com/video/x96e06_teknival-1er-mai-2009-journal-franc_news)

<sup>39</sup> <http://dbparty.free.fr/party.htm>

<sup>40</sup> <http://shockraver.free.fr/infoparty.htm>

<sup>41</sup> Lionel Pourteau, « La subculture technoïde, entre déviance et rupture du pacte hobbesien » *Sociétés*, n° 90, 2005/4.

C'est pourquoi, dans cette culture de la liberté, les « travellers », ces *teknoides sound systems* nomades à l'année qui vivent avec leur matériel de sonorisation et leurs chiens dans leur camion aménagé (appelé « camtar ») sont porteurs d'une puissante fonction symbolique, non pas celle d'être contre le système, mais d'être à côté du système. Cette valeur du voyage et de liberté reste intacte, même si les travellers doivent, pour aller de fête en free party, commettre quelques larcins, tels que vol de nourriture et d'essence.<sup>42</sup>

### Mode opératoire

Si l'on cherche à pouvoir anticiper le lieu exact d'une free party, on en sera pour ses frais : le commun des teufeurs l'ignore également. A l'instar des dîners blancs – car l'organisation est très similaire, malgré la différence de classe sociale – le lieu d'une *teuf* aura été préalablement repéré, visité, et le secret – partagé par une « élite », celle des propriétaires des *sounds* – sera jalousement gardé jusqu'à la dernière minute.

Rien n'y fait, à l'approche des moments clés, comme les mois de mai et d'été, les blogs se remplissent de questions d'internautes à la recherche d'informations, ne serait-ce que pour pouvoir anticiper un déplacement. Mais les informations n'arrivent qu'à la dernière minute, afin d'éviter le plus possible les arrêtés préfectoraux et le blocage du site par les forces de l'ordre.

Le mode opératoire est rodé depuis au moins 1993. L'information sur une free circule dans un premier temps entre les sounds eux-mêmes qui disposent d'un réseau Internet fermé sur lequel ils peuvent échanger ou obtenir des informations. Cela vaut pour une free party de grande envergure comme celle de mai 2009 (ci-contre) où les « sons » doivent se faire connaître auprès des organisateurs (collectifs nationaux ou européens). Pour les free party de moindre importance, on se connaît entre sounds : on se téléphone et on se coordonne (des numéros de portables circulent d'ailleurs sur des blogs : ce sont des jeunes qui entrent dans la carrière).

L'information à l'usage des adeptes circule par le moyen de flyers et de sites Internet. Le bouche à oreille (aussi informatique) fait le reste. Les teufeurs ont la date mais pas le lieu. Le flyer donne le numéro d'une « infoline » (répondeur automatique dont le message peut être modifié à distance par les organisateurs) qui fournit quelques informations, infoline dont le



<sup>42</sup> Pour un reportage (M6) en partie sur les travellers : <http://www.wideo.fr/video/iLyROoafkIY.html>

message sera modifié, par exemple, la veille pour indiquer la région, et une heure avant l'événement, pour la localisation précise et les indications pour arriver à l'endroit prévu.

Les services de renseignements des forces de l'ordre connaissent ce mode opératoire, et ainsi assiste-t-on régulièrement, nous dit-on, au jeu « du chat et de la souris » entre danseurs et gendarmes et à « celui qui s'installera le premier ». Les blogs de free party regorgent de récits et d'anecdotes sur ces jeux de pistes.

La synchronisation de l'événement a son importance pour que les sounds puissent s'installer nuitamment et sans trop attirer l'attention, avant que les teufeurs (qui tournent dans la région) n'arrivent sur les lieux.

La délimitation du terrain permet de répartir les camions et véhicules, les sonorisations et les aires de danse pour chacun des sounds. Le matériel embarqué et installé en murs de son peut parfois être modeste ou être des plus impressionnants pour un événement illicite. L'alimentation électrique est assurée par des générateurs. (Ci-contre, un *sound* de taille moyenne.)

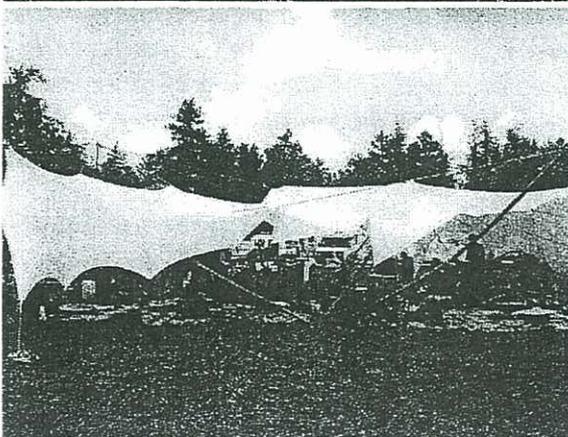


Les sounds sont composés de plusieurs « DJ » ou mixeurs qui se relayeront aux platines, aux générateurs de sons, et aux synthétiseurs.



Si la free party est bien organisée, même pour une fête locale, Médecins du monde ou une autre organisation aura été prévenue et sera sur place pour palier à tout incident.

Tout bon tekos qui se respecte comporte, à part un bar bien entendu où les boissons sont souvent vendues dans l'esprit de payer les frais des sounds, une zone séparée nommée « chill out » (pouvant se traduire par « zone de rafraîchissement ») où l'on peut faire une pause et se reposer, à l'écart de la musique ou avec une musique dont le rythme est moins rapide que devant les murs.



*Tekos de Villebazy (Aude) Mai 2009  
(Photos diffusées – Merci aux sounds)*

Le monde de teufeurs de free party repose sur le partage de valeurs éminemment sociales, internes pour une part (solidarité, travail, respect et soi et d'autrui, honnêteté, empathie et attitude positive, soin des animaux, etc.) et externes d'autre part (respect de l'environnement en tout premier lieu, respect des forces de l'ordre et pacifisme, autonomie, etc.). Certes, plus les rassemblements sont imposants, plus les écarts peuvent être nombreux. Mais de façon globale le « petit milieu » s'autorégule clairement, de plus en plus semble-t-il.

*« Super free!! Vraiment rien à dire plein de gens super sympa, ambiance à l'ancienne, son terrible, et le truc qui m'a impressionné : la propreté du site quand je suis parti dimanche soir!!! J'ai trouvé qu'il y a une bonne prise de conscience de la part des teuffeur!! »*

### **Rapport aux forces de l'ordre**

*« salu moi j'y était au [teuf] trop bonne ambiance un putin de bon son et des gens ouvert d'esprit et pas trop con ,ils ont assurés en plus je suis sur les fotos c juste les keufs ki ont fait ke nous enmerder a la sortie yen a un ki ma sorti 2 3 fois "vous etes sur ke vous avez rien d'illicite sur vous " - moi : "AA ben non il fallait faire l'entrée et pas la sortie" » (blog)<sup>43</sup>*

Le rapport aux forces de l'ordre est ambivalent chez les teufeurs. Comme ceux-ci ne sont pas contre la société mais se définissent comme à côté, on ne trouve que rarement des expressions de haine envers les forces de l'ordre, comme ce serait le cas chez les black blocs, voire dans le courant d'anarchisme politique. Si conflit il y a, ce n'est pas un « conflit polémique » qui mène à l'opposition, à l'affrontement sinon à la violence, mais plutôt un « conflit agonale » où la tolérance envers l'existence d'un « autre », différent, engendre la compétition et la ruse.<sup>44</sup>

C'est pourquoi, règle générale, les teufeurs sont assez « bon public » et se laisseront contrôler, ou si le site leur est bloqué, contourneront les forces de l'ordre plutôt qu'aller à l'affrontement direct. Certes, leur attitude dépend en grande partie de celle de leurs interlocuteurs. Avec la gendarmerie départementale, plus rompue au dialogue, à la négociation et habituée à prendre en compte les psychologies individuelles ou de petits groupes, les teufeurs tendent à garder une attitude assez bienveillante, d'où l'humour (ci-haut) et la dérision (ci-après) utilisés.

*« Truc un peu moins drôle : la sortie!! En arrivant (calme et serein, rien à me reprocher) au barrage de flics (papier du véhicule, rien à déclarer,etc...) Le flics ouvre mon coffre et voit mon flight case avec mon RS7000 dedans, il me demande ca sert a quoi je lui explique, et la le bonhomme me dit: bon ben ont confisque!! Ouhhaa la bonne blague je lui dit!! (bon il a pas aimer ca...) .Malgré que je n' ai pas jouer la bas et que de toute facon ma machine est toujours avec moi, Il voulait me confisquer ma deuxième femme car free illégal ! donc tout ce qui peut produire du son est confisqué. Après moult explication sur le fait que j'avais ma machine avec moi, il m' ont laissez passez (en me faisant souffler dans le ballon avant) »*

Cela est un peu moins vrai – nettement moins dans certains cas – avec la gendarmerie mobile qui se déploie le plus souvent dans une vision de maîtrise de « l'adversaire » qui sied assez mal à la philosophie du mouvement.<sup>45</sup> Alors que les danseurs entendent s'installer sur un site en dépit des forces de l'ordre présentes, et non pas contre elles. D'où une incompréhension

---

<sup>43</sup> Nous n'avons pas corrigé l'orthographe afin de laisser toute la « saveur » du discours des teufeurs.

<sup>44</sup> Freund, Julien ; *Sociologie du conflit*, Paris, Presses universitaires de France, 1983.

<sup>45</sup> Nous taillons ici – pour y revenir plus tard – les manœuvres de la BAC pour les rassemblements urbains.

difficile. Nous avons ainsi le cas où des teufeurs festifs passant en nombre outre un véhicule de la mobile, chahutent ses occupants et parodient une volonté de le renverser pour s'amuser. La réaction fut vive : flash-ball pointés en plein figure des « assaillants » et attitude de combat pour repousser les jeunes gens. A contrario, nous avons le cas de gendarmes départementaux qui, complètement dépassés par une foule de teufeurs continuent à dialoguer et à essayer (mais en vain) de négocier. Les uns comme les autres n'ont rien pu faire, de toute façon. Cette attitude particulière des forces spécialisées dans le maintien de l'ordre sera analysée plus loin.

Cette dépêche de l'agence AFP traduit bien la difficile intercompréhension qui se traduit par une incompréhension de la part des teufeurs :

*« Nous les avons surveillés jour et nuit, mais nous avons laissé faire, et c'est seulement quand ils sont partis que nous avons appliqué la loi », a indiqué à l'AFP un responsable de la gendarmerie. "La finalité, c'est que tout se soit bien passé: il n'y a eu aucune violence, aucun blessé, pas de saisie de drogue", s'est-il félicité. Cependant, les propriétaires des terrains ont porté plainte, l'herbe des prés piétinée ne pouvant plus être fauchée pour le fourrage. Du côté des raveurs, c'est l'étonnement et l'incompréhension: "les gendarmes ont été très amicaux avec nous pendant toute la fête, on a été très surpris par les confiscations et les poursuites", a déclaré l'un d'eux avec le sentiment d'avoir été piégé. Le tribunal de Mulhouse doit décider du sort des deux camions de matériel, mis soigneusement à l'abri dans une caserne, et des éventuelles sanctions appliquées aux organisateurs. » AFP <sup>46</sup>*

L'herbe « juste » piétinée par le teufeur étant le fourrage de l'agriculteur, certains collectifs se disent prêts à dédommager les propriétaires des terrains qu'ils utilisent. Ils acceptent les tests d'alcoolémie, les contrôles d'identités, etc. Quoi qu'on en dise, ils sont même d'accord pour une présence des forces de l'ordre, mais dans la mesure où elles tiennent leur fonction sociale, qui est celle de *la protection du citoyen* – eux y compris – et pouvoir faire appel à elles en cas de problème, d'accident ou d'agression.

Mais le problème central reste la saisie des matériels de sonorisation, qui est très difficilement acceptée par la communauté :

*« Ca me tue de voir que maintenant dès que tu veux faire quelques chose on te bride de tout les sens! Y a une phrase d'un flic qui m'a tuer : "Vous faite des choses illégal, faut assumé" Ben oui mais vu que quand ont demande l'autorisation a 90% du temps ont se fait envoyer chiez, faut pas qu' ils s' étonnent qu' on le fasse illégalement! Enfin je suis dég pour les sounds qui se sont fait saisir que se soit au tekos ou au bal des gargouille... »*

Les free party sont pourtant essentielles pour cette population particulière plus ou moins en rupture de ban avec le modèle d'intégration sociale dominant. Elles leur fournissent du lien social, permettent de « tenir » dans une société de violence symbolique et économique et leur donnent un dérivatif – une évasion, un exutoire – aux frustrations accumulées. Celles-ci, et le sentiment prégnant d'impuissance politique, ont besoin de s'exprimer et elles se transforment en énergie festive. Les free parties sont le produit de la société. Faut-il que cette énergie, cette force collective et ces frustrations se tournent contre la société pour pouvoir exister ?

---

<sup>46</sup> Pour la dépêche de l'AFP et un reportage vidéo comportant des entretiens avec les protagonistes : <http://alsace.france3.fr/info/haute-alsace/53990759-fr.php>

## DEUXIEME CHAPITRE

### LES RASSEMBLEMENTS FESTIFS FURTIFS

Ce chapitre aborde le type de rassemblement qui a été à l'origine de cette étude EPMES sur les « nouveaux rassemblements de personnes » : les rassemblements « furtifs » d'un nombre élevé d'individus qui *surgissent subitement et tous ensemble* dans un espace public pour faire une action ou un « quelque chose », pour ensuite disparaître aussi rapidement qu'ils étaient arrivés. L'archétype de ces rassemblements est la *flash-mob* que nous étudierons en premier.

L'ampleur du mandat initial et l'intérêt du comité de pilotage pour les rassemblements posant des difficultés en termes de maintien de l'ordre ont fait que cet objet est devenu relativement secondaire dans cette recherche. Et ce, d'autant que les *flash-mobs* sont des plus pacifiques, sont régulées, et sont des événements à temporalité courte : ils ne durent généralement que quelques minutes. Ils ne causent ainsi qu'un émoi passager chez les policiers de la sécurité publique – ou les agents de sécurité privée – qui en sont quitte pour quelques sueurs froides.

Mais il ne faut pas s'y tromper : la force du principe même des flash-mobs, qui représente, comme nous le montrerons, à la fois une méthodologie et une occasion de créer du lien social entre des individus qui ne se connaissent pas – grâce à l'informatisation de la société et aux réseaux numériques – a déjà engendré d'autres rassemblements non autorisés dans l'espace public. Si la plupart sont sans conséquences, nous montrerons que ce n'est pas toujours le cas et que les organisateurs peuvent également perdre le contrôle de la situation.

Les rassemblements furtifs peuvent rassembler de quelques dizaines à plusieurs centaines de personnes. Nous n'avons pas connaissance qu'il y a eu, en France, des rassemblements de ce type comptant plusieurs milliers d'individus, comme cela s'est vu à l'étranger (voir plus bas). Cela viendra peut-être. Mais ces rassemblements sont avant tout festifs et ludiques : ils n'ont pas *intrinsèquement* de dangerosité sociale puisqu'ils se veulent apolitiques et demeurent pour la plupart assez légalistes (ou à la frontière de la légalité). Si leur caractère furtif les rend inaccessibles aux forces spécialisées dans le maintien de l'ordre (sauf si le rassemblement tend à perdurer ou s'il dégénère), ils restent plutôt l'affaire de la sécurité publique.

Les rassemblements furtifs organisés – comme les flash-mobs ou les fêtes dans le métro – ont en commun avec les dîners blancs et les free party le fait d'être anticipés et planifiés (et le lieu est aussi tenu secret jusqu'au tout dernier moment) par des « élites » plus ou moins identifiées et rompues à la maîtrise d'Internet. Par contre, une différence apparaît nettement : dans leur principe, les événements furtifs sont ouverts à tous (la diffusion est publique), sans qu'il y ait de barrière culturelle informelle à l'entrée. Toutefois, l'expérience montre que les participants proviennent principalement des classes moyennes éduquées.

Les origines sociales des personnes participant aux rassemblements furtifs moins organisés et plus spontanés sont différentes : les individus sont plus jeunes et proviennent de classes plus populaires. Comme leurs rassemblements durent plus longtemps sur la voie publique, ils sont par conséquent aussi objet de dispersion et de dissolution par les agents des forces de l'ordre.

Etudions cela en détail, sachant que les personnes concernées peuvent participer à plusieurs rassemblements festifs, mais également politiques en d'autres moments et en d'autres lieux.

## 2.1 - LES FLASH-MOBS (SMART MOBS, FREEZER, ETC.)

Les flash-mobs représentent l'archétype des « nouveaux rassemblements de personnes », et il s'agit même de celui, nous l'avons dit, qui est à l'origine de la conception du projet de cette étude EPMES initiée par le CPGN.

Archétype non seulement parce qu'il reste la forme la plus « classique » de ces nouveaux rassemblements, qu'il en est l'un des types les plus anciens, ou parce qu'on le retrouve dans le monde entier, mais surtout parce qu'il est à la source de bien d'autres formes de rassemblements et de pratiques activistes qui ont envahi l'espace public.



*Flash-mob consistant à « mourir » collectivement  
Source : <http://www.suchablog.com>*

### *Définitions et principes*

On traduit généralement *flash-mob* par « mobilisation éclair », ce qui illustre bien le principe même de l'action. Il s'agit du rassemblement préalablement organisé mais tenu secret d'un grand nombre de personnes – ne se connaissant généralement pas – faisant irruption dans un espace public à un moment très précis et pour une très courte durée afin d'y réaliser un « événement », un « quelque chose », le plus souvent ludique ou absurde.

Ces « événements » peuvent être de toutes sortes. Le plus ancien et le plus fréquent (surtout en France) est le *Freeze* (se geler sur place), qui consiste, à une heure précise, pour une foule, à s'immobiliser complètement pendant un temps déterminé afin de créer la surprise et l'étonnement parmi les passants. Il va sans dire que l'enregistrement vidéo (accessoirement la photo) fait partie de la manifestation. Mais les « actions » peuvent être infiniment variées : se mettre à chercher un partenaire préalablement désigné, faire sonner son téléphone portable tous ensemble, imiter des bagarres, tourner en rond ou poser tous habillés « matrix », danser sur la musique de son ipod, miauler avec un chapeau (chat-pot), hurler et « mourir » ensemble en s'étendant sur le sol, faire une bataille d'oreillers, faire la chaîne pour tenter de vider un bassin avec des gobelets en plastique, prendre le métro sans pantalon, éclater de rire, jouer de la guitare invisible, tous regarder et pointer vers le nord, etc., etc., etc. Dans le « type pur » des flash-mobs, l'action relève de l'absurde, du surréalisme, de l'acte sans sens ou gratuit. Ce n'est que dans d'autres formes que l'on retrouvera des objectifs politiques ou altruistes.

Les lieux visés doivent être publics – car la mise en scène de soi nécessite un public qui est aussi partie prenante des actions, principalement pour l'effet de surprise – et les gares, les jardins et les places publiques sont des endroits de prédilection. Mais des lieux de taille plus réduite sont également utilisés : supermarchés, rames de métro, galeries marchandes, etc.<sup>47</sup>

---

<sup>47</sup> Les moyens sont également variés. Ainsi en 2007 à Lubeck (Allemagne) une flash-mob a consisté à utiliser la priorité à gauche des ronds-points pour permettre à quarante cyclistes de tourner en rond et à temporairement prendre possession du carrefour (<http://velo2.blogspot.com/2007/12/flash-mob-vlo.html>). L'aspect ludique de l'opération la différencie des actions de « Masse critique » qui consiste à créer volontairement des bouchons et des embouteillages dans les rues de la ville par des irruptions subites de cyclistes afin de protester contre l'omniprésence de l'automobile et le non respect des cyclistes. A ce titre, « Masse critique » est une idée qui

Bien qu'il tire ses racines dans les *happenings* des années 1960, dans le *situationnisme* et la *performance* comme forme d'art, le mouvement des « mobs » débute véritablement dans les années 2002-2003. Le premier événement fut créé en juin 2003 (après une première tentative en mai, annulée pour cause de secret dévoilé) par Bill Wasik, rédacteur en chef du Harper's Magazine, dans l'idée d'une expérimentation sociale visant à rompre la monotonie et l'ennui de la vie. Lancée par l'intermédiaire d'un blog (*Mob Project*), la deuxième *Flash-mob* élabora la méthodologie en envoyant les participants dans des zones préliminaires où ils reçurent les instructions sur le lieu final et la nature exacte de l'événement juste avant qu'il ne commence. Subitement, cent personnes convergèrent au neuvième étage du grand magasin Macy's de New-York, se rassemblant autour d'un tapis dispendieux. Quiconque était approché par un vendeur devait expliquer que les participants prenaient ensemble toutes leurs décisions d'achat. Rapidement, d'autres flash-mobs furent organisées : invasion d'un magasin de chaussures par une horde de prétendus touristes, ou encore celle du hall d'un prestigieux hôtel par 200 personnes pour un applaudissement synchronisé de quinze secondes.

Mais en octobre 2002, Howard Rheingold avait déjà publié *Smart Mobs : The Next Social Revolution*<sup>48</sup>. Après plusieurs écrits remarquables<sup>49</sup>, le futurologue décrit/anticipe le monde futur fondé sur le rôle grandissant des technologies de l'information (Internet, sms, blogs, etc.) dans la création des réseaux sociaux et l'apparition d'une nouvelle forme de société (ce qu'il tend à engendrer par le succès de ses écrits, de ses conférences et de son site Internet<sup>50</sup>). Selon ce penseur de l'informatique, les foules intelligentes sont celles d'*individus libres et connectés*, capables de se mobiliser hors des institutions et d'agir pour atteindre des buts communs.

En ce sens, les flash-mobs sont une variante ludique des smart-mobs. Et l'on pourra qualifier de *smart-mob* les flash-mobs dont l'objectif est de défendre une cause : que ce soit pour la faire connaître du public ou pour manifester une opposition face aux pouvoirs publics. Mais la frontière est extrêmement ténue et floue : une flash-mob – un *freeze* en l'occurrence – organisée en plein sommet de Strasbourg reste une flash-mob malgré son caractère politique, à la fois par sa forme et parce que les participants sont déjà sur place<sup>51</sup>.

S'il existe bien sur différents sites Internet des « règlements » ou des principes<sup>52</sup> énonçant les modalités d'action des flash-mobs, rien n'indique qu'ils soient légitimes ou reconnus par les *flash-mobbers*. Il nous semble plutôt que ce type d'événement porte en lui des règles d'usage transmises par imitation et par la philosophie qui l'entoure. Ainsi, l'événement se doit d'être *inoffensif* pour soi et pour autrui (ne pas mettre en danger la santé des participants, des spectateurs, des passants ou des automobilistes qui pourraient être distraits), il est *écologique*

---

découle des flash-mobs et pourrait être considéré comme un « nouveau rassemblement de personnes ». Voir : [http://www.geocities.com/massecritique\\_grenoble/masse\\_critique.html](http://www.geocities.com/massecritique_grenoble/masse_critique.html) ou <http://www.velorution.org>.

<sup>48</sup> H. Rheingold, *Smart Mobs: The Next Social Revolution*, Basic Books, 2002. Traduit en français : *Foules intelligentes*, M2 Editions, 2005. Partiellement disponible à la lecture sur Google books : [http://books.google.fr/books?id=XNjWZSupN7IC&printsec=frontcover&source=gbs\\_v2\\_summary\\_r&cad=0](http://books.google.fr/books?id=XNjWZSupN7IC&printsec=frontcover&source=gbs_v2_summary_r&cad=0)

<sup>49</sup> Dont : *Tools for Thought : The History and Future of Mind-Expanding* (1985), *Virtual Reality* (1991) et *The Virtual Community: Homesteading on the Electronic Frontier* (1993).

<sup>50</sup> <http://www.smartmobs.com/>

<sup>51</sup> De la même façon, tout ce qui prend la forme d'une flash-mob n'en est pas nécessairement. Ainsi avons-nous l'exemple d'une action de sensibilisation aux OGM menée devant la gare de Rennes. Les participants ont réalisé un « freeze », tendant des boîtes de maïs. Il ne s'agissait pas de flash-mobbers mais d'un groupe constitué de militants anti-OGM qui utilisèrent ce moyen pour attirer l'attention des passants avant de distribuer des tracts.

<sup>52</sup> Pour une version anglo-saxonne : <http://www.instructables.com/id/How-to-Start-A-Flash-Mob/>

(ne pas laisser de traces, papiers ou accessoires sur place), il est – dans sa version ludique – *apolitique* (pas de revendication ou de slogan), et il doit être *légal* (le lieu doit être public et libre d'accès).

### *Mode opératoire*

Le mode opératoire des flash-mobs est des plus simples : il s'agit d'être informé. Et, par après, de se conformer strictement aux consignes données. Il est d'ailleurs sociologiquement intéressant qu'en ces temps d'émiettement social, de liberté individuelle, de distanciation face aux institutions d'enrôlement et du triomphe du « Moi » tout puissant, on trouve une forme de mobilisation collective dont le maître mot soit *le strict respect d'une discipline* imposée par un « entrepreneur » inconnu et avec qui il n'existe pas de lien. Sur un autre plan, il s'agit bien d'une foule et non pas d'un groupe : les flash-mobs sont un agrégat d'individus atomisés et non pas un acteur collectif constitué.

L'accès à l'information se fait de plusieurs façons, les unes s'articulant aux autres. Le bouche à oreille compte pour beaucoup entre les individus formant des petits groupes d'amis sur une base locale ; les sms et les emails, pour la circulation de l'information de petits groupes à petits groupes (via des répertoires). Mais l'information initiale pour la tenue de manifestations d'envergure est à trouver sur des sites Internet,<sup>53</sup> qu'ils soient spécialisés dans la tenue de ce type d'événements ou non, et sur des posts communautaires de Facebook<sup>54</sup>. L'information arrive par cascades : l'existence d'une flash-mob tel jour ; des instructions plus ciblées quant aux rendez-vous préalables ; sur place, des instructions plus précises sur l'action à réaliser.<sup>55</sup>

Le déroulement d'un *flash* repose sur la convergence rapide d'individus – un *surgissement* – suivie d'une disparition tout aussi prompte. Les participants doivent donc être disciplinés et appliquer strictement les consignes (heure donnée, procédure, etc.) pour obtenir un effet de stupeur et d'étonnement auprès du public. La temporalité est courte (de quelques secondes à quelques minutes) et la dissolution rapide, « comme s'il ne s'était rien passé ». Les flash-mobs sont vraiment un rassemblement non autorisé de personnes dans l'espace public.

Faire partie d'une flash-mob donnerait le sentiment aux participants de « *faire un truc beau, qui est gratuit, pour rien, comme pour de l'art* » et la sensation de l'existence de liens sociaux, même fugaces et superficiels : « *tu fais partie d'un groupe, tu vois, on est ensemble pour faire un truc et on se connaît même pas* » (discussions avec des participants).

Les flash-mobs sont donc à la fois *un type d'action et une méthodologie*. C'est pourquoi, assez rapidement, apparaîtront des formes spécifiques qui s'en détacheront progressivement, telles que les *Free Hugs* (câlins gratuits) et les fêtes dans le métro que nous verrons plus loin.

---

<sup>53</sup> Celui de ParisMobs (huit actions entre 2003 et 2005) est toujours actif : <http://parismobs.free.fr> . Pour un exemple étranger, un site allemand : <http://flashmob.twoday.net/> . La liste des actions est impressionnante et la dernière en date menée à Berlin (janvier 2009) consistait à aller pleurer collectivement sur la liberté devant la porte de Brandebourg, symbole de l'ouverture du mur de Berlin.

<sup>54</sup> Un exemple, entre autres : <http://www.facebook.com/group.php?gid=9932696337> pour Freeze Paris 2009.

<sup>55</sup> Instruction donnée sur Internet pour une flash-mob tenue au Centre Georges-Pompidou : « *Cher Flashmober, Le onzième Parismob aura lieu ce soir (11 octobre 2005). Synchronisez dès maintenant votre montre sur l'horloge parlante ou au 3699. Rendez vous ce soir à 18h54 derrière le Kiosque devant le 100 rue Saint Martin, métro Hôtel de Ville ou Rambuteau. Une personne vous remettra la fiche d'instruction de ce Flashmob. Vous serez libéré au plus tard à 19h15. Nous vous souhaitons un excellent Flashmob.* »

## *Les formes dérivées des flash-mobs* <sup>56</sup>

Toutes les flash-mobs – ici comme ailleurs – ne sont pas purement altruistes, ludiques et gratuites. Au fil des années, leur nature a évolué, tout en en gardant la forme visuelle. Ce sont les intentions qui se sont modifiées, en raison du succès des flash-mobs auprès d'une frange jeune et instruite de la population.

*La récupération commerciale des flash-mobs* peut prendre différentes formes qu'il convient de bien départager. La première ne nous préoccupe pas ici : l'usage de l'esthétique des flash-mobs pour la promotion d'un produit<sup>57</sup>, qu'il s'agisse d'une bière ou d'un artiste.<sup>58</sup>

Par contre, des flash-mobs commerciales peuvent surgir dans l'espace public. Ainsi, si les jeunes allemands sont friands des « Kissenschlacht », ces grandes batailles d'oreillers et de polochons qui finissent par couvrir de plumes des places urbaines entières, un grand fabricant de sacs à dos en a aussi organisé : ceux-ci sont fournis pour transporter les oreillers.

L'appropriation commerciale des flash-mobs peut toutefois engendrer des effets inattendus en termes de trouble à l'ordre public, comme ce fut le cas à Londres en février dernier. Tout débute avec une publicité largement diffusée en Angleterre d'un opérateur téléphonique (T-Mobile) qui met en scène des (faux) quidams se mettant tous à danser dans le grand hall de la gare Liverpool Street Station, imitant par le format une supposée flash-mob.<sup>59</sup> Ce faisant, les concepteurs reprenaient le « freeze » du Grand Central Station de New York de 2008 dont le clip officiel a été vu plus de 18 millions de fois par les internautes.<sup>60</sup> Un *aficionado* de cette publicité lança un rendez vous sur Facebook (*Liverpool Street Station Silent Dance* – chacun avec son mp3) pour que la réalité rejoigne la fiction. Résultat : un chaos de plus de 17 000 danseurs de disco ayant envahi simultanément la gare pour y danser, bloquant complètement

---

<sup>56</sup> Certains travaux universitaires ont théorisé et classé les différents types de flash-mobs et ce, dès 2003. Notamment l'excellent article de A. Benschop, « Flash-mob: Happening for Internetters : Swarming and the Future of Inexplicable and Smart Mobs », University of Amsterdam, 2003, toujours disponible sur <http://www.sociosite.org/flashmob.php> (attention, beaucoup de liens sont morts). L'auteur y distingue neuf types différents, dont la plupart sont toujours d'actualité : *Political mobs*, *Artistic mobs*, *Money mobs* (détournement à des fins commerciales), *Altruistic mobs* (par exemple, nettoyer une rue pendant cinq minutes), etc.

<sup>57</sup> A ne pas confondre avec le « ambush marketing » (en embuscade) qui consiste à « placer » ses produits dans des endroits inattendus, comme les « Dim Dim girls » en sous-vêtements lors des grands événements sportifs. Par exemple : [http://www.youtube.com/watch?v=dI3q6Jy4iKk&feature=player\\_embedded](http://www.youtube.com/watch?v=dI3q6Jy4iKk&feature=player_embedded)

<sup>58</sup> A titre d'exemple, le groupe de hard rock Iron Maiden (<http://www.cherryflava.com/cherryflava/2009/03/iron-maiden-turn-to-a-flash-mob-to-promote-their-south-american-tour.html>) ou encore la bière québécoise Labatt (mai 2009) <http://www2.infopresse.com/blogs/actualites/archive/2009/05/22/article-31285.aspx> .

<sup>59</sup> Pour le « teaser » de 30 secondes : <http://www.youtube.com/watch?v=L6rfjvKJApQ&feature=channel> , pour la version intégrale : <http://www.youtube.com/watch?v=VQ3d3KigPQM> . Les autres vidéos montrant des « T-Mobile Dance » (Glasgow, Leeds, Birmingham, Bristol) sont en fait la suite de la campagne publicitaire où des « animateurs T-Mobile » (reconnaissables à la couleur rose de leur T-shirt) font danser des passants dans des galeries marchandes.

<sup>60</sup> A voir sur : <http://www.youtube.com/watch?v=jwMj3PJDxuo&feature=fv> . La flash-mob et le clip officiel sont l'œuvre de « Improv Everywhere » (<http://www.improveverywhere.com/>) un groupe fondé en 2001 et basé à New York dont la vocation est de créer des scènes de joie et de chaos dans l'espace public. Ils ont mené plus de 80 actions, dont plusieurs reviennent à chaque année, comme la célèbre *Balade sans pantalons dans le métro en janvier* (1200 participants à New York en 2009) et reprise (dit-on) dans 21 villes du monde entier. Pour les huit vidéos (2002-2009) : <http://improveverywhere.com/missions/the-no-pants-subway-ride/> .

le fonctionnement et les milliers de passagers.<sup>61</sup> Peu après, T-Mobile a récupéré l'événement en chargeant l'internaute qui avait lancé le mouvement d'organiser d'autres manifestations en des lieux tout aussi ouverts mais moins sensibles au plan de l'ordre public.

Les flash-mobs servent par contre également à défendre des causes humanitaires ou de santé publique. Sous le mot d'ordre « *Aujourd'hui dans le monde, une femme meurt toutes les minutes des suites de sa grossesse. Ce 25 septembre 2008, au Nations-Unies, les dirigeants de la planète doivent agir et respecter leur promesse de réduire la mortalité maternelle* », Oxfam a organisé le 23 septembre une série de flash-mobs simultanées dans les grandes capitales et informé les médias : « Des femmes enceintes dansent la tecktonik à Paris », « Des femmes enceintes font du yoga à Utrecht », « Des femmes enceintes font du breakdance à Londres », « Des femmes enceintes se figent à Berlin », etc. Comme on peut le constater, l'événement s'éloigne des « fondamentaux » malgré la persistance de la forme. Il en va de même pour les collectifs qui agissent pour la santé publique, comme ces *smokin'out* : « *Salut à tous, Il y a un rassemblement sur le Parvis de la Défense (Paris) le Jeudi 28 Mai 2009 à 13h pour tous les fumeurs qui souhaitent arrêter. Le slogan c'est "Ensemble écrasons notre dernière cigarette". Il y a un événement facebook associé. Faites votre smokin'out auprès de votre famille ou de vos amis sur le site [http://www.prevention-tabac.com/flashmob / A+](http://www.prevention-tabac.com/flashmob/A+) »<sup>62</sup> Enfin, les flash-mobs caritatives ne font pas exception aux règles du marketing et elles peuvent être fausses comme leurs consœurs publicitaires. Le film de sensibilisation de la Fédération des Maladies Orphelines, particulièrement esthétique<sup>63</sup>, a ainsi pu contribuer à la diffusion sociale de cette forme de rassemblement dans l'espace public.*

*L'usage politique des flash-mobs* fit son apparition dès le début du mouvement en 2003. Elles ont été et sont toujours extraordinairement variées tant dans leur taille, leur forme qu'au plan de leurs revendications. Le spectre peut s'étendre de la micro flash-mob classique d'environ vingt ou trente personnes<sup>64</sup> à des actions beaucoup plus étendues. Comme celles-ci entrent dans la sphère de l'activisme malgré leur caractère ludique,<sup>65</sup> nous les traiterons plus loin.

Signalons tout de même que selon les pays et les codes culturels, le simple fait de se réunir et de réaliser une flash-mob – même un freeze – comporte des risques importants, comme c'est le cas à l'heure actuelle en Russie.<sup>66</sup> Plus près de nous, il n'est pas sûr que des flash-mobs politiques mais d'extrême droite remporterait une telle acceptation tacite de la part du public qui est intégré en tant que spectateur, comme c'est le cas, dans le registre de l'action politique, pour la distribution de « la soupe au cochon » par le groupe « Solidarité Des Français ».

---

<sup>61</sup> On lira : <http://edition.cnn.com/2009/WORLD/europe/02/09/uk.station.flashmob/index.html>. L'ampleur du rassemblement peut être vue de l'intérieur (<http://www.youtube.com/watch?v=5hYJ2QAspTk&feature=related>) comme de l'extérieur (<http://www.youtube.com/watch?v=1xCcTKHnjgM&feature=related>).

<sup>62</sup> Le « post » associé n'existe plus mais on trouvera le compte-rendu sur le site indiqué.

<sup>63</sup> A voir sur : <http://www.youtube.com/watch?v=lmJYfEW-5Ek&hl=fr>

<sup>64</sup> Comme cette flash-mob, « La blague a assez duré », d'étudiants québécois en soutien à leurs enseignants en grève et devant être « morts de rire » sur une place ([http://www.youtube.com/watch?v=mF9\\_nzfsgQM](http://www.youtube.com/watch?v=mF9_nzfsgQM)).

<sup>65</sup> L'exemple du collectif « La France qui se lève tôt » est particulièrement illustratif : il met en place des actions ludiques, festives et de courte durée (défilés d'individus déguisés et munis de casseroles et autres objets faisant du bruit) au service d'une contestation politique : réveiller les habitants de Neuilly-sur-Seine aux aurores en défilant bruyamment dans les rues pour dénoncer certaines prises de positions politiques du gouvernement.

<sup>66</sup> Comme ce lâcher de ballons à St-Petersburg pour les droits des gays, lesbiennes, trans- et bisexuels : [http://translate.google.com/translate?sl=auto&tl=en&u=http%3A%2F%2Fcommunity.livejournal.com%2Fru\\_an\\_tidogma%2F489822.html](http://translate.google.com/translate?sl=auto&tl=en&u=http%3A%2F%2Fcommunity.livejournal.com%2Fru_an_tidogma%2F489822.html)

Qu'elles soient ludiques ou politiques, les flash-mobs connaissent une évolution marquée depuis les deux dernières années. Si elles se pratiquent dans le monde entier depuis leur apparition, un nouveau phénomène émerge : leur mondialisation et leur coordination internationale, par exemple au niveau européen.

Nous avons signalé précédemment que les batailles d'oreillers étaient populaires outre-Rhin, mais elles le sont aussi ailleurs, en Afrique du Sud<sup>67</sup> comme partout dans le monde. Apparue comme forme particulière de flash-mobs vers 2004-2005 (si tant est que l'on puisse dater un phénomène qui doit exister depuis qu'il existe des oreillers), la bataille d'oreiller est devenue désormais un événement mondial et synchrone depuis la création de la *Journée mondiale de la bataille d'oreillers* (*World Pillow Fight Day*) : des combats furent organisés dans 28 villes autour du monde en 2008 (le 22 mars) et dans pas moins de 84 villes dans 30 pays en 2009 (le 4 avril), dont Paris et Montpellier.<sup>68</sup>

Une telle manifestation festive – et d'une telle popularité<sup>69</sup> – perdurera très certainement, d'autant qu'elle peut correspondre, en ces temps de crise, à un besoin de régression, de retour à l'enfance, au jeu gratuit et innocent, et à retrouver le *plaisir*. Rassemblements déclarés, organisés et structurés,<sup>70</sup> ces batailles d'oreillers nous semblent socialement utiles comme dérivatifs sociaux, psychologiques et politiques (au sens très large du terme). Et elles ont peu de coût pour les forces de l'ordre (mais plus pour les services municipaux de voirie).

Une coordination européenne de flash-mobs politiques est apparue le 16 mai dernier (jour de l'eurovision) à l'initiative d'un collectif britannique<sup>71</sup> luttant contre l'extension des aéroports, de Heathrow et d'Europe. Rendez-vous était donné dans six aéroports : Heathrow, Charles de Gaulle, Francfort, Amsterdam, Bruxelles et Dublin et ce, à midi pile. La réussite médiocre de l'opération – presque autant d'organisateur (T-shirt rouge) et d'élus que de participants « spontanés » – montre les limites des flash-mobs comme vecteurs de mobilisation politique et/ou syndicale. Efficace pour le surgissement du festif et du ludique, cette forme ne semble pas faire mieux que les formes traditionnelles de rassemblements de citoyens ou de militants pour défendre une cause jugée d'intérêt collectif.

---

<sup>67</sup> Les grandes batailles d'oreillers sur les places publiques semblent bien servir de dérivatif à l'agressivité de la société sud-africaine. A ce sujet, voir : <http://www.southafricalogue.com/travel-tips/violet-crime-in-cape-town-flash-mob.html> . Pour une liste des « activités » : <http://www.facebook.com/group.php?gid=4134287978>

<sup>68</sup> Pour la liste mondiale : <http://www.pillowfightday.com/>

<sup>69</sup> En 2008, 5000 participants à New-York selon le Wall Street Journal, plus de 7000 en 2009. On frôle ainsi le record Guinness de la plus grande bataille : 10 000 participants à Atlanta en 2006. Nous n'avons pas de chiffres globaux, mais il nous apparaît assez raisonnable d'estimer à au moins 25 000 le nombre de combattants de par le monde.

<sup>70</sup> L'institutionnalisation ne se fait généralement pas sans règles. Comme pour les fêtes dans le métro, les organisateurs québécois édictent des règles à suivre (dont des précautions pour les allergiques aux plumes) : « *S'il vous plaît, suivre ces lignes directrices pour assurer la sécurité de tout le monde ! - Arrivez sur les lieux de la bataille quelques minutes seulement avant le début. - Cachez votre oreiller. - Oreillers sans plumes, mous et doux seulement ! - Frappez légèrement, plusieurs personnes vont se frapper à la fois. - Ne pas frapper les gens sans oreillers, avec des lunettes ou avec des caméras. - Enlevez vos lunettes avant le combat ! - Attendez le signal pour commencer la bataille. - Ne pas abandonner votre oreiller sur place à la fin du combat. - Le combat se termine au signal.* » Source : <http://www.redzebralabs.com/batailledoreiller> . Pour une version française, voir sur : <http://www.pillowfight-montpellier.tk/> . Pour des commentaires et des photos des batailles organisées à Paris depuis 2006 : <http://www.pillow-fight.eu/>

<sup>71</sup> <http://www.euroflashmob.eu/>

### *Éléments de prospective : flash-mobs terroristes et délictueuses*

Les mobilisations éclair restent encore, à l'échelon mondial, un phénomène vivant et actif et il y a lieu de parier qu'elles le resteront, en raison même de leur capacité à se transformer, à la fois dans leurs modalités d'action et dans les « causes » défendues ou mises en actes. La situation nous semble légèrement différente en France où les flash-mobs s'essoufflent quelque peu. Ici plus qu'ailleurs affaire de mode et de tendance, saisie par les milieux d'avant-garde et ayant eu tendance à se limiter aux *freeze*,<sup>72</sup> les flash-mobs sont un peu *out* en tant que phénomène nouveau de la « branchitude », ce qui ne les empêche pas de continuer à exister sous différents formes, dont celle de la fête dans le métro que nous verrons plus loin.

Dans notre projet de recherche, nous avons posé l'hypothèse que les flash-mobs pouvaient venir saper quelques fondements sociétaux, en nous basant sur l'exemple d'une mobilisation éclair qui avait consisté à lancer des canards en plastique dans une fontaine (pour ensuite s'enfuir rapidement en disant « coin coin ») et en considérant que les actants pourraient bien faire subitement irruption dans l'espace public en lançant autre chose que des jouets et en scandant bien d'autres slogans... Nous n'avons pas (encore) trouvé d'exemple type de flash-mob purement violent, mais soyons patients.

La perspective de l'apparition de flash-mobs violentes, délinquantes ou terroristes n'est en soi pas tout à fait innovante. Toutefois, des événements récents montrent de nouvelles formes de ces rassemblements non annoncés.

D'une part (et nous l'avons signalé en introduction), en tant que méthodologie d'action, les flash-mobs sont un des « ancrages » historiques des nouvelles formes d'activisme : utilisation d'Internet, téléphone portable, réunion simultanée d'individus ne se connaissant pas entre eux, conduite de l'action, etc. *Cette méthodologie est donc utilisable par tout groupe social, quel que soit sa nature ou son intention.* C'est ainsi qu'en 2007 un rapport de 90 pages cherchant à cerner le contexte stratégique de l'avenir (*Future Strategic Context*) a été commandé et remis au ministère de la défense britannique, rapport dont les médias se sont faits l'écho. Il y est clairement énoncé le risque que les flash-mobs soient mobilisées dans un avenir proche par des groupes criminels ou terroristes.<sup>73</sup>

Cette éventualité avait été soulevée dès 2003 par Benschop<sup>74</sup> lorsqu'il abordait la question du « swarming » (grouillement) dans les nouveaux types de mouvements sociaux : « *To social movements 'swarming' is a technique with which at great speed a large number of individuals can be mobilized to one single position from all directions in order to reach a specific goal. A successful swarm goes through four different phases: localizing the goal, the convergence, the attack and the dissipation. In order to work out these phases properly they have to be synchronized between a diversity of seemingly unconnected individuals. Therefore there has to be a direct communication-channel between these individuals. Virtual social networks can use swarming strategies and tactics, which "gang up" on opponents. This is done by coordinating the convergence of numerous small nodes, that are generally separated, at a particular target from several directions to undertake an "attack" and then disperse again in preparation for the next operation.* »

---

<sup>72</sup> « Des dizaines de personnes subitement pétrifiées à la Gare de Lyon », Rue89, 20/03/2008.

<sup>73</sup> « "Flashmobs" - groups rapidly mobilised by criminal gangs or terrorists groups. ». Pour plus de détails : <http://www.guardian.co.uk/science/2007/apr/09/frontpagenews.news>

<sup>74</sup> A. Benschop, « Swarming and the Future of Inexplicable and Smart Mobs », *op cit.*

Quoi de plus logique ? La *méthodologie technologique* permet l'anonymat, la mobilisation collective et la coordination sans liens directs. Le risque terroriste (islamiste, par exemple) en serait ainsi radicalement transformé, passant d'une logique de cellules et de réseaux fermés d'interconnaissances à une logique ouverte encore moins saisissable puisque restant virtuelle et atomisée jusqu'au moment du passage à l'acte. A une échelle certes plus réduite, nous n'en sommes peut-être pas si loin. Il suffirait que quelques meneurs locaux s'identifiant à la cause palestinienne lancent sur Internet ou sur un post Facebook<sup>75</sup> confidentiel un appel à l'action pour que débarquent en plusieurs points de la ville – ce n'est qu'un scénario, mais il est suffisamment crédible pour le considérer central pour la sécurité nationale<sup>76</sup> – quelques centaines de jeunes déjà équipés pour « jouer » à l'*intifada* pour ensuite s'évanouir comme ils étaient venus. Qu'ils s'attaquent aux biens ou aux personnes n'est ici qu'une question de degré dans le processus.

D'autre part, un événement récent peut faire craindre l'apparition de *flash-mobs délinquantes*, si tant est que les nouveaux rassemblements prennent fréquemment naissance à l'étranger – et notamment dans le monde anglo-saxon – avant d'arriver en France.

C'est sans doute une première : le 2 juin 2009 à Philadelphie, quelques douzaines de jeunes auraient répondu à un rendez-vous sur un site communautaire (inconnu) pour... dévaliser une station service, emportant pour une valeur totale de 3000 \$ de marchandises.<sup>77</sup> Cet avatar des mobilisations éclair est désigné comme « *Flashmob Rampage* » (déchaînement) ou encore un « *free for all* ». <sup>78</sup> Anecdote de fait divers ? Peut-être. Mais peut-être également amorce d'un nouveau phénomène délictuel qui pourrait venir restructurer (structurer en planification mais déstructurer au plan de l'interconnaissance des participants) les bandes actuelles qui opèrent occasionnellement des pillages dans les magasins spécialisés, que ce soit les samedi après-midi ou à l'occasion de manifestations organisées sur la voie publique.

## 2.2 - QUELQUES AUTRES RASSEMBLEMENTS FESTIFS URBAINS

Ils sont les héritiers des flash-mobs, voire des dîners blancs : les fêtes dans le métro, les *Free hugs*, les rassemblements tecktoniks ou les rendez-vous Facebook sont autant de mouvements de personnes qui témoignent d'une réelle volonté de réappropriation des espaces urbains pour y mener une activité festive. Ils sont pour certains gentils et à faibles effectifs, ils peuvent aussi parfois générer des foules et être à l'origine de troubles involontaires à l'ordre public. Le plus souvent, ils concernent les policiers de la sécurité publique qui sont au premier rang pour faire du « maintien de l'ordre ». Avec des conséquences quelquefois fâcheuses. Examinons quatre nouveaux types de rassemblements festifs urbains.

---

<sup>75</sup> Voir à ce sujet notre section sur le rassemblement Facebook de Tours.

<sup>76</sup> J. Arquilla et D. Ronfeldt, « *Swarming and the Future of Conflict* » (Rand Corporation / National Defense Research Institute, 2000), considèrent cette possibilité comme une véritable révolution dans les affaires militaires du futur, le *swarming* étant « *a deliberately structured, coordinated, strategic way to strike from all directions* ». L'étude est téléchargeable à : <http://www.iterasi.net/openviewer.aspx?sqlitid=4al-sgmxtkvgpoo5ahjgw>, voir à partir de la page 25 et suivantes. A lire également : Sean J. A. Edwards, *Swarming and the Future of Warfare*, Rand Corporation, 2005 ([http://www.rand.org/pubs/rgs\\_dissertations/2005/RAND\\_RGSD189.pdf](http://www.rand.org/pubs/rgs_dissertations/2005/RAND_RGSD189.pdf)).

<sup>77</sup> Pour une première description : <http://cbs3.com/topstories/Teens.Destructive.Rampage.2.1025684.html>, et pour un reportage : <http://cbs3.com/video/?id=81212@kyw.dayport.com> (laisser passer la publicité).

<sup>78</sup> « *Free for all* » est une expression à double sens, qui signifie à la fois « chacun fait ce qu'il veut », « bordel ou chaos » et en même temps « gratuit pour tout le monde ».

### 2.2.1 - LES FETES DANS LE METRO

Si le métro a de tout temps eu ses fêtards et celui de Paris, ses habitués et sa « faune » humaine, le phénomène qui nous intéresse est une forme particulière de « happening » : celui qui roule et se déplace sous terre<sup>79</sup> et qui ne dure que le temps d'une ligne, le temps d'un trajet.

Les « fêtes dans le métro » dont il sera ici question découlent en droite ligne des *flash-mobs*, en empruntent les modes opératoires, l'origine et la philosophie générale. Mais s'il s'agit d'une variante des flashs-mobs, leur évolution est différente, spécialement quant à leur appropriation populaire.



D'origine américaine (*Subway Party* ou *Metro Party*) et présentes dans la plupart des grandes villes des pays occidentaux, les fêtes dans le métro sont arrivées en France en 2003 par deux collectifs parisiens organisateurs d'événements festifs : Aristopunk et Party Terrorists (Cyril et Gary) qui formeront Dcontract,<sup>80</sup> toujours actif.

Le principe consiste à envahir massivement une rame de métro pour y faire la fête, le nombre de participants pouvant aller jusqu'à 500 personnes. Dès la troisième édition, la fanfare des « Plaies mobiles » s'est jointe aux événements (les plus diffusés sur Internet)<sup>81</sup>. Les rendez-vous sont connus par réseau, bouche à oreille et emails mais aussi surtout par des posts sur le site communautaire Facebook. Quelques règles y figurent : tenue correcte, savoir vivre, pas de dégradation, ne pas fumer.<sup>82</sup> Mais la consommation d'alcool fait partie de la fête, tout comme les décorations, les cotillons, la sonorisation s'il n'y a pas d'orchestre, les gâteaux apéritifs, etc. On y danse, on y chante, on y intègre les passagers, bref, on y fait la « bringue » en changeant de wagons ou en y restant. La temporalité dépend du trajet de la ligne.<sup>83</sup>

Le mode opératoire de l'envahissement est similaire à celui des dîners blancs : rendez-vous est donné sur une place publique (pour que la masse se constitue) sans que les participants ne connaissent avec précision la rame de métro qui sera le lieu de la fête. L'organisateur donne

<sup>79</sup> Des « Fêtes dans le tram » sont, nous dit-on, pour bientôt.

<sup>80</sup> <http://dcontract.com/>

<sup>81</sup> Pour un reportage présentant le phénomène : [http://www.wat.tv/video/metro-party-sur-ligne-mvzf\\_kcl5\\_.html](http://www.wat.tv/video/metro-party-sur-ligne-mvzf_kcl5_.html), pour une vidéo des plus classiques : [http://www.youtube.com/watch?v=s\\_mBKKIJ9BU](http://www.youtube.com/watch?v=s_mBKKIJ9BU) et pour plus de détails, une vidéo de ZéroTV : [http://www.dailymotion.com/video/x1dkxl\\_party-terrorists-in-paris\\_events](http://www.dailymotion.com/video/x1dkxl_party-terrorists-in-paris_events).

<sup>82</sup> On trouve sur le post Facebook d'une fête dans le métro de Montréal en 2007 une version plus explicite des règles coutumières de ces événements : « S'il vous plaît, veuillez suivre les règlements suivants afin d'assurez [sic] une nuit amusante et sauve : - Pas de fumages ; - Pas de boisson alcoolique ; - Pas de [stylos] feutres ; - Ne pas se tenir debout sur les sièges ; - Ne pas forcer les portes ou quitter le wagon ; - Ramasser tous déchets. S'il vous plaît soyez respectueux envers les employés du STM [équivalent RATP]. Si le train s'arrête, gentiment assoyez-vous sur votre trône et attendez les instructions. ». Pour une visualisation de la fête, de l'intervention de la police urbaine, de la négociation et de la dissolution : <http://www.youtube.com/watch?v=pqFs5plefQ0>

<sup>83</sup> Pour une discussion sur la multiplicité des critères (durée, caméras, lieux, etc.) qui prévalent au choix de la « bonne » ligne de métro : <http://www.facebook.com/topic.php?uid=6216627371&topic=3682>

alors le départ : « A 22h30, le départ est donné. Muni d'un mégaphone, Gary mène tout ce petit monde vers le quai de la ligne n°6. Le métro surgit, accueilli par des hurlements de joie. Les fêtards se ruent à l'intérieur des wagons qui repartent brinquebalants en direction de Charles de Gaulle Etoile. Sous le regard médusé des passagers, les "Plaies Mobiles" font chauffer leurs cuivres et la rame devient le théâtre d'un embouteillage festif. Mais très vite, le conducteur immobilise le train à la station Dugommier et appelle la sécurité. Trois agents de la RATP apparaissent et tentent vainement de disperser les perturbateurs. Gary et Jérémie assurent la médiation, calment le jeu et permettent à la fête de repartir. Au fil du trajet, la mob passe de wagons en wagons, invitant les voyageurs à se joindre à elle. Malgré son apparence sauvage, elle est généralement bien accueillie par les usagers ».<sup>84</sup>

Organisées une fois par année par ces entrepreneurs événementiels très « branchés » dont l'objectif est de faire « sortir » la fête de ses cadres institutionnalisés (ainsi le BBQ électro de l'île Saint Louis a pour but d'être « l'antithèse de l'idéologie formatée du voisin Paris-Plage ») et de fournir à l'intelligentsia artistique de Paris des happenings décalés (courses en escarpins, etc.), les fêtes dans le métro ne sont pas dépourvues de charge politique :

*« Nous étions des centaines l'autre jour dans le métro parisien, des centaines de Party Terrorists à exploser de joie, à jubiler d'avoir enfreint un interdit, celui d'avoir pris d'assaut la ligne 7 Bis au nez et à la barbe des vigiles, à l'insu de la police arrivée après la bataille. Cette transgression, cette idée de faire sortir la fête de ses schémas traditionnels contient une portée symbolique. Elle augure le règne de l'inattendu programmé, le culte du secret qui explose dans la liesse et l'effervescence. Le flash mob, mobilisation éclair qui est un renouveau du happening des années soixante contient une charge politique puissante. Elle signifie : nous continuerons la lutte [contre la société formatée] par d'autres moyens. »<sup>85</sup>*

L'effet de masse est essentiel sur deux points. Premièrement, pour que ces événements soient considérés comme des « nouveaux rassemblements ». Deuxièmement, pour que leur succès soit effectif. Plus la masse est importante, moins les agents de la RATP et les forces de l'ordre peuvent agir : « En regardant la horde de fêtards déchainés envahir leur station de métro, les agents de la RATP sont ahuris. Que dire ? Que faire ? C'est déjà trop tard. Munis de leur ticket, ce sont près de cinq cents personnes qui se sont réunies, hier soir à 21 heures, à la station Place-des-Fêtes pour la quatrième édition de la Subway Party (NDLR : fête dans le métro), une fête sauvage, qui s'est déroulée sans autorisation sur la ligne 7 bis ».<sup>86</sup>

Mais il y a aussi un autre type de « fêtes dans le métro », moins organisées, plus « sauvages » et démunies du contrôle exercé par les organisateurs d'événements festifs : celles lancées par des groupes d'amis qui reprennent à leur compte l'idée d'une « fiesta » dans le métro, pour fêter un anniversaire (déjà observé en 2004), célébrer un diplôme ou pour le simple plaisir de se regrouper dans un endroit saugrenu pour un court moment (car dans tous les cas, les fêtes dans le métro sont toujours un « before » d'une autre soirée). Toutefois, ces fêtes locales et « domestiques » n'arrivent pas à constituer de véritables masses de plusieurs centaines de personnes. C'est pourquoi elles sont généralement stoppées par les policiers de la sécurité publique ou par les agents de sécurité du métro.

---

<sup>84</sup> <http://tf1.lci.fr/infos/france/societe/0..3866397.00-metro-party-assaut-rames-.html>

<sup>85</sup> Cyril Skinazy aka Pluskezorro de Party Terrorists, dans [http://www.agoravox.tv/article.php3?id\\_article=17083](http://www.agoravox.tv/article.php3?id_article=17083)

<sup>86</sup> Le Parisien, 02/03/2007.

La banalisation de l'événement et sa « popularisation » en ont changé progressivement la nature « exceptionnelle ». Chez les premiers organisateurs, on considère que : « *On est les pionniers sur Paris. Mais il y a maintenant des étudiants qui le font une fois par mois, sur n'importe quelle ligne, à n'importe quelle heure. Ils n'ont pas de réel concept, ils se sont dits « Tiens, c'est marrant ! » Ils le font sans réfléchir, ils le banalisent. Pour nous, la fête ne doit pas être un quotidien, c'est quelque chose de nouveau, d'original...* »<sup>87</sup> Les regards se tournent donc vers d'autres événements, tels que... des dîners dans le métro.

La banalisation par imitation – via la diffusion des vidéos sur Internet – a engendré la reprise de ces rassemblements dans d'autres villes de France (ayant un métro). Avec un succès relatif.

### 2.2.2 - LES « FREE HUGS » (CALINS GRATUITS)

Les *Free Hugs* sont un mouvement bien curieux : il a fait le tour de la planète, a éclot rapidement dans toutes les capitales, on en trouve toujours dans la plupart des grandes villes françaises mais ne rassemble qu'une poignée de personnes à chaque fois. Il s'agit sans conteste du plus petit de nos nouveaux rassemblements de personnes et certaines de ses caractéristiques sont similaires à celles de mouvements plus importants. Avec les flash-mobs, les free hugs partagent l'esprit de l'action festive, ludique et désintéressée sur la voie publique.



Il est l'exemple type des nouveaux mouvements, où un seul individu peut créer en peu de temps un phénomène mondial grâce à Internet, un clip vidéo comportant une musique très appréciée et une idée originale correspondant à un besoin profond des jeunes générations de rompre – le temps d'une ou deux secondes – la solitude et l'isolement moderne sans engagement et de chercher (illusoirement peut-être, mais cela n'est pas notre objet) à créer un monde meilleur et plus humain. L'événement se veut touchant et implique fréquemment des lycéens mais également des moins de 30 ans, étudiants ou jeunes salariés et, curieusement (au vu de la nature de la chose) plus de jeunes femmes que de jeunes hommes.<sup>88</sup>

Le principe consiste à se regrouper – le groupe peut varier de quelques individus à trente ou quarante personnes – sur la voie publique en un endroit très achalandé et à proposer aux passant une étreinte – en réalité une accolade – gratuite. Les participants sont munis d'écriteaux « câlins gratuits » et ils enlacent (très brièvement) sans discrimination hommes, femmes et enfants de tout âge. Des variantes se développent aussi localement, comme ces « câlins de Noël » à Montréal (Canada) dans les galeries marchandes.

Le phénomène aurait pris sa source en 2004 à Sydney en Australie lorsque « Juan Mann » (il s'agirait d'un pseudonyme), de retour dans sa ville natale et déprimé par la solitude aurait eu

<sup>87</sup> <http://www.contrepoint.info/?p=1540>

<sup>88</sup> Pour un exemple, à Rennes : [http://www.dailymotion.com/video/x8ev4s\\_operation-free-hugs-a-rennes\\_news](http://www.dailymotion.com/video/x8ev4s_operation-free-hugs-a-rennes_news). On trouvera sur Internet les vidéos des actions sur Paris, Lille, Toulouse, Montpellier, etc.

l'idée de brandir une pancarte mentionnant « Free Hugs » (selon certains, dans un centre commercial, selon la version officielle<sup>89</sup> à une intersection très passante) pour *demander aux passants* de le prendre dans leurs bras. Il est intéressant de noter l'inversion du phénomène, puisqu'il s'agit maintenant d'*offrir aux passants* une accolade gratuite.<sup>90</sup>

Le phénomène a fait le tour du monde – on dénombrerait la tenue d'événements *Free Hugs* dans quelque 80 pays – grâce à un clip vidéo diffusé sur YouTube en 2006 (Juan Mann y apparaît comme un John Lennon ressuscité)<sup>91</sup> où la musique des *Sick Puppies* touche l'esprit et la sensibilité d'une frange des 18-30 ans. Ainsi, le premier *Free Hugs* en France s'est tenu le 23 novembre 2006 pour se diffuser rapidement dans la plupart des grandes villes.

Si le concept visant à « rompre avec une certaine morosité, en particulier dans les grandes agglomérations » et à « briser les barrières de l'individualisme et de l'inhibition d'une simple accolade conviviale », a connu rapidement une très forte popularité, la datation des écrits sur les blogs, forums et sites Internet montre une apogée en 2007. S'il existe toujours en 2009, le mouvement semble un peu ralentir en fréquence et en participants.

### 2.2.3 - LES RASSEMBLEMENTS TECKTONIK ET LES « BATTLES »

La Tecktonik est un cas particulier où un phénomène à l'origine musical s'est transformé à la fois en produit commercial et en phénomène urbain autonome. Car Tecktonik® est désormais une marque appartenant à TF1-Entreprises depuis que cette dernière en a racheté les droits en devenant en 2007 l'agent international pour en promouvoir la marque. Depuis, plaintes et poursuites pleuvent contre les sites Internet,<sup>92</sup> les soirées ou les objets utilisant les termes « Tecktonik » ou « TCK » sans la permission explicite des propriétaires de l'appellation. Les enjeux commerciaux sont à la clé puisque « Tecktonik » est également une collection de vêtements, une boisson énergétique, une série de compilations musicales et plusieurs autres produits dérivés.

Lancée en 2000 par deux jeunes DJ (Cyril Blanc et Alexandre Barouzdin) à la discothèque Métropolis de Rungis (lors des soirées *Tecktonik Killer*) – déjà à l'époque marque déposée – la Tecktonik est une danse de type *hardstyle* fondée sur la libre articulation d'un ensemble de mouvements corporels ondulatoires désarticulant le corps et qui, en s'accélégrant, produit une fébrilité générale expressive et créative.



<sup>89</sup> Site officiel : <http://freehugscampaign.org/>. L'institutionnalisation (vente de T-shirts, etc.), la régulation (des règles sont précisées) et un certain culte de la personnalité (« Juan Mann » et « Hug the World ») sont apparus de façon progressive. On peut y télécharger un « guide » pratique illustré.

<sup>90</sup> Pour le site français : <http://www.freehugs.fr/>. On trouvera sur Internet d'autres sites locaux ou régionaux (par exemple, pour le sud de la France : <http://freehugs06.free.fr/blog/>) qui fournissent rendez-vous et informations. Source image : <http://www.calins-gratuits.com/> (à ne pas confondre avec <http://www.calinsgratuits.com/> qui est un site de câlins gratuits... par emails).

<sup>91</sup> Le clip à l'origine du mouvement : [http://www.youtube.com/watch?v=vr3x\\_RRjdd4](http://www.youtube.com/watch?v=vr3x_RRjdd4)

<sup>92</sup> « TF1 menace de 3 ans de prison des fans suisses de Tecktonik », *LeMatin.ch*, 23/01/2008.

Affaire de *clubbers* au départ, cette mode – qui allie danse, musique, style vestimentaire fluo et coiffure savamment construite<sup>93</sup> – s’est diffusée dans l’espace public à la fois par des clips vidéos postés sur des sites Internet et par les « aprèm » (après-midi) où les premiers *clubbers* se sont installés sur la voie publique pour y danser avec leur matériel de sonorisation.<sup>94</sup>

Le phénomène s’est étendu par appropriation générationnelle : touchant dorénavant les 12-25 ans, la tecktonik se danse plutôt dans la rue, le métro, les parcs et les espaces publics connus ; il se diffuse à l’étranger, notamment en Belgique, en Suisse, en Allemagne, en Italie et au Canada. Dans ce dernier cas, l’introduction est récente (2008) et l’engouement marqué.<sup>95</sup>

La percolation sociale de cette mode a entraîné une autre pratique, celle des *battles*, ces joutes dansantes où la compétition se déroule en public et où l’issue se mesure aux acclamations. Ces *battles* peuvent confronter deux groupes de tecktoniks ou encore, plus fréquemment, des tecktoniks et des danseurs de hip-hop. Au-delà des différences de danse, ces *battles* opposent deux groupes sociaux : les tecktoniks sont majoritairement blancs et/ou français de souche alors que le hip-hop est plus souvent adopté par les afro-français d’origine ou d’immigration. Probablement sans en être conscients, les groupes reprennent ici l’origine du *breakdance* américain dont la fonction était de résoudre une opposition entre bandes rivales par la danse et la performance physique plutôt que par la violence et le sang.<sup>96</sup>

Certes, la situation française est loin de ressembler à celle des ghettos new-yorkais des années 1980, mais les *battles* peuvent être considérées, à leur échelle, comme *un vecteur de pacification sociale et ethno-culturelle*. En ce sens, si l’on retrouve aux Halles (ou ailleurs) une centaine de jeunes provenant des quartiers des couronnes parisiennes, il nous semble particulièrement positif qu’ils dansent plutôt qu’ils ne fassent autre chose, n’en déplaisent aux commerçants qui se plaignent du bruit ou de leur présence à proximité des entrées.

Pour que ce rôle social soit tenu, les *battles* doivent se dérouler en public, être vues par le plus grand nombre (car on s’y montre en spectacle) et sur un terrain neutre (centre commercial, hall de métro, place des Halles, etc.).

Mais prenons, pour réfléchir à la question de la danse comme facteur de pacification sociale, un exemple tiré d’un numéro de l’émission « Appels d’urgence » intitulé « Paris – Police Les Halles » et diffusée sur TF1. Le capitaine O. Guibert, désigné comme « Chef des policiers de quartier du 1<sup>er</sup> arrondissement de Paris », procède à la dispersion d’un groupe de tecktoniks.

Voici le discours qu’il construit pour présenter cet aspect de son travail.<sup>97</sup>

---

<sup>93</sup> Sans doute les plus grands consommateurs du gel DOP « fixation béton » pour les cheveux !

<sup>94</sup> Pour des détails sur l’histoire et le style : <http://tecktonic.oldiblog.com/?page=lastarticle&id=1660988>

<sup>95</sup> A titre d’exemple, le groupe « TecktoniQ Montréal » a recruté plus de 800 membres en quelques mois sur le site Facebook. Sur la popularité du phénomène : « TecktonikAprèm électro au parc Jean-Drapeau », *Voir.ca*, 12 juin 2008 (<http://www.voir.ca/publishing/article.aspx?zone=1&section=25&article=58904>)

<sup>96</sup> Pour un clip représentant cet imaginaire : <http://www.tck01.fr/battle/battle.html>. Pour une vision nettement plus réaliste d’une *battle* entre tecktonik et hip-hop : <http://www.youtube.com/watch?v=Xn5TIPwUefA>

<sup>97</sup> Une grande part des reportages de « Appels d’urgence » est tournée par la police nationale elle-même. Que la source ne soit pas neutre est ici fort intéressant : les interlocuteurs ne sont pas piégés par des journalistes et les discours sont validés par l’institution.

Aux danseurs : « *C'est fini ! C'est fini... Monsieur, vous êtes sourd ? Je vous ai dit que c'était fini... Allez, vous arrêtez, pas de battle.* »

A sa radio (et pour la caméra) : « *Heu, pour les équipes qui transiteront, j'ai interdit toute battle entre tecktoniks. Ça amasse les gens autour d'eux et ça nous cause quelques petits problèmes, hein, donc dès qu'on voit qu'une battle commence, on fait en sorte de la faire cesser, c'est bien reçu ?* » (Réponse : « *C'est bien reçu.* »)

Aux danseurs qui se sont arrêtés<sup>98</sup> : « *Faut arrêter de faire du bruit. Les gens viennent là pour faire les soldes, ils sont pas là pour entendre du bruit. [brouhaha] Non, on a plus le droit de danser, là.* » (...)

A un passant<sup>99</sup> qui demande « *il a pas le droit de danser ? Pourquoi ?* » : « *Parce que, heu, à chaque fois, vous voyez, ça attire de la foule comme ça et il y a des bandes qui arrivent et puis c'est festival, c'est bagarres et tout le tralala. Parce que pour le moment ça part bien, c'est tranquille et puis dans une heure, vous allez voir ce que c'est, et puis moi, je pourrai plus gérer parce que ça, il faut le gérer.* »

Passant : « *Parce qu'après ils se bastonnent... ?* »

« *Ah mon pauvre monsieur, ça fait six mois que ça dure.* »

Au journaliste : « *Il nous est arrivé d'avoir jusqu'à à peu près 200 tecktoniks au même endroit. Et il y a certaines personnes qui viennent faire, ce que nous on appelle communément un peu leur marché, c'est-à-dire, comme ils ont des ipod, ils ont des téléphones portables, ils ont pas mal de choses comme ça, dernier cri, ça génère obligatoirement des troubles à l'ordre public.* »

Contrairement aux *dîners blancs*, les tecktoniks ne sont pas protégés d'une menace dont ils seraient l'objet : c'est leur rassemblement – largement moins important – qui sera dispersé afin d'éviter le « *trouble à l'ordre public* ». Et curieusement, c'est justement parce qu'ils sont bien équipés (ipods, etc.) qu'ils constituent une menace à l'ordre public. Inversion du principe où *la victime potentielle est considérée comme responsable du trouble* qu'autrui pourrait causer ou lui aurait vraiment causé. Ce principe, hautement discutable, est très largement connu des féministes et des femmes victimes de violence.

Ceci pose par conséquent toute la question de la légitimité de l'usage de voie publique (doit-on seulement y déambuler, y circuler ou peut-on y danser sans enfreindre de loi ?) et celle de la définition et de la légalité de l'attroupement festif où, dans ce cas précis, le nombre de badauds dépasse largement celui des danseurs.

---

<sup>98</sup> La *docilité sociale* face aux forces de l'ordre nous étonnera toujours. Et les forces de police et de gendarmerie ont, d'après nous, *beaucoup de chance* qu'il en soit ainsi. Car leur travail n'est possible qu'à une condition, qui est absolument essentielle, celle de *l'assentiment* toujours-déjà acquis d'une partie de la population. Ici comme dans nombre de situations, les acteurs sociaux *obtempèrent* dès le départ, faisant que la situation de dégénère pas en affrontements malgré l'inégalité numérique. Bien souvent, les principales ou seules réactions consistent à chercher à *comprendre les raisons* de l'intervention policière. Que l'on soit en police urbaine ou en maintien de l'ordre, la docilité des mœurs civiles est un phénomène social qu'il convient de préserver. A tout prix.

<sup>99</sup> Peut-être sommes-nous de mauvaise foi, mais ce « passant » nous semble être un policier en civil chargé de poser la question.

#### 2.2.4 - LES RASSEMBLEMENTS « FACEBOOK »

Un seul cas sera ici présenté – celui qui est le plus connu parce qu’il a dégénéré – mais il semble qu’il y en ait bien d’autres et que cette pratique de sociabilité collective, qui consiste à rencontrer physiquement les groupes de personnes avec qui l’on est en contact via le réseau social Facebook,<sup>100</sup> se poursuivra.

Cette pratique est même promise à un bel avenir s’il est vrai que les êtres humains ne peuvent se satisfaire de relations abstraites ou virtuelles, qu’ils ont besoin de réels contacts personnels et peuvent ainsi se donner un sentiment d’appartenance à un groupe concret.



Le rassemblement Facebook non autorisé de Tours du 7 mars 2009 est l’occasion de souligner la particularité de celui-ci et de montrer les conséquences d’un maintien de l’ordre pour le moins inapproprié, sans doute dû à une méconnaissance de ce type d’événement et sûrement à une bonne dose de précipitation.

Que s’est-il donc passé ? Rappel des événements, retracé par recoupement et convergence des informations recueillies de sources journalistiques, officielles et auprès des participants.<sup>101</sup>

- Deux jeunes gens ayant lancé un groupe sur Facebook ont décidé d’organiser une fête dite *Alarash Party*, fête « à l’arrache » (improvisée), et ont donc lancé une invitation publique sur le site (1800 abonnés, semble-t-il) pour un rassemblement à 21 heures le 7 mars 2009, place Plumereau dans le centre historique de Tours, place connue pour ses terrasses et bistrots, lieu de réjouissance de la vieille ville. La consigne donnée est d’« *apporter une bouteille, un sourire et alarash* (improvisation) ».
- Se retrouvent ainsi quelques 300 personnes (les interpellations positionnent les âges entre « 16 ans et une trentaine d’années ») place Plumereau, dans une atmosphère détendue : « *j’ai commencé à rencontrer des gens, à me marrer et les gens autour de moi avaient l’air de faire pareil et ça me faisait plaisir, que c’était bien, que c’était sympa et tout ça* » (organisateur de la fête)<sup>102</sup>.
- Après 22h, le froid – et peut-être aussi le besoin de faire quelque chose – aidant, un feu de joie est allumé avec des cartons et des palettes. Le doute subsiste quant aux auteurs, qu’ils

<sup>100</sup> Le réseau Facebook connaît une croissance exponentielle. On estime, en juillet 2009, à environ 250 millions le nombre de membres de la communauté virtuelle dans le monde, dont 7 millions en France.

<sup>101</sup> Ainsi, nous avons rejeté le journal télévisé 19-20 Centre de FR3 du 8 mars 2009 (et toujours disponible sur Internet) où le présentateur affirmait la présence de « plus de 1000 personnes » venues faire un « barbecue géant » (!), et où « la très forte affluence et la consommation d’alcool ont déclenché un début de bagarre (...) les CRS ont dû intervenir assez fermement ». Parfois, il est à se demander d’où les journalistes peuvent bien tirer de telles affirmations... (<http://www.ozap.com/actu/emeute-tours-rassemblement-facebook-video/263458>)

<sup>102</sup> Pour un reportage et un entretien avec un des organisateurs : <http://www.youtube.com/watch?v=FhRyfqaqgg4>

aient été des « invités » ou des jeunes déjà sur place qui se seraient agrégés au groupe. On chanterait autour du feu.

- Dans un centre historique aux maisons à colombages où même les feux de cheminée sont interdits, des riverains appellent les pompiers. Ceux-ci arrivent avec un ou deux équipages de la police nationale.
- Ici, les versions diffèrent complètement. Selon les sources policières, « *les pompiers qui sont intervenus ont alors été pris à partie* ». Selon les participants s'exprimant après coup sur un blog<sup>103</sup> : « *les pompiers n'ont jamais été pris à partie ! Les premiers gaz sont arrivés quand ils éteignaient le feu et personne n'empêchait les pompiers de le faire (par contre je crois qu'ils ont été bien sifflés)* ». Un autre : « *Sur les pompiers, ils ont juste été sifflés... ça nécessite un gazage et des arrestations ?* ».
- Selon les jeunes, les forces de police auraient fait usage des gaz lacrymogènes de manière préventive, sans sommations. Selon la version policière, « *des jeunes auraient jeté des canettes de bière sur les pompiers* », ce qui aurait nécessité leur intervention. Une fois que la situation aura dégénéré, « *une trentaine de fonctionnaires de police et des gendarmes ont reçu boulons, canettes, pierres, bouteilles en verre* ». Pour l'avoir déjà nous même observé, l'usage « préventif » et sans sommation des gaz lacrymogènes (justifié par la nécessité de se dégager mais qui est surtout la conséquence d'une prise de contact ratée) nous semble vraisemblable.
- D'après les récits des participants, la situation a basculé rapidement lorsque l'on a procédé à quatre interpellations, dont celle d'un « zonard » étranger à la fête. Entre trente et quarante policiers de la sécurité publique étaient alors présents, secondés par après par un équipage de la BAC qui s'équipa de casques et tonfas pour faire reculer la foule. Les jeunes ont alors été rejoints par des passants et des consommateurs des bars alentours. Les forces se sont alors retirées mais sont revenues peu de temps après, mieux équipées.
- S'en suivit une véritable bataille rangée, avec constitution de barricades de poubelles enflammées (les photos montrent beaucoup de débris, les éboueurs devant ramasser les contenants le lendemain matin). Selon un témoignage, « *Les flics ne s'en sortent plus. Il y a trop de monde, ils reculent dans une ruelle perpendiculaire à la rue de la civette. Ils lancent des lacrymo, ils tirent au flash ball dans le tas mais ça n'a plus d'effet. (...) Les flics ont chargé onze fois. Onze fois les gens sont revenus pour leur gueuler dessus. Ils sont complètement dépassés* ».
- Vers 2h30, les policiers ont obtenu le renfort d'une douzaine de gendarmes mobiles (venus de Tours et d'Amboise, semble-t-il). Les affrontements violents se sont déplacés dans les rues et places avoisinantes et durèrent plus de cinq heures.
- Au final, « *après plus d'une dizaine de charges des forces de l'ordre et près de 200 tirs de flashballs* »<sup>104</sup>, « *onze personnes, âgées de 16 ans à une trentaine d'années, ont été interpellées et placées en garde à vue au commissariat de Tours, a précisé la police, qui fait état d'un policier légèrement blessé au genou après avoir reçu une bouteille durant les heurts* ».<sup>105</sup> Une seule personne aurait été poursuivie pour outrage et rébellion.

---

<sup>103</sup> Le « post » originel de l'événement a été retiré de Facebook. Par contre, le débat est sur le blog « Si toi aussi tu t'es cru à Bagdad le Samedi 7 Mars à Tours !!! ». On y trouve photos, vidéos et commentaires : <http://www.facebook.com/group.php?gid=70626714615&ref=mf>.

<sup>104</sup> <http://www.newsoftomorrow.org/spip.php?article5257>

<sup>105</sup> <http://berthoalain.wordpress.com/2009/03/09/emeute-facebook-a-tours-mars-2009/>

La situation aurait pu être encore plus explosive – des tracts et des posts Internet appelaient à un nouveau rassemblement au même endroit le week-end suivant – si les organisateurs n’avaient pas, après s’être fait connaître et à l’instigation du commissariat de Tours, lancé un appel au calme via Facebook pour désamorcer le mouvement de révolte.<sup>106</sup>

Le phénomène du rassemblement Facebook à Tours nous semble devoir être appréhendé de plusieurs façons. Premièrement, l’événement fait apparaître un aspect souvent éludé dans les rassemblements festifs (clandestins ou non) qui font irruption dans l’espace public : ils ont *un objectif* bien spécifique tel qu’occuper un endroit insolite (comme les fêtes dans le métro) ou se montrer dans sa splendeur (dîners blancs), ils ont *une temporalité définie* (une ligne de métro, une heure de fin), un minimum de réflexion préalable (choix de la ligne, espace et flux des passants pour les dîners blancs) et *une certaine logistique* (sonorisation, sacs poubelle, etc.). Dans le cas du rassemblement Facebook de Tours, nous sommes en face d’une banale *teuf* inorganisée. Seuls un rendez-vous et une consigne ont été donnés, ce qui en fait toute sa spécificité et lui confère tout son amateurisme.

Deuxièmement, ce rendez-vous a – semble-t-il – regroupé des personnes voulant faire la fête, certes, mais aussi quelques participants pour qui l’appropriation non autorisée d’une place urbaine revêtait un caractère politique, des « militants » pour qui y s’agissait de prendre « *le droit de faire de la rue autre chose qu’un réseau de marchandises, de capitaux, de touristes. Le droit de faire la fête.* »<sup>107</sup> Sans imputer directement une responsabilité à ce petit groupe de personnes, on peut considérer que l’arrivée des forces de l’ordre pouvait être vue avec une connotation politique.

Troisièmement, le travail des forces de l’ordre mérite d’être également examiné. D’un côté, nous ignorons la nature exacte de l’information de départ. Si celle-ci était à l’effet que la place Plumereau était envahie par 300 jeunes qui mettaient le feu au centre-ville historique, il y avait peut-être matière à arriver en trombe et sans ménagement. Il semble bien qu’une forme de panique ait saisi les policiers, assez peu nombreux devant une telle foule.<sup>108</sup> Mais devant l’ampleur réelle d’un simple feu de cartons et de palettes et de quelques sifflets, il y a de quoi s’interroger sur les premières réactions des policiers, mais également sur les déclarations à posteriori, car nous nous questionnons sur la version policière.<sup>109</sup>

Les premières réactions des forces de l’ordre nous semblent problématiques, car à y regarder de plus près par la lecture de plusieurs centaines de commentaires sur les blogs (et d’après les quelques déclarations officielles), on remarque – en creux – un phénomène bien particulier.

---

<sup>106</sup> <http://www.facebook.com/group.php?gid=70626714615&ref=mf>

<sup>107</sup> Pour ce point de vue militant et anarchiste, certes caricatural (et un brin « allumé ») mais qui donne le ton d’une autre interprétation, on lira : <http://le-communard.blogspot.com/2009/03/emautes-et-amours.html> . L’auteur y parle de « *l’invitation d’une soi-disante page web FaceBook* », ce qui montre sa connaissance préalable de la nature de l’événement... Pour une description toute aussi politique mais factuellement plus détaillée : <http://le-communard.blogspot.com/2009/03/quand-le-rassemblement-facebook-tourne.html>

<sup>108</sup> Selon le commissaire sur place au moment des événements, « la violence d’un centaine de participants aurait nécessité l’emploi de la force, [par] le rapport numérique défavorable aux forces de l’ordre et la configuration spatiale de la place » Cf. Reportage de TV Tours : <http://www.youtube.com/watch?v=FhRyfgaqqg4>

<sup>109</sup> Revenons sur la version officielle, selon laquelle « *une trentaine de fonctionnaires de police et des gendarmes ont reçu boulons, canettes, pierres, bouteilles en verre* ». Les protagonistes admettent avoir lancé des bouteilles, des canettes et des pierres (ils ont en réalité descélé des pavés), tout comme ils ont par après mis le feu à des poubelles chargées de détrit. Mais des boulons ? Où peut-on trouver des boulons place Plumereau ? Par quelle magie des jeunes venus faire la fête un samedi soir peuvent-ils avoir à disposition des boulons à lancer sur les forces de l’ordre ?

En effet, *personne – personne – ne fait état de la moindre tentative de dialogue, d'échanges verbaux ou de négociations* entre les protagonistes, que ce soit pour que la fête se poursuive sans le feu de joie, qu'elle se déplace en un autre endroit ou pour faciliter l'intervention des pompiers. Il semble que l'action de dispersion de la foule par la force ait été immédiate, sans essai préalable – ou volonté – de conciliation.

Ces rassemblements posent et poseront des problèmes parce qu'ils sont peu ou mal organisés et parce qu'ils peuvent faire se concentrer en un endroit une foule importante, parfois de façon imprévisible en raison de l'immatérialité de la circulation de l'information. La leçon de Tours est à tirer : *un rassemblement festif peut tourner à l'affrontement lorsqu'il est abordé dans une logique d'affrontement.*

Nous développerons plus loin cette discussion sur la pratique du « maintien de l'ordre » par des forces non spécialisées et dont les pratiques d'affrontement direct ont fréquemment pour conséquence de faire dégénérer une situation plutôt que de la résorber.

### **2.3 – ELEMENTS DE PROSPECTIVE SUR LES RASSEMBLEMENTS FESTIFS**

Outre la question des débordements qui vient d'être soulevée, l'élément essentiel à garder à l'esprit est que la « donne » en matière de processus de constitution des rassemblements a déjà changé et qu'elle continuera très certainement à se transformer. Depuis les flash-mobs et leurs dérivés, l'informatisation de la société et les réseaux numériques permettent de créer de nouveaux groupes agissants. Pour le moment, ils demeurent festifs mais nous avons vu que leurs caractéristiques peuvent évoluer. Dans une société atomisée mais où l'ouverture vers d'autres mondes sociaux n'a jamais été aussi grande grâce à l'Internet, la nécessité humaine de créer du lien collectif et la possibilité désormais accessible de nouer des relations sociales d'un genre nouveau (où la sociabilité préalable reste virtuelle) prennent de nouvelles formes.

Pour le moment, l'usage des technologies de l'information et de la communication passe essentiellement par des sites Internet grand public ou spécialisés et par des « posts » sur le site communautaire mondial Facebook. Pour leur part, les pages de MySpace ne nous sont jamais apparues comme des supports d'organisation de rassemblements : elles demeurent un outil de diffusion d'information sur soi, le « soi » devant être entendu tant au sens individuel (personnes) que collectif (groupes constitués ou virtuels).

Par contre, le réseau SecondLife pourrait devenir un vecteur de rassemblements. On sait déjà que l'économie de ce monde virtuel a traversé les frontières de la réalité : des échanges marchands bien réels s'y déroulent en symbiose avec la virtualité des rencontres entre des personnages fictifs qui « commercent » entre eux. Nous n'avons, à l'heure actuelle, aucune information concernant des rencontres réelles – en chair et en os – entre les individus qui sont derrière les personnages virtuels qui, dans cet univers bien particulier, peuvent former d'imposants collectifs car on y devient « ami » très facilement. Dans une vision prospective (voir à ce sujet le septième chapitre), nous devons soulever cette piste pour l'avenir, à savoir que des groupes de « personnes » (on ne sait plus comment les appeler !) encore virtuelles ne descendent ensemble dans des espaces publics afin de faire « vraiment » connaissance ou pour y faire « quelque chose » qui soit en rapport avec ce qui se déroule dans leur univers virtuel habituel.

Mais qui sait véritablement ce qui s'y passe ?

## TROISIEME CHAPITRE

### MENSONGES, BUSINESS ET RECUPERATION

Nous étions loin de nous douter, quand nous avons commencé cette étude, que nous aurions à écrire un chapitre portant un tel titre. Nous n'avions pas imaginé en menant cette enquête que nous allions découvrir du faux, du toc, des récupérations politiques ou même des intérêts économiques tapis sous des dehors et des allures de « nouveaux militants ». Et pourtant.

Nous étions partis avec deux idées. La première – visiblement préconçue – était à l'effet que les collectifs de « nouveaux militants », tels qu'« on » nous les présente, avaient tous une existence réelle. Nous allions donc les étudier. La deuxième – visiblement payante – était que nous devions croire ce que ces collectifs disent d'eux-mêmes.

Or, ces collectifs militants ont une caractéristique bien particulière qui les différencie de tous les autres : leurs membres *adorent* parler d'eux-mêmes. Ils parlent. Ils parlent beaucoup. Et ils parlent trop : en se mettant continuellement en scène, en se visibilisant à l'extrême, en racontant par le menu détail leurs actions, leurs raisons, leurs appartenances ou leurs réseaux, ils se mettent à nu, se rendent transparents. Apparaissent alors des fractures, des imprécisions, des « frottements », des incohérences, des contradictions et du coup, ce qui se cache derrière l'écran de fumée de certains collectifs de « nouveaux militants ».

L'examen approfondi de ces collectifs montre qu'ils ne sont pas tous égaux et qu'il serait maladroit, sinon trompeur, de les considérer comme équivalents les uns aux autres. Plusieurs sont de véritables groupes de personnes engagées dans une cause, qui mènent sincèrement des actions militantes, plus ou moins adroitement, avec une logique et des moyens radicalement différents de ceux de leurs aînés. Mais ils se font aussi incorporer et récupérer – on ne leur demande pas leur avis – dans la constellation des « nouveaux militants ». Ceux-là, nous les aborderons dans le prochain chapitre.

Et il y a les autres, ceux qui occupent le devant de la scène. « On » nous parle de « nouveaux militants ». Qui ça, « on » ? Des journalistes, essentiellement. Des journalistes (très très) amis, car le lancement du récent ouvrage *Les nouveaux militants* des deux journalistes Laurent Jeanneau et Sébastien Lernould<sup>110</sup> s'est déroulé dans les locaux mêmes du « ministère de la Crise du logement », un pseudo-collectif gravitant autour Génération précaire et de Jeudi noir, deux groupes sur lesquels nous nous arrêterons dans ce chapitre car ils instrumentalisent cette nouvelle militance au profit d'un parti politique et pour des intérêts personnels bien compris.

Depuis deux ans, l'engouement médiatique pour ces « nouveaux militants » n'a pas (pour le moment) faibli. Toute la presse nationale, grands quotidiens et magazines, et à peu près toute la presse régionale s'en sont fait l'écho. Ils ont fait l'objet de rubriques aux « 20 heures » des grandes chaînes publiques, de reportages dans les magazines télévisés – Envoyé spécial (FR2), Strip-tease (FR3), Dimanche+ (Canal+), etc. – et jusqu'à faire l'objet une émission spécialisée mensuelle (Global Résistance, FR4). Les radios nationales (France-Inter, France-Info) et les médias numériques ne sont pas en reste. Et dans cet enthousiasme, le collectif des désobéissants eut la vedette (voir notre section « Le cinéma de Mr Renou » plus loin).

---

<sup>110</sup> Jeanneau, Laurent et Lernould, Sébastien ; *Les nouveaux militants*, Paris, Les Petits matins, 2008. (Photos de Pierre-Emmanuel Weck ; postface de Miguel Benasayag).

Mais que nous disent ces deux « auteurs » (et leurs confrères) ? A travers un reportage (où les photographies jouent un grand rôle), les auteurs font un tour d'horizon des différents collectifs qui ont émergé sur la scène militante depuis 2006. Ainsi en est-il, pour eux, des Brigades activistes des Clowns, des déboulonneurs, des dégonfleurs, des Enfants de Don Quichotte, du Réseau Education sans frontières, de La France qui se lève tôt, de l'Église de la Très Sainte Consommation, de Génération précaire, des manifestations contre le CPE, du Clan du néon, de Jeudi noir, etc. Bref, ils y sont tous, ou presque. Les auteurs entendent démontrer que les « nouveaux militants » diffèrent des militants « classiques » parce qu'ils refusent les luttes politiques et syndicales traditionnelles pour devenir des « agitateurs » festifs, des provocateurs par leurs actions « coup d'éclat » spectaculaires formatées pour les médias dont ils maîtrisent les rouages, quitte à se surexposer, comme ils maîtrisent Internet. Refusant les idéologies et les partis, leur objectif ne serait donc plus « le grand soir » mais d'« inciter les politiques à faire leur travail. Leur but est de changer la loi »<sup>111</sup> et de réclamer la justice sociale.

Plusieurs commentaires s'imposent.

D'un côté, les auteurs ont tout à fait raison de souligner le brouillage des frontières entre les mouvements de revendications politiques et les rassemblements festifs. La nouvelle forme de « reprise en main » de la politique par les jeunes générations passe tout autant par la mise en œuvre d'actions sortant des cadres traditionnels – tels que la manifestation classique – et des partis politiques institués que par la création de collectifs autonomes où l'action n'est pas disjointe d'une occasion de s'amuser et de créer un événement festif.

Par contre, nos auteurs oublient d'inclure qu'une partie de la jeune génération qui se retire de l'action des partis politiques vont plutôt joindre les black blocs, où la dimension festive n'est pas non plus absente, car il est relativement défoulant et jouissif de bien s'en prendre aux symboles du capitalisme mondial et de combattre les forces de l'ordre. Dans la même lancée, les auteurs semblent ignorer que la grande majorité des pique-niques sauvages et solidaires dans les supermarchés sont en fait organisés par l'Appel et la Pioche, collectif piloté par le NPA d'Olivier Besancenot.

Du coup, les auteurs font passer des épiphénomènes, comme les clowns, comme étant la nouvelle norme alors que l'engagement politique, sous de nouveaux atours, reste bien présent. Comme le disait une journaliste un peu plus critique dans son compte-rendu : « Nouvelle militance ou simple ravalement de façade ? Ces activistes contemporains ne se substitueront pas aux syndicats et aux partis politiques, indispensables à nos systèmes démocratiques. »<sup>112</sup>

Pour arriver à leur analyse – ces « nouveaux militants » qui n'espèrent plus le « grand soir » – il faut que les auteurs aient une vision pour le moins caricaturale et dépassée des militants... Car il y a belle lurette que les militants – politiques ou altermondialistes – n'attendent plus le grand soir de la révolution. Même chez les anarchistes (et chez leur pendant festif, les électro-free), pas de révolution à l'ordre du jour, mais bien plutôt des TAZ (des Zones d'Autonomie Temporaire) fournissant des marges de liberté « interstitielle » dans un monde en face duquel on a jeté l'éponge du « grand changement ».

Mais le principal problème des ouvrages de journalistes est qu'ils confondent tout et mettent sur un pied d'égalité et en équivalence des mouvements très (trop) différents. Par une lecture

---

<sup>111</sup> Sébastien Lernoùd, cité dans le compte rendu de l'ouvrage par Mathilde Azerot, *Politis.fr*, 27/05/2008.

<sup>112</sup> Claire Alet Ringenbach, *Alternatives Economiques*, n°269, Mai 2008.

superficielle, on traite d'une même façon des militances sérieuses, engagées et dont la cause est durable comme Les enfants de Don Quichotte pour les sans-abri et des collectifs dont les actions sont discursives (Église de la Très Sainte Consommation), événementielles (La France qui se lève tôt) ou intéressées (Jeudi noir). En posant dès l'introduction une équivalence entre les Enfants de Don Quichotte et la blague potache du supposé « modèle poitevin » (brûler de petites voitures en carton lors du CPE), l'« analyse » et les auteurs se discréditent.

Par ailleurs, les auteurs se trompent – selon nous – sur un point important : les « nouveaux militants » seraient « monothématiques » pour, selon eux, « ne pas disperser leurs forces ». Ainsi, les « dégonfleurs » ne feraient que dégonfler, les clowns ne feraient que les clowns, etc. Il est à se demander où ils ont pu pêcher une telle idée. D'une part, nos entretiens avec de jeunes militants montrent qu'ils sont au contraire « multicartes » : tantôt menant des actions de syndicalisme étudiant, tantôt déguisés en clowns, tantôt militant anti-OGM, quand ils ne s'arrêtent pas – dans une fin de soirée, un samedi soir – pour éteindre quelques néons... La vision qu'ont ces deux auteurs est d'autant plus curieuse que leurs « amis » du ministère de la Crise du logement ont eux-mêmes créé des collectifs aux actions très variées : La France qui se lève tôt, Génération précaire, Jeudi noir, Manif de droite, etc. (voir plus bas).<sup>113</sup>

Reste la question – centrale – du rapport aux médias.

Le plus étonnant que sans doute que les journalistes ne sont pas complètement dupes de ces manipulations journalistiques. Ainsi, dans un entretien donné à un confrère, l'un des auteurs des *Nouveaux militants* indique : « *Beaucoup de ceux que nous avons rencontrés ont déjà eu un pied dans le journalisme* », glisse Laurent Jeanneau. *Ce background a ainsi permis à Jeudi noir de médiatiser parfaitement la cause du logement des jeunes. « Ils ont organisé des fêtes sauvages dans les studios à louer. Dès la première, il y avait quasiment tous les médias, se souvient Laurent Jeanneau. Ils fournissaient un sujet clé en main : le journaliste interviewait un candidat à la location, le proprio, les manifestants en une demi-heure, et rentrait à sa rédaction avec de belles images colorées ».*<sup>114</sup> Mais dupes ou pas dupes, la plupart des journalistes ont joué – et jouent toujours – consciemment le jeu qui sert les intérêts de tous : un « packaging » propre et bien ficelé d'un nouveau « produit » à servir aux médias.

Dans une étude montrant que ces « nouveaux collectifs » tendent à reproduire la répartition classique du pouvoir informel des leaders et de l'inégalité entre hommes et femmes malgré tous les discours d'égalité et de collégialité, le sociologue Lilian Mahieu pose d'emblée tout le problème du rapport aux médias et aux journalistes : « *par un magnifique mouvement circulaire, [les mouvements que] les journalistes considèrent comme les plus efficaces, comme les plus sympathiques et surtout comme les plus dignes d'intérêt [sont] les mouvements dont les actions sont directement réalisées à leur intention — ce que Patrick Champagne appelle des “manifestations de papier”, conçues pour la presse et qui n'existent qu'à condition de trouver un écho dans la presse* ». <sup>115</sup>

Examinons maintenant quelques collectifs de « nouveaux militants » pour découvrir ce qu'ils sont et ce qu'ils ne sont pas.

---

<sup>113</sup> Et nous ne sommes pas les seuls à soulever ces différentes critiques. On retrouvera en partie les nôtres et plusieurs autres sur le blog de réflexion (après l'article) : <http://www.article11.info/spip/spip.php?article415>

<sup>114</sup> Entretien avec Raphaëlle Baillet au quotidien *20 minutes*, édition du 31/03/2008.

<sup>115</sup> Mathieu, L. ; « Un “nouveau militantisme” ? A propos de quelques idées reçues », *Solidarité*, no.137, 2008.

### 3.1 - LES « DESOBEISSANTS » : L'IMPOSTURE MILITANTE

Les désobéissants sont ici particulièrement intéressants à étudier dans le cadre de cette étude car ils représentent, de notre point de vue, l'apogée actuelle du *militantisme-spectacle* et de l'*activisme-divertissement*.

Plus qu'un simple mouvement ou qu'une mouvance, ils sont le symbole vivant des nouvelles formes d'engagement marquées par le vide conceptuel des revendications, par la constante mise en scène de soi dans les médias, au point de ne pouvoir exister sans eux, ainsi que par la faible efficacité des actions collectives menées.



*Technique de la « tortue », apprise lors des stages  
Source photo : La dépêche.fr*

Car là est notre hypothèse interprétative centrale, vision un peu osée il est vrai, à l'effet que le « mouvement » des désobéissants, s'il existe réellement par certaines de ses actions, relèverait pour une autre part, de l'imposture et de l'illusion. En tant que phénomène postmoderne où la forme, la présentation de soi et l'amusement importent plus que le fond, que les objectifs et l'efficacité, il oblige à bien distinguer entre discours et réalité, entre ce qu'il est concrètement et ce qu'il dit être.

Nous nous arrêterons longuement sur les désobéissants pour plusieurs raisons : il s'agit d'un « mouvement » très personnalisé et relativement verrouillé quant à sa communication externe (une « chose » volontairement construite, et non pas un mouvement collectif) ; il est l'objet de beaucoup de curiosité des médias (livres de journalistes, reportages de télévision, entretiens dans la presse écrite, etc.) ; et, par ailleurs, il oblige les forces de l'ordre à prendre en compte une autre façon de manifester dans l'espace public, que ce soit par des sit-in et des blocages ou par du harcèlement humoristique, les désobéissants et la brigade activiste des clowns étant étroitement liés.<sup>116</sup>

#### *Histoire et « philosophie »*

Apportons d'abord quelques repères historiques et des éléments « philosophiques » pour définir ce mouvement en se basant sur ses principes et sur ses déclarations fondamentales.<sup>117</sup>

Le mouvement s'amorce en 2006 par Xavier Renou<sup>118</sup> qui le « dirige » ou l'anime depuis lors. Ancien coopérant en Afrique<sup>119</sup> et militant à l'UNEF, passé par Science-Po Paris (où il rédige un mémoire, médiocre semble-il, sur le GUD – le mouvement d'extrême droite), il entre chez Greenpeace en 2005 comme responsable de la campagne française pour le désarmement nucléaire, organisation dont il sera évincé dès 2006 ; pour les uns, suite à un

<sup>116</sup> Nous avons traité séparément les brigades de clowns en raison de la spécificité de leur action.

<sup>117</sup> Nous nous baserons ici sur ce que le mouvement dit de lui-même, essentiellement sur son excellent site Internet (<http://www.desobeir.net/>), sachant que le discours est standardisé et se retrouve sur d'autres sites.

<sup>118</sup> Nous n'avons pas rencontré le leader, les négociations n'ayant pas pu aboutir.

<sup>119</sup> Et auteur, avec Philippe Chapleau, Wayne Madsen et François-Xavier Verschave, de *La privatisation de la violence : Mercenaires et sociétés militaires privées au service du marché* (Agone, 2006), ouvrage traitant de l'implication militaire de la France en Afrique.

dépassement budgétaire abusif, pour les autres, en raison de son « caractère incontrôlable et fantasque » ; alors que pour l'intéressé, le départ était volontaire parce que Greenpeace aurait « refusé de le suivre dans une campagne contre le nucléaire militaire » (les essais du missile M51 à Biscarosse) en raison d'un désaccord stratégique : « les chefs [de Greenpeace] ne sont plus des militants, mais des radicaux à l'écologisme cosmétique qui dirigent l'ONG comme une boîte de com ». <sup>120</sup> Ce qui ne l'empêchera pas de déclarer très rapidement que « l'image compte beaucoup quand on cherche à atteindre l'opinion publique » et de développer des actions formatées pour les médias et pour « plaire » au public. <sup>121</sup>

L'histoire des désobéissants – de l'origine jusqu'à maintenant – est ainsi intimement liée au mouvement « Non au missile M51 » : ils partageront actions, militants et site Internet. <sup>122</sup>

Se référant, pour construire sa légitimité morale, à « l'appel des résistants » <sup>123</sup>, le mouvement des désobéissants s'appuie sur un « manifeste » qui en définit les contours et les objectifs :

*« Conscients des limites liées aux modes traditionnels de mobilisation (pétitions, manifestations...), qui ne nous valent que de trop rares victoires, et n'attirent plus guère les nouvelles générations de militants, nous avons décidé de former un réseau informel de militants de l'action directe non-violente. Parce que nous voulons nous battre pour la défense de la vie et de la justice sociale, nous avons décidé de nous organiser en un groupe de volontaires et d'activistes prêts à agir de manière directe et non violente aussi souvent que nécessaire et possible. (...) Dans ses concrétisations (stages, rencontres, débats, événements de convergence des luttes), le manifeste des désobéissants est donc une plateforme d'échange et de rencontre autour de la non-violence active et de la désobéissance civile. Il se veut un outil que chacun doit s'approprier. Ainsi, la responsabilisation et l'autonomisation sont favorisées et essentielles pour aller vers une émancipation individuelle et collective tout en développant des solidarités actives. »* <sup>124</sup>

Les désobéissants ne forment donc pas un groupe constitué mais plutôt une sorte de réseau informel voulant rallier une constellation de groupes militants, à la fois par des actions communes, par des formations et par une visibilité publique. Ce qui amène parfois son leader – Xavier Renou – à voir les désobéissants comme une « bourse » d'échange de militants :

*« Nous sommes au service de tous ceux qui luttent pour améliorer les choses et veulent recourir aux outils de la désobéissance civile. Du coup, on nous appelle pour mener des occupations, des blocages, du théâtre de l'invisible, des actions en clowns, des perturbations d'AG d'actionnaires, de colloques de ministres, etc. Et chaque fois, nous encourageons la recherche de résultats par opposition aux bla bla des réunions militantes ; la convergence des luttes, par opposition aux sempiternelles guerres de chapelles qui nous paralysent trop souvent ; l'empathie avec l'humain qui est notre adversaire, mais aussi la plus grande détermination face aux logiques mortifères portées par ces mêmes adversaires. Et nous ne*

<sup>120</sup> [http://hebdo.nouvelobs.com/hebdo/parution/p2321/articles/a400376-refus\\_dob%C3%A9issance.html](http://hebdo.nouvelobs.com/hebdo/parution/p2321/articles/a400376-refus_dob%C3%A9issance.html)

<sup>121</sup> <http://www.liberation.fr/grand-angle/0101109829-apprendre-a-desobeir> (30/08/2007)

<sup>122</sup> Bien que « Non au missile M51 » ait son propre site Internet (<http://www.nonaumissilem51.org/>), les deux sites ont un forum commun et le même Webmaster.

<sup>123</sup> Appel lancé aux jeunes générations par treize résistants de la deuxième guerre mondiale (dont Lucie et Raymond Aubrac) à l'occasion du 60<sup>e</sup> anniversaire du Conseil National de la Résistance. Pour la vidéo : [http://www.dailymotion.com/video/x1irg4\\_lappel-des-resistants](http://www.dailymotion.com/video/x1irg4_lappel-des-resistants)

<sup>124</sup> <http://www.desobeir.net/>. Ce discours est constamment repris et on le trouvera sur la plupart des sites amis ou sur des pages « personnelles » comme <http://www.myspace.com/desobeir>

*signons jamais nos actions en tant que Désobéissants, puisque celles-ci sont portées par d'autres, les acteurs légitimes de telles ou telles luttes. »*<sup>125</sup>

Nous devons nous arrêter ici sur ces principes et surtout sur leur mise en application car celle-ci engendre une *logique de l'appropriation* qui caractérise ce « mouvement ».

Concrètement, les désobéissants existent de trois façons : *des actions* spectaculaires, *des formations* à l'action directe non-violente, et *un site Internet* servant de vitrine au mouvement.

Ce dernier, très bien conçu, est particulièrement riche en informations, vidéos, en liens web vers des documents, des reportages, etc.<sup>126</sup> Nous nous en sommes beaucoup servis puisqu'il est porteur d'un discours officiel adroitement élaboré. Il comporte également un agenda militant, la liste des stages, un forum, une revue de presse, et... une boutique.<sup>127</sup>

### *Les actions : une logique d'appropriation du militantisme d'autrui*

Il est assez difficile de parler des « actions » des désobéissants. Pour plusieurs raisons. D'une part, ils n'ont pas de causes précises : ils les défendent toutes (ou presque : la cause féministe est résolument absente).<sup>128</sup> L'omniprésence médiatique du leader et son double réseau (celui de « Non au Missile M51 » et celui de la « Brigade activiste des clowns ») font que les actions de l'un ou de l'autre passent pour celles des désobéissants, d'autant que les moyens utilisés se confondent parfois et que les militants de l'un sont aussi les militants de l'autre.<sup>129</sup>

Avec les désobéissants, apparaissent des militants généralistes, un peu « multicartes », mais participant aussi « à la carte » aux actions liées à différentes revendications. S'il y a eu, au départ du mouvement, des actions spécifiquement identifiées « désobéissants » et très liées aux causes personnellement défendues par X. Renou (dénonciation du rôle de la France au

---

<sup>125</sup> Entretien à *Silence* (n° 360, 09/2008), repris sur : <http://www.appel-consciences.info/spip.php?article51>

<sup>126</sup> Tous rebasculés sur YouTube et Dailymotion par un internaute nommé « Désobéir », X. Renou.

<sup>127</sup> Eh oui, une « boutique militante » - le commerce n'est jamais loin - qui offre à la vente 82 objets, T-shirt, badges, ouvrages, guides, DVD, en passant pas les autocollants, et même le jeu de société « Des thunes et des urnes » co-développé et édité en 2004 par... Xavier Renou et Laurent Gerlaud, équipiers aux Editions Contrevents. Le jeu a été réédité en 2007. Amusant : sur la page Web des Editions Contretemps, lorsque l'on clique sur le lien du jeu, on bascule sur... la boutique militante des désobéissants (pour essayer : [http://www.contrevents.com/Templates/page\\_fixe\\_Mieux.php?rub=1&page=22](http://www.contrevents.com/Templates/page_fixe_Mieux.php?rub=1&page=22) ). On peut évidemment y acheter les autres jeux des Editions Contrevents. Critique du jeu à sa sortie : « Ça se veut rigolo (les cartes sont amusantes, certaines ont de bonnes idées), mais c'est surtout horriblement compliqué et brouillon pour rien. » (<http://blogs.wefrag.com/Netsabes/2004/12/22/des-thunes-et-des-urnes-resultats-de-l-election/>) et la réponse de Renou : <http://blogs.wefrag.com/Netsabes/2004/12/23/des-thunes-et-des-urnes-reponse-du-co-auteur/> . Pour le reportage de *Tracks* (Arte) où les auteurs présentent leurs jeux et se livrent à une publicité croisée anti-nucléaire / jeu de société : [http://www.contrevents.com/Templates/page\\_fixe\\_Mieux.php?rub=1&page=20](http://www.contrevents.com/Templates/page_fixe_Mieux.php?rub=1&page=20) . La présentation du jeu dans une émission de Canal+ a été mise en ligne par Xavier Renou sous son pseudonyme de Désobéir : [http://www.dailymotion.com/tag/d%C3%A9sob%C3%A9issants/video/x3sgtl\\_borloo-des-thunes-et-des-urnes\\_news](http://www.dailymotion.com/tag/d%C3%A9sob%C3%A9issants/video/x3sgtl_borloo-des-thunes-et-des-urnes_news) . Confusion des genres ? « Contrevents Editions » et « La boutique militante » des désobéissants sont sis à la même adresse, au 49 rue de Neuilly, 92110 Clichy.

<sup>128</sup> Pour une vision critique de ces « nouveaux mouvements » qui reproduisent les places et les fonctions assignées traditionnellement aux femmes, on lire l'article du sociologue Lilian Mathieu : « Un "nouveau militantisme" ? A propos de quelques idées reçues », *SolidaritéS*, n°137 (Cahiers émancipations), disponible sur : <http://contretemps.eu/socio-flashes/nouveau-militantisme-propos-quelques-idees-recues>

<sup>129</sup> Comme cette action à la base de sous-marins de l'Île Longue : « Hier, des militants de Sortir du nucléaire, déguisés en clown, ont tenté de s'approcher de l'Île Longue, profitant du festival de Crozon. Ils ont été refoulés par les forces de l'ordre. », *Le Télégramme*, 10/08/08. (<http://sortirdunucleaire29.free.fr/spip.php?article73> )

Rwanda, installation de banderoles illégales contre le nucléaire, « descente » dans les bureaux du fonds d'investissement Carlyle contre le plan social de Numericable, pique-niques « solidaires » dans les supermarchés, etc.), le spectre d'action s'est progressivement élargi.

En réalité, les actions sont de deux sortes, créées toutes les deux pour les médias. La première sont les actions de dénonciation politique. Elles se tiennent en des endroits et à des moments choisis, reposent sur une forme de provocation contre les silences institutionnels et mobilisent *un nombre très restreint de militants*. Ainsi en est-il, par exemple, des actions « Petit charnier entre amis » au Trocadéro dénonçant l'implication française dans le génocide rwandais (sang dans les fontaines), de l'action « Vous reprendrez bien un peu de Vichy ? » sur la politique européenne en matière d'immigration (déguisés en prisonniers des camps de concentration), de l'action « Casseroles de Mitterrand » lors de la vente des objets personnels de l'ancien président (vente de machettes, d'os, etc.), ou de l'action « La cité décolonisée » à la Cité de l'immigration (installation d'affiches). Ces actions sont menées par le leader des désobéissants avec un petit groupe de militants. Elles sont les plus diffusées sur Internet.

La deuxième sorte d'actions sont les actions de blocage : lors des sommets de G20, du G8, ou de l'OTAN, des « sit-in » (ou d'autres actions) mobilisant les techniques de résistance passive sont organisés, mêlant des militants actifs et des « sympathisants » formés dans les stages.

Toutefois, il est ici impératif de *distinguer les actions construites par les désobéissants de celles que s'attribuent les désobéissants*.

En effet, notre analyse montrera plus bas que les militants formés ne sont guère présents aux actions les plus importantes et, par conséquent, que les désobéissants ne représentent pas vraiment un groupe actif de grande envergure. Sachant aussi que le « cinéma » est l'activité majeure du collectif, que reste-t-il donc ? Que sont donc les « désobéissants », mis à part leurs stages de formation et les actions d'un petit nombre ?

Notre analyse est à l'effet que les désobéissants constituent *un système de récupération et d'appropriation des actions d'autrui*. Les discours publics – ceux de Xavier Renou, parce qu'ils sont les seuls autorisés – vont systématiquement dans le sens de faire apparaître les désobéissants comme un vaste mouvement. Pour ce faire, *la technique de la confusion sémantique*<sup>130</sup> est largement utilisée : il s'agit d'identifier, de désigner, de *définir la plupart des autres militants comme étant des désobéissants*. Cette logique d'appropriation des causes et du militantisme d'autrui était déjà présente dans l'écrit « fondateur » :

*« Nous sommes des faucheurs d'OGM, des démonteurs de panneaux publicitaires, des clowns activistes, des dégonfleurs de 4x4 de ville, des inspecteurs citoyens de sites nucléaires, des intermittents du spectacle, des activistes écologistes, des hébergeurs de sans-papiers, etc. »* (Extrait du *Manifeste des désobéissants*)<sup>131</sup>

---

<sup>130</sup> La confusion sémantique consiste ici à travailler sur deux niveaux de langage : parler tout à la fois des désobéissants en tant que mouvement concret – dirigé par X. Renou – et en tant que principe universaliste (dire « nous sommes tous des désobéissants » comme on dirait « nous sommes tous des enfants de la terre »). Le procédé logique produit deux effets : il s'approprie les mouvements d'autrui et du coup, il propulse X. Renou comme « grand désobéissant en chef » d'une constellation de contestations sociales.

<sup>131</sup> Écrit par « Le collectif initiateur du Manifeste des Désobéissants », qui reste encore à ce jour anonyme. On se demande pourquoi, les autres collectifs militants qui se forment n'emploient pas cette méthode, au contraire, puisque la visibilité des signataires donne plus de poids stratégique à leur action.

Les faucheurs d'OGM, les déboulonneurs, les dégonfleurs, les intermittents du spectacle, les militants anti-nucléaire ou ceux qui hébergent des sans-papiers n'ont pas attendu X. Renou et les désobéissants pour exister, réaliser des actions spectaculaires, réussir à faire avancer leur cause, et ils étaient non-violents dès le départ. Ces mouvements – comme bien d'autres – ont une réalité extérieure et indépendante à celle de « désobéissants ».<sup>132</sup> Dernière appropriation en date : le clan du néon. Leur action de juillet dernier sur les Champs Elysées figure désormais sur le site des désobéissants. Ils étaient indépendants, les voilà « appropriés », récupérés et intégrés de facto parmi les désobéissants.<sup>133</sup>

Cette logique d'appropriation vaut aux désobéissants et à son leader de nombreuses critiques de la part de militants de longue date engagés dans des luttes spécifiques.<sup>134</sup>

### *Les stages de formation à l'action directe non-violente : une logique de divertissement*

Une partie importante de l'activité des désobéissants est l'organisation de stages d'« action directe non-violente » à l'intention des militants, novices ou confirmés. Ces stages, d'un coût de 50 euros, se tiennent sur deux jours – un week-end – le plus souvent en milieu rural chez un bénévole qui dispose des lieux adaptés. L'inscription est des plus faciles, le numéro de téléphone de l'organisateur figure sur le site Internet. A priori, tout le monde peut y participer.

Depuis décembre 2006, 63 stages<sup>135</sup> ont été organisés à travers la France.<sup>136</sup> Si l'on considère qu'un stage regroupe environ une vingtaine de participants, on peut estimer à quelque 1200 (maximum) le nombre de personnes « formées » aux techniques de résistance passive. Nous reviendrons plus loin sur les effectifs réels et, à la fin de notre analyse, sur les participants.

---

<sup>132</sup> Nous ignorons la nature formelle du lien entre les désobéissants et ces différents mouvements quant à l'accord donné à ce qu'ils figurent sur le site Internet des désobéissants. Il y a lieu de penser qu'il n'y aurait pas de raison de s'en priver : il n'y a pas de coût, tout en apportant une visibilité médiatique intéressante.

<sup>133</sup> Cette logique d'appropriation – qui s'approche parfois soit de l'imposture ou de la mégalomanie – peut aller jusqu'à *considérer les manifestants comme des désobéissants*. Ainsi, X. Renou écrivait-il sur son forum à propos des manifestations contre l'OTAN à Bruxelles en 2008 : « *Bien sympa, non ? On était un petit millier, de 17 pays, et on s'est tous précipité sur l'OTAN, à Bruxelles, pour le bloquer en y entrant de partout. Grand moment, même s'il y a eu des canons à eau, du gaz lacrymo, des chiens lâchés sur quelques jambes non violentes, pourtant... Mais ils ne nous arrêteront pas ! On était 450 dans les cellules du commissariat central, et ils ont bien été obligé de tous nous relâcher, et sans poursuites qui plus est !* ». (26/03/2008)

<sup>134</sup> Même de la part des plus modérés, la critique fûse : « *" Il récupère ce que font les autres et on a toujours l'impression qu'il est au centre ", lâche Yannick Jadot, ex-directeur de campagne à Greenpeace. " Il roule tout seul comme un mercenaire de la désobéissance civile sans tenir compte des décisions collectives prises par les organisateurs ", remarque Nicolas Haeringer, militant altermondialiste. Il a beau être charmeur, certains ne digèrent pas ses méthodes. " Il oublie un peu vite la finalité de l'action ", remarque José Bové. " Il mélange toutes les causes avec des formes douteuses ", renchérit Stéphane Lhomme, du réseau Sortir du nucléaire. » (*Le Monde* - 26 février 2009). Cet article est reproduit sur le site des désobéissants, avec la note : « *il n'y a pas de "chef" chez les désobéissants, cet article ne nous représente pas vraiment... une personnalisation qu'on peut regretter et une recherche de la critique un peu excessive.* »*

<sup>135</sup> Dans cette liste « officielle » de 63 « stages », tous n'en sont pas : on y trouve des « ateliers », une présence « dans le cadre » d'une autre manifestation (les distinctions restent floues) ou le signalement de stages non organisés par les désobéissants (stage de « grimpe » en Belgique). Si l'on retire du compte (63) ces activités libellées autrement (comme « Ateliers et jeux désobéissants »), les stages centrés sur d'autres activités connexes comme (nous le verrons ci-après) les stages de clowns, les stages de formation de formateurs, les stages de grimpe, les stages de « vidéo-activisme », etc., nous évaluons à 39-40 le nombre de stages « purs » consacrés à l'apprentissage des techniques d'action directe non-violente. Les effectifs véritablement formés passent ainsi d'une estimation de 1200 à plutôt 800 personnes.

<sup>136</sup> Quelques-uns ont été annulés et quelques autres avaient peu d'effectifs.

Qu'apprend-on dans ces stages ? D'après ce que nous en savons, trois grands thèmes sont abordés. Une partie « philosophique » : sur la non-violence comme modalité d'action, sur celle que l'on porte en soi, rapport aux institutions sociales, désobéissance, droit moral et équité, etc. Vient ensuite une partie pratique, avec jeux de rôles : techniques de non-violence et de résistance passive (techniques du barrage, de la tortue<sup>137</sup>, de la chenille ou du train, de l'étoile, du poids mort pour retarder l'évacuation, etc.), usage du arm-lock, des cadenas et des chaînes ou des menottes, etc. Une partie « interactive » suit les exercices : que faire en cas de garde à vue, comment s'y préparer, ce qu'il ne faut pas faire ; attitude face aux forces de l'ordre et aux enquêteurs, mise en scène publique et rapport aux médias<sup>138</sup> ; planification et organisation des actions, etc.

Comme on le voit, il s'agit d'abord et avant tout de différentes techniques d'obstruction, de résistance passive et de ralentissement (d'un processus, d'un convoi, du travail des forces de l'ordre, etc.) directement issues du militantisme anti-nucléaire. Ce qui est logique, puisque le formateur principal est issu de Greenpeace et que les premières formations reçues à l'origine par les désobéissants<sup>139</sup> ont été données par Bombspotting,<sup>140</sup> un groupe d'activistes belges très professionnel contre le nucléaire et le militarisme. Le lien entre Bombspotting et l'initiateur des désobéissants daterait de 2005 à l'occasion d'une action à Bruxelles contre l'OTAN.<sup>141</sup>

Ces stages sont-ils courus ? Quel est l'état de la demande réelle ? Sans chiffre d'aucune sorte, il est difficile de s'en faire une idée précise. Mais comme nous le disions, pour ce collectif, il est impératif de faire la part entre discours de propagande et réalité des faits concrets. Ainsi, le leader affirmait-il en 2008 : « *On est déjà une vingtaine [au premier stage dans le Vercors], surtout des militants écologistes et pacifistes. Mais très vite le succès vient. On organise un deuxième stage, en Normandie, où nous sommes 47 ! Suivront une trentaine de stages dans toute la France... avec un panel chaque fois plus large de causes représentées par les stagiaires...* ». <sup>142</sup> Toutefois, pour la même période, on trouve de multiples appels (que ce soit

---

<sup>137</sup> Pour une démonstration tenue lors du sommet de l'OTAN : [http://www.dailymotion.com/video/x8wp15\\_un-stage-de-resistance-par-les-deso\\_news](http://www.dailymotion.com/video/x8wp15_un-stage-de-resistance-par-les-deso_news)

<sup>138</sup> A un jeune militant qui lui demandait : « *N'est-il pas mieux de garder son souffle ? Je vois sur une vidéo des slogans scandés presque sans respirer, j'imagine qu'au bout de quelques minutes la tâche de la police est facilitée par l'essoufflement des pétales de la tortue.* » Réponse de Xavier Renou : « *Bah oui, si dans un premier temps scander le slogan aide à être plus fort et à résister à la douleur, si la police essaie de faire vraiment mal (en appliquant ses doigts au niveau des mâchoires, en tirant sur le nez ou les cheveux, en glissant des doigts sous les aisselles pour appuyer) alors il ne reste plus qu'une chose à faire : crier sa douleur pour effrayer le policier et attirer au passage les caméras de télévision et les vidéoactivistes qui filment la scène (la tortue n'est à faire que s'il y a des témoins, et en particulier des gens qui filment, sinon la police peut taper dans le tas !)* » (Forum du site Internet)

<sup>139</sup> Entretien avec X. Renou à la revue *Silence* (n° 360, septembre 2008) et reprise sur le site : <http://www.appel-consciences.info/spip.php?article51>

<sup>140</sup> Pour plus de détails sur la cause et les formations : <http://www.bombspotting.be/>

<sup>141</sup> Malgré la similarité des moyens d'action, la philosophie et l'approche des formations semble radicalement différente à Bombspotting, si l'on en croit leur vidéo d'annonce. D'après leur discours et contrairement à ce que présentent les désobéissants, les formations n'ont pas vocation à être généralistes et adressée au « grand public militant » mais plutôt à être des « entraînements » à l'organisation d'actions concrètes et ciblées. Bref, leurs formations semblent plus professionnalisées. Pour une vidéo : <http://www.vredesactie.be/campaign.php?id=27> Pour une présentation très « flashy » et « sexy » de l'action de Bombspotting contre l'OTAN à Bruxelles, le site présente le numéro de l'émission *Global Résistance* (diffusée le 19 mai 2009 sur France 4) qui lui était consacré : <http://www.vredesactie.be/item.php?id=95>

<sup>142</sup> Entretien avec X. Renou à la revue *Silence* (n° 360, septembre 2008) et reprise sur le site : <http://www.appel-consciences.info/spip.php?article51>

sur leur site propre ou par une campagne sur un grand nombre de sites amis<sup>143</sup>) à la participation pour remplir des stages car on y manquait de participants : « *Bonjour à tous, on a besoin de pub ! Oui, nos stages ne sont pas encore assez connus, et du coup, on a parfois du mal à les remplir ! Incroyable, (...) on a des stages qui peinent à se remplir. Si vous pouvez nous aider à faire circuler l'info, en envoyant à tous vos contacts la liste des stages qui se trouve dans la rubrique "stages" de [www.desobeir.net](http://www.desobeir.net) ce serait parfait !* » (Forum du site, novembre 2007). De la même façon, il est apparu – jusqu'à récemment – que relativement peu de participants étaient prêts à devenir eux-mêmes formateurs.

Enfin, on note une double évolution depuis 2008-2009 : une accélération de la fréquence des stages (en 2009, il y a parfois deux « stages » par mois) et une diversification qui s'affermirait. En fait, l'accélération est en partie due à la diversification. Ainsi voit-on apparaître à La Roche sur Yon (mai 2008) et à Marseille en 2008 (juin) et en 2009 (septembre) des stages de clowns activistes. Marseille est d'ailleurs aussi le lieu où l'on offre les deux premières « formations de formateurs » (mai et septembre 2009). Remarquons aussi l'émergence de stages de « grimpe » assurés parfois par des professionnels de l'escalade. La première formation de ce genre était un stage « *Spécial Escalade* » (mars 2008, Annecy) destiné à apprendre à accrocher des bannières en hauteur. Par la suite, un stage de « grimpe militante dans les arbres » (pour les occuper) organisé en Belgique par StopCHB et Greenpeace Belgique a été annoncé (septembre 2008). Le dernier en date (juillet 2009) est un stage de « *grimpe* » sur falaise (Larzac) « *dans une perspective militante* » (Qu'est-ce ?). Le côté ludique et « divertissement » ressort de certaines manifestations militantes (« *Août 2008 : Rencontres d'été du Réseau Sortir du Nucléaire (...) Convivialité, échanges, actions. Avec escalade militante* »). Cette rapide diversification apparaît aussi dans l'organisation récente (juin et juillet 2009) de deux stages complémentaires de « vidéo-activisme » à Paris (montage, apprentissage de logiciels, etc.).

Comme nous l'avons signalé d'entrée de jeu, ce nouvel *activisme-divertissement* transparait dans le ton des activités liées à la « formation ». Revenons aux stages d'action directe non-violente à proprement parler.

Deux points retiennent particulièrement notre attention puisque absents ou trop présents dans les reportages et les présentations toujours « officielles » des stages. Selon nous, ces deux points se rejoignent en une même *technique de séduction* : *faire frissonner l'apprenti militant*.

Le premier est la règle du secret : les participants sont invités à entrer dans une culture de la clandestinité, faisant partie de la grande famille souterraine des désobéissants qui menacent les pouvoirs établis et contribueront à changer le monde. A cet effet, l'une des règles d'or est le silence face aux stages et quant à leurs contenus : ne pas en parler ni faire de commentaires publics. Blogs et forums sont muets à ce sujet.

Le deuxième consiste à faire croire aux participants qu'ils sont sous surveillance policière, parce que ce qu'ils viennent faire est important, subversif et suscite l'inquiétude des forces de l'ordre. *Pas une présentation des stages sans que Xavier Renou n'en fasse mention, y compris dans des mises en scène pour le moins grossières.*<sup>144</sup> A chacune des présentations, il est fait

---

<sup>143</sup> Les campagnes se poursuivent toujours. Pour les stages de juin et juillet 2009 : <http://antirepression.over-blog.com/article-30498438-6.html> et <http://www.demosphere.eu/archive/11325&r=1247967180>

<sup>144</sup> Ainsi voit-on, dans le reportage intitulé « Les rois du monde » que leur a récemment consacré l'émission de télévision *Strip-tease*, une scène savamment construite : en plein tournage, un collaborateur vient chuchoter à l'oreille de X. Renou alors qu'il s'adresse au groupe devant la caméra. Il explique alors : « *D'accord, bon... c'est*

mention de gendarmes dans les fourrés avec des appareils photos, de relevés des numéros d'immatriculation, d'une tentative d'infiltration par les services secrets du ministère de la défense ou par des agents des renseignements généraux, etc., etc. De quoi faire vibrer (*oh, le frisson procuré par la transgression !*) le novice et les jeunes sympathisants<sup>145</sup>.

### *La faiblesse des effectifs et la réalité du « mouvement »*

« Dans une société du spectacle, les manifs, les pétitions, c'est fini. Aujourd'hui, il faut être là où ça se passe : usines polluantes, champs d'OGM, squats de sans-papiers... Face au rouleau compresseur néolibéral, le collectif des Désobéissants (quatre mille contacts mobilisables par SMS, quatre-vingts semi-permanents) agit un peu comme l'Agence tous Risques : il fournit la logistique et les outils pratiques à tous ceux qui ont une raison légitime de se révolter. »<sup>146</sup>



Quatre mille contacts mobilisables par SMS et quatre-vingts semi-permanents ? Voilà une déclaration particulièrement impressionnante. Elle a de quoi inquiéter les forces de l'ordre sur la question des rassemblements irruptifs et non autorisés. Pourtant, puisque toutes les actions sont filmées et diffusées, *où sont les militants ?* L'action « Petit charnier entre amis » (sur le Rwanda) tenue au Trocadéro en avril 2008,<sup>147</sup> aussi spectaculaire soit-elle, ne comptait que 10 personnes... et à un moment où il n'y avait qu'une quarantaine de passants. Pour sa part, l'action « Vous reprendrez bien un peu de Vichy ? » à l'occasion du Sommet européen de l'immigration (novembre 2008)<sup>148</sup> ne comptait que 5 militants habillés en prisonniers des camps de concentration ou en déportée, soutenus par quelques dizaines de manifestants venant de collectifs contre les expulsions. Où sont les « quatre mille contacts mobilisables » ? Voyons un peu la réalité des faits.

Trois « éléments »-clés nous font croire à la faiblesse réelle des effectifs des désobéissants, tant pour les effectifs militants – leur capacité de mobilisation – que pour les effectifs stables des organisateurs, des « impulseurs » d'actions directes non violentes. Ces trois éléments sont le forum des désobéissants, le festival Camino et le sommet de l'OTAN de Strasbourg.

---

*normal. D'accord. David me dit que la pol... c'est classique, la police et les renseignements généraux étaient hier sur le chemin et ils y sont encore. Donc bon, c'est normal, ils s'inquiètent. Et tant mieux, ça veut dire qu'ON les inquiète. C'est qu'on est sans doute sur quelque chose qui est plus efficace qu'une pétition... On voit rarement la police sur les pétitions. » « Ouais », réplique aussitôt l'assistante. Cet extrait est accessible sur : [http://strip-tease.france3.fr/index-fr.php?page=sceneschoisies&id\\_article=203](http://strip-tease.france3.fr/index-fr.php?page=sceneschoisies&id_article=203) .*

<sup>145</sup> La technique est présente dès le début du mouvement, en novembre 2006. A un jeune internaute qui s'intéressait alors aux désobéissants et qui demandait s'il y aurait des actions menées dans sa région, X. Renou lui répondit : « Pour l'instant, et je réponds sous le contrôle des RG qui nous lisent avec attention (et on les en remercie), il n'est pas prévu d'actions de ce côté-là. »

<sup>146</sup> Xavier Renou, entretien donné (et non contesté !) au Nouvel Observateur, édition du 30 Avril 2009 : [http://hebdo.nouvelobs.com/hebdo/parution/p2321/articles/a400376-refus\\_dob%C3%A9issance.html](http://hebdo.nouvelobs.com/hebdo/parution/p2321/articles/a400376-refus_dob%C3%A9issance.html)

<sup>147</sup> [http://www.dailymotion.com/video/x4zmo3\\_petit-charnier-entre-amis\\_news](http://www.dailymotion.com/video/x4zmo3_petit-charnier-entre-amis_news)

<sup>148</sup> [http://www.dailymotion.com/video/x8gjo2\\_vous-reprenez-bien-un-peu-de-vich\\_news](http://www.dailymotion.com/video/x8gjo2_vous-reprenez-bien-un-peu-de-vich_news)

Mais pourquoi doutons-nous de la réalité des effectifs des désobéissants ? N'ont-ils pas organisé 63 stages entre décembre 2006 et juillet 2009 ? Ne revendiquent-ils pas avoir formé quelque 1200 personnes dans les stages de désobéissance ? Mais... où sont-elles donc ?

#### *Elément n°1 : le forum des désobéissants*

Pour connaître l'ampleur réelle du réseau des désobéissants, nous avons procédé à une brève analyse statistique du forum de leur site Internet (*Forum nucléaire – Désobéir*) qui juxtapose deux causes militantes : « Non au missile M51 » et « Le Manifeste des Désobéissants ». Ce forum offre des espaces d'information, de discussion et d'échange (tel le covoiturage), des liens Internet vers d'autres sites, fait partager l'actualité, etc., comme tout forum de ce type. Examinons les résultats.

Le forum compte 419 membres. Nous avons travaillé sur la base de cette liste d'utilisateurs enregistrés. Le forum indique que les membres auraient publié un total de 2624 messages. Or ceci est faux : les membres ont posté 1685 messages, en juin 2006 et juillet 2009. L'écart tient à ce que le système comptabilise les « invités » qui viennent s'intéresser au mouvement ou se présenter, peuvent intervenir dans une discussion (le site le permet), proposer ou chercher un moyen de transport, etc. 1685 messages ? Bien peu pour un forum de 419 membres.<sup>149</sup>

Mais tous les membres sont ils actifs ? Pas du tout. En fait, 51% des messages des membres sont l'œuvre de trois personnes seulement : « Christophe » (431 messages) est nul autre que l'administrateur du site ; Xavier Renou (180 messages) est l'organisateur des désobéissants ; et « Marie » (251 messages) est une militante (de Greenpeace semble-t-il) devenue « muette » depuis mars 2008. A eux trois, ils ont posté 862 messages (51% ; 33% en incluant les invités, ce qui ne nous semble pas judicieux<sup>150</sup>).

Pour les autres : 251 membres n'ont écrit (posté ou répondu) aucun (0) message (soit 60% des inscrits) ; 74 membres ne l'ont fait qu'une seule fois ; 48 l'ont fait deux ou trois fois ; 26 ont écrit entre 4 et 10 messages et enfin, 17 personnes ont laissé entre 12 et 52 messages. Mis à part les trois plus grands « posteurs » indiqués ci-haut, on note la très grande concentration des messages au sein d'un très petit effectif de membres actifs.

Mais parmi ces quelques membres très diserts, beaucoup... sont déjà partis ou inactifs :

« Mirage_2000N »	Inscrit 08/2007	50 messages	Parti depuis 09/2007 <sup>151</sup>
« jean-charles »	Inscrit 01/2007	52 messages	Inactif depuis 11/2008
« pascal »	Inscrit 12/2007	47 messages	« Muet » depuis 01/2009
« lélé »	Inscrit 09/2006	45 messages	Inactif depuis 01/2007
« Isa »	Inscrit 07/2007	45 messages	Inactive depuis 07/2008
« Tristan »	Inscrit 09/2006	35 messages	Inactif depuis 03/2007

<sup>149</sup> Pour le béotien, ces chiffres parlent peu. Mais à titre d'exemple, le forum des étudiants de l'université de Toulouse-Le Mirail, également créé en 2006 (et qui accepte aussi les « invités » mais étudiants seulement) compte 596 membres enregistrés, déjà plus que les désobéissants. Mais les 596 ont généré pas moins de 177 738 messages... pour un site local et non national. On mesure à quel point le forum des désobéissants est peu actif.

<sup>150</sup> D'autant plus que le statut d'invité est utilisé par les « trolls », ces membres ou sympathisants qui prennent une identité anonyme lorsque vient le temps de tenir un autre discours, sans être stigmatisés ; ou encore par les « floods » qui viennent « noyer » une discussion en la faisant dévier.

<sup>151</sup> Pour cause de désaccord sur le fond, étant ancien officier de l'armée de l'air, naviguant sur Mirage 2000.

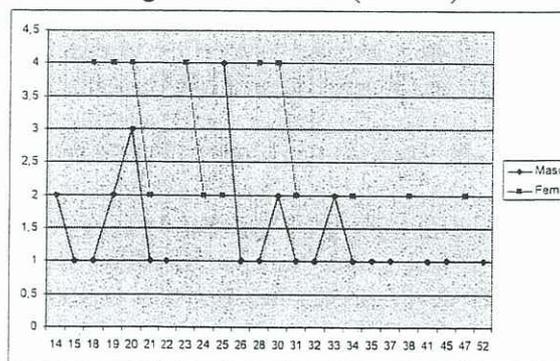
Il apparaît que les membres qui ont été les plus impliqués dans les discussions du forum étaient des membres anciens (2006 et 2007) qui se sont progressivement arrêtés, en moyenne (sans compter ici « Mirage\_2000N ») après une année d'activité sur le forum. Pour leur part, les nouveaux membres sont beaucoup moins prolixes et impliqués dans les discussions.

Le calcul des adhésions à un forum étant cumulatif, quelle est l'ancienneté des 419 membres ? La première demi année (juin-décembre 2006) a généré 70 adhésions ; 2007 fut une « bonne année » avec 145 nouveaux membres ; 117 les ont rejoints en 2008 ; et pour la première moitié de 2009, on compte 87 nouveaux inscrits. En moyenne, pour les 36 mois d'existence du forum, nous avons 140 nouvelles adhésions par année (12 par mois). Bien entendu, ces chiffres ne tiennent pas compte de tous les inscrits qui quittent. Mais que 60% des inscrits n'aient jamais participé à un seul échange témoigne d'une très faible activité du réseau.

Voilà donc pour les membres. Qu'en est-il alors des « sympathisants » ? Nous définissons ainsi ceux qui visitent le forum mais sans s'y inscrire, sans en être membres. L'estimation est extrêmement délicate puisque la couverture médiatique draine très certainement une foule de curieux (des badauds informatiques).<sup>152</sup> Les sujets les plus populaires peuvent attirer jusqu'à 1500 internautes, voire plus (1800 pour le sujet sur les OGM dans le foie gras) dans certains cas particuliers. Toutefois, si l'on se base sur la fréquentation des sujets pragmatiques (stages, déplacements, etc.), on peut évaluer entre 300 et 500 le nombre de personnes formant le « noyau dur » des « sympathisants », i.e. ceux qui lisent... sans rien dire et sans agir. Cette estimation nous semble raisonnable par le nombre de « vues » des sujets postés, et parce qu'il pourrait correspondre au différentiel entre le total des messages annoncés (2624) et le total observé (1685), soit 939 (ce sont des écrits, pas des personnes). Si l'on prend pour hypothèse qu'un sympathisant non membre mais régulier aura fait deux interventions comme « invité », le compte nous semble convergent.

Pour les nouveaux membres et quelques sympathisants (certains adhéreront) s'étant présentés sur le forum, nous avons fait une compilation statistique pour les 48 personnes ayant fourni leur âge et leur sexe (ou une indication claire). Les résultats, pour ces nouveaux venus, montrent une légère surreprésentation des femmes (56,7%) sur les hommes (43,3%). L'âge moyen est de 27 ans (26,8), à parité – à première vue – entre hommes (27,2 ans) et femmes (26,1 ans). Toutefois la moyenne cache la distribution des âges selon le sexe (tableau).

On observe que près de 80% (78,95% - 30/38) des femmes ont entre 18 et 30 ans, alors que le pourcentage tombe à 55% (16/29) pour les hommes. Ceux-ci s'intéressent plus tôt et plus tard à la cause militante, au point que plus du tiers (34,5% - 10/29) des hommes qui se sont montrés intéressés pour les désobéissants ont plus de 30 ans.



<sup>152</sup> Nous mettons volontairement de côté deux chiffres qui nous semblent extravagants. Le premier (21251 vues) concerne le sujet « Je suis nouveau et je me présente ». Le chiffre pourrait s'expliquer de différentes façons : l'internaute se relit plusieurs fois ; les organisateurs consultent les messages plusieurs fois ; toutes les forces de police doivent probablement les consulter aussi ; nous l'avons fait également à plusieurs reprises. Le deuxième (13632 vues) avait pour thème : « Entrée sans invitation dans le Centre d'Essais des Landes 2007 ». Notre hypothèse est qu'il s'agissait peut-être d'une information de première main (un « scoop ») qui, reprise sur d'autres sites Internet, aura généré un afflux massif de consultations.

### *Elément n°2 : le Festival Camino*

Quelle meilleure occasion pour bien apparaître en public, de diffuser un discours mobilisateur et de gagner des sympathisants que ce festival ? Le Festival Camino<sup>153</sup> est le seul événement de ce genre : un festival dont la vocation unique est de « valoriser la culture de la non-violence de manière ludique, festive et populaire ». Autant dire presque un festival « sur mesure » pour les désobéissants, aux côtés de figures de la non-violence telles que Jean-Marie Muller, Albert Jacquart, Pierre Rabhi, Ziad Medoukh ou Alain Refalo. Et pourtant...

En 2006, au moment du festival, les désobéissants n'étaient pas encore vraiment formés (donc pas de stand) mais son leader (Xavier Renou) y était en tant que « chargé de la campagne pour le désarmement nucléaire » à Greenpeace France. Il y a fait une conférence appréciée (l'une des neuf proposées au programme) sur un thème qui préfigurait les désobéissants : « l'action directe non violente comme réponse au déclin du militantisme ».<sup>154</sup>

Entre-temps, les désobéissants sont « montés en puissance » (tout au moins dans le discours et la médiatisation). Nous nous attendions à une présence forte et remarquée au festival 2009.

Or, Xavier Renou et le collectif des désobéissants n'étaient pas au programme, ni pour une conférence (bien que le nombre de conférenciers ait été très limité : Jean-Marie Muller y a fait quatre interventions publiques ; Ziad Medoukh, deux), ni dans le cadre d'une participation à un débat collectif. Seul un stand – vide et peu ou pas animé – témoignait de la présence du mouvement qui, autrement, n'a eu aucune visibilité publique. Un atelier présentant l'action directe non-violente et les stages de formation s'est tenu, sous un petit chapiteau. Mais l'information a été diffusée à la dernière minute par la distribution d'un « flyer » par une militante.<sup>155</sup> L'atelier a réuni quelques collégiens (partis avant la fin) et tout au plus une dizaine de personnes arrivées en ordre dispersé et restées à bonne distance. Malgré la présence d'accessoires, il n'y a pas eu de démonstration de techniques de résistance passive.

Arrivé seul de Paris avec un sac à dos et un « arm-lock », Xavier Renou était secondé dans la présentation par un militant de Figeac et par deux autres sympathisants (tracts, sonorisation, etc.). Le discours était strictement le même que celui déjà entendu dans les différents médias.

Cet épisode – absence des tribunes, peu de soutien local et très faible infrastructure – montre que les désobéissants ne sont peut-être pas dans la réalité ce qu'ils affirment être sur leur site Internet ou aux journalistes, et que l'organisation est relativement mince au plan logistique.

### *Elément n°3 : le sommet de l'OTAN à Strasbourg*

Le sommet de l'OTAN à Strasbourg aura été une opportunité majeure pour les désobéissants de montrer leur savoir-faire, de mobiliser leurs troupes, et de mener des actions de résistance passive et de désobéissance civile lors d'un événement cumulant les avantages : proximité géographique, cible de choix, présence de chefs d'Etat, couverture médiatique mondiale, etc.

---

<sup>153</sup> Le Festival Camino a eu deux éditions : en 2006 (1, 2 et 3 juin) et en 2009 (12, 13 et 14 juin). Il se tient à Tournefeuille, commune juxtant Toulouse.

<sup>154</sup> Pour écouter : <http://www.festival-camino.com/> (puis, Festival 2006 / Les conférences).

<sup>155</sup> Nous savions – quelle que soit la source – que Xavier Renou allait être présent au festival. Nous avons cherché longuement et en vain une information concernant sa venue à Tournefeuille, annoncée nulle part. Sur place, nous avons beaucoup patienté et tourné en rond et avons failli renoncer avant de tomber sur ce tract.

Nous nous attendions donc à voir des actions d'éclat, d'autant que les désobéissants accordent beaucoup d'importance à leur propre médiatisation : ils n'agissent pas secrètement. Ils ont donc été – et se sont – filmés durant leurs principales « actions directes non-violentes ». Mais la réalité a été bien autre...

L'action du samedi 4 avril 2009 (à l'aube) – qui consistait à bloquer la rue de la Paix par un sit-in et de retarder ainsi une arrivée de dignitaires – avait été longuement préparée, avait une portée symbolique et elle devait réussir : le groupe était suivi par une équipe de télévision préparant un reportage pour l'émission *Strip-tease*.<sup>156</sup>

Or, qu'y a-t-il eu ? Une quarantaine – maximum<sup>157</sup> – de personnes assises au milieu de la rue (entourées de presque autant de journalistes) et s'installant en « tortue » ou en « chenille » à l'approche des gendarmes mobiles après les sommations d'usage. Les tortues et les chenilles n'ont pas duré longtemps.<sup>158</sup>

Tout au plus quarante personnes pour une action d'envergure au sommet de l'OTAN et ce, devant la télévision ? Mais où étaient donc les « 1200 » militants formés à la désobéissance active ? Où étaient les « quatre mille contacts mobilisables par sms » ? Ces trois phrases résument à elles seules la réalité de la capacité de mobilisation du collectif des désobéissants.

Les trois éléments de démonstration apportés – forum Internet, festival Camino et sommet de l'OTAN – ainsi que l'étude de plusieurs autres actions,<sup>159</sup> fondent nos doutes quant à la réalité d'un vaste « mouvement ». Non pas qu'il n'existe pas un petit noyau d'activistes, secondé par quelques militants dévoués à une cause. Mais ceux-ci n'arrivent que très peu à mobiliser ou fédérer les sympathisants formés à la désobéissance civile.

---

<sup>156</sup> Pour des extraits : [http://strip-tease.france3.fr/index-fr.php?page=sceneschoisies&id\\_article=203](http://strip-tease.france3.fr/index-fr.php?page=sceneschoisies&id_article=203) . Seuls des passages sur une formation sont visibles dans l'extrait en ligne. Pour visualiser « l'action » à l'OTAN : [http://www.dailymotion.com/video/x8xm6n\\_otan-action-de-desobeissants-avenue\\_news](http://www.dailymotion.com/video/x8xm6n_otan-action-de-desobeissants-avenue_news)

<sup>157</sup> Quand la réalité ramène la fiction au réel... Le 25 novembre 2008 le leader disait sur le forum, à l'adresse des jeunes sympathisants : « envoyez nous des messages avec vos coordonnées (tél, mail et région) et aussi vos compétences, si vous en avez dont vous pensez quelles peuvent être utiles à la désobéissance... (...) Elles seront utiles en avril, au moins, pour le sommet de l'OTAN à Strasbourg... qui pourrait bien ne pas avoir lieu s'il y a suffisamment de désobéissants dans les rues... ».

<sup>158</sup> Ne pas confondre cette action avec l'opération de blocage non-violent organisée par NATO-ZU et qui a réuni au même endroit environ 500 personnes. Au total, la coalition Block-NATO a pu mobiliser environ 1000 personnes pour des blocages non-violents (Source : *Le Monde*)

<sup>159</sup> L'opération « inspection citoyenne » du 22 septembre 2007 au Centre d'Essais des Landes (C.E.L) où était testé le missile M51 avait mobilisé entre 12 (selon un participant) et 19 personnes (selon le communiqué du Collectif Non Au Missile M51). Entre la célébration apologétique de l'action (le groupe aurait même réussi à retarder le tir du missile) et la vision plus réaliste (l'inspection se serait résumée à réussir à entrer dans la zone et à assister au tir à 200 mètres de distance), la seconde nous semble plus recevable, car nous ne voyons pas très bien ce que l'inspection citoyenne aurait réussi à inspecter. La logique d'appropriation faisant son œuvre, un discours public (fantaisiste, se voulant mobilisateur et « encourageant ») a émergé, transformant les élus, les associations et les citoyens qui manifestaient sur place en désobéissants. A propos de l'action de 2006 pour le premier test du missile, X. Renou disait : « Avec une poignée de militants, nous décidons de mener l'action à la Greenpeace, mais sans Greenpeace. Nous pénétrons sur le terrain militaire, pour mettre nos vies en danger et dissuader ainsi les autorités de tirer. Mais parce que nous ne sommes pas aussi bons que Greenpeace, nous ne parviendrons à retarder le tir que de 20 petites minutes ! Alors nous décidons de nous former... Les Désobéissants sont nés. » (nous soulignons) [ <http://www.appel-consciences.info/spip.php?article51> ]

## *Le cinéma de Mr. Renou*

On ne peut penser l'existence des désobéissants sans passer par leur « surface » médiatique. Particulièrement bon orateur, agile d'esprit et prompt, charmeur et très télégénique,<sup>160</sup> rompu à l'usage des caméras et des journalistes, Xavier Renou *incarne à lui seul* les désobéissants : pas un autre ne s'exprime publiquement sur le collectif.<sup>161</sup>

Entre 2007 et 2009, on ne compte plus les reportages, interviews et émissions consacrés aux désobéissants et/ou à leurs actions, que ce soit dans la presse nationale (Le Monde, Libération, Le Figaro, Le Parisien, Les Echos, Le nouvel Observateur, Le Point, L'Express), dans la presse régionale (Le Télégramme de Brest, La Dépêche du Midi, Le Républicain Lorrain, Dernières nouvelles d'Alsace, Le Journal de la Haute Marne), sur les grandes chaînes nationales de télévision (France 2 [Envoyé Spécial], Canal+ [Dimanche+], France 3 [Strip-tease], France 4 [Global Résistance], TF1 [20 heures]), sur les chaînes numériques (LCI.fr, Rue89, iTélé, LePost.fr, reporterre.net, Zalea TV) ou la radio, qu'elle soit nationale (France-Info, France Inter [Là bas si j'y suis] ou locale (Radio Nova, Radio Grenouille, etc.), etc.

Un tel intérêt et un tel engouement ne sauraient nous étonner, surtout pour le télévisuel. Non seulement le leader est « bon public » et se plie volontiers au jeu médiatique et journalistique, répétant sans relâche son discours avec pédagogie, mais le collectif utilise avec brio la technique du journaliste « *embedded* » utilisée par l'armée américaine lors de la première guerre d'Irak, *les désobéissants produisent du spectacle clé en main*, prêt à être monté/monté dans un format compatible aux médias : séquences « choc », recul et très bonne visibilité pour les caméras, phrases courtes pouvant être citées au montage, langage clair et direct évitant les nuances qui passent mal dans les médias rapides, etc. (ce qui est d'ailleurs enseigné en stage).

Surtout, les désobéissants ont un « produit vendeur » : *des militants gentils*. Si l'événement ludique innovant et surprenant « passe » bien dans les médias, le mécontentement social et le sentiment d'impuissance liés à la faiblesse syndicale et à l'absence d'une politique de gauche crédible sont également des réalités « porteuses » pour les médias. A contrario, la « violence » est l'objet d'une réprobation sociale toujours d'actualité. La combinaison habile de ces trois facteurs – des militants qui « bougent » et qui contestent, sans violence, en prenant la voix du téléspectateur face à un « système » ou à des forces de l'ordre le représentant, est à coup sûr une martingale gagnante.

Actions spectaculaires mais assez peu efficaces, conception formatée de la mise en scène du collectif, fédération restreinte d'autres mouvements, système de formation « à frissons » de jeunes militants associatifs mais sans finalité activiste claire et avec une très faible capacité de mobilisation, « cinéma » comme activité majeure : les désobéissants ont « inventé » à la fois le *militantisme-spectacle* et une autre forme d'implication : l'*activisme de divertissement*.

Par conséquent, et malgré ses actions dérangeantes, il apparaît à nos yeux que le collectif des désobéissants n'est *pas là pour agir, mais pour exister*. Ou plutôt, en tant que phénomène postmoderne, son but serait plutôt de *se voir en train d'exister*. Une imposture militante.

---

<sup>160</sup> (Pour les initiés : plus que Philippe et assurément beaucoup plus que Ben...)

<sup>161</sup> Ce qui faisait dire (à un militant) qu'il était candidat au concours « Ma binette partout » du *Canard Enchaîné*. Depuis très peu, un jeune formateur, « Baptiste », peut prendre la parole face à la caméra... mais sous le regard de X. Renou (scène du train, vidéo de fluctuat.net sur : <http://www.desobeir.net/>, rubrique « On parle de nous »).

## *Eléments de prospective*

A brève échéance, le collectif des désobéissants restera sans doute ce qu'il est, c'est-à-dire trois choses : un noyau dur mais limité d'activistes menant des actions d'éclat de dénonciation ou de résistance en coopération avec d'autres collectifs ; un procédé de « vidéo-activisme » qui consiste à se mettre en scène, à gonfler la portée et la mobilisation du mouvement ainsi qu'à amplifier la réputation du leader ; et enfin, un système de formation à un militantisme de divertissement servant à alimenter les deux premières fonctions.

Si le divertissement n'est pas à craindre, le petit groupe très actif surprendra les médias et les forces de l'ordre par l'inventivité de leurs actions. Il y a peu de risques, en raison même de la couverture médiatique et du discours de non-violence, d'autant qu'ils s'avèrent incapables de générer des rassemblements non autorisés d'importance.

Ayant déjà occupé tout l'espace médiatique et attiré les curiosités, les désobéissants risquent toutefois une lassitude possible des médias. Une fois occupées toutes les plateformes, encore faut-il continuer à les occuper. Arrivés à l'essoufflement d'un effet de mode, les désobéissants pourront-ils se transformer ?

Ainsi, on peut soulever l'hypothèse que des petits groupes ne viennent à s'autonomiser et à passer à l'action en s'affranchissant des contraintes médiatiques. L'avantage (pour les forces de l'ordre, s'entend) de la situation actuelle est qu'elle est verrouillée par X. Renou et tenue pour qu'elle serve ses intérêts. *Si ce verrou lâche*, on pourrait assister à un éclatement et à une perte de contrôle des petits groupes d'individus motivés qui, illusionnés par leurs nouvelles « compétences », pourraient être prêts, par exemple, à aller s'enchaîner n'importe où sur une voie ferrée en dépit des règles de sécurité développées par des militants professionnels.<sup>162</sup>

Enfin, puisque les désobéissants ne peuvent exister sans leur meneur médiatique, terminons sur trois hypothèses quand à la position personnelle et le rôle de leur leader.

La première hypothèse est celle de la bonne foi naïve. Le leader croit réellement en sa cause et ainsi pouvoir changer la société, faire triompher les combats militants, dénoncer l'injustice, etc., avec des clowns, des sit-in et des « tortues », des actions médiatiques, des discours, et le tout avec des sympathisants formés mais qui ne participent que peu aux actions.

La deuxième hypothèse est celle du cynisme, du carriérisme et de l'embuscade. Développant une « pensée » de gauche, formé à Science-Po et disposant d'une médiatisation tout azimut, les ingrédients d'une carrière politique y sont et le passage à l'acte (comme l'a fait José Bové) n'est peut être pas à exclure.

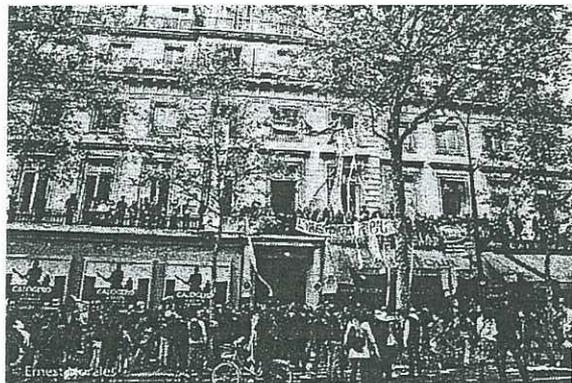
---

<sup>162</sup> Comme ce jeune militant décédé en 2004 à Avricourt en voulant stopper un convoi nucléaire, percuté par la locomotive à la sortie d'une courbe. Le train, qui roulait à vive allure, n'était pas précédé d'un hélicoptère (parti se ravitailler), ce qui prit les stoppeurs au dépourvu et les a empêché d'agir. Le train n'a alors pas pu freiner à temps. Pour un récit et des témoignages : <http://www.sortirdunucleaire.org/actualites/news/DocSBriat.pdf>.

Une dernière hypothèse pourra sembler farfelue à première vue mais elle mérite réflexion.<sup>163</sup> Elle est à l'effet que le leader serait en réalité un agent infiltré (des Renseignements généraux dès l'époque de Greenpeace) dont la mission serait triple : faire passer l'activisme social dans le champ de la non-violence et du grand public afin de la neutraliser, fédérer la myriade de micromouvements pour s'assurer une emprise sur eux et ce faisant, mieux repérer et connaître les meneurs de ces mouvements. La théorie du complot n'est jamais recevable car elle ne peut être falsifiée. Toutefois, selon certains, comment expliquer autrement que par la manipulation l'inefficacité militante des actions menées ? Comme l'infiltration des groupes militants et les provocations lors des manifestations semblent être une pratique de notoriété publique malgré les explications officielles qui ne démentent même plus,<sup>164</sup> l'orchestration – si tant est que cette théorie soit crédible<sup>165</sup> – de la « nouvelle militance » relèverait alors d'une brillante stratégie. A ceci près que si c'est le cas, elle peut être démasquée aisément.

### 3.2 - JEUDI NOIR : DE LA FARCE AU RIRE (TRES) JAUNE

Les nouveaux rassemblements de personnes qui surgissent dans l'espace public depuis les dernières années – et qui partagent les différentes caractéristiques d'organisation et ludiques soulevées jusqu'ici – se distinguent par leur forme et leur esprit des mouvements plus traditionnels. Mais parfois leur cause est déjà bien connue et défendue par des collectifs existants, quelquefois dérangeants. C'est le cas de Jeudi noir, collectif dont l'objectif est de défendre le droit au logement des jeunes et des étudiants par le moyen d'occupations d'immeubles vacants.



En matière d'occupation « sauvage » de l'espace public, d'appropriation ou de « réquisition » de bâtiments laissés vacants par leur propriétaire, et plus généralement dans la lutte pour faire progresser la cause des sans-logis et des mal logés, les associations et les collectifs sont assez nombreux et se réclament tous, à différent degré – des appels de l'abbé Pierre et du travail d'Emmaüs. L'objet de la présente étude n'étant pas les causes défendues mais bien plutôt les formes de manifestations non autorisées, nous pouvons ici amalgamer la question des sans-papiers puisque depuis l'été 1996 et l'affaire de l'église St-Bernard, l'occupation de locaux (d'églises mais aussi d'habitation) est devenue le principal mode opératoire de ces groupes.

<sup>163</sup> D'autant qu'elle a déjà été soulevée par des militants écologistes qui expliquaient ainsi l'inefficacité des actions. Par contre, lorsque l'appréciation émane de l'extrême droite (identitaire se disant « altermondialiste »), la position est cependant inversée et encore plus tranchée : « *Que ce soit par son hostilité au nucléaire ou à l'action de la France au Rwanda Renou recoupe les positions du Département d'État américain et des multinationales qui veulent maintenir la France dans une dépendance énergétique et la chasser d'Afrique. Et quand il lutte en faveur d'une immigration sans entraves, il répond aux souhaits des trusts qui veulent pouvoir disposer d'une main-d'œuvre encore moins chère car plus abondante, etc. On est donc en droit de se poser la question : Xavier Renou est-il un idiot utile ou un agent d'influence ? Pour notre part, la réponse est évidente...* » (<http://www.voxnr.com/cc/politique/EkFFIvFpZALIfIswR.shtml> ).

<sup>164</sup> Dernière affaire en date, celle du 1<sup>er</sup> mai à la Bastille. Voir à ce sujet : *Le Canard enchaîné*, 6 mai 2009.

<sup>165</sup> L'autre version entendue : le leader est naïf et de bonne foi, mais un bras droit est un agent infiltré.

Bien que Jeudi noir et les Enfants de Don Quichotte aient tous deux été créés en octobre 2006 et qu'ils aient en commun d'être les « héritiers » de mouvements plus anciens tels que Droit au logement (DAL, fondé en 1990), Jeudi noir reste le « petit frère », comparativement aux Enfants de Don Quichotte dont les actions auront été beaucoup plus marquantes, tant pour l'opinion publique, auprès des politiques, que pour le travail des forces de l'ordre.

Si Jeudi noir et les Enfants de Don Quichotte partagent le mode opératoire de l'occupation « surprise » d'espaces publics ou semi-publics, s'ils maîtrisent tous deux leurs relations aux médias et disposent de relais Internet d'un très grand professionnalisme<sup>166</sup>, nous traiterons ici de Jeudi noir et non pas des Enfants de Don Quichotte. Pour deux raisons.

Premièrement, Jeudi noir est un cas de figure particulièrement intéressant, d'une part parce qu'il correspond plus (dans le secteur du logement) aux nouvelles formes d'activisme alliant l'action ludique à l'action militante ; d'autre part, parce qu'il a connu plusieurs évolutions qui font qu'il n'est plus ce qu'il était au début. Ce sera l'objet de notre analyse.

Deuxièmement, les Enfants de Don Quichotte répétant constamment les mêmes actions pour les sans-abri (déploiements de tentes) et engendrant presque systématiquement une réponse identique (dispersion *manu militari*), ces « rencontres » constitueraient un excellent cas de figure pour une analyse du travail des forces de l'ordre car leurs interventions nous semblent parfois relativement difficiles. Mais cela n'est pas notre objet ici.

« Jeudi noir » se nomme ainsi en référence au krach boursier de 1929 mais aussi parce que c'est le jeudi que paraît le journal *De particulier à particulier* qui donne le départ à la chasse aux logements à prix abordable, aux files d'attente dans les agences immobilières ainsi qu'aux visites collectives organisées par les propriétaires, quand ce n'est pas aux mises aux enchères.

Au départ, le groupe entendait allier la contestation du coût des loyers parisiens inaccessibles aux jeunes, aux étudiants et aux précaires et faire entendre sa protestation devant la situation qui leur était faite : devoir loger à plusieurs dans des studettes plus ou moins salubres louées à prix d'or. Pour ce faire, Jeudi noir opta pour la forme festive, certains des membres fondateurs ayant déjà une expérience des flash-mobs. Nous reviendrons ci-après sur les trois initiateurs du mouvement, Manuel Domergue, Lionel Primault et Julien Bayou (Leila Chaïbi est ensuite passée au NPA - Nouveau parti anticapitaliste - former le comité « L'Appel et la Pioche » qui organise des pique-niques sauvages dans les supermarchés).

Les premiers temps furent marqués par une série d'actions festives visant faire connaître leur cause (par la diffusion à posteriori de vidéos sur Internet et par la présence de journalistes amis). Il s'agissait de repérer des logements particulièrement petits et chers et pour lesquels les propriétaires organisaient des visites collectives. Le groupe de comparses – entre 10 et 20 personnes – arrivaient alors pour y faire la fête (ne pouvant s'offrir le logement en question) avec cotillons, confettis, champagne et sonorisation.<sup>167</sup> Un « kit Jeudi noir » fut écrit pour que l'action puisse être rééditée hors du collectif en respectant certaines règles de correction.<sup>168</sup>

---

<sup>166</sup> Pour s'en convaincre, on consultera leur site Internet (<http://www.lesenfantsdedonquichotte.com/>), leur « twitter » (<http://twitter.com/lesdonquichotte>) ainsi que leur « flickr » (plateforme d'échange photo et vidéo) : <http://www.flickr.com/photos/lesenfantsdedonquichotte/>.

<sup>167</sup> Pour voir (les vidéos sont médiocres) : <http://www.jeudi-noir.org/Premiere-intervention-festive-de.27.html> ou [http://www.dailymotion.com/video/x31fin\\_action-jeudi-noir\\_politics](http://www.dailymotion.com/video/x31fin_action-jeudi-noir_politics)

<sup>168</sup> <http://www.jeudi-noir.org/Kit-Jeudi-Noir-Vous-aussi-faites.html>

Par après, les trublions répétèrent leurs opérations dans des agences immobilières ou au Salon de l'immobilier.<sup>169</sup>

La mobilisation collective prendra de l'ampleur lorsque le collectif portera ses efforts auprès du CROUS pour obtenir la rénovation d'immeubles vacants pour les transformer en cités universitaires. Si en 2007, les opérations restent symboliques, festives et revendicatrices dans les locaux du CROUS,<sup>170</sup> en 2008 elles passeront au stade de l'occupation d'immeubles.<sup>171</sup>

La deuxième opération sera de courte durée – expulsion par les forces de l'ordre – mais elle avait pour objectif de faire connaître la plateforme de revendications. Menée dans le cadre des manifestations du 1<sup>er</sup> mai et regroupant quelque 300 personnes (notre photo ci-haut), elle a été réalisée avec une stratégie élaborée qui a permis, grâce à une autre (fausse) manifestation, de semer les forces de police.<sup>172</sup> Les occupants restèrent quelques heures dans cet immeuble du boulevard Montmartre laissé vacant par le groupe immobilier Gecina, déployant banderoles aux fenêtres et balcons. L'action fut médiatisée et des négociations furent ensuite entamées avec le ministère du logement.

La troisième – si nos comptes sont exacts – opération d'occupation la plus médiatisée de Jeudi noir est celle d'un immeuble appartenant au CROUS, rue de la Harpe à Paris. Elle se solde par une victoire puisqu'après six mois d'occupation (de début novembre 2008 à fin juillet 2009), l'institution décide de la réhabilitation des lieux pour y installer des logements étudiants.<sup>173</sup>

Mais qu'en est-il de la première opération, celle de la rue de Sèvres, que le collectif passe un peu sous silence alors qu'il est directement impliqué ? Pendant près d'une année, huit jeunes ont occupé cet immeuble laissé vacant depuis plus de dix ans et l'ont aménagé à leurs frais. Procès leur est fait, qu'ils perdent. Ils sont condamnés à payer une amende de 53 525 euros.<sup>174</sup> Leurs comptes bancaires sont bloqués, leurs économies ont été saisies.<sup>175</sup> La propriétaire des lieux – millionnaire – fait la sourde oreille aux demandes de surseoir aux poursuites. Elle intente un second procès pour obtenir 150 000 euros de dommages et intérêts.

Jeudi noir aura donc commis la même erreur de fond que les « dégonfleurs » (voir plus loin) : s'attaquer à la propriété privée individuelle, bien différente de la propriété institutionnelle.

---

<sup>169</sup> [http://www.dailymotion.com/relevance/search/jeudi+noir+2007/video/x1j8ny\\_jeudi-noir-au-salon-de-limmobilier\\_politics](http://www.dailymotion.com/relevance/search/jeudi+noir+2007/video/x1j8ny_jeudi-noir-au-salon-de-limmobilier_politics) (vidéo de très mauvaise qualité).

<sup>170</sup> Reportage de M6 : [http://www.dailymotion.com/relevance/search/jeudi+noir+2007/video/x3gii6\\_journal-m6-10-novembre-2007\\_news](http://www.dailymotion.com/relevance/search/jeudi+noir+2007/video/x3gii6_journal-m6-10-novembre-2007_news)

<sup>171</sup> Accompagnées de soutien aux différents squats de Paris, comme celui de la rue de l'impasse (TéléToc.net) : [http://www.dailymotion.com/relevance/search/jeudi+noir/video/x5fmzu\\_jeudi-noir-squat-de-limpasse-saintc\\_news](http://www.dailymotion.com/relevance/search/jeudi+noir/video/x5fmzu_jeudi-noir-squat-de-limpasse-saintc_news)

<sup>172</sup> Pour un récit de « Comment Jeudi Noir a blousé les bleus » : <http://www.jeudi-noir.org/1er-novembre-2008-Comment-Jeudi.html>

<sup>173</sup> <http://www.liberation.fr/societe/0101582356-au-24-rue-de-la-harpe-jeudi-noir-fait-ses-cartons>

<sup>174</sup> Pour une présentation de la vie dans ce « squat » particulièrement bien aménagé et entretenu, le reportage de FR3 : [http://www.dailymotion.com/video/x8fp0v\\_france3-jeudi-noir-rue-de-sevres\\_news?from=rssundefined](http://www.dailymotion.com/video/x8fp0v_france3-jeudi-noir-rue-de-sevres_news?from=rssundefined) et [http://www.dailymotion.com/user/jeudinoir/video/x91rxo\\_69ruedesevres\\_news](http://www.dailymotion.com/user/jeudinoir/video/x91rxo_69ruedesevres_news) pour les réactions des occupants suite à leur condamnation.

<sup>175</sup> [http://www.challenges.fr/immobilier/actualites/france/20090309.CHA1845/apres\\_apres\\_le\\_dal\\_et\\_ses\\_12\\_00\\_0\\_euros\\_damende\\_jeudi\\_no.html](http://www.challenges.fr/immobilier/actualites/france/20090309.CHA1845/apres_apres_le_dal_et_ses_12_00_0_euros_damende_jeudi_no.html)

Comment cela est-il possible, alors que Jeudi noir a les conseils d'un avocat qui soutien leur cause et que les organisateurs sont fortement diplômés (Science-Po Paris), dont un a même une formation en Droit ? Examinons les coulisses de cette forme de « nouvel activisme ».

### *Le business du militantisme marketing*

Pour les policiers d'une C.R.S., d'une C.D.I. ou les gendarmes d'un escadron, lorsque vient le temps de procéder à l'évacuation d'un immeuble occupé, tous les militants se ressemblent : ce sont des « corps refusant » qui finiront – avec plus ou moins de temps et plus ou moins de force – par obtempérer aux injonctions de quitter les lieux.

Or, tous les « militants » ne sont pas égaux. Il y a les militants sincères, moralement engagés et qui mènent ces actions dans une optique politique de justice et d'équité sociales. Il y a aussi les sympathisants, tout aussi de bonne foi mais qui y trouvent aussi leur intérêt, comme ces étudiants trouvant un lieu d'habitation dans Paris à l'occasion d'une occupation. Et puis il y a les organisateurs : très impliqués auprès de partis politiques, fortement diplômés et disposant d'un réseau social impressionnant.

A la question d'un journaliste qui lui posait la question « Comment vous êtes-vous fait si rapidement connaître ? », l'un des fondateurs de Jeudi noir, Manuel Domergue<sup>176</sup> (par ailleurs assistant parlementaire d'un sénateur Vert), répondit simplement : « *On avait collecté ensemble des centaines d'adresses électroniques de journalistes. On en connaissait aussi quelques-uns pour avoir milité, auparavant, à l'association « Génération précaire », et avoir rencontré la presse à ce moment-là. Dès la première action, nous avons envoyé des communiqués de presse à 7000 journalistes par mail, en y joignant la vidéo de la première visite « festive » d'un appartement à louer, que nous avons nous-mêmes filmée. Pour la petite histoire, c'est aussi nous qui avons envoyé le premier communiqué de presse des Enfants de Don Quichotte.* »<sup>177</sup>

Cette relation bien particulière au monde journalistique entraîna même le collectif à construire (à une seule reprise, semble-t-il) une fausse mise en scène d'action festive expressément à l'usage des médias, comme en témoigne Lionel Primault (formation en Droit) : « *Ca marchait trop bien. Les télés nous appelaient et nous demandaient d'en organiser une pour eux, se souvient-il. On l'a fait une fois, et après on s'est dit que c'était une connerie. Il n'y avait plus le côté magique* ». <sup>178</sup>

De son côté, l'un des autres fondateurs du groupe, Julien Bayou (Bac+5, Science-Po et DEA d'économie) qui avait aussi déjà participé à fonder Génération précaire, contribue à créer le « Ministère de la Crise du Logement » avec l'association Macaq pour la logistique des lieux à occuper et le DAL qui assure le soutien juridique aux familles. Grâce à son réseau, Jeudi Noir est chargé de la communication : « *entre ses murs se sont succédé la plupart des candidats de gauche, de José Bové à Ségolène Royal [également Olivier Besancenot, Arlette Laguiller, Marie-George Buffet et Dominique Voynet] et même un émissaire de l'ONU chargé des droits de l'Homme, venu dresser un bilan du mal-logement dans la capitale française* ». <sup>179</sup>

---

<sup>176</sup> <http://manueldomergue.over-blog.org/categorie-558616.html> A son « tableau de chasse » de création : Génération précaire (2005), Jeudi Noir (2006), La France qui se lève tôt (2007) et Sauvons les riches (2009).

<sup>177</sup> <http://www.jeudi-noir.org/France2-fr-Jeunes-mal-loges-Jeudi.html>

<sup>178</sup> <http://www.jeudi-noir.org/Nouvel-Obs-les-bonnes-recettes-de.html>

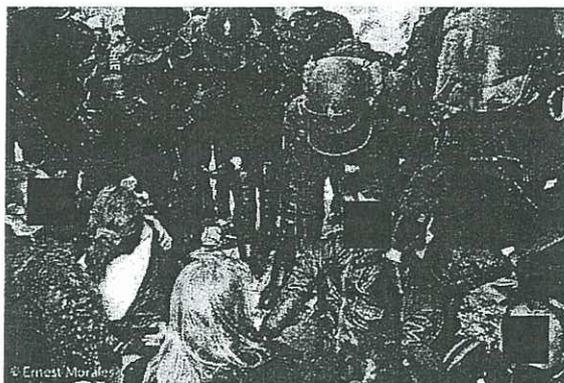
<sup>179</sup> [http://www.interdependances.org/article/719/Agitateur\\_en\\_serie\\_Generation\\_precaire\\_et\\_Jeudi\\_Noir](http://www.interdependances.org/article/719/Agitateur_en_serie_Generation_precaire_et_Jeudi_Noir)

Parallèlement – et suite – à leurs actions d'éclat militantes, que font Bayou et Primault ? Ils répondent aux sollicitations de syndicats et d'autres associations et montent leur propre petite entreprise de communication pour « vendre » des actions militantes... « clé en main ».

*« Depuis, bientôt un an, ils sous-traitent ainsi des actions contre rémunération. Ils installent par exemple un faux paradis fiscal pour un collectif d'ONG dont Attac : deux tonnes de sables, des palmiers et des transats, place de la Bourse à Paris. Pour la CGT des Cadres, ils apportent un énorme réveil gonflable devant le siège du Medef, à 7h un matin, pour déposer une pétition. Les contrats se multiplient certes, mais pour le moment, leur société n'est pas encore rentable. Une société "coopérative" insistent-ils, pour marquer leur distance avec un capitalisme pur et dur. »<sup>180</sup>*

L'information avait commencé à filtrer dans les milieux militants,<sup>181</sup> après la fondation du collectif « Sauvons les riches » et la remise du « Diplôme de fils à papa » à Jean Sarkozy, lors d'un déjeuner au Rotary Club. Mais s'ils adoptent là la méthode des « désobéissants » et de Xavier Renou en allant pique-niquer en plein hôtel Bristol, la démarche est plutôt liée à la campagne d'Europe-Ecologie, parti dont ils sont très proches.<sup>182</sup> Depuis lors, les critiques ne manquent pas.<sup>183</sup>

Il ne faut donc pas/plus oublier que les « nouveaux rassemblements de personnes » qui allient l'action militante et l'activité ludique en émergeant dans l'espace public (Génération précaire, Jeudi noir, La France qui se lève tôt et Sauvons les riches pour le cas qui nous occupe ici) peuvent aussi représenter un business (économique) et être une formidable machine à réseaux politico-médiatiques au service de causes nettement plus prosaïques : celles de partis politiques et celles des intérêts personnels des initiateurs et animateurs.



*Evacuation de la deuxième occupation, boulevard Montmartre à Paris*

<sup>180</sup> [http://www.france-info.com/spip.php?page=print&id\\_article=315888](http://www.france-info.com/spip.php?page=print&id_article=315888)

<sup>181</sup> Ainsi avons-nous trouvé sur un blog de [www.lePost.fr](http://www.lePost.fr) cette question de l'internaute « troubatour », question datée du 29/04/09, c'est-à-dire antérieure à l'information divulguée par France-Info : « *Ce qu'on oublie simplement de dire, c'est que Manuel Domergue et Julien Bayou ont une boîte de communication à Paris. J'aimerais savoir avec quel argent est organisé ce genre de mise en scène ?* »

<sup>182</sup> [http://sauvonslesriches.fr/?page\\_id=2](http://sauvonslesriches.fr/?page_id=2)

<sup>183</sup> Par exemple (parmi d'autres) : « *Comment en février 2009, malgré ses faibles effectifs et ses moyens financiers et logistiques limités, Jeudi Noir réussit-il à publier la carte de près de 50 immeubles vides à Paris, représentant près de 200 000 m<sup>2</sup> et une valeur de plus d'un milliard d'euros ? Ce travail d'investigation qui dépasse largement ses capacités personnelles d'enquête est en fait le cadeau de Mediapart qui ne se contenta pas de publier, mais crédita le mérite des recherches de ses journalistes militants et solidaires au collectif potache. Ainsi, les comiques de Jeudi Noir réussirent-ils à créer l'illusion de sérieux et à gagner en respectabilité.* » Voir à ce sujet : <http://pasidupes.blogspot.com/2009/07/les-nouveaux-agitateurs-sociaux.html> Cela dit, Jeudi noir n'a pas fait mystère de la relation à Mediapart, même si la nature financière de ce lien n'a pas été explicitée : [http://www.dailymotion.com/relevance/search/jeudi+noir/video/x8gmqk\\_jeudi-noir-la-carte-des-requisition\\_news](http://www.dailymotion.com/relevance/search/jeudi+noir/video/x8gmqk_jeudi-noir-la-carte-des-requisition_news)

Entre temps, il semble que ce soit les huit jeunes occupants de l'immeuble rue de Sèvres qui devront bel et bien régler l'amende de 53 525 euros, si ce n'est encore beaucoup plus en raison du second procès.

Que fait Jeudi noir à ce sujet ? Quelle est la nature de la mobilisation, de la souscription ou des actions pour soutenir les occupants condamnés ? Pendant ce temps, Jeudi noir a lancé son grand « Concours photos de l'été » via Internet et vante ses actions auprès du CROUS en reléguant la condamnation à la revue de presse.

De leur côté, de « vrais » militants, sincères et engagés mais instrumentalisés, continuent de se battre pour la reconnaissance d'un droit au logement pour les revenus limités et précaires. Ce sont eux qui feront face aux forces de l'ordre qui viendront les déloger. Quel contraste...

### 3.3 - MANIFS DE DROITE : ENCORE UN PEU DE BUSINESS ? (ET DE RECUPERATION) <sup>184</sup>

Ah, les « manifs de droite » ! Bouffonneries loufoques lancées en 2006<sup>185</sup> (mais vraiment connues en 2007 à l'occasion de l'élection présidentielle) par un groupe d'intermittents du spectacle, elles ont fait le bonheur des médias. Imaginons plusieurs centaines de personnes habillées, coiffées et déambulant comme des bourgeois et des aristocrates, scandant des slogans tels que : « Non aux allocs, pour les dreadlocks », « Plus de police, et moins d'artistes », « La culture, ça fait mal à la tête », « Du caca dans nos têtes, TF1 sur toutes les chaînes », ou « Moins de festivals, plus de quinzaines commerciales »...



<sup>186</sup>

Le tout, entouré d'une nuée de journalistes et escorté sous le regard (un peu médusé, dit-on) des forces de l'ordre mobilisées à ces occasions. Le succès médiatique est immédiat, tant dans la presse écrite qu'audiovisuelle.<sup>187</sup> La réussite est telle, que des événements similaires seront organisés à Bordeaux, à Toulouse, à Genève et même à Montréal semble-t-il.<sup>188</sup>

Mais qui sont ces gens ? Qui sont les organisateurs ? Quels sont leurs mobiles ? Est-ce une nouvelle forme de contestation politique ? En fait, les « manifs de droite » nous apparaissent comme une véritable supercherie. Et de plusieurs ordres !

<sup>184</sup> Allusion, bien entendu, à l'action des désobéissants « *Vous reprendrez bien un peu de Vichy ?* »

<sup>185</sup> Relancées, à vrai dire, car le concept – artistique au départ – aurait été inventé par Philippe Nicolle et Fred Touth de la compagnie 26000 Couverts, au moment des revendications des intermittents du spectacle en 2003.

<sup>186</sup> Pour visualiser (deux vidéos) : [http://www.a360.fr/film.php?fil\\_id=12](http://www.a360.fr/film.php?fil_id=12). Voir aussi YouTube et Dailymotion.

<sup>187</sup> Sans compter les inserts dans les journaux télévisés : Latelelibre.fr, France Inter (“Cartier libre”), Télérama (2007), El Periódico, De source sûre, RFI, Le Point, 20 Minutes, Rue 89, Télérama (2008), Le Monde, Libération, Marianne, etc.

<sup>188</sup> « Entre happening dada et protestation politique, la manif de droite. La première a eu lieu en 2003 à l'initiative d'un groupe d'intermittents du spectacle. Depuis, il y en a eu une trentaine en province et à Paris. » *Le Monde*, 14 Juin 2007.

### *Des intérêts personnels bien sentis*

Les « manifestants » sont pour l'essentiel des intermittents du spectacle – assez proches de la Fédération nationale des arts de la rue et des groupes associés<sup>189</sup> – auxquels se joignent des grappes d'amis et des réseaux affinitaires. Les organisateurs sont eux-mêmes de ce milieu. Les « manifs de droite » sont, dans un premier temps, des *événements opportunistes*, utilisant la conjoncture politique et la vague d'intérêt médiatique pour les actions inusitées sur la voie publique afin de créer des manifestations festives et ludiques et, à la rigueur, de tourner en dérision les politiques du gouvernement nouvellement élu. En ce sens, ils sont plus proches des « flash-mobs » que des manifestations politiques, mêmes festives.

Mais les « manifs de droite » sont surtout une occasion (en or) de montrer son savoir-faire en tant qu'artiste : les « manifestations » sont une excellente opportunité de remplir un portfolio et sont donc mitraillées par des photographes d'art ou des vidéastes professionnels ou semi-professionnels. Les photographies sont effectivement magnifiques et les vidéos bien tournées, ce qui tranche avec les autres mouvements véritablement activistes. Les photographes signent leurs « œuvres », dont plusieurs disposent d'un copyright. De quoi enrichir sa carrière.

Par conséquent, les « manifs de droite » sont rapidement devenues un produit commercial. La société de production A360 et le cinéaste Arnaud Contreras auront réalisé trois films dès 2007 (c'est à se demander s'ils ne sont pas à l'origine des événements) et si l'on va sur le site Internet « manif de droite », on tombe sur la page de vente (avec paiement sécurisé PayPal) du DVD « Manif de droite ». Prix : 15 euros. Durée : 9 minutes.<sup>190</sup>

### *Deux beaux exemples de récupération*

Le succès médiatique des « manifs de droite » ne pouvaient laisser indifférents les « pseudo-activistes » en mal de notoriété et recherchant toujours des actions d'éclat à récupérer à leur bénéfice. Nous avons ici deux cas patents de récupération.

La première date de 2007 déjà et est l'œuvre des *Désobéissants* de Xavier Renou. Nous avons largement montré le vide relatif de ce mouvement, vide devant être comblé pour faire bonne figure en tant que collectif crédible. En raison du « silence radio » imposé sur le contenu des stages de formation, c'est par une journaliste du magazine Le Point (qui a assisté incognito à un stage sous une fausse identité) que nous apprenons le pot aux roses : lorsqu'elle définit le mouvement des désobéissants selon la présentation qui lui en fut faite, elle mentionne : « *L'occupation du toit de l'Unedic à Paris en avril pour défendre le régime des intermittents, eux aussi. Eux encore la « manif de droite » le 20 mai, pour saluer l'élection de Nicolas Sarkozy aux cris de « Du travail pour les racailles » ou « La culture, ça fait mal à la tête ».*<sup>191</sup> Or, l'occupation du toit de l'Unedic à Paris en avril 2007 par des intermittents, chômeurs et précaires était pilotée par le « Réseau AC ! – Agir contre le Chômage et la précarité »<sup>192</sup>. Quant aux « manifs de droite », elles n'ont absolument et strictement rien à voir avec les « désobéissants » de Xavier Renou.

---

<sup>189</sup> <http://www.lefourneau.com/lafederation/>

<sup>190</sup> <http://www.manifdedroite.com/> (ce sont les « bonus » – photos, etc. – qui font la durée d'une heure).

<sup>191</sup> Comme quoi, il ne faut pas toujours croire les journalistes : <http://www.lepoint.fr/actualites-societe/2007-06-14/militantisme-mon-stage-chez-les-neo-contestataires/920/0/187939>

<sup>192</sup> Pour un récit détaillé (heure par heure), voir : <http://www.ac.eu.org/spip.php?article1718>. Pour une source syndicale : <http://ra.sud-anpe.ouvaton.org/spip.php?article108>

La deuxième récupération date de septembre 2008 par... Jeudi noir. D'une part, les initiateurs et organisateurs du collectif étaient déjà proches du milieu des intermittents du spectacle car ils avaient précédemment participé de près à « Génération précaire », d'autant plus que dans le microcosme parisien les réseaux personnels se croisent entre les mondes du spectacle, de la publicité, du marketing et du journalisme. D'autre part, en 2008, l'organisation de « manif de droite » s'essouffait quelque peu, en dépit des succès de 2007. Sachant que deux des meneurs de Jeudi noir sont en relation étroite avec les Verts, l'occasion était trop belle d'utiliser la forme « manif de droite » pour la détourner de son sens en septembre 2008 :

*« Tous et toutes à la manif de droite vendredi 26 à 20h dans le 3<sup>e</sup> ! Des militants des Verts, de Jeudi noir et de Génération précaire ont pris l'initiative d'organiser une "manif de droite" suite à l'installation de la Star'Ac dans le quartier. Nous voulons saisir l'occasion de la présence de la Star'Ac dans le 3e pour en dénoncer les dérives et montrer qu'une autre culture, qu'une autre télé, que d'autres conditions de travail pour les artistes... sont possibles ! »*<sup>193</sup>

Connaissant maintenant mieux la logique interne de Jeudi noir, qu'il y ait eu assez peu de participants n'est peut-être pas si dramatique, l'important étant d'exister face aux caméras. Un reporter le signalait d'ailleurs très bien : « Si les slogans n'ont rien perdu de leur verve, la manif de vendredi n'a pas rassemblé autant de monde que les précédents épisodes, en revanche. Une conséquence de la présence des Verts comme coorganisateur de l'événement ? En termes d'image, l'opération pourrait toutefois se révéler payante pour le parti écologiste : on comptait une vingtaine de journalistes, vendredi soir. »<sup>194</sup>

### *Eléments de prospective*

Mensonges, business et récupération... On pourrait aussi ajouter imposture et manipulation. Notre étude montre que tous les collectifs de « nouveaux militants » ne peuvent s'appréhender d'une façon unique et globale et qu'une partie d'entre eux sont peu crédibles dans leur action. Chose certaine, les « mouvements » qui relèvent de l'imposture et de la manipulation ne résistent pas à l'analyse : dès que l'on s'arrête un tant soit peu à leur histoire, à leurs meneurs, à leur fonctionnement, on peut les dévoiler et en faire apparaître leur réalité.

Mais nous n'avons étudié ici que les organisateurs de ces mouvements. Si l'on perçoit bien que les militants de Jeudi noir sont en quelque sorte des victimes des intentions cachées de ceux qui animent ce collectif, il en va un peu différemment pour le collectif des désobéissants car les sympathisants formés sont peu actifs sur le terrain. Ainsi voyons-nous apparaître une conséquence du *militantisme-spectacle* et de l'*activisme-divertissement* : l'émergence récente de *militants-consommateurs*. Nouveau « produit » rafraîchissant, les stages de formation à la désobéissance civile font le plein. En caricaturant à peine : on s'y inscrit comme on va au nouveau spectacle à la mode. Un militantisme *fun*.

Il est temps d'étudier les formes innovantes d'action politique qui représentent de façon plus juste les « nouveaux rassemblements de personnes ». Le prochain chapitre leur est consacré.

---

<sup>193</sup> <http://longerinas.typepad.fr/weblog/2008/09/tous-et-toutes-%C3%A0-la-manif-de-droite-vendredi-dans-le-3e-prochain.html>

<sup>194</sup> <http://www.rue89.com/2008/09/27/jeunesse-francaise-adhere-a-tfl-manif-de-droite-le-retour>

## QUATRIEME CHAPITRE

### LES NOUVELLES FORMES DE « RASSEMBLEMENTS MILITANTS »

Rassemblements militants... les deux mots posent problème.

Déjà, nous avons signalé en introduction le caractère inopérant de notre typologie de départ qui proposait une classification en trois types de rassemblements, en fonction de leur nature : festive, politique et violente. Sachant qu'un rassemblement festif comme les free party porte en lui même une composante politique de par l'affirmation d'un mode de vie différent – et non déviant – face à la norme communément admise ; considérant que les actions violentes ne le sont qu'en tant qu'accomplissement d'idées, de valeurs et de « projets » politiques ; connaissant la vertu ludique, festive voire jubilatoire des actions violentes, des Black blocs aux professionnels ayant pignon sur rue et que la frontière entre « pacifique » et « violent » est parfois des plus ténues et peut dépendre de l'attitude des forces de l'ordre ; et enfin, attendu que les actions qui seraient purement politiques ne correspondent pas nécessairement à de « nouvelles formes » de rassemblement, il est particulièrement aventureux d'offrir quelque typologie au lecteur.

Alors, de quoi parlerons nous ici ? De rassemblements militants ? Mais la notion même de rassemblement n'est plus opératoire lorsque les militants, qui partagent non seulement une cause mais des modes opératoires précis, ne se rassemblent même plus en grands groupes, mais agissent en « commandos » – non violents – autonomes et dispersés sur le territoire, en groupes comptant de quatre à dix personnes. Si l'on mettait ensemble tous les militants de certaines causes, nous pourrions parler de rassemblement : entre 300 et 400 personnes pour une « action » nécessiterait alors de faire appel à un « maintien de l'ordre ». Mais lorsque le rassemblement est virtuel ? Lorsque la communion et les échanges entre tous ces petits groupes actifs se fait par le biais de sites Internet ?

Car là est la nouvelle donne de ces « nouveaux rassemblements » : *ils n'en sont plus*, parce qu'éclatés en collectifs locaux autonomes, collectifs à géométrie plus que variable d'ailleurs. D'une part, parce qu'on y entre et on en sort à volonté, on y participe « à la carte », comme on va au cinéma entre amis. D'autre part, parce que les individus agissants ne sont pas membres de « quelque chose », ne cherchent pas à participer à des actions préalablement organisées par des « élites éclairées » et/ou des meneurs : ils s'emparent et s'approprient la cause et passent directement à l'action, mettent en œuvre – parfois plus ou moins adroitement – des modes opératoires simples mais efficaces. Et avec détachement et humour.

Pour prendre l'image d'un rassemblement connu, celui des faucheurs d'OGM, les nouveaux collectifs pourraient bien participer aux fauchages, mais ils préféreraient plutôt se munir d'une cartographie des champs de culture transgénique de leur région et partir à quatre ou cinq personnes, nuitamment. Pour aller procéder à des fauchages sauvages ? Probablement. Mais connaissant la philosophie ludique de ces collectifs, ils seraient sans doute beaucoup plus enclins à aller faucher, certes, mais pour ensuite redistribuer des bottes de plantes OGM sur les balcons (ou dans les jardins) de tous les villageois (avec un tract) au titre de la saine démocratie : « à chacun ses OGM bien à soi dans son potager... ». Il est d'ailleurs étonnant que cela n'existe pas encore, tout comme la redistribution populaire (ou aux mairies) des déchets toxiques qui nous appartiennent tous et sur lesquels nous fermons tous les yeux. Comptons sur l'imagination et la créativité de ces « militants » : ils sont très malins.

Le clan du néon, les dégonfleurs et les déboulonneurs seront nos trois meilleurs exemples, qui illustreront trois dynamiques semblables au plan de la vision de l'action « militante » mais aussi fort différentes quant aux modes opératoires. Ce type d'action est encore limité quant au nombre des participants et à leurs lieux d'action. Mais dans une réflexion de prospective, nous croyons qu'ils sont appelés à se développer, à prendre de l'ampleur, à défendre d'autres causes et à toucher d'autres cibles. Ces mouvements sont encore sympathiques, légalistes et relativement inoffensifs quant aux troubles à l'ordre public. Pour le moment.

Des rassemblements militants ? Exit les rassemblements. Des militants ? Cette notion est-elle encore recevable ? Dans certains cas, certainement, si l'on définit le militant comme celui ou celle qui se mobilise pour demander/exiger des pouvoirs publics un changement de politique, la création, l'application ou la non application d'une loi, d'un décret ou d'une réglementation. Les déboulonneurs exigent l'application d'une loi existante ; les étudiants, par leurs actions « coup de poing » refusent et luttent contre l'application d'une loi. Mais les clowns ?

Déboulonneurs et étudiants mobilisés sont bel et bien des « militants », mais pas que. Parce qu'ils partagent une caractéristique avec le clan du néon, les dégonfleurs et les clowns : ils s'adressent au public, cherchent à sensibiliser la population ou veulent faire comprendre un message. Ils ne s'adressent plus à l'Etat, mais à la société civile. Parce qu'ils ne croient plus en l'Etat, à la supposée justesse des lois : ils croient toujours en la justice sociale mais ne comptent plus sur l'Etat et le gouvernement – dont ils s'amusent à démasquer (parfois avec des masques) les incohérences et le double langage – pour en être le représentant et le maître d'œuvre. Ils n'attendent plus (l'Etat), ils prennent l'initiative et passent directement à l'action. *Ils remplacent l'Etat en parlant à la société civile.*

Et c'est en ce sens qu'ils sont vertueux, légitimes et presque inattaquables : le déboulonneurs ne font que réclamer l'application d'une loi existante, les dégonfleurs ont appliqué de façon concrète la position publique de personnes politiques, le clan du néon met en pratique le discours « écologique » d'EDF et des ONG écologistes imprudemment repris par des hommes et des femmes politiques qui n'osent pas passer à l'action, les clowns s'adressent bel et bien à la population – et non pas à l'Etat qu'ils ridiculisent – pour souligner la militarisation des forces de l'ordre (les policiers urbains en tenue ne sont pas leur cible). La ruse de tous ces collectifs tient à leur *capacité de dévoilement* de l'hypocrisie politique et sociale. Appliquant dans la pratique les discours et les mots officiels, *ils tiennent parole à la place de l'Etat.*

Ces collectifs de personnes mobilisées, désenchantées des partis et des syndicats et ne voyant plus, ou que peu, l'utilité des défilés entre Bastille et Nation, s'approprient pacifiquement, en faisant la fête, l'exaspération sociale qui en mènera d'autres à l'action violente, celle des fins de manifestations ou celle de black blocs. Mais le terme de « militant » devient impropre pour les désigner, tant leur action brouille les cartes (classiques) du militantisme et de l'activisme.

Dans ce chapitre, les actions « coup de poing » des étudiants font un peu bande à part. Nous les avons inclus, d'une part, parce qu'il s'agit de rassemblements non autorisés qui créent des « troubles à l'ordre public ». D'autre part, nous voulions montrer que contrairement aux collectifs étudiés dans ce chapitre, ils n'ont pas totalement franchi le cap de la postmodernité de l'action militante.<sup>195</sup>

---

<sup>195</sup> Non pas la postmodernité dont nous avons fait état au troisième chapitre, celle du spectacle tourné vers la mise en scène constante de soi. L'autre postmodernité, celle de la fin des institutions (et du crédit qu'on pouvait leur accorder) et de la reprise en main du politique par la société civile.

Car si l'engagement y est « à la carte » ; et les actions, innovantes ; si l'on se dit partisan de la non violence et de l'action directe,<sup>196</sup> les actions « coup de poing » restent encore dans une logique de revendication. Ces collectifs d'étudiants forment des « nouveaux rassemblements » par certaines de leurs actions, mais ils n'entrent pas dans le champ des « nouveaux activistes » parce qu'ils n'en partagent pas toutes les spécificités.

Les cas que nous apportons dans ce chapitre ne sont qu'illustratifs des modes opératoires, des logiques d'action et de leur relation – parfois hésitante, parfois assurée – avec la légalité. Il va sans dire que beaucoup d'autres « actions » ou collectifs auraient pu être étudiés ici. Mais qu'il s'agisse d'entrer sur le site d'une centrale nucléaire pour y dénoncer les accidents réguliers, ou d'aller peindre des slogans sur le trajet du tour de France pour dénoncer le double discours des politiques à propos du dopage, etc., le principe de base est le même : ne plus attendre, passer à l'action, *parler à la population et rappeler l'Etat à des obligations et le gouvernement, à ses engagements.*

Nous argumenterons plus loin que l'évolution des nouveaux « rassemblements » reposera probablement sur la porosité des frontières et sur le croisement des modes opératoires ou des logiques d'action. Cela vaudra aussi pour les mouvements que nous avons trop rapidement catégorisés comme « festifs » ou « politiques ». Sachant que les nouveaux activistes mènent des actions militantes politiques où l'amusement n'est jamais loin, l'inverse pourra sans doute également exister. Quand les divisions sociales s'amenuiseront progressivement, elles finiront par se confondre.

Ainsi, les *teufeurs* des *free party* mèneront-ils aussi peut-être des actions militantes, puisqu'ils se disent respectueux de l'environnement. Il suffirait pour cela qu'ils choisissent d'investir les terres des agriculteurs qui ne respectent pas les périmètres de captage d'eau potable – et ils sont légions, car cette pratique totalement illégale est tolérée par les autorités – ou qui n'appliquent pas la réglementation sur le traitement du lisier en Bretagne ; et qu'ils médiatisent l'action en y conviant, bien entendu, journalistes de presse et de télévision. Imaginons alors qu'ils dansent pour faire que la loi républicaine s'applique. Que fera-t-on ?

La puissance future de ces mouvements est qu'ils inversent la problématique de la relation entre l'Etat et les citoyens, en prenant la place de l'Etat. Résultat : ils s'approprient sans doute le principe même des *gardiens* de l'Etat républicain : *force devant rester à la loi.*

---

<sup>196</sup> A l'instar des collectifs analysés au troisième chapitre (mais avec plus de véritable esprit militant), ils font des sit-in, des occupations, maîtrisent l'art de la résistance passive (chaînes, tortues, chenilles, poids morts, etc.). Le clan du néon, les dégonfleurs, les déboulonneurs et les clowns n'ont pas besoin de ces techniques : ils ne sont déjà plus sur place ou se laissent docilement interpeller. On mesure ainsi toute la différence.

#### 4.1 - LE CLAN DU NEON : UN MODELE DU NOUVEL ACTIVISME

Les nouvelles formes d'activisme politique ou écologique, nous l'avons déjà indiqué, se caractérisent par une transformation radicale de la conception de l'action et par des modes opératoires nouveaux, souvent marqués par la dérision, l'humour, la non violence et la dispersion en petits groupes autonomes.

*Le clan du néon* est pour nous le plus bel achèvement de cet activisme débonnaire qui se répand comme une traînée de poudre à travers toute la France et en Belgique.



« Fondé » (si l'on peut dire) en 2007 et comptant dorénavant des « clans » agissant dans plus de 35 villes françaises, le clan du néon n'a qu'une seule action fondamentale : éteindre les enseignes lumineuses des commerces qui gorgent le monde urbain.

Pour ce faire, l'action est d'une simplicité désarmante : il s'agit d'actionner l'interrupteur. Tout naturellement. Celui-ci est extérieur et accessible. Courte échelle, saut acrobatique, parapluie, canne de golf, balai ou brosse au manche télescopique, tout est bon et efficace pour les « commandos ».

Leur dernier « fait d'arme » date du 3 juillet 2009 où deux « activistes » ont réussi (en une heure, semble-t-il) le grand chelem : éteindre tous les Champs-Élysées et ce, des deux côtés (seuls le Fouquet's et une banque ont résisté en raison du boîtier inaccessible).

Le clan du néon est-il un rassemblement de personnes ? Certainement pas, au sens où nous l'entendons généralement, et le « trouble à l'ordre public » causé pourrait être l'objet de longues discussions. Alors pourquoi s'y intéresser ? Parce que justement il préfigure le nouvel ordre activiste, celui des micro-rassemblements (trois, quatre, voire cinq ou six personnes) ne laissant que très peu d'emprise au « maintien de l'ordre public ».

Le clan du néon concentre toutes les caractéristiques du nouvel activisme : <sup>197</sup>

- Il est multi-causes : il s'agit d'une action militante écologique qui lutte tout à la fois contre les dépenses d'énergie inutiles, la pollution lumineuse et la publicité imposée.
- Il est festif : il regroupe localement des bandes de copains qui s'amusent véritablement. Il devient ludique dans la transgression, voire jubilatoire à la lumière du résultat obtenu avec une telle simplicité d'action.

<sup>197</sup> On trouvera sur Dailymotion et sur YouTube les vidéos de plusieurs dizaines d'actions en tapant « clan du néon ». Pour un exemple parmi d'autres : <http://www.youtube.com/watch?v=GDakTIPsbig> . Le clan possède également son blog Internet fédérateur qui recense les vidéos des dernières actions [http://clanduneon.over-blog.com/pages/Actions\\_revendiquees\\_MAJ\\_1\\_septembre\\_2008-393611.html](http://clanduneon.over-blog.com/pages/Actions_revendiquees_MAJ_1_septembre_2008-393611.html) et propose une sensibilisation générale à différents types de militantisme citoyen. On trouvera une carte de France montrant l'évolution du mouvement dans les grandes villes sur <http://www.flickr.com/photos/clanduneon/2332393707/> ainsi que l'adresse des sites Internet locaux. Certains clans proposent même des didacticiels et des « modes d'emploi » en vidéo sur YouTube. Pour une vision plus générale du mouvement, un reportage de 2008 est disponible à : [http://www.dailymotion.com/video/x4dnzv\\_reportage-clan-du-neon\\_news](http://www.dailymotion.com/video/x4dnzv_reportage-clan-du-neon_news)

- Il est légal : le flou juridique ne rend pas le geste illégal. La prise de risque est minimale.
- Il est réversible : il ne cause pas de dégradation, ni de préjudice financier, contrairement aux « vandales de pub » ou aux « déboulonneurs ». Les commerçants n'ont qu'à rallumer. L'action vise également leur sensibilisation aux économies d'énergie et un « flyer » avec l'adresse du site Internet leur est parfois laissé.<sup>198</sup>
- Il est non violent : aucune action sur/contre les personnes n'est réalisée.
- Il est « à la carte » : il se réalise « quant on veut », quand on en a envie, et ne nécessite aucun engagement préalable ou durable. Il peut s'improviser en tout temps.
- Il est « léger » : il ne nécessite aucune logistique lourde, quelques pièces vestimentaires (gants, bottes légères) ou ludiques (perruques) peuvent être utilisées.
- Il est filmé : la mise en visibilité a posteriori est essentielle en raison même du caractère provisoire de l'action.
- Il est concret : bien qu'éphémère, l'action est immédiatement efficace.
- Il est autonome et local : correspondant à une organisation « en rhizome », les groupes se forment librement en s'inspirant d'une « plate-forme » lancée au niveau national.<sup>199</sup> Aucun lien structurel ne s'établit entre les groupes.

En terme de légitimité, les actions du clan du néon sont l'application répétée et « ordinaire » d'un événement mondial annuel (depuis 2007) : le Earth Hour (Une heure pour la terre), créé par l'ONG internationale WWF (*World Wide Fund for Nature*). La mobilisation planétaire consiste à éteindre éclairages et appareils électriques pendant une heure, afin de promouvoir les économies d'énergie et la réduction des gaz à effet de serre causant le réchauffement climatique. La première édition n'eut lieu qu'en Australie. Mais déjà, celle de 2009 (le 28 mars, de 20h30 à 21h30) s'est déroulée dans 88 pays. Presque tous les grands monuments historiques du monde entier – de l'Acropole à Westminster en passant par le siège de l'ONU et les casinos de Las Vegas<sup>200</sup> – ont cessé d'être éclairés pendant une heure (sauf la tour Eiffel, cinq minutes). En France, l'événement, moins populaire qu'en Belgique, a été suivi par près de 200 villes, qui ont éteint l'éclairage de leurs principaux monuments.<sup>201</sup>

Tous ces facteurs rendent ce mouvement particulièrement attractif pour les jeunes (et moins jeunes)<sup>202</sup> militants écologistes qui entendent agir à leur niveau local (dans une logique de proximité), en préservant leur liberté et leur créativité (hors des associations structurées), en rejetant la notion de rapport de force (pas d'affrontement avec les forces de l'ordre ou l'Etat), en restant dans la légalité et ce, dans une atmosphère de défi et de franche rigolade.

<sup>198</sup> Par exemple : « Le Clan du néon éteint les lumières à Brest », *Le Télégramme.com*, 12 février 2009.

<sup>199</sup> Avec un texte « fondateur » énonçant la cause défendue, les principes de l'action et les précautions. A lire sur : [http://clanduneon.over-blog.com/pages/Le\\_Traite\\_fondateur-19863.html](http://clanduneon.over-blog.com/pages/Le_Traite_fondateur-19863.html)

<sup>200</sup> Pour des photos animées (à cliquer) : [http://www.boston.com/bigpicture/2009/03/earth\\_hour\\_2009.html](http://www.boston.com/bigpicture/2009/03/earth_hour_2009.html)

<sup>201</sup> <http://www.earthhour.fr/>

<sup>202</sup> Nous l'avons essayé, avec quelques jeunes. Effectivement très amusant ! L'opération est encore plus efficace lorsqu'elle est effectuée un samedi soir, « soirée compte double » : les néons restent éteints jusqu'au lundi...

On mesure ainsi à quel point le militantisme écologique s'est transformé. Véritable petit bijou de créativité et d'action directe, le mode opératoire du clan du néon pourrait bien représenter, par toutes ses caractéristiques, un modèle d'avenir du nouvel activisme.<sup>203</sup>

#### 4.2 - LES DEBOULONNEURS : L(E R)APPEL A LA LOI

Les militants des *déboulonneurs de pub* mettent en œuvre, pour une partie de leurs actions, des modes opératoires semblables aux autres microgroupes que nous avons étudié. Toutefois, *la logique des actions principales est radicalement différente : se faire volontairement interpellé et aller même jusqu'au procès afin de faire valoir un point de leur cause*, l'illégalité de bon nombre de panneaux publicitaires. Si on considère que l'action directe non violente demeure dans son essence légaliste, les déboulonneurs vont plus loin : ils se mettent en position d'illégalité pour faire appel à la loi et faire triompher celle-ci sur l'appropriation indue de l'espace public par les annonceurs.



Mais avant tout, il convient de bien distinguer les groupes en présence, malgré leurs liens de parenté militante, les soutiens mutuels et les échanges entre ceux-ci ou leurs oppositions avec d'autres groupes actifs.

Premièrement, le collectif des déboulonneurs est distinct de Stopub,<sup>204</sup> bien qu'ils soient les continuateurs des actions de détournement ou de dégradation des affiches publicitaires. Il ne faut pas non plus les confondre avec deux associations Loi 1901 que sont le RAP (Résistance à l'agression publicitaire)<sup>205</sup> dont l'objectif global est de lutter par des moyens légaux « contre les effets négatifs, directs et indirects, des activités publicitaires sur l'environnement et les citoyens », et Paysages de France<sup>206</sup> dont le but est d'empêcher les pollutions visuelles occasionnées par l'affichage publicitaire en milieu rural et qui propose accompagnements, publications et manifestations.

Deuxièmement, il est indispensable de différencier les déboulonneurs de deux autres groupes avec lesquels on les confond souvent : les « casseurs de pub ». D'autant que cette expression, « casseurs de pub », recouvre deux réalités absolument opposées.

---

<sup>203</sup> Jusqu'à ce que le mouvement prenne encore plus d'ampleur et devienne presque systématique. A ce moment, les installateurs disposeront sans doute l'interrupteur à l'intérieur ou alors il sera actionnable par télécommande. Que restera-t-il alors comme solution ? Cesser le mouvement ou casser les néons ?

<sup>204</sup> <http://www.stopub.a3w.fr/> Stopub s'est progressivement spécialisé dans la lutte contre la publicité postale et s'est institutionnalisé, trouvant reconnaissance et appui auprès de collectivités locales. Par exemple, pour Paris : [http://www.vl.paris.fr/fr/environnement/actualites/stop\\_pub/stopub\\_presse.pdf](http://www.vl.paris.fr/fr/environnement/actualites/stop_pub/stopub_presse.pdf).

<sup>205</sup> <http://antipub.org/>

<sup>206</sup> <http://paysagesdefrance.org/>

D'un côté, *Casseurs de pub*<sup>207</sup> est une association tout à fait légale fondée en 1999 – héritière des « *Adbusters* » canadiens – dont la mission est d'élaborer une critique de la société de consommation et de promouvoir la limitation de la publicité.

D'un autre côté, les « casseurs de pub » (casser au sens de vandaliser) qui se revendiquent comme tels sur Internet par la diffusion de photos ou de vidéos de destruction de mobilier urbain, sont des petits groupes affinitaires non organisés. Ce sont parfois des « anti-pub » exaspérés qui passent à l'action directe de destruction de panneaux publicitaires (urbains ou périurbains, rarement ruraux) ; ce sont aussi quelquefois des personnes à mi-chemin entre les « casseurs » révoltés de certaines banlieues et les partisans anarchistes de l'action directe violente qui s'en prennent aux symboles du capitalisme et de la consommation qui s'affichent à portée de main dans leur univers de vie.<sup>208</sup> Mais le phénomène est loin d'être négligeable : en juin 2009, 118 « sucettes » (panneaux sur pied de JC Decaux) sont saccagées à La Rochelle ; et c'est par dizaines qu'ils sont détruits ou taggés à Toulouse (juin 2009), à Poitiers (avril 2009), sans parler de Paris où, outre ces actions classiques, l'attaque en règle et répétée contre les nouveaux panneaux à LCD (ces écrans qui captent le visage et le regard du spectateur pour mesurer l'audience et les détails qui attirent le plus l'attention) a forcé l'annonceur à battre en retraite.<sup>209</sup>

Créé à Paris en 2005 pour ensuite être repris à travers le pays, le collectif des déboulonneurs<sup>210</sup> s'inspire de la philosophie de la désobéissance civile et promeut l'action directe non-violente. Il se donne comme finalité de « *déboulonner la publicité, c'est-à-dire de la faire tomber de son piédestal, de détruire son prestige. Non pas de la supprimer, mais de la mettre à sa place, pour qu'elle soit un outil d'information au service de toutes les activités humaines* ». <sup>211</sup> Si le collectif parisien est certes le plus important, les déboulonneurs existent en tant que groupes constitués dans treize villes ou département : Amiens, Bordeaux, Evreux, du Gard, La Rochelle, Le Mans, Lille, Lyon, Montpellier, Nantes, Paris, Poitiers, Rouen, mais cela est sans compter toutes les autres villes où des « actions » sont menées sans qu'il y ait pour autant de collectif dûment formalisé.

### *Histoire et mode opératoire*

Bien que les sources de la contestation anti-publicitaire plongent dans le passé, entre autres de mai 1968, le mouvement actuel est une continuation transformée d'une réaction contre la domination publicitaire lancée en 1989 par le collectif canadien *Adbusters*<sup>212</sup> dont la revue aura fait des émules dans la plupart des pays occidentaux. Parallèlement en France, *Le Publiphobe* commence à paraître en 1990, et en 1992 sont créées nos deux associations sœurs : Résistance à l'agression publicitaire et Paysages de France. Relancée en 2000 dans la suite de Seattle par la journaliste canadienne Naomi Klein dans son ouvrage *No Logo*<sup>213</sup>, la

<sup>207</sup> <http://www.casseursdepub.org/> L'association publie la revue *Casseurs de pub* et le journal *La Décroissance* (45000 exemplaires) et participe aux événements « Journée sans achats » et « Rentrée sans marques ». Pour une vidéo : [http://www.dailymotion.com/video/x7k26s\\_casseurs-de-pub\\_lifestyle](http://www.dailymotion.com/video/x7k26s_casseurs-de-pub_lifestyle)

<sup>208</sup> Pour un exemple de dégradations volontaires : <http://www.youtube.com/watch?v=vJ7O2fQNbAU>.

<sup>209</sup> Le site des « Brigades AntiPub » (<http://bap.propagande.org/>) est un excellent observatoire de toutes activités (légales) des « anti-pub » et recense, par voie de presse, les actions illégales. Voir aussi leurs archives.

<sup>210</sup> <http://www.deboulonneurs.org/>

<sup>211</sup> <http://www.deboulonneurs.org/article43.html>

<sup>212</sup> [www.adbusters.org](http://www.adbusters.org). Pour une autre forme d'intervention non violente contre la publicité urbaine (à Montréal) et le blocage d'un camion publicitaire : <http://www.youtube.com/watch?v=29Mv37igi7k&feature=related>

<sup>213</sup> Le livre (*No Logo* par Naomi Klein) a été traduit en français en 2001 aux éditions Actes Sud.

constellation anti-publicitaire prend des formes plus concrètes en France en 2001 avec les premières actions « sauvages » de barbouillage de publicités. Stopub (première version) naîtra dans la foulée et sera à l'origine de vastes rassemblements non autorisés de « barbouilleurs ». L'année 2003 aura très certainement été la plus faste en termes de mobilisation collective et d'actions d'éclat :

*« La régie gérante du parc publicitaire de la RATP, Métrobus, a chiffré (peut-être largement) à 2440 les affiches « dégradées » à l'occasion de cette première opération. Forte de ce succès, l'expérience est renouvelée le vendredi 7 novembre. Cette fois-ci, 300 à 600 personnes se rendent aux sept points de ralliement. Visiblement débordé, le service de sécurité de la RATP laisse faire et, toujours selon Métrobus, 3722 affiches sont barbouillées ce soir-là. Seul incident notable : vers 23 heures, un groupe de 39 activistes est interpellé par les forces de l'ordre à la sortie du métro Trinité. Entre-temps, la RATP et sa régie publicitaire ont décidé de contre-attaquer. Le 2 novembre, une plainte contre X est déposée. Et le 6 novembre, Métrobus somme la coopérative d'hébergement Ouvaton de fermer « sans délai » le site Stopub, tout en l'assignant en vue d'obtenir les noms des responsables. Ce qui sera chose faite le 1er décembre, en application d'une ordonnance du juge des référés du tribunal de Paris. En réponse à cette procédure jugée disproportionnée, le site Stopub — désormais domicilié aux îles Tokelau (en plein océan Pacifique !) — appelle à une troisième action le vendredi 28 novembre. 800 à 1000 personnes se rendent aux différents points de rendez-vous, mais l'intervention préventive des forces de l'ordre réduit considérablement l'impact de cette opération. 790 affiches sont cependant barbouillées, et cela en dépit de près de 300 interpellations « anticipées » d'activistes, mais aussi d'observateurs, de journalistes et de badauds. »<sup>214</sup>*

Que font donc les déboulonneurs ? Pour autant que nous puissions avoir une visibilité sur cette nébuleuse, ils mènent deux grands types d'action.

La première est la suite des grandes mobilisations de 2003 et 2004, revisitées par le nouveau mode opératoire des actions directes non-violentes : logique de « commandos » aux effectifs restreints (entre 5 à 20 personnes), clandestinité relative des interventions, actions « coups de poing » en de multiples lieux, jeu aux limites de la légalité tout en y restant, mise en visibilité rapide sur Internet, réseaux avec d'autres groupes agissants. Fidèles à leur tradition, l'action principale est de barbouiller les affiches publicitaires avec des slogans, que ceux-ci soient de l'ordre du rejet (« Non à la pub », « La pub tue ») ou de nature plus poétique ou artistique.

Au barbouillage – fer de lance et symbole de l'action – se sont ajoutées récemment deux autres techniques qui essaient graduellement de ville à ville : le bâchage et le recouvrement. Ils répondent à deux logiques différentes, sont réalisés par des groupes beaucoup plus restreints, relèvent de l'action « sauvage » (sans présence journalistique et policière) mais visent à porter le même discours. Le bâchage, si notre enquête est juste, serait une invention de militants de Montauban (Sud-Ouest) visant à résoudre le problème des panneaux de grande dimension situés en hauteur et inatteignables sans échelles. Le procédé est ingénieux<sup>215</sup> : il s'agit de fixer ensemble, à l'aide cordelettes, deux bâches de grande taille sur lesquelles ont été peints les slogans désirés et de lancer le tout, à l'aide de filins, par-dessus le panneau qui

<sup>214</sup> Gattolin A., Lefebvre T. ; « Stopub : analyse provisoire d'un rhizome activiste », *Multitudes*, n° 16, Printemps 2004. A lire sur : <http://www.cairn.info/revue-multitudes-2004-2-p-85.htm>

<sup>215</sup> Pour des démonstrations de la technique : <http://www.youtube.com/watch?v=wvaZrS8RxVA> ainsi que [http://www.dailymotion.com/video/x8d5hr\\_deboulonneurs-montpellier-2008-utop\\_news](http://www.dailymotion.com/video/x8d5hr_deboulonneurs-montpellier-2008-utop_news) Pour l'effet produit : <http://www.youtube.com/watch?v=HZcIfwR3Dsg&feature=related>

se trouve ainsi recouvert des deux côtés, en sandwich. Il ne reste plus qu'à fixer le tout. Retirer le dispositif demande des moyens, ce qui crée une certaine durabilité au discours proposé aux passants. Le recouvrement vise, pour sa part, deux objectifs : contourner le problème légal du barbouillage lié à la dégradation et dissocier l'action du vandalisme et du « taguage ». Il s'agit simplement de recouvrir un panneau urbain (« sucette » ou d'abribus) avec de grandes feuilles de papier ou de carton, de le ficeler à la manière d'un paquet et d'inscrire les slogans anti-pub de son choix sur cette « nouvelle » surface.<sup>216</sup>

Ces militants contre la publicité peuvent aussi compter sur un nouvel allié : le Clan du néon. Ainsi, ce groupe propose-t-il depuis 2008 d'appliquer sa propre technique pour lutter contre le phénomène (le « faire disparaître ») : il s'agit tout bonnement éteindre les panneaux publicitaires, le disjoncteur étant aisément accessible.<sup>217</sup>

Le deuxième type d'action leur est vraiment spécifique et a très largement contribué à leur notoriété<sup>218</sup> et à susciter un débat public, comme le collectif le souhaitait.

Ici comme ailleurs, l'action est un jeu d'enfant – aller écrire des slogans sur des publicités – mais le mode opératoire repose sur la transparence absolue : les actions sont annoncées très à l'avance et médiatisées<sup>219</sup> ; les médias sont convoqués et les forces de l'ordre sont prévenues. De façon concrète, rendez-vous est donné en un endroit de la ville à proximité de celui où sera réalisée l'intervention anti-pub. Journalistes et forces de l'ordre – généralement nombreux – y sont déjà. Le meneur (ou « toppeur ») donne ensuite les consignes générales et la philosophie du mouvement. La troupe se rend alors sur les lieux de la dégradation, dûment accompagnée. Les militants exécutent alors le « barbouillage ». Lorsque le délit est constitué, les policiers interpellent les contrevenants qui, agissant au grand jour et assumant la responsabilité de leur acte,<sup>220</sup> n'opposent aucune résistance. Le but : aller au procès.<sup>221</sup>

Ce faisant, les déboulonneurs ont repris la méthodologie d'action des *faucheurs volontaires* qui, face au vide juridique entourant la culture de plants transgéniques (OGM) ou encore devant l'illégalité des cultures en plein champ, avaient fait le choix stratégique de poser des actes illégaux – individuellement assumés – pour défendre leur cause devant les tribunaux. Sauf qu'ici, point de rassemblements comptant plusieurs centaines de personnes, et donc pas

---

<sup>216</sup> Pour l'action d'Amiens (2008) : [http://www.dailymotion.com/video/x4ci7w\\_action-deboulonneurs-amienois-26012\\_politics](http://www.dailymotion.com/video/x4ci7w_action-deboulonneurs-amienois-26012_politics) et [http://www.dailymotion.com/video/x46p9k\\_le-collectif-des-deboulonneurs-dyam\\_politics](http://www.dailymotion.com/video/x46p9k_le-collectif-des-deboulonneurs-dyam_politics). Dans les vitrines du métro : <http://www.youtube.com/watch?v=Hryw7fq8xCo>

<sup>217</sup> Pour une leçon didactique : <http://www.youtube.com/watch?v=0D823RAk8B0>

<sup>218</sup> Comme en témoigne leur revue de presse : <http://www.deboulonneurs.org/article12.html>

<sup>219</sup> Sur le site Internet et par une liste d'envoi à tous les volontaires ayant donné leur adresse électronique.

<sup>220</sup> Comme le prévoit le manifeste du collectif qui se réfère à Ghandi et prône la désobéissance : « *La non-violence n'est ni passivité ni résignation. Mais une force politique moralement acceptable et qui a fait ses preuves. En privilégiant l'action directe, en excluant l'atteinte à la dignité d'autrui par l'injure ou les coups, en imposant une attitude de respect à l'égard de l'adversaire, l'action non-violente permet de sensibiliser l'opinion publique. La logique de la non-violence exige que ses militants se portent responsables de leurs actes devant les tribunaux (par exemple, quand ils ont opté pour la dégradation volontaire et préméditée de panneaux d'affichage).* » <http://www.deboulonneurs.org/article43.html>

<sup>221</sup> Pour une visualisation des actions et pour l'argumentaire développé, on verra les actions parisiennes de 2009 : [http://www.dailymotion.com/video/x9lfch\\_action-du-collectif-des-deboulonneu\\_news](http://www.dailymotion.com/video/x9lfch_action-du-collectif-des-deboulonneu_news) (Première partie) et [http://www.dailymotion.com/video/x9lfr8\\_action-du-collectif-des-deboulonneu\\_news](http://www.dailymotion.com/video/x9lfr8_action-du-collectif-des-deboulonneu_news) (Deuxième partie). Pour d'autres actions : [http://www.dailymotion.com/video/x96b2f\\_deboulonneurs-paris-25-avril-2009-a\\_news](http://www.dailymotion.com/video/x96b2f_deboulonneurs-paris-25-avril-2009-a_news) (2009); [http://www.dailymotion.com/video/x6wnx8\\_les-deboulonneurs-en-action\\_news](http://www.dailymotion.com/video/x6wnx8_les-deboulonneurs-en-action_news) (2008) et pour une action de 2006 : [http://www.dailymotion.com/video/xgdnd\\_les-deboulonneurs\\_dating](http://www.dailymotion.com/video/xgdnd_les-deboulonneurs_dating)

de maintien de l'ordre. Certes, par la tactique des « commandos », l'action est rendue moins visible aux yeux de l'opinion publique mais là n'est peut-être plus l'objectif poursuivi.

Leur but est plus ciblé : plaider leur cause devant les tribunaux, car ils exigent (entre autres) l'application de la loi de 1979 réglementant l'affichage publicitaire, loi qui n'est que très peu appliquée.<sup>222</sup> Sachant qu'environ un tiers des panneaux publicitaires en France sont illégaux,<sup>223</sup> les juges sont bien impuissants : à chacun de leur neuf (9) procès, les déboulonneurs ont à chaque fois été condamnés soit à verser une amende de 1 euro symbolique, à être dispensé de peine, ou à payer collectivement 100 euros d'amende avec sursis.<sup>224</sup>

Notons d'ailleurs que le collectif dispose de soutiens prestigieux, dont celui du sociologue Edgar Morin – qui a pu à un moment conseiller le président de la République – et de la sympathie de Nathalie Kosciusko-Morizet, alors secrétaire d'Etat à l'environnement.

Les manifestations conservent deux caractéristiques. D'une part, étant ouvertes et n'étant pas conflictuelles avec les forces de l'ordre, elles restent festives : on y joue de l'accordéon, on y chante, on y fait de l'humour. D'autre part, elles ont vocation à sensibiliser l'opinion publique et depuis 2007, l'usage du mégaphone permet de transmettre plus aisément le message voulu aux passants des alentours.

Au plan des revendications, le collectif cherche aussi à obtenir une nouvelle loi (et un décret d'application – ils connaissent les failles légales) restreignant la taille maximale des affiches publicitaires à « celle pratiquée pour l'affichage associatif à Paris : 50 x 70 cm » et demander la limitation de la dimension des équipements urbains d'affichage à une surface de 2 m<sup>2</sup>.

### *Un autre rapport aux forces de l'ordre et un autre type de rassemblement*

Les forces de l'ordre, averties à l'avance, arrivent généralement en nombre – surtout à Paris –, puisque des interpellations sont prévues. Dans certains cas par le passé, elles ont été presque aussi nombreuses que les militants.<sup>225</sup> Actuellement, les vidéos montrent que l'on compte le plus souvent une vingtaine de policiers pour une cinquantaine de manifestants. Ces événements étant des plus pacifiques et visant à se faire interpellé, il est particulièrement cocasse (selon nous) de voir des policiers de la C.D.I. de Paris équipés de boucliers à la fois pour « sécuriser » un panneau publicitaire déjà barbouillé et pour se protéger des manifestants qui réclament d'être « arrêtés » alors que le commandant sur place ne veut procéder qu'à... quatre interpellations.

---

<sup>222</sup> <http://www.latribune.fr/journal/archives/edition-du-1806/business-techno/219011/les-regles-de-l-affichage-pourraient-se-durcir.html>

<sup>223</sup> Sur cette question mais aussi pour une présentation de l'action de Paysages de France, des Déboulonneurs, etc., le reportage de Canal+ : [http://www.dailymotion.com/video/x315ai\\_zapping-deboulonneurs\\_politics](http://www.dailymotion.com/video/x315ai_zapping-deboulonneurs_politics)

<sup>224</sup> Ce « résultat » – conséquence du changement de stratégie opéré par les déboulonneurs depuis 2005 – tranche nettement avec la situation de la fin du mouvement initié par Stopub et qui, en 2003, s'était soldé par des vagues d'interpellations et par la série de plaintes déposées par la régie publicitaire de la RATP (Métrobus, filiale de Publicis) qui demandait 922 000 euros de dommages et intérêts. Mais même en 2004, les tribunaux furent assez cléments : seuls 9 des 62 mis en examen furent condamnés à verser entre 400 et 2000 euros chacun, soit 12 800 euros en tout de dommages et intérêts. (<http://www.liberation.fr/page.php?Article=200879>)

<sup>225</sup> Par exemple, dans cette action de 2006 : [http://www.dailymotion.com/video/x1a2y\\_casseurs-2-pub\\_events](http://www.dailymotion.com/video/x1a2y_casseurs-2-pub_events)

Dans leur étude réalisée en 2003, Gattolin et Lefebvre soulignent la parité hommes-femmes du mouvement et une surreprésentation des 20-35 ans. Six ans plus tard, sur la base de nos observations, il apparaît bien que la parité chez les militants reste une caractéristique de cette forme d'engagement. Toutefois, la palette des âges semble s'être élargie, allant à inclure des quadragénaire et des retraité(e)s tant chez les militants actifs que chez les sympathisants. Les entretiens menés par les auteurs de l'étude montraient l'hétérogénéité des parcours militants (équilibre entre militants chevronnés et nouveaux venus) et la segmentation du collectif, celui-ci reposant plus sur l'agrégation de petits groupes affinitaires que sur une appartenance à un groupe qui serait clairement déterminé.

Par ailleurs, les modes opératoires ont aussi changé depuis 2003. A cette époque, les grands rassemblements de barbouilleurs étaient le modèle dominant et, le phénomène étant alors relativement récent, il fut marqué par un net engouement. Ainsi a-t-on pu considérer que « *compte tenu des interpellations massives opérées par la police, des préjudices énormes avancés par Métrobus, ou encore de la multitude d'actions anti-pub rapportées par les médias à Paris et en province, on peut raisonnablement estimer qu'environ 3000 à 4000 personnes ont participé de manière concrète à ce type d'activisme durant le dernier trimestre 2003* ». <sup>226</sup>

Toutefois, l'organisation « en rhizome » du mouvement fait que l'on aura jamais trouvé 3000 à 4000 personnes rassemblées simultanément en un endroit, rassemblement non autorisé créant un « trouble à l'ordre public ». L'éclatement en de multiples lieux et en diverses temporalités des actions a plutôt généré une multiplicité de « petits troubles » localisés, à Paris mais surtout dans les villes de province. <sup>227</sup> Mais par ailleurs, le mouvement a également connu une véritable mutation avec l'arrivée des déboulonneurs. D'une part, les micro-rassemblements – quelques dizaines, le plus souvent une cinquantaine, ou une centaine de personnes pour les plus grandes actions – demeurent non autorisées légalement, mais elles sont annoncées et ne prennent pas les forces de l'ordre au dépourvu. D'autre part, ces rassemblements ont changé de nature, comme nous l'avons signalé : ils sont bien entendu toujours un moyen d'alerter l'opinion et de sensibiliser le public à la question de l'envahissement de l'espace public par la publicité, mais ils ont inversé le paradigme de la rencontre avec les forces de l'ordre. Celles-ci sont maintenant instrumentalisées pour avoir accès aux tribunaux, transformés en « porte voix » de la cause défendue.

A ce titre, notons la transformation radicale du rôle donné à la « *legal team* » créée au début du mouvement anti-publicité. Dans sa première version (entre 2002 et 2004), l'équipe juridique alors constituée reprenait le modèle de Seattle – organisation de défense des manifestants qui fut très présente récemment au contre-sommet de l'OTAN à Strasbourg – et tenait un rôle similaire : conseils préalables et soutien des personnes interpellées. Dans la mutation de ce mouvement et le déplacement du lieu de « lutte », la « *legal team* » n'est plus périphérique mais au centre même du dispositif de revendication, et dont les avocats, clairement identifiés à la cause, sont à la fois des militants et des défenseurs devant la cour.

Le déboulonneurs ont repris la stratégie générale des faucheurs volontaires ; leurs actions sont un dérivé des premiers « happenings » anti-pub ; la réalisation des opérations est dorénavant indissociable du travail d'une équipe juridique (*legal team*) originaire des mouvements alter-

---

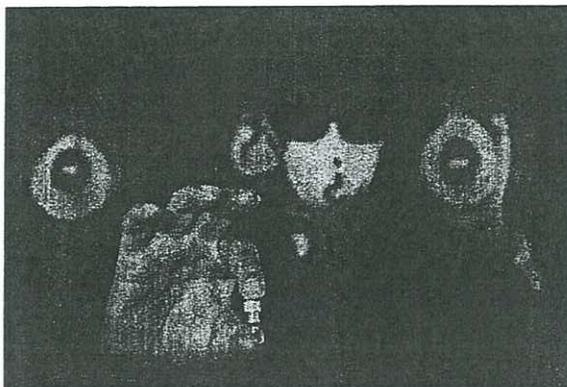
<sup>226</sup> Gattolin A., Lefebvre T. ; « Stopub : analyse provisoire d'un rhizome activiste », *Multitudes*, n° 16, Printemps 2004. A lire sur : <http://www.caim.info/revue-multitudes-2004-2-p-85.htm>

<sup>227</sup> Pour exemple, l'action des déboulonneurs à Evreux : <http://www.youtube.com/watch?v=Fl8aJrdkCaA>

mondialistes. On perçoit mieux, sous cet angle, toute la porosité des « frontières » (tactiques et stratégiques) qui peut être observée entre certains mouvements militants pourtant très différents au plan de leur objet de revendication. Nous y reviendrons à la fin de cette étude.

#### 4.3 - LES DEGONFLEURS : LA ROUE A TOURNE

Ils ont été actifs, ils ne le sont presque plus, ils risquent bien de réapparaître ça et là... Non seulement parce l'objet de leurs griefs roule encore et toujours, mais parce que leur mode d'action correspondait déjà à celui qui est actuellement mis en œuvre par plusieurs autres micro-collectifs. Il peut représenter les formes d'activisme de l'avenir, celles des petits commandos agissant rapidement pour disparaître aussitôt, laissant derrière eux un message de revendication ou d'explication.



Avec les dégonfleurs, les pneus des 4x4 en ville ont fait *pschitt* : « Les dégonflés » et « Pfff » (Paris), les « Mous de la roue » (Lille), les « Raplaplas » (Lyon), « Solid'Air » (Bordeaux), « Les dégonfleurs anonymes » (Grenoble) et les « Flagadas » (Bruxelles) ont agi entre 2004 et 2008 et peut-être agissent-ils encore de-ci de-là. On dénombrerait encore une dizaine de collectifs de ce genre dans différents pays. La simple évocation de ces appellations montre bien que l'humour et le discours ludique se combinent ici aussi à l'action politique, écologiste dans ce cas.

Initiée par le collectif « Les Dégonflés » à Paris<sup>228</sup> (qui détient encore le record de 118 véhicules 4x4 dégonflés en une seule nuit) et rapidement médiatisé – entre autres par le large mouvement de mécontentement des automobilistes concernés – la technique du « commando anti-4x4 » s'est vite répandue à d'autres grands villes en moins d'une année, créant émulation et compétition entre les groupes.

A l'instar du clan du néon, l'action est des plus faciles : dégonfler de nuit les pneus des 4x4 stationnés en ville.<sup>229</sup>

Ici, l'action a une origine relativement datée. En juin 2004, à l'instigation de Denis Baupin, adjoint (Vert) au maire de Paris (pour les transports), un « vœu » a été voté par le Conseil de Paris pour limiter « l'usage des tout-terrains dans la capitale ».<sup>230</sup> Pendant des mois, les débats ont fait rage, opposant d'un côté, les élus entre eux et d'un autre côté, opposant les groupes écologistes (Réseau Action climat France et Agir pour l'environnement) et la puissante Fédération Française de 4x4<sup>231</sup> relayée par la presse et les associations spécialisées.

<sup>228</sup> Une vingtaine de « membres » en 2005.

<sup>229</sup> Et des SUV (*Sport utility vehicle*), véhicules volumineux et gourmands, mais pas nécessairement 4x4.

<sup>230</sup> [http://www.notre-planete.info/actualites/actu\\_357\\_4x4\\_interdiction\\_Paris.php](http://www.notre-planete.info/actualites/actu_357_4x4_interdiction_Paris.php)

<sup>231</sup> <http://www.ff4x4.com/> La FF4x4 regroupe « les grands amoureux de dame nature que nous sommes [qui] rêvent de pouvoir explorer les mille et une merveilles qui nous entourent. » (Préambule de la Charte)

Entre temps, un rapport de l'ADEME<sup>232</sup> concluait aux conséquences environnementales des 4x4 non utilisés selon leurs fonctions initiales mais comme véhicules de ville. En septembre 2005, une manifestation contre les 4x4 en milieu urbain a réuni 200 militants écologistes à Paris, militants qui réclamaient l'instauration d'une taxe sur les véhicules polluants qui soit plus dissuasive que le « malus » proposé par le gouvernement de l'époque.

Le plus intéressant pour nous est que : « *Etaient également présents à la manifestation des représentants du mouvement des Dégonflés, qui entendent attirer l'attention de l'opinion publique en dégonflant nuitamment les pneus de 4X4 choisis au hasard* ». <sup>233</sup>

Dans ce cas comme dans beaucoup d'autres, l'action clandestine n'empêche nullement de s'afficher et participer à des actions publiques – à titre collectif – pour défendre sa cause spécifique (les 4x4) ou une cause globale (l'écologie). Certes, la relation entre une banderole brandie et les actes réalisés ne pourrait être apportée en justice, mais là n'est pas la question : en fait, l'action est à la limite de la légalité. Les dégonfleurs dégonflent, mais ne crèvent pas les pneus et prennent soin de ne pas causer de dommages aux véhicules.

### *Régulation et mode opératoire*

Le respect de la légalité (en fait, ne pas être délictuel) se retrouve dans les principes énoncés : « *Nos méthodes sont en accord avec nos buts : pacifiques et non-violentes. Nous voulons provoquer un débat, faire prendre conscience des dangers liés aux 4x4 afin de les bannir des villes et non pas les détruire* ». L'idée est non seulement de provoquer un débat politique mais également de générer des discussions et des échanges dans les familles grâce au tract qui apporte un argumentaire écologiste<sup>234</sup> et qui est systématiquement déposé sur le pare-brise.

L'action comporte des règles, un code d'honneur, des variantes et un mode opératoire précis.

Le collectif belge des Flagadas est sans doute celui qui a le plus formalisé (de façon loufoque) le code de « bonne conduite » des dégonfleurs. Le « manuel du parfait Flagada » comporte 16 (4x4 !) « commandements » à suivre. Notons en autres : « *Toute crevaison, rayage de carrosserie, destruction de vitre et autres dégradations disqualifient à l'obtention du label et génèrent l'opprobre de la part de l'Ordre Flagada* ». La relation aux forces de l'ordre doivent relever de la coopération : « *En cas d'interpellation policière : la fuite, par contre, tu ne prendras pas. Ton calme tu garderas, aucune forme de résistance ni insultes verbales tu n'opposeras, ton identité tu donneras.* » <sup>235</sup>

Le concept de non-violence implique de ne jamais entrer directement en rapport ou discuter avec les propriétaires des 4x4 (généralement furieux, semble-t-il). Pour les Flagadas belges : « *En cas de rencontre avec un propriétaire de 4x4 : comme nos cousins parisiens, haut et fort ta lâcheté tu revendiqueras. La couardise étant une philosophie sportive, le mot d'ordre donc est : à toutes jambes tu fuiras.* » ; Pour les Dégonflés parisiens : « *Nous n'avons pas envie de nous faire tabasser. Et puis, nous ne nous nommons pas Les Dégonflés pour rien !* ». <sup>236</sup>

<sup>232</sup> Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

<sup>233</sup> [http://www.rac-f.org/article.php3?id\\_article=947](http://www.rac-f.org/article.php3?id_article=947)

<sup>234</sup> Pour un développement argumentaire : <http://generationsfutures.chez-alice.fr/scandale/4x4.htm>

<sup>235</sup> [http://flagadas.blogg.org/themes-devenir\\_flagada-53767.html](http://flagadas.blogg.org/themes-devenir_flagada-53767.html)

<sup>236</sup> *Le Monde*, 24.09.05

Le mode opératoire est relativement standardisé. Le « commando » est composé de trois ou quatre personnes ciblant un quartier résidentiel aisé. Pendant qu'une ou deux personnes font le guet, les deux autres dévissent les valves, y insèrent un gravillon, et revissent le bouchon. Le pneu se dégonfle. Sans doute par souci d'efficacité (rapidité d'intervention et impossibilité de changer la roue et de repartir), seuls deux pneus sur quatre (côté trottoir par mesure de sécurité) sont dégonflés.

Des variantes sont progressivement apparues : maculer de boue (liquide et tamisée pour ne pas rayer la peinture) les véhicules (car ils sont conçus pour la campagne) ou leur apposer des autocollants à l'arrière, stigmatisant l'usage des 4x4 en ville.

Les groupuscules fonctionnent dans une informalité complète et se structurent sur la base d'une interconnaissance préalable. Ce sont des bandes de copains (à majorité masculine) : « *Tout est oral, on se donne rendez-vous comme on le fait pour aller au cinéma* », « *On forme des mouvements "affinitaires" : on se rencontre en concerts, en manif... on n'est pas trop dans les partis, on se décide au dernier moment pour ces actions drôles mais ingrates car elles demandent beaucoup de temps* ». <sup>237</sup>

La composition sociale de ces groupes <sup>238</sup> (très similaire selon nous à celle du « clan du néon » et des « déboulonneurs ») semble relativement homogène. Les âges varient entre 20 et 33 ans, ils sont généralement issus de la classe moyenne et étudiants (en sciences humaines, sciences sociales ou discipline artistiques), salariés (souvent précaires) ou demandeurs d'emploi. Ils partagent une vision politique fondée sur l'écologie et l'anticapitalisme, se détournent des partis politiques de gauche traditionnels et si quelques-uns militent dans des partis alternatifs (LCR) ou des associations écologistes, ils préfèrent l'action directe non violente à l'inaction des partis politiques constitués.

Il est intéressant de souligner que ces collectifs ne se forment pas spontanément : dans le cas des dégonflés, les personnes ayant lancé le mouvement se connaissaient depuis des années. Avant de passer à l'action en 2004, ils avaient participé aux manifestations de protestation contre le Front national en 2002, à des mouvements antimilitaristes ou étudiants en 2003. Avant de dégonfler des pneus, ils avaient mené ensemble des actions anti-publicité dans le métro parisien (dont quelques condamnations en 2004). Développant progressivement des compétences dans le dégonflage, ils ont conseillé les groupes se formant dans d'autres villes.

Conservons ici l'idée de *perméabilité des frontières* sur laquelle nous reviendrons plus loin : militants de partis alternatifs et partisans d'actions directes ; actifs dans l'écologie, et agissants contre la publicité ; visibles et clandestins.

### ***La fin d'un mouvement... qui ressurgira autrement***

Après une période de relative clémence, les tribunaux se sont montrés plus sévères à partir de 2006, passant de la remontrance aux amendes. Les plaintes déposées et le travail des policiers ont mis à mal les mouvements de Paris, Lyon et Bordeaux, à la fois en raison de la pression publique et à cause de la position éthique des militants : se visibiliser par Internet et auprès de

---

<sup>237</sup> [http://degonfle.blogg.org/themes-les\\_degonfles-48779-offset-5.html](http://degonfle.blogg.org/themes-les_degonfles-48779-offset-5.html)

<sup>238</sup> Ce paragraphe doit beaucoup à l'article que *Le Monde* a consacré au mouvement le 24 septembre 2005 et à la rédaction de <http://www.Cafebabel.com>.

médias locaux. Ils furent pour beaucoup identifiés. Ainsi en a-t-il été du groupe Solid'Air de Bordeaux comptant une quinzaine de personnes qui, en trois opérations en autant de mois, avaient dégonflé les pneus de 288 véhicules.

Mais par ailleurs – car on ne touche pas impunément à la propriété privée (et à fortiori à la voiture) des contribuables – les groupes ont été « lâchés » par les leaders associatifs et les personnes politiques qui gardaient jusqu'alors silence. Par exemple, pour un conseiller municipal des Verts : « *Circuler en 4x4 en ville relève de mon point de vue d'un incivisme arrogant ! Mais au dégonflage clandestin, je préfère l'action politique transparente* ». <sup>239</sup>

Là est toute la difficulté de ce type d'action : elle est fondée en valeur mais non légalement. La cause est juste et entendue (au plan moral, chez les politiques et les associatifs) mais le type d'action directe heurte trop de plein fouet la base même de notre société : *le caractère intouchable et sacré de la propriété privée*, même si elle est polluante et sur la voie publique.

C'est pourquoi le caractère politique des actions ne peut être reconnu : en deçà de toutes les positions ou actions politiques possibles et imaginables, *le socle sociétal de l'occident qu'est la propriété privée ne saurait être violé*, même symboliquement par des pneus mis à plat. C'est ce que les dégonfleurs n'avaient pas envisagé.

Vue sous cet angle, la position partagée du DDSP de Gironde et du vice-procureur deviennent compréhensibles :

« *‘Sous les dehors de Robin des Bois, ce ne sont rien d'autre que des délinquants de voie publique’*, gronde Albert Doure, directeur départemental de la Sécurité publique. *‘Derrière cette action collective qui répond à des théories pseudo-écologistes, il y a des faits individuels pénalement répréhensibles’*, rappelle le vice-procureur Thierry Ramonatxo qui entend conclure cette affaire par des convocations en justice pour « *dégradations volontaires en réunion* ». *Les Solid'Air entendent désormais poursuivre légalement leur combat écolo. Quarante et une plaintes ont été déposées à leur encontre.* » <sup>240</sup>

Toutefois, selon un militant : « *De toutes manières, le mouvement se serait freiné tout seul. Ce genre de mouvement écolo ne s'arrête jamais, mais change souvent de modes d'action* ». <sup>241</sup>  
Nous donnons raison à cette personne : les militants sont « multicartes ». Ils provenaient d'un collectif « anti-pub », ils ont dégonflé des pneus. Peut-être éteignent-ils maintenant des néons, peut-être sont-ils devenus des clowns activistes ou organisent-ils des flash-mobs ou des fêtes écologistes dans le métro...

---

<sup>239</sup> [http://www.blogg.org/blog-26990-billet-anti\\_4x4\\_a\\_l\\_attaque-277372.html](http://www.blogg.org/blog-26990-billet-anti_4x4_a_l_attaque-277372.html)

<sup>240</sup> Source inconnue, repris sur : [http://degonfle.blogg.org/themes-les\\_degonfles-48779.html](http://degonfle.blogg.org/themes-les_degonfles-48779.html)

<sup>241</sup> <http://www.cafebabel.com/fre/article/3186/gare-a-ton-4-x-4.html>

#### 4.4 - LES BRIGADES ACTIVISTES DES CLOWNS : LA NON-ACTION EFFICACE

Si les clowns des BAC énervent, embêtent, distraient et pèsent sur le travail des forces mobiles (comme nous le confiait un commandant d'escadron), comme une mouche dont on n'arrive pas à se débarrasser, mission accomplie. Car là est justement l'objectif poursuivi. Et si les clowns sont embêtants, c'est qu'il ne s'agit pas de militants déguisés en clowns, mais de clowns. De simples clowns. Des clowns qui agissent en clowns, dont le mode opératoire n'est pas celui des activistes classiques, mais une façon d'agir qui leur est spécifique.

Le but général est de montrer par la dérision, de ridiculiser pour mieux dénoncer. Ridiculiser le pouvoir, l'Etat, les politiques gouvernementales et les forces de l'ordre en tournant en ironie les idées, les discours, les actions.



L'action des clowns consiste – et là est sans doute l'un des ressorts de sa force – à se calquer, en caricaturant à l'extrême, sur ses cibles : mimer les forces de l'ordre, faire son défilé militaire, etc. Mais les clowns ne sont pas sérieux : ils sont ridicules. Mais en étant ridicules, ils entraînent ainsi dans le risible l'objet même de leur action. Ils sont avec le pouvoir, pour le pouvoir, comme le pouvoir, qu'ils montrent avec leur loupe grossissante. En créant un univers de folie, « les limites entre monde réel et fictif se confondent, la démence se trouve finalement du côté du pouvoir ».<sup>242</sup>

Les appellations des groupes vont évidemment dans ce sens : les BAC (Brigades Activistes des Clowns) à Paris, les CRS (Clowns à Responsabilité Sociale) à Clermont-Ferrand, le GIGN (Groupe d'Intervention des Gros Nez) à Lyon, la CAC40 (La Chti Armée des Clowns Qu'in rente euh'dans !) à Lille, pour n'en citer que quelques uns.

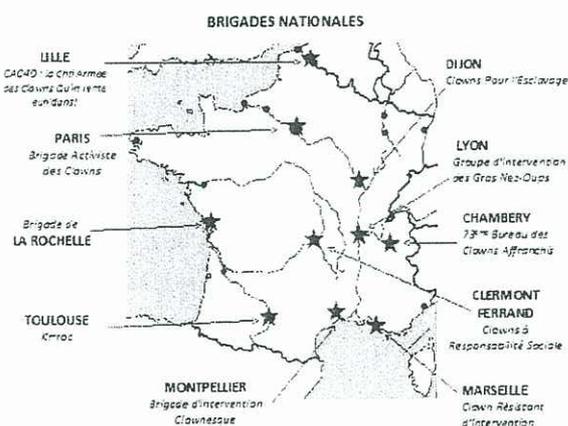
Le mouvement de l' « Armée des clowns » est présent dans la plupart des pays industrialisés. Originaire de Grande-Bretagne, sa première irruption publique remonte à novembre 2003 pour manifester contre la venue de Georges W. Bush au Royaume-Uni et comme forme de protestation contre la guerre en Irak. Mouvement fondamentalement non-violent, la « Clandestine Insurgent Rebel Clown Army (CIRCA) aura des répercussions dans la plupart des pays occidentaux, à la fois dans/par les réseaux altermondialistes et par sa médiatisation. On compte dorénavant des groupes aux Etats-Unis, au Canada, au Brésil, en Grande-Bretagne, en France, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Belgique et en Israël.<sup>243</sup>

<sup>242</sup> [http://politechnicart.free.fr/index.php/BRIGADE\\_ACTIVISTE\\_DES\\_CLOWNS](http://politechnicart.free.fr/index.php/BRIGADE_ACTIVISTE_DES_CLOWNS). Cette idée fondamentale est également formulée par des membres fondateurs du mouvement britannique (Kolonel Klepto et Major Up Evil), dans : « The Clandestine Insurgent Rebel Clown Army goes to Scotland via A few Other Places », disponible sur : <http://www.labofii.net/docs/kolonel%20klepto%20and%20major%20up%20evil.pdf>

<sup>243</sup> Plus de détails sur les groupes nationaux, on consultera leurs sites Internet. Pour l'Angleterre et le Royaume Uni (CIRCA) : <http://clownarmy.org/> ; pour le Danemark (L'armée Danoise) : <http://www.klovne.net/> ; pour les Pays-Bas (Les Clolonels Hollandais) : <http://www.clolonel.nl/> ; pour le Canada (BROUHAHA du Québec) : <http://brouhahabataillon.spaces.live.com/> ; pour la Belgique : <http://www.clownarmybelgium.org/> (Le bataillon Belge) ; pour Israël : (The Smile liberAction Front) : <http://www.tsif.info/drupal/> .

Selon notre interprétation, la CIRCA a des précédents : des « pink blocs » (parallèles au black blocs) sont apparus à Prague en 2000 (sommet du FMI et de la Banque Mondiale) avec un certain succès. Ils ont été repris à Gênes<sup>244</sup> en 2001 et, par après, à Evian<sup>245</sup> en 2003. Le fondement festif – on y dansait la samba autour des forces de l'ordre pour les neutraliser – y était donc présent, tout comme l'idée de tourner en dérision le système d'oppression capitaliste et ses représentants ; et le tout, en cherchant à dépasser les limites entre violence et non-violence.

En France, la première apparition publique des Brigades activistes des clowns date du 1<sup>er</sup> mai 2005 (MayDay, sur les jeux olympiques) mais l'attention des médias et la notoriété viendra avec la « karchérisation » de la mairie de Neuilly sur Seine en novembre 2005, action qui deviendra leur symbole et qui sera citée à chaque reportage. Il s'agissait alors, pour les trente clowns présents, de nettoyer (au pistolet à eau, au vaporisateur et au plumeau tricolore) la « mairie-voyou » afin de faire connaître, devant les médias invités, le non respect de la loi SRU imposant aux communes d'avoir 20% de logements sociaux sur son territoire. Depuis lors, l'un des arguments les plus puissants des clowns est d'*entrer dans la loi* et de vouloir qu'elle soit respectée, en montrant par l'action comico-ridicule qu'elle ne l'est pas, là où elle devrait l'être en tout premier lieu.



Il est difficile d'évaluer l'activité réelle des clowns, en raison de l'éclatement des groupes et parce que toutes les actions ne sont pas répertoriées. Si l'on ne se base que sur les actions revendiquées par les BAC parisiennes, la « production » annuelle est assez inégale : 9 en 2005 (première année), 22 en 2006, 5 en 2007, 11 en 2008 et 5 ou 6 pour la première moitié de 2009.<sup>246</sup>

Si les BAC sont certainement les plus connus des groupes de clowns et qu'ils jouent un rôle fédérateur non négligeable au plan

national, on compte pas moins de dix (10) groupes (ou, selon une terminologie parfois utilisée en interne, des « troupes ») constitués sur le territoire.<sup>247</sup> L'organisation n'est ni centralisée ni hiérarchisée et les groupes – qui peuvent se rejoindre pour des actions d'envergure – restent très autonomes. La carte nous en fournit une vision générale.<sup>248</sup>

<sup>244</sup> Juris, J. S.; « Violence Performed and Imagined: Militant Action, the Black Bloc and the Mass Media in Genoa, *Critique of Anthropology*, n°25, 2005. (<http://coa.sagepub.com/cgi/content/abstract/25/4/413>)

<sup>245</sup> Anonyme ; *Evian 2003. Il faut éliminer le G8 (mais pas seulement) – Quelques réflexions, récits et communiqués*, Zanzara athée. Disponible sur demande à : zanzara@squat.net

<sup>246</sup> Pour une liste des actions avec photos et vidéos : <http://www.brigadecloons.org/index.php?title=2008> puis changer 2008 pour 2007, 2006 et 2005, ou [http://www.brigadecloons.org/index.php?title=Current\\_events](http://www.brigadecloons.org/index.php?title=Current_events)

<sup>247</sup> Réprimons Gaïement (RG) à Toulouse, Art Nez Rouge à Rennes (<http://artnezrouge.free.fr/>), Greenpitres à La Rochelle (<http://greenpitre.canalblog.com/>), CAC40 à Lille (<http://cac40.zeblog.com/>), le 73<sup>e</sup> Bureau des Clowns Affranchis (BCA) à Chambéry (<http://bca73.free.fr/>), Clowns à Responsabilités Sociales (CRS) à Clermont-Ferrand (<http://clomidettes.fr/>), Groupe d'Intervention des Gros Nez (GIGN) à Lyon. Pour une liste des brigades et photos : [http://www.brigadecloons.org/index.php?title=Brigades\\_Nationales](http://www.brigadecloons.org/index.php?title=Brigades_Nationales). Si des groupes semblent se former à Lannion ou Nantes, d'autres par contre disparaissent (Grenoble) ou ne répondent plus... (Marseille, Dijon). Par ailleurs, nous ne sommes pas convaincus de l'existence réelle du « Narine's Corp », ni des « Benêts verts ». Tous ces groupes semblent compter entre 4 à 10 membres chacun.

<sup>248</sup> Source de l'image : <http://politechnicart.free.fr/index.php/Image:Brigadesfrance.jpg>

Conformément aux pratiques du nouvel activisme, les groupes sont constitués sur la base de relations affinitaires et par cooptation. S'il existe des noyaux stables qui portent la continuité des groupes, ceux-ci demeurent à « géométrie variable » quant aux « membres » (ici, cette notion n'a que peu de sens : on participe ou pas, selon les situations, les envies de chacun et le type d'action envisagé). La coordination des « troupeaux » semble également aléatoire.<sup>249</sup>

Selon ce que nous avons pu en voir, il n'y aurait eu qu'une cinquantaine de clowns pour l'action du 14 juillet 2009, issus des Brigades activistes de clowns et des Greenpitre de Vendée, qui apparaissent être les deux groupes, sinon les plus actifs, qui ont le plus d'accointances. Si les autres groupes « existent » en province, leurs actions locales ne mobilisent que 4 à 6 clowns, sauf pour des rassemblements collectifs, comme celui du 1<sup>er</sup> août à la presqu'île de Crozon<sup>250</sup> contre les sous-marins nucléaires (bien que le nombre total de participants ne soit pas connu). A Strasbourg, les actions collectives menées par les clowns français uniquement – et devant les médias, c'est toujours le principe – ne rassemblaient qu'une vingtaine de personnes.

Si les actions peuvent être coordonnées ou simultanées (comme à Strasbourg), l'articulation est relativement lâche et floue. Le fonctionnement est dit « en essaim » (*swarming*) en petits groupes allant de 5 à 15-20 personnes, selon les « forces » disponibles.

### *Mode opératoire*

Leur mode opératoire est généralement particulièrement efficace parce qu'il ne répond pas à une logique particulière ou pouvant être anticipée.<sup>251</sup> Les clowns combinent deux répertoires d'action opposés : celui du *loufoque*, propre à l'art clownesque voire au cirque, et celui de la *désobéissance*, de braver les interdits, les règles sociales de distance et de déférence face à l'autorité. En contredisant les normes implicites des règles sociales de la rencontre publique, ils créent gêne, malaise, embarras et impuissance. « *Que faire ?* » demandait un gendarme nous relatant l'embarras causé par une douzaine de clowns qui les suivaient partout et faisaient justement... les clowns.



*Clowns allemands*

<sup>249</sup> Comme pour le sommet du G20 à Strasbourg de 2009 où les groupes de plusieurs pays ont pu se rencontrer et échanger. Selon les blogs et les sources journalistiques, on peut estimer à une centaine de nombre de clowns (de toutes origines) présents à Strasbourg pour créer une « zone rose ». (L'Express.fr, 03/04/2009)

<sup>250</sup> Endroit que les clowns connaissaient déjà, pour avoir « participé » au Festival du bout du monde en 2008. Comme pour les désobéissants, le divertissement est aussi à l'ordre du jour : « - communication non-violente, positionnement philosophique, entraînement de l'Armée des Clowns, débats et échanges sur le nucléaire militaire, projections diverses, le tabou du nucléaire en presqu'île de Crozon, bilan des actions 07/08. / - pétanque, pastis, ballade en bord de mer, bain de minuit, feux de bois, atelier chamalots, crêpe partie... » (<http://desarmonsboutdumondesansnucléaire.blogspot.com/2008/07/rencontre-militerre-au-festival-du-bout.html>)

<sup>251</sup> Sauf pour leur défilé MilliTerre du 14 juillet 2009 pour lequel – pour une question de délai semble-t-il – ils n'ont pas pu obtenir d'autorisation préfectorale. Ils se sont donc fait refouler et interpellé, mais après plusieurs courses-poursuites dans le jardin des Tuileries. Ils ont toutefois pu monter sur des chars et « poser » sous les roues de VBL dans des flaques de « bain moussang » rouge pour illustrer la « guerre propre ». On trouvera moult reportages avec photos sur Internet et sur leur site officiel : <http://www.brigadecolons.org>

Comment garder une prestance, une transcendance, une grandeur ou une supériorité issue de son rôle de gardien de l'Etat lorsqu'on se voit ainsi caricaturé, en toute légalité ?

Ainsi, pour leur « travail » auprès des forces de l'ordre, il s'agit de tourner en dérision les positions, attitudes, déploiements et mouvements en mimant le répertoire d'action : s'approcher au plus près et rester immobiles, garde-à-vous, fasse charge, fouilles, etc. : « *Pendant une manifestation ou une action, les clowns s'approchent des policiers qui encadrent, miment leurs postures viriles et leur envoient des bulles de savons. Ils peuvent aussi tenter toute forme d'action qui déstabiliserait la police, qui n'a pas l'habitude de se confronter à des clowns, comme par exemple se cacher dans des poubelles, se mettre à ramper ou avancer en courant et en rang comme une armée.* »<sup>252</sup>

Les attributs et équipements militaires (et des forces de l'ordre) sont particulièrement visés et objet de créativité : boucliers en cœur ou à froufrous, casques passoires ou en entonnoirs, pistolets à eau ou bâtons de mousse, tibiazooka (bazooka en plastique tirant un tibia), char d'assaut « amoureux » en carton-pâte, plumeau tricolore (pour une République propre), flash-bulles (flashball à bulles), parapluies nucléaires, instruments de musique (militaire, bien sûr) ; le tout avec des treillis bariolés de rose, sans compter l'incontournable nez rouge.<sup>253</sup>

Si les clowns tournent autour des forces de l'ordre, ils ont bien d'autres combats. En réalité, ils les épousent tous. Et c'est en cela qu'ils s'insèrent dans la nébuleuse des désobéissants dont ils sont assez proches. Ils peuvent nettoyer une préfecture (finances publiques), contrôler un mariage réel pour vérifier la monogamie du couple (chasse aux mariages de sans papiers), réaliser des contrôles d'identité au Fouquet's, déposer des maisons de carton devant une mairie (loi SRU sur les logements sociaux<sup>254</sup>), s'engager dans les actions pour la recherche et l'université (opération « tri des cerveaux »<sup>255</sup>), déposer un « livre noir » sur la santé à la ministre R. Bachelot, décontaminer les voitures des passants près d'une centrale nucléaire après un accident, assister en tenue de clown ultra-catholique au passage du pape, procéder à l'« incarcération du nuisible africain "Chiracus africanus" » lors d'un sommet France-Afrique, déambuler lors d'un Plan Vigiclown, réaliser des manifestations ironiques sur les hommes politiques, etc. etc. Leur « combat » prend également appui sur une richesse et une créativité linguistique qu'on peut vraiment qualifier de remarquable. En ce sens, 2006 fut une année exceptionnelle pour le mouvement.

Si leurs actions sont très diversifiées, on remarque qu'outre les événements républicains (le 14 juillet) ou internationaux (sommet de l'OTAN), les relations avec d'autres groupes militants, occasions pour les clowns de se regrouper, s'établissent pour l'essentiel autour de la cause écologiste, notamment autour du réseau Sortir du nucléaire : « attaque » de l'île Longue (base de sous-marins nucléaires), « action » contre le réacteur EPR à Dieppe, etc.

Les convergences nationale et internationale des pratiques s'expliquent en grande partie par l'usage d'Internet : textes, photos, vidéos, etc. Mais deux autres facteurs entrent à notre avis en ligne de compte. D'un côté, des formations sont régulièrement offertes par la plupart des groupes constitués, locaux ou nationaux, que ce soit en France, au Québec ou au Royaume-Uni. Ce sont des stages pratiques, généralement de deux jours et souvent en milieu rural, à

---

<sup>252</sup> [http://fr.wikipedia.org/wiki/Clandestine\\_Insurgent\\_Rebel\\_Clown\\_Army](http://fr.wikipedia.org/wiki/Clandestine_Insurgent_Rebel_Clown_Army)

<sup>253</sup> Dont ils affublent maintenant les forces de l'ordre sur les photographies pour rendre anonymes les personnes.

<sup>254</sup> <http://cequifautdetruire.org/spip.php?article913>

<sup>255</sup> <http://www.article11.info/spip/spip.php?article306>

l'occasion d'autres événements (comme lors de Camp Action Climat des Landes prévu en août 2009). Ces formations peuvent en partie expliquer l'uniformisation observée. D'un autre côté, entre clowns, on se crée des réseaux et on s'associe. Si la mobilité des jeunes générations est fort connue, on peut supposer que les clowns ne sont pas que des clowns mais aussi des militants de différentes causes. Ainsi, depuis deux ans, le collectif des désobéissants (proche des anti-nucléaires) offre aussi des formations de clowns (ce qui n'est pas étonnant, au vu de ce que nous avons apporté au chapitre précédent), grâce à « Fredeuh », clown (de CAC40, croyons-nous) « prestataire de service » de par sa double « appartenance ».<sup>256</sup>

### *Éléments de prospective*

Comment le mouvement évoluera-t-il ? Il restera certainement encore actif plusieurs années, si l'on en croit la multiplicité des émergences locales, même si le nombre total de clowns véritablement actifs n'est sans doute pas très élevé. Peut-être pourrions nous l'estimer, pour la France, entre trente et cinquante personnes.

Dans une vision de prospective, deux problématiques méritent d'être soulevées : la question de l'engagement politique et celle du renouvellement du mouvement.

L'engagement. Nous l'avons signalé, les clowns ne se veulent pas « militants » à proprement parler et si la tendance générale est bien évidemment de gauche et/ou anarchiste, « *on ne parle pas de politique* ». Malgré tout, elle y est. Et deux tendances se dessinent qui, si elles ne se résolvent pas autrement que dans le non-dit, risquent de faire éclater le mouvement.

La première est la tendance militante. Elle est à l'origine britannique de la *Clown Army* et transparaît dans certaines « antennes » locales. Cette tendance énonce des principes d'action politique par le biais de chartes et de déclarations de principes.<sup>257</sup>

*« Nous sommes une armée car nous vivons sur une planète en guerre permanente. Une guerre d'argent contre la vie, de profit contre la dignité, de progrès contre le futur. Car une armée qui se gave de morts et de sang et qui chie de l'argent et des toxines mérite un corps obscène de soldat déviant. Seulement une armée peut déclarer une absurde guerre à une guerre absurde. Le combat requiert de la solidarité, discipline et engagement. Seuls les clowns sont des personnages pathétiques mais en groupe et en troupeau, en brigade et bataillon ils sont extrêmement dangereux. Nous sommes une armée car nous sommes en colère [nous soulignons] et là où les bombes échouent nous pouvons réussir avec des rires moqueurs. Un rire a besoin d'un écho. Nous sommes la CaC40 car nous sommes approximatifs et ambivalents, jamais ici, ou là, mais dans les places, les lieux les plus puissants, quelque part entre l'ordre et le chaos. »* Adaptation et traduction d'un texte de la Clandestine Insurgent Rebel Clown Army par le groupe CaC40 (La Chti Armée des Clowns Qu'in rente euh'dans...)

La deuxième tendance est libertaire et se traduit par une volonté de ne pas avoir de discours politique ou militant. Dans ce cas-ci, le clown est plus clown que militant (ce qui ne signifie pas que son action de ridiculisation soit moins efficace).

<sup>256</sup> <http://www.magazine-avantages.fr/l-humour-nouvelle-arme-de-protestation.129.6212.asp>

<sup>257</sup> On en trouvera un exemple (traduction partielle de la déclaration britannique) sur : <http://www.monde-solidaire.org/spip/spip.php?article4864>

*« Le 73eme BCA est une brigade clownesque. Les clowns et les clounes du 73eme BCA sont des irresponsables, fiers de leur état et affranchis de la société, solidaires et attachés à leurs missions et à leurs traditions. Leur capacité d'adaptation à un environnement complexe et à des circonstances évolutives constitue leur qualité première. Ils s'inscrivent dans la lignée du 7e et 13e BCA, et n'ont donc aucune idéologie politique ni revendication si ce n'est le parti pris d'en rire.... (...) Unie par une fraternité forgée dans l'action et entretenue quotidiennement, la grande armée des clowns a à cœur de prouver, comme tant d'autres, son incompétence ; elle tient à cette spécificité qu'elle met au service du pays. »*

Si « l'ironie sans arrière-pensée n'est que bouffonnerie », les deux tendances sont politiques. Mais la question des « clowns qui sont des clowns », des « clowns qui sont militants » et des « militants déguisés en clowns » reste parfois entière pour cette forme d'action. Toutefois, dans les deux cas, l'armée des clowns – certes qui n'existe que dans ses coups d'éclat – aura su trouver un nouveau langage envers le pouvoir, l'Etat et ses représentants.

*« La Brigade des Clowns a sans doute, de tous les militants, trouvé le rapport le plus efficace aux forces de l'ordre, surnommées « nos collègues en bleu ». À la question : « Comment éviter la police ? », ils répondent : « Pourquoi éviter la police ? En voilà une idée absurde. Ce sont nos collègues, la question serait plutôt : où aller boire un coup avec la police ? » ce qui est, en fin de compte, plus subtil encore que le bon vieux « CRS = SS », bien sûr, mais aussi que la non-violence : puisqu'en mettant les forces de l'ordre de leur côté, les Clowns créent un véritable dérèglement de l'ordre. Les Clowns sont les plus vains (vanité revendiquée : « Ils étaient dix clowns d'après la police, dix mille policiers d'après les clowns »), mais sans doute, justement à cause de ça, les plus justes (...) »<sup>258</sup>*

Le renouvellement du mouvement. Il semble bien que les initiateurs du mouvement soient progressivement « passés à autre chose »<sup>259</sup>, que ce soit à Paris ou en province.<sup>260</sup> Une relève existe, des jeunes – nous supposons une moyenne d'âge assez basse – étant « séduits »<sup>261</sup> par les actions médiatisées des clowns et par le mode de fonctionnement, « qui respecte l'autonomie des individus. Quand quelqu'un a envie de dénoncer quelque chose, il le propose. Si tout le monde est d'accord, on imagine une action et on la met en œuvre ». Ce fonctionnement – décentralisé, autonome, consensuel, apolitique et « à la carte » – correspond aux modes de structuration des micro-collectifs caractéristiques des nouvelles formes de militance. Et il répond au désir de « passer à l'action » hors des grandes structures militantes.

Toutefois, il ne favorise que peu les « grands » rassemblements de clowns qui ont, eux, une portée politique, qu'elle soit nihiliste ou écologiste. L'essoufflement ou le renouvellement du mouvement – tout comme son mode d'action – dépendra en grande partie de l'évolution de sa coloration idéologique : dénoncer tous ensemble une cause commune ou dénoncer chacun sa cause, chacun de son côté ? La problématique semble encore en suspend.

---

<sup>258</sup> Lætitia Bianchi, dans *Dossier Résister* sur : [http://www.le-tigre.net/IMG/pdf/TM\\_16330\\_SVsnIA.pdf](http://www.le-tigre.net/IMG/pdf/TM_16330_SVsnIA.pdf)

<sup>259</sup> <http://www.telerama.fr/monde/la-politique-du-pitre.37186.php>

<sup>260</sup> Entretien avec l'initiatrice des C.R.S. (créés en 2005 à Clermont-Ferrand) dans le numéro spécial « Le clown et le politique », *Culture Clown*, n°15, 2009.

<sup>261</sup> <http://www.telerama.fr/monde/la-politique-du-pitre.37186.php>

#### 4.5 - LES ACTIONS « COUP DE POING » (ETUDIANTS)

Les mouvements étudiants – dont celui du printemps 2009 que nous avons pu observer<sup>262</sup> – ne se contentent plus, ou du moins de moins en moins, de rester dans les murs des universités ou des lycées. Ils en sortent pour faire apparaître leurs revendications et leurs luttes dans l'espace public, non plus seulement sous forme de défilés et de manifestations mais de façon éruptive par des « actions ».



##### *Définition*

Les « actions » ou « actions coups de poing » consistent à opérer des « coups d'éclat » mais ceux-ci peuvent avoir des morphologies très différentes et avoir tantôt pour objectif de visibiliser l'objet des revendications, tantôt de mener une « lutte » contre les instances dites « répressives », qu'elles soient économiques (grandes entreprises) ou institutionnelles (Etat « capitaliste »).

Les objectifs variant, la nature même des « actions » est très diversifiée. Les différents exemples apportés ci-après montrent que les mouvements étudiants n'apparaissent pas aussi imaginatifs qu'on pourrait le croire au titre de leur « jeunesse » ou de leur créativité supposée. Les « actions » étudiantes tendent à reproduire ce que leurs aînés ont déjà mis en œuvre, que ce soit dans le cadre d'un mouvement local et spécifique (démembrements) ou mondial et anticapitaliste (réductions économiques). Examinons quelques exemples d'« actions ».

**Actions de « réduction économique »** (dites aussi « autoréduction » ou autodistribution, actions de type « Robin des bois »). Découlant du mouvement de protestation italien des années 1970 (donc sautant une génération) et connues par le biais d'écrits prônant l'« action directe »<sup>263</sup> diffusés par Internet, l'action de « réduction économique » consiste à se saisir de marchandises – alimentaires ou autres – dans des magasins ou grandes surfaces. Considérées comme une forme de « juste prélèvement » face à l'accumulation des profits marchands, les actions de « réduction » sont surtout centrées – nous connaissons deux exemples – sur la préemption de produits alimentaires de base devant, par la suite, être redistribués aux plus nécessiteux, que ce soit par don direct (à des SDF) ou à la criée (installation des caddies sur une place publique et appel aux passants à se servir).<sup>264</sup> S'obligeant à construire une légitimité

<sup>262</sup> A l'université de Toulouse-Le Mirail, bloquée pendant plus de trois mois.

<sup>263</sup> « On parle d'un mouvement social « autonome », car autonome des partis et des syndicats. Refusant la délégation et la représentation, les exploité-e-s se préoccupent de prendre en charge leurs besoins, sans médiation, sans confiance dans les institutions, ici et maintenant, sans attendre une hypothétique et lointaine révolution préparée par des élites. En 1973, la crise apparaît en Italie comme dans les autres pays occidentaux. Le Parti communiste (PCI) et les syndicats appellent la population à se serrer la ceinture, mais les comités autonomes répondent que les prolétaires n'ont pas à se sacrifier pour la bonne marche de l'économie, et défendent plutôt le vol et l'auto-réduction. L'auto-réduction, ça consiste à refuser ensemble de payer le prix demandé pour différents services, l'électricité, le téléphone, les transports, les loyers, et même la nourriture et les autres biens de consommation. On paye soit l'ancien prix (lorsqu'il augmente), soit moitié prix, soit rien du tout. Cette forme de désobéissance va se répandre comme une traînée de poudre dans tout le pays, souvent soutenue par les ouvriers des services concernés. » Extrait de : *Tout doit partir* n°1 (juillet 2008).

<sup>264</sup> Une variante (pique-nique en supermarché) est traitée dans le troisième chapitre.

de leur action – autrement que par la rhétorique – les leaders de ces actions tentent (parfois avec succès, comme dans l'affaire du Monoprix sur laquelle nous reviendrons) de négocier avec le gérant de l'enseigne une quantité ou une valeur globale de marchandises qu'ils peuvent s'approprier pour redistribution.

**Opérations péage gratuit.** Cette action est connue de longue date et représente presque un passage obligé pour nombre de professionnels en lutte ou en grève, y compris pour le corps des enseignants. L'expérience syndicale, transmise aux jeunes leaders n'est peut-être pas absente. Le mouvement étudiant ne brille donc pas ici par sa spécificité, sauf en termes de logistique et d'expérience. L'intérêt de cette « action » tient à ce qu'elle relève à la fois de la « réduction économique » (péage gratuit) et de la visibilisation (distribution de tracts), ce pourquoi elle peut être prisée. Toutefois, elle reste moins fréquente que d'autres actions car... il faut s'y rendre. Le secret entourant les actions s'évanouit rapidement dans les assemblées générales lorsqu'on y fait appel à rassemblement de tous les étudiants disposant d'une voiture.

**« Démembrements » d'institutions de l'Etat.** Inspirée par le « démontage » du restaurant McDonald's de Millau en 1999 par José Bové et la Confédération paysanne (pour protester contre la position de l'OMC autorisant les barrières douanières américaines sur le fromage au lait cru entre autres), l'action de « démemberment » consiste à envahir en grand nombre une agence d'un service de l'Etat – une ANPE, dans le cas que nous connaissons – et de « sortir » sur la voie publique tout ce qu'elle contient : mobilier, ordinateurs, archives, etc. Réalisée de façon subite, massivement et pacifiquement (sauf pour quelques militants radicaux), cette action laisse le plus souvent les salariés pantois et se termine avec l'arrivée des forces de l'ordre. Le choix des « cibles » découle d'une lecture de l'implication attribuée du service en question dans le processus global de précarisation – « complicité » avec le capitalisme, dans le cas de l'ANPE – mais également à la faveur de la faisabilité (connaissance préalable).

**Occupations de locaux administratifs.** Reine des « actions » collectives non autorisées, l'occupation de locaux administratifs – présidences d'université, rectorat d'académie, etc. – pour une durée indéterminée par un nombre variable de participants (de quelques dizaines à quelques centaines) est particulièrement fréquente parce qu'elle est ciblée, nécessite peu de moyens ou de planification et permet d'agir localement dans un délai très court (tel que suite à une assemblée générale). L'objectif peut être de chercher à se faire entendre, d'obliger une décision ou de stopper le déroulement d'un fonctionnement (comme empêcher les étudiants non grévistes d'entrer dans l'université).

**Blocages urbains (voies de circulation, voies ferrées).** En tant qu'action d'entravement, les blocages – parfois aussi les opérations de filtrage – ont pour fonction de troubler la circulation des personnes et des marchandises afin de faire connaître les revendications. Ces opérations sont efficaces : le ralentissement des automobilistes aux heures de pointe pour distribution de tracts en plusieurs points d'une rocade urbaine peut créer de longs bouchons. C'est pourquoi ces actions restent de courte durée : après un certain temps, le coût l'emporte sur l'avantage, la colère des automobilistes engendrant un rejet de la cause défendue et la perte du « capital sympathie » originel. Cette courte temporalité est également stratégique puisque elle limite les capacités d'intervention des forces de l'ordre en termes de mobilisation, d'autant que les actions se déroulent en plusieurs points et que l'infraction n'est constituée qu'au moment même de l'entrave à la circulation et que celle-ci peut impliquer une centaine de personnes. Une variante peut être trouvée dans l'occupation des voies ferrées dans les gares. Ici, pas de distribution de tracts mais volonté de perturber le trafic dans une double logique. D'un part, faire connaître leur force de mobilisation pour la cause qu'ils défendent. Mais d'autre part, ces

blocages se situent parfois dans les gares de triage. L'objectif poursuivi rejoint l'action de « réduction économique » (bloquer la circulation des marchandises) tout en conservant sa légitimité publique (ne pas perturber le trafic passager).

### *Modes opératoires et participants*

Les « actions » dans l'espace public, forme particulière des nouveaux rassemblements, ont deux caractéristiques spécifiques : les modes opératoires et l'hétérogénéité des participants. Et la première explique la seconde.

Le fonctionnement concret de ces « actions » et donc leur mode de constitution ne peuvent se comprendre qu'à la lumière du fonctionnement « démocratique » des mouvements étudiants qui est une variante des procédures de démocratie politico-syndicale. Les mouvements sont ainsi organisés par un « comité de lutte » ouvert, dont la composition est mixte (syndicalistes, autonomes, divers), et qui tire sa légitimité de l'assemblée générale des étudiants : il n'est pas décisionnel.<sup>265</sup> Le comité de lutte constitue des « commissions » diverses (communication, partenariats, etc.) qui regroupent des participants et des « élus » (porte-parole, délégués), dont une commission « actions » chargée d'organiser celles-ci.

Or, les membres des comités de lutte partagent une culture du secret et une forme de paranoïa à l'égard des services de renseignement de la police (ils n'ont pas tort : ils sont à nos yeux complètement infiltrés, les policiers ayant souvent été sur place au moment des « actions »). Par conséquent, la nature des actions n'est pas débattue en assemblée générale, tout comme elles ne sont pas préalablement divulguées. Elles sont conçues par un cercle très fermé au sein des « commissions actions » et ensuite proposées « à l'aveugle » aux étudiants en assemblée, auditoire pouvant compter jusqu'à deux mille personnes. Si certaines « actions » peuvent être devinées (appels aux propriétaires de voitures, rendez-vous à proximité d'une gare) ou des besoins anticipés (« apportez des foulards »), la nature exacte reste confidentielle.

C'est donc sous le double signe – certes paradoxal ! – du secret et de la démocratie que les actions sont organisées par une « élite » activiste dont les liens sont souvent très personnels. Les participants – entre 50 et 300 personnes pour les actions étudiées – « suivent » ainsi les consignes établies (lieux de rendez-vous, logistique, etc.), et découvrent au dernier moment l'objet de l'action : réduction économique, blocage, occupation, démembrement, etc.

Par contre, la nature hétérogène – pour ne pas dire hétéroclite – du groupe peut réapparaître lors du passage à l'acte. Si les « actions » sont généralement vues comme pacifistes par la très grande majorité des manifestants – voire même ludiques par la libre appropriation de l'espace public – les « ultras » veulent plutôt en découdre (socialement parlant, pas nécessairement avec les forces de l'ordre) avec la société et mener l'action de façon efficace.

### *Relations avec les forces de l'ordre et dégénérescence des « actions »*

Les « actions » publiques des mouvements étudiants se terminent généralement mal. Plusieurs explications peuvent être avancées. Pour illustrer ce phénomène, étudions un cas particulier, celui de l'affaire récente du Monoprix à Toulouse, où un étudiant a perdu en partie l'usage d'un œil de façon permanente par un tir de flash-ball.

---

<sup>265</sup> D'où notre impossibilité d'assister, en tant que chercheur, aux débats internes du comité de lutte et surtout à la « commission action » puisque nous avons refusé que notre participation soit soumise au vote d'une assemblée générale.

Un premier point concerne la question des maladresses stratégiques dues à l'inexpérience ou à l'enthousiasme irréfléchi. L'action de « réduction économique » avait été planifiée à l'issue d'une grande manifestation interprofessionnelle, afin de profiter d'un nombre maximal de participants. Selon nos informations, les organisateurs avaient réussi à négocier avec le gérant de l'établissement une valeur de marchandises pouvant être emportées gratuitement au titre de la redistribution des profits. Forcément, la direction en fit part au siège parisien qui refusa tout net et décida d'appeler directement les forces de l'ordre.

*Normalement, l'opération aurait dû être bouclée avant même l'arrivée de la police. Mais la maladresse stratégique fut d'organiser cette « réduction » à proximité de (et tout juste après) la manifestation, alors que la zone était justement quadrillée par toutes les forces de l'ordre. Dans ce cas-ci, les premiers arrivés ont été les policiers de la BAC qui sont intervenus dans le magasin, suivis des CRS et CDI qui ont circonscrit le groupe à l'extérieur puis, par après, de la gendarmerie mobile chargée de sécuriser le pourtour de la zone.*

*« J'étais à la manif et je suis resté dans la cortège étudiant. On s'est retrouvé devant Monoprix. Je suis resté aux abords. Je n'étais pas dans la chaîne humaine qui bloquait le magasin. Et puis, ça a basculé. Les flics ont chargé. J'ai entendu des bruits de détonation. Un attroupement s'est formé, je me suis replié à l'intérieur pour ne pas rester isolé. On s'est mis à reculer doucement. On était contre la ligne des CRS. Ils m'ont tiré dessus alors que j'étais à moins de dix mètres d'eux. J'étais effectivement au premier rang, confiant, en train de dire "On recule, on s'en va". Je n'ai absolument pas jeté de canettes ni de projectiles. Je suis sûr que c'est une balle de flash ball qui m'a touché, vu la force et l'impact... On m'a clairement visé ».*<sup>266</sup>

Pour une autre version, plus générale :

*« Alors que les manifestant-e-s avaient négocié cet accord avec le gérant du Monoprix et que l'action se déroulait dans le calme, la Brigade anti-criminalité accompagnée des gardes mobiles ont chargé les 300 manifestants qui bloquaient le magasin. Après une première charge sans sommation pour évacuer les entrées du magasin, où au moins deux manifestantes se sont faites ouvrir le crâne par des coups de tonfa, les forces de l'ordre ont tenté de disperser la foule avec des tirs de flash ball et des bombes déflagrantes. Un manifestant a été grièvement blessé près de l'œil par un tir tendu de flash ball. Afin de se protéger de nouvelles charges, les manifestant-e-s ont mis en place des barricades à l'aide de poubelles enflammées. Les affrontements ont duré environ une heure jusqu'à ce que les forces de l'ordre réussissent à faire place nette. »*<sup>267</sup>

Un deuxième point concerne les forces de l'ordre. Nous y reviendrons plus longuement plus loin dans cette étude mais signalons tout de même deux observations.

D'une part, les forces spécialisées dans le maintien de l'ordre – car nous étions face à une foule – sont arrivées après les policiers de la BAC. Comme la coutume le veut, semble-t-il, la CRS dépêchée sur place a sécurisé la zone immédiate de l'affrontement, l'escadron de gendarmerie, la zone extérieure. La première intervention, celle d'une brigade anti-criminalité, n'a donc pas été faite dans une logique de maintien de l'ordre, mais dans celle

---

<sup>266</sup> Entretien donné à La Dépêche du Midi, 23 mars 2009

<sup>267</sup> Tiré de Le Jura Libéraire, 20 mars 2009. Vidéos disponibles sur Internet, détails et photos sur <http://juraliberaire.over-blog.com/article-29377348.html>

d'une intervention pour interpellation, sans (selon tous les dires des étudiants) la moindre tentative de dialogue : flash-balls et tonfas étaient de mise. Ainsi, une action collective dont la logique était politique – que l'on soit d'accord ou pas n'importe pas ici – et à priori non violente, s'est vue être transformée en action délinquante par une réaction intempestive des forces de police non spécialisées pour faire face à une foule.

D'autre part, la nature même de la foule – hétérogène – a engendré la radicalisation. De deux façons. Les ultras se radicalisèrent, n'acceptant pas d'être ainsi traités « *comme des voyous* » alors que leurs motifs étaient tout ce qu'il y a de plus « noble » : une action politique de « réduction économique » en faveur des plus démunis. Pour leur part, une partie des plus modérés montèrent également au créneau contre les premières forces de l'ordre. Pourquoi ? Pour protéger les « *gringalettes* » : la foule est mixte, presque à parité entre hommes et femmes. Bousculades et coups de tonfas sur des jeunes filles frêles et non préparées à une telle situation : il n'en fallait pas moins pour que les jeunes hommes prennent leur défense en les protégeant et en tentant de repousser eux-mêmes les premiers policiers. Par conséquent, la situation dégénéra rapidement.

Le même phénomène de *protection des plus faibles* a pu être observé ou nous a été raconté dans plusieurs autres situations – « démembrement » ou occupation – où l'intervention des premières forces de l'ordre ne s'est pas déroulée dans une logique de maintien de l'ordre mais plutôt d'intervention. Nous y reviendrons, à propos du cas de la gare de fret.

### *Éléments de prospective*

Les interventions « musclées » des policiers des brigades anti-criminalité ou de la sécurité publique assurant des fonctions de maintien de l'ordre, l'usage parfois un peu intempestif des armes, de la contrainte physique et l'augmentation de la pratique des interpellations lors d'actions de nature politique ont à nos yeux deux grandes conséquences.

D'une part, face aux « actions » qui ont ainsi plus tendance à dégénérer, on observe la prise de distance des participants qui pensaient qu'au-delà du risque encouru, que les actions devaient se dérouler pacifiquement : après quelques expériences difficiles, ils s'abstiennent d'y prendre part ou s'éclipsent rapidement lorsque les situations d'affrontement apparaissent. De ce point de vue, les forces de l'ordre pourraient être satisfaites.

Mais d'autre part, face à la violence perçue de la part de certaines forces de l'ordre (et souvent bien plus que perçue), et convaincus du bien-fondé de leurs actions malgré le nombre de participants qui s'étiolent, les « ultras » ont tendance à se radicaliser. Se radicaliser dans le discours, dans la culture du secret, dans la violence matérielle (dégradations, « saisies » sauvages lors des occupations ou des « démembrements », etc.) et dans le rapport aux forces de l'ordre. Ce divorce – dont l'origine est aussi à trouver dans le « maintien de l'ordre » qui se transforme – entre les meneurs et les sympathisants risque d'engendrer des fractures au sein des mouvements étudiants, avec le risque que les plus « entreprenants » des radicaux n'en arrivent à s'affranchir de la légitimité « démocratique » que peuvent conférer les assemblées générales étudiantes. S'ils arrivent à ce point, nous aurons un nouveau type de rassemblement de personnes, celui de la *guérilla économique-politique*.

## CINQUIEME CHAPITRE

### LES BLACK BLOCS : PUISSANCE ET STRATEGIE

Mais que veulent les black blocs ? Pourquoi lancent-ils des projectiles sur les forces de l'ordre, montent-ils des barricades pour parfois y mettre le feu, s'en prennent-ils aux infrastructures urbaines et à certains lieux particuliers ? Qui sont-ils pour être assez organisés pour tenir tête voire déborder les forces de l'ordre les mieux entraînées dans des guérillas intenses où ils peuvent occuper des zones pendant plusieurs jours ? Quelle est leur logique d'action ? Comment font-ils pour se coordonner ? Voilà les questions qui nous intéresseront ici.



Mais avant toute chose, départageons entre les black blocs et ce qui peut leur ressembler. Tout ce qui porte capuche, foulard et est habillé de noir, tout ce qui lance des projectiles sur les forces de l'ordre, casse des vitrines ou incendie des poubelles lors de manifestations ne sont pas des black blocs, malgré les ressemblances. Et s'ils se ressemblent dans la forme, c'est sans doute en raison de la puissance symbolique et politique des black blocs, porteurs d'une logique politique propre mais qui entraîne – aussi involontairement – avec elle les autres formes de révolte sociale.

Ainsi en est-il de ces « casseurs » qui passent à l'action en marge de manifestations légales et qui, portant sweat-shirt à capuche et foulard, s'approprient la forme sociale – une tenue – de la révolte mais pour procéder à des exactions de nature délictuelle : agressions, dégradations, pillages, etc. Rien n'est plus loin de l'« esprit black bloc » que ces « casseurs » urbains, bien souvent plus près des caillasseurs de banlieues que du mouvement politique. Non pas que leur révolte soit illégitime – elle est parfois bien fondée, comme nous l'avons dit ailleurs – mais on ne saurait les confondre avec notre objet.

De la même façon, il est nécessaire de ne pas amalgamer complètement aux black blocs les affrontements qui se déroulent souvent à la fin de grandes manifestations – l'exemple du CPE est sans doute le meilleur – où des agrégats d'individus refusent de procéder à la dissolution de la manifestation et peuvent montrer leur résolution en occupant une place publique devant être rendue à la circulation. La réquisition des forces de l'ordre y est alors fréquemment vue comme une provocation et des heurts pourront s'en suivre. Ces rassemblements d'émeutiers sont hybrides, ce sont des agrégats, non seulement au niveau des constitutions groupales (collègues, amis, familles, lycéens ou étudiants, retraités, etc.), des âges et des sexes, mais également au plan de leur vision de l'atroupement : simple attente, attitude festive, volonté de prolonger un peu plus le rassemblement ou, dans notre cas, volonté d'en découdre. Mais ici encore, le groupe ne nous est pas apparu homogène : l'atroupement a pu drainer des « casseurs » qui cherchent un peu d'action mais sans vue politique de celle-ci, mais pour les forces de l'ordre, ils sont difficilement différenciables de manifestants d'extrême gauche ou anarchistes *qui en d'autres temps et d'autres lieux pourraient être dans les black blocs*, dont la position politique claire est transformée ici en gestes contre les policiers et les gendarmes.

Mais règle générale, aussi violents qu'ils puissent être, et même si on y retrouve des personnes et des agissements de type black bloc, ces affrontements ne correspondent pas *aux modes opératoires* des black blocs tels qu'on les observe lors des grands rassemblements politiques comme dernièrement à Strasbourg.

Dans un premier temps, nous aborderons les black blocs en tant que mouvement international de contestation. Nous nous basons pour l'essentiel sur des écrits analysant les actions s'étant déroulées à l'étranger. Certaines caractéristiques valent pour la situation française ; d'autres, moins. C'est pourquoi le lecteur connaissant les black blocs pourra ne pas y reconnaître sa propre expérience : de fortes différences existent parfois entre les situations décrites ou analysées. C'est pourquoi nous avons, dans un deuxième temps, construit *une typologie des modèles nationaux des black blocs* que nous présenterons un peu plus loin et sur laquelle nous nous appuierons pour approfondir l'exemple français.

### *Histoire et définition*

Les black blocs sont d'abord et avant tout des manifestants. Ils expriment un désaccord comme les autres. Ils expriment des idées, portent des signes, des drapeaux et des banderoles.

L'histoire de black blocs est indissociable des idées que ce mouvement – car il s'agit bien d'un mouvement – porte en lui depuis ses origines. S'il est bien connu<sup>268</sup> que les black blocs (les *Schwarze Block*)<sup>269</sup> se sont formés à Berlin-Ouest dans les années 1980 comme forme publique et manifestante des *Autonomen*,<sup>270</sup> cela n'est pas le fruit du hasard et on oublie souvent de mentionner l'une des caractéristiques de cette enclave de l'Ouest en plein cœur d'un pays de l'Est. Les jeunes y étant dispensés de service militaire, la ville draina de toute l'Allemagne tout ce qu'elle comptait de militants pacifistes, écologistes, anti-nucléaires, et d'anti-fascistes. Pendant près de vingt ans, Berlin-Ouest fut un véritable bouillon de culture underground, tant pour les artistes que pour les anarchistes qui eurent le loisir de mener leurs expérimentations sociales collectives, d'autant que la ville regorgeait d'immeubles vacants et délabrés qui se virent transformés en squats autogérés.<sup>271</sup> Et si les *Autonomen* – par ailleurs des plus pacifistes – se muèrent progressivement en *Schwarze Block*, ce fut au départ pour se défendre des forces de l'ordre chargées de les évincer des immeubles squattés.

---

<sup>268</sup> On trouvera de nombreux écrits – sur support papier ou numérique – sur les black blocs, leur origine, leur actions et sur leur philosophie politique. L'auteur qui s'est le plus penché sur le sujet (pour l'essentiel, sur les black blocs nord-américains et québécois) est Francis Dupuis-Déri, dont nous citerons plusieurs travaux. On se référera aussi à son ouvrage de synthèse, *Les Black Blocs : la liberté et l'égalité de manifestent*, Lyon, Atelier de création libertaire, 2005.

<sup>269</sup> Sur l'origine de l'appellation, les versions varient. Pour les uns, elle aurait été formulée par des journalistes ; pour les autres par la police berlinoise.

<sup>270</sup> Pour y avoir vécu à la fin des années 1980, nous pouvons témoigner du caractère absolument impressionnant des grandes manifestations des *Autonomen* qui regroupaient toute la mouvance anarcho-punk de la ville et de la violence des affrontements qui transformaient des quartiers entiers, principalement Kreuzberg à l'époque, en zones de guérillas urbaines. La tradition des affrontements du 1<sup>er</sup> mai se maintient toujours, enflammant les quartiers de Kreuzberg et de Prenzlauerberg à chaque année. On trouvera sur Internet des images d'archives ou récentes, dont celles-ci : <http://www.youtube.com/watch?v=RhzlCpPhLBk> . Pour une compilation « best off » d'affrontements (avec musique de circonstance) : [http://www.dailymotion.com/video/x3xnqr\\_black-bloc-antifascist-action\\_politics](http://www.dailymotion.com/video/x3xnqr_black-bloc-antifascist-action_politics)

<sup>271</sup> Ce phénomène est toujours vivant, bien que plus réduit dans son échelle, tant à Berlin que dans d'autres villes comme à Copenhague (voir à ce sujet : [http://www.dailymotion.com/video/x89dic\\_black-bloc-copenhague-ungdomshuset\\_news](http://www.dailymotion.com/video/x89dic_black-bloc-copenhague-ungdomshuset_news) ). Mais il est beaucoup plus rare en France, ce qui peut être corrélé, comme nous le verrons plus loin, à la relative faiblesse des effectifs français des black blocs.

Selon Dupuis-Déri, le mouvement anarchiste-libertaire allemand, tel qu'il s'est élaboré à Berlin, était un prolongement du mouvement italien *Autonomia* du début des années 1970, qui unissait, à l'extrême gauche, des tendances issues des mouvements ouvriers et de jeunes communistes. Les *Autonomen* cherchaient à mettre en pratique un mode de vie fondé sur la liberté et l'égalité de tous, la démocratie participative sans hiérarchie et la vie en collectivité.

Les auteurs se disputent parfois sur la première manifestation « altermondialiste » des black blocs. Certains la situent en 1988 à Berlin-Ouest à l'occasion d'une réunion du FMI et de la Banque Mondiale. Pour d'autres, elle aurait eu lieu en 1991 à Washington contre la première guerre de golfe. Mais peu importe : l'important fut son irruption sur la scène publique en 1999 lors du sommet de Seattle.<sup>272</sup>

Scène publique ? Ou scène médiatique ? La plupart des observateurs s'accordent à considérer que l'extension – voire la popularité – des black blocs a été pour beaucoup tributaire des médias qui ont « raffolé » des images données par ces masses noires, même si elles n'étaient pas les plus actives quant à la violence des manifestations ou des dégradations.

*« Lors de la Bataille de Seattle, la plupart des manifestantes ayant eu recours à la force ne participaient pas au Black Bloc, mais ce dernier a tout particulièrement attiré l'attention des médias officiels publics ou privés qui ont, du coup, contribué à la popularité et la diffusion de cette tactique. Ceux et celles qui ont décidé d'adopter la tactique du Black Bloc après Seattle avaient souvent d'abord vu des images de ce type d'action collective dans les médias officiels ».*<sup>273</sup>

Mais la véritable diffusion de l'idée et des techniques des black blocs est essentiellement due au réseau indépendant Indymedia dont le travail a été un facteur de continuité, d'échanges et d'organisation de Seattle à Strasbourg.

Même un spécialiste de la question comme Dupuis-Déri arrive assez mal à cerner le profil social exact des participants à des black blocs, en termes d'âge et de sexe. Ils sont généralement dans la vingtaine mais les écarts peuvent être marqués, allant de 15 à 45 ans. Selon notre expérience personnelle des black blocs de Berlin dans les années 1990, nous gardons l'impression que la moyenne d'âge – et l'expérience – était plus élevée en Allemagne à cette époque. Selon les enquêtes menées par Dupuis-Déri,<sup>274</sup> ils seraient le plus souvent étudiants et disposeraient déjà d'une certaine expérience de militantisme au sein de mouvements



<sup>272</sup> Pour comprendre comment les principes d'action du black bloc sont passés de Berlin à Washington, nous sommes d'accord avec Dupuis-Déri pour nous référer à l'article de D. McAdam et D. Rucht (D.), « The CrossNational Diffusion of Movement Ideas » (*Annals of the American Academy of Political and Social Sciences*, n° 528, 1993). A l'époque, et ce par le biais de « fanzines », de festivals et de nombreux militants nomades, la contre-culture punk et d'extrême gauche s'était déjà construit des réseaux internationaux.

<sup>273</sup> Francis Dupuis-Déri « Penser l'action directe des Black Blocs. » *Politix*, vol. 17, no 68, 2004.

<sup>274</sup> Francis Dupuis-Déri ; « Black Blocs. Bas les masques. » *Mouvements des idées et des luttes*, no 25, 2003.

radicaux. En Amérique du nord, les femmes y seraient nombreuses : presque un quart des participants (jusqu' 40% lors du sommet de Québec en 2001). Difficile de faire une estimation pour l'exemple français, mais si le black bloc reste une affaire masculine, des femmes en font néanmoins partie.

### *Constitution et modes opératoires*

Il est une phrase qui a fait le tour d'Internet et des médias : « *Il n'y a pas un Black bloc, mais des Black blocs* ». Cette phrase est due au spécialiste québécois de la question et elle visait à montrer que les black blocs ne sont pas un grand groupe constitué et réel qui existerait en lui-même en dehors des manifestations lors desquelles ils apparaissent aux yeux de tous. L'auteur entendait illustrer ainsi que si le groupe n'existe que lors des rassemblements, c'est parce que l'on vient participer au black bloc : *le black bloc n'existe pas, on participe* à un black bloc qui se crée progressivement par l'agrégation de tous les petits groupes qui viennent s'y joindre.

Car là est le principe de constitution. Un black bloc est essentiellement constitué de l'addition d'un ensemble de petits groupes affinitaires – c'est la terminologie des participants – dont la dimension peut aller de cinq à six personnes à une vingtaine de manifestants. Ces petits groupes sont « affinitaires » parce que les individus se connaissent déjà : ce sont des groupes d'amis, des collègues de travail ou d'études, des partenaires d'autres groupes militants d'ultra-gauche. Dès lors que le lien les unissant est déjà affirmé et qu'il repose sur la cooptation mutuelle, il leur est d'autant plus facile de s'entendre sur leurs modes d'action, sur leurs cibles et sur leurs relations avec les autres groupes affinitaires.

De par la nature même de ce mode de constitution, les black blocs apparaissent hétérogènes tant au plan des motifs personnels que des idées politiques. L'homogénéité du groupe relève plutôt des techniques d'action et de quelques visions collectives anti-capitalistes. Mais surtout, les black blocs sont dépourvus de hiérarchie : il n'y a pas de chef, personne n'est en droit de commander qui que se soit. Si coordination ou concertation il y a, elle ne peut se réaliser que sur une base égalitaire et « horizontale ».

La construction agrégative des black blocs est un fait international. Mais l'étude des actions menées fait apparaître que les black blocs n'agissent pas toujours de la même façon. Entre l'action coordonnée et performante observée à Gênes, le déchaînement violent de Rostock et l'amateurisme relatif et la désorganisation de Strasbourg, tous les black blocs lors des grands sommets mondiaux ne se ressemblent pas.

C'est pourquoi nous devons nuancer l'analyse que propose Francis Dupuis-Deri qui examine une situation typiquement nord-américaine, situation particulière au sens où la mouvance anarchiste nous semble y être nettement plus organisée et structurée qu'en Europe et beaucoup plus qu'en France.<sup>275</sup> La « pensée black bloc » y est aussi plus développée, à preuve, les principaux écrits et développements théoriques du mouvement qui circulent en France sont en fait des traductions de documents américains ou canadiens.

Avant d'approfondir la situation française, examinons les raisons qui sous-tendent leur action, autrement dit, leur philosophie politique.

---

<sup>275</sup> Nous soulignons plus loin les différences entre les modèles nationaux.

## *La pensée politique des black blocs*

Des journalistes, des personnes politiques, de supposés « philosophes »<sup>276</sup> et même aussi des représentants des forces de l'ordre, assimilent parfois les black blocs à des casseurs, à des vandales, à des nihilistes dont le seul but serait de « casser pour casser », à la recherche d'une dose d'adrénaline ou d'un défouloir à leur frustration. Cela existe certes, au plan individuel ou en petits groupes très opportunistes (et il importe de ne pas confondre les actions),<sup>277</sup> mais cela ne représente ni la majorité des participants ni le fondement politico-idéologique de l'action des black blocs. Ils s'en défendent d'ailleurs eux-mêmes dans des textes très élaborés<sup>278</sup>, ce que ne feraient pas des vandales ou des casseurs sans foi ni loi.<sup>279</sup>

Notre rapide approche des black blocs ne permettra pas d'en exposer toutes les subtilités des courants et les nuances entre les idées. Car la pensée politique des black blocs est traversée de multiples influences, certaines ayant une longue tradition, comme l'anarchisme ; certaines ont une coloration marxiste révolutionnaire ; d'autres s'inspirent des leçons tirées de mouvements violents comme la fraction armée rouge, ou découlent des mouvances libertaires (françaises) ou autonomes (allemandes). Quelle qu'elle soit, les black blocs pensent politiquement leurs actions. Mais que font-ils ensemble ? Par quel miracle se retrouvent-ils côte à côte ?

L'apparition des black blocs dans les années 1990 est consubstantielle à la création de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) qui vient parachever la mondialisation de l'économie après des décennies de rounds de négociation pour les accords du GATT. L'apogée de la formalisation du libéralisme planétaire engendrera son corollaire : la rencontre des différentes formes d'opposition pouvant converger vers un adversaire commun, l'OMC, envers ses « alliés » et défenseurs étatiques (le G8, le G20) et son bras armé de l'oppression (l'OTAN).

La pléiade de pensées politiques auparavant dispersées se retrouve unifiée – et *mondialisée comme l'adversaire* – et trouve une plateforme commune dans la lutte (qui ne peut être que violente) contre la violence économique encouragée par les Etats.

---

<sup>276</sup> Dans le premier cas, le journaliste du Figaro Alain-Gérard Slama (*Figaro-Magazine*, 06/10/2001), dans le deuxième cas, le premier ministre belge Veerhofstadt qui était en 2001 président de l'Union européenne (dépêche AFP, 20/07/2001), et dans le troisième cas, le « philosophe » Bernard Henry-Lévi dans un entretien au magazine *Le Point* (27/07/2001). Le tout, cité dans : Dupuis-Deri, F. ; « Black Blocs. Bas les masques », *Mouvements des idées et des luttes*, no 25, 2003. On trouvera dans la presse de nombreux exemples, dont : [http://www.actu24.be/article/monde/qui\\_sont\\_les\\_black\\_blocs\\_les\\_casseurs\\_de\\_strasbourg/274872.aspx](http://www.actu24.be/article/monde/qui_sont_les_black_blocs_les_casseurs_de_strasbourg/274872.aspx)

<sup>277</sup> Ainsi en est-il de l'« attaque » d'un commissariat à Strasbourg lors du sommet de l'OTAN. Des personnes ayant l'apparence des black blocs ont « ouvert » par effraction le commissariat de Neuhof, pour y récupérer des mobylettes et des scooters saisis par les policiers locaux. Œuvre des black blocs et ce, devant des journalistes ? ([http://www.dailymotion.com/video/x8uywp\\_premier-jour-demeutes-sommet-de-lot\\_lifestyle](http://www.dailymotion.com/video/x8uywp_premier-jour-demeutes-sommet-de-lot_lifestyle)) Si cela est le cas, une première alliance « objective » ou un échange de « bons procédés » entre jeunes de banlieue et black blocs ?

<sup>278</sup> (Collectif anonyme), *Des black blocs pas vraiment sans Gênes* ; Zanzara athée, 2004 (première édition : 2001). Disponible sur demande à : [zanzara@squat.net](mailto:zanzara@squat.net) ou mis en ligne par d'autres sites de cette mouvance.

<sup>279</sup> Pour des informations générales sur le mouvement anarchiste et les black blocs, deux grands sites Internet s'imposent : <http://infokiosques.net/#> et <http://www.anartoka.com/>. On y trouvera documents, tracts, réflexions politiques et guides complets, du manuel de sabotage au manuel médical (sur ce point, on verra également <http://www.guidejuridique.net/> et [www.laltiplano.fr](http://www.laltiplano.fr)). Pour des nouvelles du monde entier, on consultera <http://www.ainfos.ca/>, <http://www.wombles.org.uk/> et <http://www.dissent.org.uk/>. L'une des forces des black blocs, du moins dans sa tendance anglo-saxonne, est de réfléchir après coup aux actions menées, comme on fait des RETEX en gendarmerie. Les sites <http://www.gipfelsoli.org/Home/6395.html> et [www.antirepression.org](http://www.antirepression.org) sont à nos yeux excellents, auxquels on peut ajouter : <http://contre.propagande.org/pravda/modules/news/> et <http://www.autonome.ch/>.

« Les participants aux Black Blocs et leurs alliés insistent à plusieurs reprises pour distinguer la nature illégitime et violente de l'État de celle de leurs actions. "Je suis un pacifiste, un non-violent, c'est-à-dire que je rêve d'un monde sans violence", explique un participant aux Black Blocs de Québec, avant d'ajouter : "Mais le monde dans lequel je vis actuellement est violent et non pacifiste, et je considère donc qu'il est légitime pour moi d'utiliser la force pour ne pas laisser le monopole de la violence à l'État et parce que la simple désobéissance civile pacifiste ne fait qu'établir un rapport de force de victime." »<sup>280</sup>

D'une part, les black blocs ne croient pas – ou ne croient plus, bien souvent – en la vertu de la lutte pacifiste et non violente. Mais d'autre part, la violence est pour eux une réponse à la violence. Violence de deux sortes : la violence économique du capitalisme libéral qui crée misère et pauvreté à travers le monde, soutenu en cela par des États « complices » qui sont tout sauf véritablement démocratiques ; la violence des forces de l'ordre qui agissent comme gardiens de cet ordre fondamentalement injuste et favorisant toujours plus les puissants :

« La violence déclenchée par un trait de plume qui provoque la pauvreté surpasse toujours largement celle de la brique lancée dans une vitrine – sans compter que la première entraîne et maintient l'injustice alors que la seconde la combat. De fait, dans un vaste débat public, en ce qui concerne la morale et les faits statistiques, il ressort que la seule violence physique dans les rues de Seattle, mis à part la couverture des médias de masse, était celle perpétrée par la police et la garde nationale et ordonnée par l'État. Sur une échelle de mesure de la violence, le niveau de violence des saccages de vitrines sera toujours largement dépassé par le niveau de violence du poivre de Cayenne, des balles de caoutchouc et des matraques, qui prenaient pour cibles les citoyens qui voulaient se dissocier de l'infâme ordre du jour économique. »<sup>281</sup>

D'autre part, si la violence des black blocs est une réponse face à une oppression politico-économique et face à laquelle il n'y a que peu d'issue, cette violence reste raisonnée, et politiquement orientée contrairement à ce que peuvent affirmer leurs détracteurs. Si l'on examine les « exactions » des black blocs, on s'aperçoit qu'elles visent essentiellement les symboles du capitalisme mondial, bon nombre de banques et d'enseignes de multinationales, de Nike à Shell en passant par MacDonald's<sup>282</sup> : « Causer des dommages matériels qui se chiffrent en dollars, c'est signifier clairement à des gens qui ne parlent que le langage de l'argent qu'ils ne sont pas intouchables, c'est saboter un centième de leurs profits et leur rendre un millième de la violence que leurs activités génèrent. S'attaquer à la propriété, c'est certes s'attaquer (symboliquement) au porte-monnaie des propriétaires, mais c'est aussi et surtout s'attaquer à leur image. »<sup>283</sup>

« Nous avons participé à la destruction de plusieurs banques, assurances, agences immobilières et concessionnaires automobiles. Autrement dit, nous n'avons attaqué que des lieux qui font partie intégrante de l'oppression capitaliste et de l'antagonisme de classe. Nos actions avaient notamment pour buts de causer des dommages économiques aux entreprises ciblées et de perturber le bon déroulement d'un Sommet Européen censé rencontrer la pleine

<sup>280</sup> Francis Dupuis-Déri "Penser l'action directe des Black Blocs." *Politix*, vol. 17, no 68, 2004, pp. 79-109.

<sup>281</sup> Michael Albert, « *On Trashing and Movement Building* », Traduction de Thomas Déri et Francis Dupuis-Déri. Texte disponible en ligne sur : [www.zmag.org/on\\_trashing.htm](http://www.zmag.org/on_trashing.htm)

<sup>282</sup> Comme ce fut le cas lors du récent « rassemblement festif » de Poitiers.

<sup>283</sup> *Black Bloc, au singulier ou au pluriel... mais de quoi s'agit-il donc ?* Collection de textes et de communiqués traduits de l'américain (brochure de 2000) par les Editions Turbulentes.

*adhésion de tou-te-s. Cette attitude offensive contre le capital permet une prise directe sur des éléments du système et une expression concrète de notre colère. »*<sup>284</sup>

Et s'ils s'attaquent aux forces de l'ordre, c'est en raison du rôle qui leur est dévolu<sup>285</sup> : protéger les instances du capitalisme mondial, de la propriété privée, de l'exploitation effrénée et ce, sur ordre de l'Etat. Mais il faut dire également que les forces de l'ordre opèrent également des actions « préventives » à l'égard des black blocs, du simple fait de leur rassemblement. Ainsi, à Strasbourg, nous avons quelques cas de « tir à vue », par la simple présence d'un bloc. De toutes façons, on se considère de part et d'autre comme des adversaires, l'enjeu étant de prendre le contrôle de la voie publique, la constituer en TAZ et y mener les actions voulues. « *La police est une force de frappe hautement militarisée et sophistiquée, et dans le contexte de manifestations de masse, nous sommes ses ennemiEs. Nous sommes engagéEs dans une espèce de guerre, dont l'objectif principal est le contrôle de la rue. »*<sup>286</sup>

Mais les forces de l'ordre ne sont pas, selon cette optique, qu'un empêchement voire même, oserions-nous dire, un « désagrément » : ils sont un obstacle réel à la réalisation des objectifs de désorganisation sociale et d'actions considérées légitimes. De multiples documents – entre autres du collectif américain ACME qui s'est formé après Seattle<sup>287</sup> – insistent bien sur la « montée en professionnalité » des forces de l'ordre, sur leurs développements stratégiques et tactiques auxquels doit répondre une plus grande technicité des black blocs : « *Tant et aussi longtemps que nous n'aurons pas compris la nature de cette situation, nous continuerons de perdre. Si nous voulons réussir à perturber suffisamment les entreprises, à un point où elles doivent cesser leurs activités, nous devons être préparéEs à nous confronter à la police sur une base tactique »*.<sup>288</sup>

C'est sur ce point de l'organisation des black blocs qu'apparaissent deux grandes tendances actuelles. La première – provenant d'Amérique du nord – est celle qui tente de structurer l'action et de la rendre efficace, à la fois par des coordinations préalables et par une certaine division des rôles au sein même de l'action « réelle ». C'est pourquoi nous pouvons parfois être surpris à la lecture des travaux de F. Dupuis-Deri portant sur les black blocs québécois et canadiens lorsqu'il écrit par exemple que « *des participants pourront opter pour des actions offensives (s'équipant de bâtons, frondes, boules de billard, voire de cocktails Molotov), d'autres se spécialiseront dans les actions défensives (munis de boucliers, plastrons, gants, jambières, casques, masques à gaz, etc.), effectueront des opérations de reconnaissance et de communication (à pied ou à vélo et munis de walkies-talkies ou de téléphones cellulaires), constitueront un corps d'infirmiers volontaires (les « medics ») pour soulager les victimes du gaz lacrymogène et du poivre de Cayenne, et pour administrer les premiers soins aux blessés, d'autres encore pourront se donner comme tâche de porter une banderole et des drapeaux ou d'entretenir le moral des troupes en jouant de la musique à l'aide de percussions. Ceux et*

---

<sup>284</sup> Anonyme, *L'Union émeutière contre l'Union européenne*, Nice, Décembre 2000, Zanzara athée (brochure).

<sup>285</sup> Car ils ne touchent pas aux journalistes qui peuvent s'approcher au plus près des opérations, voire même accompagner certains groupes d'affinités. Ce que font aussi les curieux mais que ne peuvent pas faire les forces de l'ordre (sauf déguisées en journalistes). C'est dire si l'action est discernée et que les médias demeurent particulièrement importants.

<sup>286</sup> *Appel pour l'action directe*, traduction de l'américain d'un texte datée de 2001, édité par Zanzara athée et disponible sur <http://www.ainfos.ca/>

<sup>287</sup> Collectif ACME ; *Seattle, 30 novembre 1999, du bon usage de la théorie. Communiqué du Black Bloc du 30 novembre à propos de Seattle*, Editions Turbulentes, réédition 2005.

<sup>288</sup> Idem

celles qui ne désirent pas intervenir dans la rue pourront former des groupes d'affinité d'appui légal, actifs en cas d'arrestations, ou prendre la responsabilité du transport, de l'hébergement, de l'approvisionnement en eau et nourriture, des contacts avec les médias, etc.».<sup>289</sup> Rien vraiment de tel chez les black blocs français : si le téléphone portable peut permettre une coordination de certains groupes et s'il existe bien une *legal team*, on est ici loin d'avoir des musiciens ou des « infirmiers volontaires »<sup>290</sup> lors des affrontements et les participants, selon nos observations, mènent à la fois des actions offensives et défensives. Mais cela est lié aux modèles nationaux que nous apporterons ci-après.

La deuxième tendance est libertaire et plus typiquement européenne, sinon française. Elle rechigne à l'élaboration de tactiques collectives et préfère l'action directe, libre et autonome, plus en phase avec la philosophie anarchiste. Mais l'hégémonie anglo-saxonne ne s'observant pas seulement dans le domaine du libéralisme économique... on voit poindre en Europe une volonté de structuration du mouvement qui, si elle est encore relativement timide dans les faits, a néanmoins débuté par la traduction des principaux textes américains vantant les mérites de l'organisation et des tactiques pour une plus grande efficacité des opérations. Pour le moment les deux approches semblent coexister en France.

### *Les modèles nationaux et le cas français*

Quiconque s'intéresse à la présence et à l'action des black blocs à l'échelle internationale (puisqu'on les observe beaucoup lors des grands sommets) s'aperçoit qu'il y a quelque chose qui « cloche », qu'il y a un décalage entre ce que des black blocs disent d'eux-mêmes, ce qu'en disent les observateurs spécialisés et ce que l'on voit sur le « terrain » lors des divers affrontements avec les forces de l'ordre.

*Pour autant que nous puissions en juger*, car nous n'étions ni à Seattle, à Rostock, à Gênes, ni à Evian et que nous nous basons que sur ce qui a été filmé et diffusé sur les black blocs lors de ces événements, il semble que ceux-ci n'aient pas eu toujours les mêmes modes opératoires et les mêmes tactiques face aux forces de l'ordre.

Bien qu'il y ait toutes sortes d'exceptions, que les modes d'action puissent se confondre et que, par les échanges internationaux, les modes opératoires se croisent, nous croyons être en mesure de construire une typologie (des archétypes « purs », des abstractions de la réalité) des modèles d'action des black blocs.

Car à regarder attentivement les documents visuels disponibles sur Internet, on s'aperçoit que les black blocs n'ont pas agi de la même façon selon que l'on était en Allemagne, en Italie, en Angleterre ou en France. Nous pouvons ainsi – bien que cela soit un peu abusif – parler de « modèles nationaux » dans les techniques en usage chez les black blocs européens.

---

<sup>289</sup> Francis Dupuis-Deri "Penser l'action directe des Black Blocs." *Politix*, vol. 17, no 68, 2004.

<sup>290</sup> En réalité, si, mais de façon légèrement différente. Mais nous devons ici devancer notre argumentation. En France, les black blocs sont loin d'avoir les effectifs et l'organisation de leurs « collègues » anglo-saxons qui mettent en oeuvre des « infrastructures de service ». Par contre, leur acceptabilité sociale étant réelle, ils ont eu accès, comme tout autre manifestant de village altermondialiste de Strasbourg aux services infirmiers d'urgence, aux services légaux (*legal team*) présents sur place et à la coordination par *anti-répression.org* (voir plus bas).

- Les modèles anglais et italien.

Que font les black blocs anglais<sup>291</sup> et italiens<sup>292</sup> ? *Ils vont au contact des forces de l'ordre.* Dans maints cas, face à un barrage, ils conservent leur « formation » en bloc et entrent directement en contact physique avec les policiers. Munis de chambres à air, de matelas, de « boudins » de grande dimension afin d'amortir les coups, ils « touchent » la ligne des boucliers et, à la manière d'une mêlée au rugby, opèrent une pression collective susceptible d'enfoncer la « ligne » et de la désorganiser. Et dans les cas observés, ils y arrivent : les forces de l'ordre se retrouvent scindés en plusieurs groupes, entourés de black blocs. Les coups – réciproques – pleuvent un peu dans tous les sens et il en résulte un chaos relativement généralisé. D'où ces scènes de « perte de contrôle » observées tant à Rostock qu'à Gênes, où forces de l'ordre, black blocs, manifestants pacifistes et passants forment une cohue assez indescriptible et où le maintien de l'ordre apparaît désorganisé et dépassé par les événements.

Cette technique particulière découle des premières grandes apparitions des black blocs sur la scène publique et, en tout premier lieu, lors du sommet de Seattle. La technique du contact, qui traversera l'atlantique, engendrera des techniques policières différentes selon les pays, du contact offensif italien, à la tactique de l'encerclement utilisée en Angleterre.

- Le modèle allemand

Le modèle allemand conserve sa longue tradition de cortège. Car ici, les black blocs sont au départ des manifestants « légitimes ». Ils s'intègrent, comme tout autre groupe, dans les manifestations avec drapeaux et banderoles, à ceci près que leur masse est généralement plus compacte que les autres, d'où cette impression visuelle que les black blocs allemands font... véritablement « bloc ». Ils peuvent défiler ainsi un certain temps, jusqu'à ce que, sur le trajet de la manifestation, apparaisse un cible de choix : un établissement symbole du capitalisme mondial, un bâtiment ou une institution cristallisant l'oppression d'Etat ou encore des cordons de policiers qui peuvent être un peu trop près de la manifestation ou être perçus comme menaçants ou provocants.



D'après nos observations, les black blocs allemands combinent – peut-être parce qu'ils sont à l'origine de cette forme d'action – des éléments des autres modèles. Ainsi font-ils cortège et bloc durant la manifestation jusqu'à l'apparition de « cibles ». Du cortège partiront alors des sous-groupes qui mèneront des actions latéralement au défilé et le réintégreront. Quand arrivent les points de contact avec les forces de l'ordre, la manifestation se disloquant, les black blocs opèrent alors selon une double tactique. Pendant que la masse du bloc continuera d'avancer pour aller au contact des forces de l'ordre (comme dans le modèle anglais et italien), elle sera précédée par des « liberos » qui, avançant plus rapidement, iront harceler les forces de l'ordre, un peu comme dans le modèle français. La rapidité et la puissance du

<sup>291</sup> Pour un exemple : [http://www.dailymotion.com/video/xf8j8\\_black-block-tactics-in-stirling](http://www.dailymotion.com/video/xf8j8_black-block-tactics-in-stirling)

<sup>292</sup> [http://www.dailymotion.com/video/x32yyi\\_naples-2001-affrontement-contre-la\\_politics](http://www.dailymotion.com/video/x32yyi_naples-2001-affrontement-contre-la_politics)

procédé obligent les policiers à réagir d'abord à ces « éclaireurs », laissant le champ plus libre à la progression de masse qui arrive derrière. S'en suivront des affrontements directs.

- Le modèle français.

Il est bien différent des autres « modèles » nationaux. Ici, généralement les black blocs n'entrent pas directement en contact physique avec les lignes des forces de l'ordre. Peu ou pas de cortèges comme ailleurs (avec ou sans « liberos ») ou s'il y en a, comme à Strasbourg, il s'agit plutôt – selon notre interprétation – de l'application de la technique allemande, les black blocs allemands (au vu des banderoles) ayant été plus nombreux dans les cortèges compacts.

Les black blocs français travaillent plutôt à distance, par voie aérienne. Ils *caillaissent* plutôt qu'ils entrent dans des corps à corps directs. Apportons quelques points pour expliquer cela.

Selon ce que nous pouvons déduire (par la langue des banderoles et par les cris ou paroles), les black blocs français conservent un bon intervalle – un « no man's land » – entre eux et les forces de l'ordre. Ils forment une ligne – certes trouée et mobile – comme leurs adversaires. Le résultat – et là est la spécificité de ces black blocs – est la nature statique du « combat » : les deux lignes se font face et se « canardent » mutuellement ; les uns avec pierres, bouteilles et diverses armes par destination ; les autres, à coup de grenades lacrymogènes et de tirs de flashball. Le tout ressemble étrangement aux techniques de guerre du 18<sup>e</sup> siècle où les deux armées s'installaient tout tranquillement en face à face sur deux lignes, puis faisaient feu. Puis, lorsqu'une ligne peut avancer, l'autre recule et reconstitue sa position – avec barricades si l'on trouve sur place les matériaux nécessaires – pour attendre la ligne adverse et reprendre les échanges. Comment expliquer une telle technique ?

Notre première interprétation est à l'effet que *le nombre n'y est pas* pour former des blocs denses et de grande dimension permettant d'aller au contact. Le nombre – toute proportion gardée – de participants ne permet pas d'avoir une tactique très offensive qui chercherait à enfoncer la « ligne ennemie ». Au contraire, les faibles effectifs plaçant de facto les black blocs en infériorité numérique, ils sont obligés de rester à distance et d'opter d'entrée de jeu pour des tactiques défensives : « tenir la zone » devient alors l'objectif prioritaire. Dès lors, seule la « voie aérienne » de harcèlement est possible. Le nombre limité des black blocs sera, nous le verrons, à l'origine de l'évolution des techniques de mobilité.

Notre deuxième interprétation est culturaliste. Les black blocs français ne tombent pas du ciel et partagent des expériences et des représentations mentales. Quels sont les « modèles » qui s'offrent à eux ? D'une part, celui des émeutes de banlieues où le caillassage à distance a été (et est encore) la technique dominante (voir notre chapitre). D'autre part, les affrontements qui se déroulent régulièrement à la fin des grandes manifestations et où la désorganisation générale et les effectifs restreints forcent au « travail à distance » (d'autant que l'on peut se replier parmi la foule des autres manifestants). En admettant l'hypothèse qu'une partie des black blocs sont aussi ceux qui créent des affrontements à la fin des manifestations, il font tout simplement ce qu'ils savent déjà faire : lancer, attendre, lancer, se replier, recommencer.

Mais il y a aussi une troisième explication possible, relevant cette fois de l'interactionnisme. Que font les forces de l'ordre en France ? *Elles restent le plus souvent à distance*. Bien sûr, nous avons des cas de « mêlée générale », mais un maintien de l'ordre « ordonné » et « bien réalisé » exclut le contact direct. Contrairement aux forces de police allemandes, anglaises et italiennes dont les techniques sont plus « chaudes » ; en France, elles restent plus « froides »,

à la fois en raison de la « culture » de maintien de l'ordre spécifique et de l'usage intensif des armes de refoulement, surtout les gaz lacrymogènes. L'option première relevant du défensif (avant de « vider » une place ou une rue), gendarmes et CRS « tiennent » des positions. On s'aperçoit ainsi que forces de l'ordre et black blocs ont ici, mais pour des raisons qui peuvent être différentes, des tactiques similaires et des modes opératoires semblables. Ils sont, si l'on nous permet l'expression, des *miroirs réciproques*.

Les effectifs relativement faibles des black blocs français leur interdisant certains modes opératoires, ils en développent d'autres. C'est le cas des techniques de mobilité des groupes restreints, que l'on retrouve peut-être plus ici qu'ailleurs. Ne pouvant former des « masses agissantes », les participants forment des groupes mobiles pouvant « essaimer » sur plusieurs cibles à la fois ; sur une même cible, mais séparément ; pour ensuite se retirer rapidement et agir sur un autre « théâtre d'opération ». Si ces actions sont très efficaces pour le harcèlement, elles le sont beaucoup moins pour faire reculer les forces de l'ordre ou pour créer des TAZ, des zones temporaires d'autonomie, ces lieux dont les black blocs se rendent provisoirement maîtres.

Si la spécificité du modèle français tient au travail aérien à distance, dans les techniques de harcèlement et dans la mobilité des petits groupes, son origine tient, nous l'avons dit, aux faibles effectifs réels, mais aussi, selon nous, à la faiblesse de la coordination d'ensemble. Dans la plupart des autres pays, une partie des groupes dominants des black blocs peuvent se coordonner à l'avance, se répartir des territoires d'action, et même développer des stratégies d'ensemble. Nous n'avons pas trouvé de traces réelles de telles concertations pour les black blocs français. Plus qu'ailleurs, la logique de l'agrégation libre de petits groupes autonomes semble prévaloir.

### *Le mode opératoire des black blocs français*

Par conséquent, s'il n'y a que peu de concertation ou de coordination, si les black blocs, et tout particulièrement en France, reposent sur l'agrégation de petits groupes indépendants, comment fonctionnent-ils ? Comment savent-ils ce qu'ils doivent faire, à quel moment, et quelle action convient dans une situation particulière ?

Comment cela est-il possible ? On peut le comprendre pour les forces de l'ordre : la formation est formalisée et dispensée, il existe des directives et des procédures, des techniques issues de l'expérience et qui se transmettent aux plus jeunes, on échange des savoirs entre responsables de différents pays et surtout : il y a quelqu'un, sur le terrain, qui commande. Les actions des forces de l'ordre sont structurées par une ligne hiérarchique et de commandement.

Mais les black blocs ? Ils n'ont pas de « chef » sur le terrain (surtout pas : ce serait à l'opposé du fondement anarchiste) pour coordonner l'action, pour donner l'ordre de prendre les forces de police à revers de ce côté-ci plutôt que de côté-là, pour battre en retraite à tel moment. Et pourtant, ils sont fortement coordonnés, suffisamment quelquefois pour mettre en difficulté policiers et gendarmes. Comment font-ils ?

Selon nous, ils n'ont pas besoin de se coordonner *personnellement*, entre individus ou entre groupes : *le mode opératoire les guide*. Une fois qu'on a compris et intégré *ce que c'est qu'agir en black bloc*, on agit en black bloc. Et comme le mode opératoire prévoit la coordination dans son principe même, l'appliquer revient à se coordonner tout seul, *sans se faire coordonner*. Pour prendre un exemple, un « morceau » de black bloc qui en rejoint un

autre *sait* – il *sait*, tel un banc de poisson qui se sépare pour éviter un prédateur pour se reformer aussitôt pour en effrayer un autre – d'avance si la situation particulière exige de constituer une masse plus compacte, de former des petits groupes ou de prendre les forces de l'ordre à revers. Cela va de soi, parce que c'est la nature même de l'« être black bloc » qui le veut ainsi : *les black blocs sont une procédure, un mode opératoire.*<sup>293</sup>

Ainsi pouvons-nous expliquer la coordination implicite des black blocs où chacun sait ce qu'il a à faire en fonction de ce que font les autres : apporter des matériaux si des « collègues » sont déjà en train de monter une barricade ; profiter du fait qu'un groupe tient en respect les forces de l'ordre pour détruire le mobilier urbain support de publicités du marché capitaliste ; venir prêter main forte à un groupe en difficulté plutôt que de disperser ses efforts ; etc., etc.

Enfin, soulignons que l'on « est » black bloc, le temps que l'on met en œuvre cette procédure visant à produire un effet et à manifester une position d'opposition. Lorsque l'on s'en retire, on cesse de *faire le black bloc* et on redevient alors un manifestant (ordinaire, virulent ou impatient, peu importe). Vêtements et équipements sont alors abandonnés sur place.

### ***L'acceptabilité sociale des black blocs et les frontières floues***

Les relations entre les participants aux black blocs et les autres manifestants altermondialistes sont marquées par une forme de coexistence pacifique.<sup>294</sup>

Coexistence parce que les black blocs sont intégrés au sein même de la grande communauté des altermondialistes, anti-capitalistes, etc., malgré toutes les divergences de nature politique ou opérationnelle. La « famille » altermondialiste se voit et se définit comme tolérante et pacifiste face à la diversité des expressions publiques. Cette tolérance ne manifeste pas par une intégration mais bien par une co-existence. Ainsi, les black blocs avaient-ils leur zone propre au village altermondialiste de Strasbourg, et bien que les échanges avec les autres groupes de militants aient été rares, ils faisaient partie du « paysage ». Du coup, les vidéos tournées au moment des départs collectifs du village altermondialiste pour se rendre aux grandes manifestations montrent que les (futurs) participants aux black blocs, tout de noir et parfois ayant déjà le visage dissimulé, marchent tout bonnement aux côtés des militants altermondialistes. S'ils ne s'adressent pas la parole, il n'y a pas non plus de signes de rejet ou d'agressivité à leur égard : tous se côtoient sans heurts.

Pour autant que nous puissions en juger sur la base de nos observations indirectes, un système d'échanges sociaux peut s'instaurer entre black blocs et militants « ordinaires ». Ces échanges peuvent être de différentes natures et être réversibles. Nous avons ainsi quelques cas où des manifestants pacifistes ont tenté de négocier une « baisse de tension » avec les black blocs, voire même, dans un cas, les ont encerclés pour discuter d'une accalmie dans leurs actions.

Mais le plus intéressant est très certainement la protection réciproque. Elle apparaît parfois (nous avons deux cas) où l'un ou l'autre des groupes se retrouve « mis à mal » par les forces de l'ordre. Des black blocs ont ainsi « protégé » par une offensive des militants pacifiques qui faisaient l'objet d'une charge des forces de l'ordre. De façon inverse, des manifestants

---

<sup>293</sup> Cette vision a déjà été soulevée dans : [http://www.terrorisme.net/p/article\\_46.shtml](http://www.terrorisme.net/p/article_46.shtml)

<sup>294</sup> Nous parlons bien ici des manifestants altermondialistes et notre propos ne concerne qu'eux, et non pas les manifestants traditionnels formant des défilés syndicaux ou de partis politiques.

altermondialistes ont formé une chaîne humaine à la fin d'un cortège après qu'un groupe de black blocs ait réintégré le défilé après avoir été pourchassé par des forces de l'ordre.

Il est à notre sens tout à fait erroné de considérer que les black blocs utiliseraient les cortèges pour s'y dissimuler et se serviraient des manifestants comme « boucliers humains ». Ils font partie de la mouvance anticapitaliste et à ce titre, considérés – quoi que chacun en pense au niveau individuel – comme une composante du mouvement altermondialiste.

Mais cette coexistence au sein des manifestants est parfois forcée. Malgré la doctrine et les stratégies qui nous ont été expliquées par des gendarmes et des policiers, les black blocs ne sont pas toujours isolés des manifestations afin de mieux pouvoir les contrôler. A Strasbourg, notre analyse montre qu'à au moins deux reprises les black blocs ont été volontairement refoulés à l'intérieur même des cortèges « pacifiques », créant la plus grande confusion. Signe de manque de coordination des forces de l'ordre ? Incompétence ? Ou volonté délibérée des décisionnaires de générer du chaos chez les altermondialistes ?

Pour un de nos interlocuteurs, « si on veut montrer dans tous les médias que les alter c'est tous des gauchos illégitimes, c'est facile, tu pousses les blocs dedans puis ensuite tu arroses tout le monde aux lacrymos. Ça te fait un grand bordel, tout le monde est mélangé, les blocs vont réagir et on va tous passer pour des gens qui savent pas manifester. Je suis pas loin de penser que ça [les affrontements du port du Rhin] a été fait volontairement : ils ont changé le trajet de la manif, on s'est retrouvé dans un cul de sac avec les CRS qui nous attendaient, ils nous ont poussé les blocs dans le cul et on s'est retrouvé en sandwich à se faire caillasser. Parce qu'il y avait pas que les blocs, les CRS aussi ils nous caillaient d'en haut ».<sup>295</sup>

Car conformément au principe voulant que des solidarités se créent à l'occasion de la binarité d'un conflit, et contrairement à ce que l'on pourrait penser, les altermondialistes ne semblent que peu blâmer les black blocs pour le déroulement de ces affrontements : étant, malgré toutes les différences voire les oppositions, en osmose relative dans les mêmes manifestations, la responsabilité est surtout imputée aux tactiques et aux attitudes des forces de l'ordre.<sup>296</sup>

Par ailleurs, la frontière entre les black blocs et ceux qui n'en sont pas peut parfois être mince. Ainsi en est-il des affrontements de la rue de Ganzau (toujours à Strasbourg) où des black blocs ont longuement affronté un demi-escadron de la gendarmerie mobile. Les scènes des affrontements montrent le face à face du point de vue des gendarmes : quelques dizaines de black blocs « lanceurs » et « monteurs » de barricades. Les gendarmes sont prudents et assez attentistes, arrosent copieusement les émeutiers de gaz lacrymogènes, et finiront par reprendre possession de la rue après un certain temps. Ce que les gendarmes ne peuvent voir, car la rue dessine une courbe, mais qu'un journaliste a filmé, est qu'il y a une foule derrière les black blocs. Plus d'une centaine de personnes qui ne sont pas des black blocs, mais plus que de simples badauds (car on y essayait des gaz) et plus sûrement des sympathisants. Ils ne lancent aucun projectile mais sont présents, eux qui seraient en d'autres moments, probablement des manifestants altermondialistes. *Les black blocs n'étaient pas seuls*. Ils agissaient mais comme soutenus par une foule qui, si elle ne scandait pas de slogans hostiles aux forces de l'ordre, n'en ont pas crié non plus aux black blocs.

---

<sup>295</sup> Pour de multiples vidéos, nous recommandons celles des Dernières nouvelles d'Alsace sur Dailymotion.

<sup>296</sup> Nous nous arrêterons ici, bien que nous ayons accumulé beaucoup de matériaux sur le sommet de l'OTAN à Strasbourg. Une analyse sociologique détaillée sortirait du cadre de la présente étude, mais elle resterait à faire.

### *Eléments de prospective*

En seulement dix ans, la procédure de mobilisation et de contestation que sont les black blocs a réussi à s'imposer comme partie intégrante – et durable – du mouvement anti-capitaliste et altermondialiste. De toute évidence, à la fois par sa force intrinsèque indéniable et de par l'évolution des sociétés occidentales et du capitalisme libéral mondialisé, ce mouvement est là pour rester, et encore longtemps.

Dans le cas de la France, à la lumière de ce qui fut apporté, on peut penser à la coexistence des deux tendances déjà signalées, une tendance anglo-saxonne cherchant l'organisation et la concertation de la frange anarchiste de la mouvance, tendance qui – selon nous – n'aura qu'une emprise limitée sur la tendance libertaire plus spécifiquement française. En termes plus clairs, une tendance cherche à « professionnaliser » les modes opératoires pour gagner en efficacité, et une tendance mise sur les impulsions locales pour créer des affrontements.

Au plan de la dangerosité, rien n'indique vraiment que l'on puisse assister à une forte montée de la virulence sociale et des dégradations. Car il faut garder mesure. Certes les black blocs détruisent le mobilier urbain, cassent des vitrines, ont incendié un poste de douane et un hôtel (l'incendie de la pharmacie adjacente était involontaire, nous a-t-on dit). Mais les black blocs ont encore à faire leurs classes, tant au plan stratégique que pour l'efficacité de leurs actions. Les professionnels – agriculteurs, marins pêcheurs, pompiers ou chauffeurs routiers – ont des opérations d'une autre envergure à leur actif : incendie du parlement de Bretagne, destruction intégrale du mobilier urbain de plusieurs grandes villes, saccage du ministère de l'écologie, affrontements d'une rare violence avec les forces de l'ordre, etc. Malgré tout, ils n'ont pas besoin de dissimuler leur identité : ils seront reçu par après en préfecture pour négociation.

### *Post-scriptum sur les effets possibles du décret « anti-cagoules »*

Le décret dit « anti-cagoule », paru au journal officiel le 20 juin dernier, changera-t-il quelque chose aux pratiques des black blocs et des « anti » en général lorsqu'ils sont à la frontière de la légalité ? Rappelons que les manifestants se masquent – en fait, ils se sont progressivement masqués, historiquement parlant – parce qu'ils sont filmés et photographiés. Et les pratiques ont aussi évolué de la part des forces de l'ordre. Il est révolu le temps où les « RG » filmaient ou photographiaient en catimini. Maintenant, l'opération se fait ouvertement, au grand jour, et parfois en gros plan. Vu sous cet angle, ce décret est la contre réplique à une réaction qui est elle-même due à une pratique. Pour le manifestant « anti » en général et pour le black bloc en particulier, ce décret n'est que de l'extension de la volonté du « pouvoir » d'enregistrer, de fichier et par extension, de surveiller la liberté individuelle – et donc de l'entraver.

*Décret no 2009-724 du 19 juin 2009 relatif à l'incrimination de dissimulation illicite du visage à l'occasion de manifestations sur la voie publique*

*« Art. R. 645-14. – Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe le fait pour une personne, au sein ou aux abords immédiats d'une manifestation sur la voie publique, de dissimuler volontairement son visage afin de ne pas être identifiée dans des circonstances faisant craindre des atteintes à l'ordre public.*

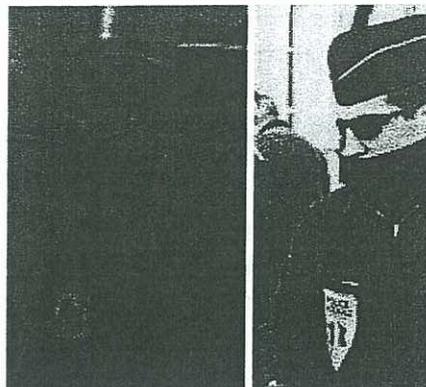
*« La récidive de la contravention prévue au présent article est réprimée conformément aux articles 132-11 et 132-15.*

*« Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux manifestations conformes aux usages locaux ou lorsque la dissimulation du visage est justifiée par un motif légitime. »*

Le décret n'empêchera pas les black blocs d'exister. Mais il fournira un motif d'interpellation avant même qu'il y ait violence. Il s'agit donc d'une mesure préventive ayant l'avantage, si elle est respectée, d'opérer un repérage efficace des personnes à condition que les black blocs ne se couvrent qu'au moment de leurs opérations.

D'ailleurs, en plusieurs occasions – sans même qu'il y ait menace d'usage de gaz lacrymogènes – nous avons pu remarquer des policiers de la SP, des CRS et des CDI dûment masqués durant leurs interventions (ce n'était pas glacial lors des photos). La question de la légitimité de l'application du décret sera-t-elle soulevée en justice par le « cagoulage » des forces de l'ordre ?

Mais si les black blocs se couvrent le visage (aussi) pour se protéger des gaz lacrymogènes, les militants altermondialistes le font également. Comment ces derniers font-ils ? Tout simplement parce que ce sont des gens prévoyants et donc, déjà équipés.



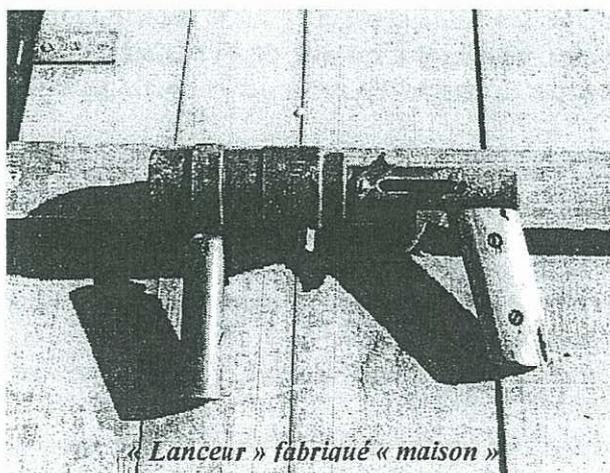
*Voir également la page couverture*

Les vidéos tournées lors des départs du camp des altermondialistes et celles des affrontements de Strasbourg montrent qu'entre *les deux tiers et les trois-quarts des manifestants* pacifiques – ceux qui défilent en rangs – portent bel et bien un foulard, une écharpe, voire des masques chirurgicaux. Ils les portent autour du cou, autour des cheveux, à la ceinture. Parce qu'ils savent qu'ils risquent de subir des gaz lacrymogènes. Et, effectivement, ils ont à les porter lorsque la situation dégénère. Mais dans une confusion généralisée, qui dissimule son identité, qui se protège des gaz ? Une fois les gaz lancés et les visages couverts, la couleur du vêtement suffit-elle ?

La question est d'autant plus intéressante lorsqu'on examine, revenons-y, les affrontements de la rue de Ganzau où des black blocs affrontaient la gendarmerie mobile. La zone a tellement été inondée de gaz lacrymogènes qu'une grande partie de la foule de sympathisants qui était derrière devait également se couvrir le visage. Sans pourtant être faire partie des black blocs.

S'il était rigoureusement appliqué, ce décret pourrait avoir trois conséquences :

a) Le renforcement des tactiques. On pourrait observer encore plus de « travail à distance » de la part des manifestants afin de ne pas se faire interpellé. La distance augmentant, on pourrait voir apparaître l'utilisation de lanceurs plus puissants (frondes, arcs, arbalètes ou engins « maison » [photo, USA], etc.). On assistera peut-être également à un renforcement des techniques de mobilité des individus et des groupes ainsi qu'à une consolidation des diverses pratiques de harcèlement et de guérilla urbaine multidirectionnelle.



*« Lanceur » fabriqué « maison »*

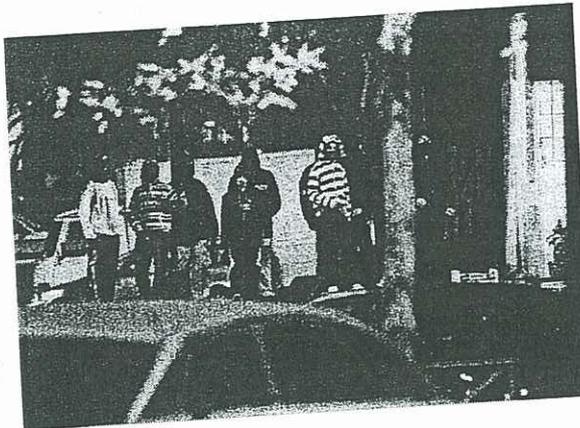
b) Le mélange des catégories d'action. Si l'on n'interpelle pas les manifestants portant des masques de carnaval ou à l'effigie du président de la république et si les Brigades activistes de Clowns ne sont pas interdites de manifestation pour cause de visages non reconnaissables, doit-on s'attendre à ce que les black blocs utilisent ces méthodes ?

c) Si les black blocs ne peuvent cacher leur visage sous peine d'être interpellés avant même qu'ils ne passent à l'action, ils passeront à l'action ailleurs, sur d'autres cibles. *Le risque est majeur*. Nous l'avons dit, les affrontements entre black blocs français et forces de l'ordre restent toujours dans une logique de guerre frontale digne du 18<sup>e</sup> siècle : deux lignes de front qui s'affrontent. *L'évolution récente montre qu'ils sont en train de passer aux techniques de harcèlement issues de la guérilla urbaine*. Si interdiction leur est faite de se dissimuler – et à fortiori si on les interpelle pour ce motif – on risque bien de voir un déplacement de la cible : non plus les forces de l'ordre mais d'autres symboles de l'Etat. Il y aura donc fort à parier que les black blocs ne seront peut-être plus *en face des forces de l'ordre*, mais *ailleurs* dans la ville. Que vaut-il mieux choisir ?

## SIXIEME CHAPITRE

### LES CAILLASSEURS : LA HAINE, LA RAGE ET LA GUERRE <sup>297</sup>

Le caillassage régulier des forces de l'ordre (et aussi d'autres représentants d'institutions publiques) dans les quartiers sensibles est un phénomène violent particulier et important parce qu'il remet en cause durablement et fortement l'autorité de l'Etat sur une partie du territoire national. La situation est sans doute bien pire que ce que l'on en rapporte habituellement et il est à craindre qu'elle le sera encore plus. A moins d'un miracle, tout porte à croire qu'elle dégènera encore.



Nous ne traiterons pas ici des émeutes de banlieues – sauf à considérer les émeutes comme des « écoles » du caillassage – parce qu'elles sont très bien documentées d'une part et qu'elles sont très bien analysées, sous différents points de vue et particulièrement par les sociologues d'autre part.<sup>298</sup> Soulignons toutefois leur importance historique<sup>299</sup> comme moment charnière, tant au point de vue de la cristallisation du processus de ghettoïsation sociale qu'en tant que point de départ de la pratique du caillassage des forces de l'ordre. Car d'épisodes exceptionnels à ses débuts, le caillassage est devenu une pratique quotidienne, habituelle, bref, *routinisée*. Elle fait dorénavant partie des « pratiques culturelles » des groupes de jeunes semi-délinquants qui forment ce que d'autres ont nommé « la société du bas des tours ».<sup>300</sup>

Afin de mieux cerner notre objet, nous nous bornerons à examiner le caillassage dit à *endo-territoire* – celui qui se pratique sur son propre « terrain » – et devons exclure les logiques de caillassage à *exo-territoire*. Par conséquent, nous mettrons de côté d'autres manifestations de violence sociale pouvant aussi utiliser le caillassage comme mode opératoire. C'est le cas,

<sup>297</sup> Ce chapitre repose sur un travail d'enquête et d'immersion mené par « TXB », pour l'anonymat nécessaire, dans une cité d'un quartier où se pratique régulièrement le caillassage des forces de l'ordre. « TXB » y a réalisé les entretiens avec les caillasseurs et produit l'analyse et les catégorisations que nous utilisons ici. Nous nous inspirons directement de ses écrits, mais nous en assumons la pleine responsabilité. Nous remercions ce jeune enquêteur qui a su prendre des risques – et l'a un peu payé – à notre place, mais en toute autonomie et dans une fin personnelle, afin de comprendre cette dynamique sociale si particulière.

<sup>298</sup> Sur les émeutes urbaines, nous recommandons spécialement le numéro spécial de la revue *Déviance et société*, « Les émeutes urbaines : comparaisons internationales » (n°4, 2006). Pour approfondir l'analyse, deux auteurs sont incontournables sur le sujet. Michel Kokoreff, pour *Sociologie des émeutes* (Payot, 2008), « Comprendre le sens des émeutes de l'automne 2005 », *Regards sur l'actualité*, n°319 (2006), « Les émeutiers de l'injustice », *Mouvements*, n°44 (2006), et (avec Barron P. et Steinauer O.), *Enquête sur les violences urbaines. Comprendre les émeutes de novembre 2005* : l'exemple de Saint-Denis, Rapport final, Paris, Centre d'analyse stratégique, 2006. Bibliographie sur <http://cesames.org/spip/spip.php?article30>. Et Laurent Mucchielli pour la question plus générale des violences urbaines : (avec Le Goaziou, V.) *Quand les banlieues brûlent... Retour sur les émeutes de novembre 2005*, Paris, La Découverte, 2006. Plusieurs articles sont téléchargeables sur ses pages Internet : <http://www.laurent-mucchielli.org/> et <http://www.cesdip.fr/spip.php?article188>

<sup>299</sup> On dénombre pas moins de dix-huit émeutes depuis la première en 1981 (au quartier des Minguettes à Lyon) et au moins une par année entre 1995 et 2007, dont l'apogée fut celle de 2005 qui dura trois semaines et toucha des centaines de communes.

<sup>300</sup> G. Mauger, « Enquête sur la société du bas des tours », entretien in *La Lettre de la DIV*, n°92, mai 2004.

notamment, des casseurs urbains (dégradations, bris de vitrines, etc.), qu'ils opèrent lors de « razzias » planifiées à cette fin<sup>301</sup>, à l'occasion d'affrontements entre bandes rivales ou en marge de manifestations légales organisées dans l'espace public. Le phénomène des casseurs urbains nécessiterait toute une étude en lui-même.<sup>302</sup>

Avant d'aborder l'analyse, apportons un récit servant d'exemple concret d'un caillassage *tout ce qu'il y a de plus « ordinaire »* et qui en souligne le processus social, temporel et spatial :

Une nuit d'été alors que [X] et quelques uns de ses amis traînaient en bas de l'immeuble, des « petits » viennent en vélo les prévenir qu'une voiture de police tourne dans la cité. [X] qui fait partie d'un groupe surnommé les « Huns » – apparemment connu de la police –, qui a justement eu des ennuis quelques jours plus tôt et veulent saisir l'occasion de se venger. Ils s'informent donc de l'endroit où se trouve les fonctionnaires (CRS), investissent un bâtiment stratégique, mais du fait que l'action se décide sur un coup de tête, ne sont que peu équipés en projectiles. Chacun appelle avec son téléphone portable des amis de la cité, et le groupe passe d'une dizaine à une trentaine de jeunes qui se répartissent dans les coursives sur plusieurs étages. Quelques jeunes ont amené des « bacs bleus », ces caisses destinées au recyclage, remplis de cailloux et de bouteilles. La répartition des munitions est totalement libre et dès que le fourgon de police est à proximité, un des « grands » donne le feu vert et une pluie de projectiles s'abat sur le véhicule mais apparemment, peu d'objets lancés touchent leur cible. Ceci n'est pas très grave en soi car ce qui compte avant tout c'est « d'effrayer l'ennemi ». Une fois que les acteurs sont à court de munitions, ils se replient en hurlant chacun leur « blaze » c'est-à-dire leur nom de code. Pour [X] et [Y], il s'agit « des Huns » [nom fictif]. Dans cette opération, tous les acteurs ont participé, des plus petits aux plus grands, tous ont jeté des projectiles bien que les plus petits aient servi de système d'alarme et que les plus grands aient donné l'ordre d'attaquer et de se replier. Au final, [X] se retrouve avec des amis à lui, ils sont moins d'une dizaine dans une cave aménagée en salon pour finir la soirée en se remémorant l'opération caillassage tout en « s'enfumant la race », c'est à dire fumer des joints. (TXB)

### *L'identité au centre de la haine et de la guerre*

*« Pourquoi c'est la guerre? Ben on voit que tu vis pas ici toi, on voit que t'as jamais fini allongé par terre avec les menottes le pied du keuf sur la gueule devant tout le monde et tout ça pour un putain de contrôle d'identité, tout ça parce que t'as ouvert ta gueule et que le keuf il a cru direct que tu l'agressais, 'vas-y mais j'suis pas un délinquant moi pourquoi tu me traites comme ça ?' et l'autre qui te fait texto 'pour moi vous êtes tous les mêmes' mais attends mon gars, là, tu subis tu vois, tu te fais marcher dessus comme une merde. Attend ce soir, attend que tu reviennes dans mon quartier, mon gars ça va pas être la même, si je te touche avec ma brique et que tu tombes, c'est moi qui te marcherai sur la gueule. »*

<sup>301</sup> Le groupe des « Huns » (nom fictif) qui a fait l'objet de cette étude pratique également le pillage (mais sans trop « casser »), essentiellement pour se procurer des objets de consommation de marque ou dispendieux.

<sup>302</sup> De la même façon, nous n'aborderons pas le caillassage *non organisé* qui ne relève pas de notre objet parce qu'il ne s'agit pas véritablement d'un rassemblement de personnes. Nous pensons ici aux actes isolés et non récurrents (par les mêmes auteurs) qui consistent à lancer des projectiles sur des trains ou des véhicules circulant sur des autoroutes, même si les événements peuvent être fréquents : <http://www.varmatin.com/tag/caillassage> ; <http://www.ladepeche.fr/article/2009/02/20/562215-Montrabe-Trois-ados-arretes-pour-caillassage-d-un-train.html> ou encore <http://www.letelegramme.com/ig/generales/france-monde/france/seine-maritime-trois-jeunes-interpelles-apres-le-caillassage-de-voitures-sur-l-a29-pour-s-amuser-29-07-2009-489043.php>

La notion de « guerre » est employée tant par les caillasseurs que par les forces de l'ordre. Et elle correspond en partie à la définition de la réalité : une opposition frontale et violente entre deux parties qui tentent, l'une comme l'autre, d'imposer sa domination – son droit – par l'emploi de la force sur un territoire que l'on se dispute.

Ces jeunes ne sont pas des sauvages, des voyous ou des asociaux de façon innée et naturelle, tout comme gendarmes et policiers ne sont pas des « ripoux » ou des individus posant des gestes violents, des exactions ou faisant des interpellations arbitraires. Il y a en a, certes<sup>303</sup>, mais là n'est pas la question. *Chacun fait son job*, tout simplement. Et celui-ci exige de faire corps avec son groupe d'appartenance, cristallisant l'opposition antagonique des deux groupes.

*« Il est certes important de résister à tout amalgame des conduites juvéniles aussi bien que des comportements policiers. Du côté des jeunes, il arrive fréquemment que des conflits éclatent entre ceux qui provoquent des actions policières et ceux qui les subissent. Bien souvent ce ne sont pas les mêmes. Du côté des policiers, les mêmes différences existent et les individus ne sont pas interchangeables. Toutefois d'un côté comme de l'autre, lorsque l'on se situe dans l'action, c'est-à-dire sous le regard des autres, la nécessité de « faire bloc » face à l'adversaire prédomine et la « loi du silence » (qui couvre les violences illégitimes) existe aussi bien dans les groupes de jeunes que dans les groupes de policiers ».*<sup>304</sup>

Mais les uns comme les autres n'en peuvent plus : policiers et gendarmes ne peuvent plus intervenir en certains lieux – quand ils peuvent entrer – sans recevoir insultes, crachats et jets de projectiles. Exaspérés et préférant devancer les attaques plutôt que de les subir, ils sont suivis par leur hiérarchie et l'institution développe deux approches complémentaires. Où bien les policiers deviennent des « cow-boys » comme ceux des brigades anti-criminalité (nommés « pitbulls » dans les quartiers) qui manient mieux le tonfa que le dialogue, ou bien policiers et gendarmes débarquent en nombre, équipés comme s'ils devaient affronter une guerre civile. L'agent de la paix de quartier en tenue est bien loin derrière. Nous en sommes bien arrivés là.

Quant aux caillasseurs, ils sont le fruit et les acteurs d'un processus historique de ghettoïsation ethno-culturelle progressif – dont ils ont une conscience aiguë – par l'exclusion sociale, économique et politique dont ils sont les objets. Vides d'un sens social d'existence qui serait transmis par la voie générationnelle, ils se construisent par eux-mêmes leur identité collective avec ce à quoi ils ont accès et qui leur donne du sens : des produits « culturels » pré-formatés par l'industrie du divertissement (rap, hip-hop, scratch ; imaginaire de gangs, de crime et de virilité) et un lieu banal qui est le leur et dont ils s'emparent. Miette de pouvoir, mais c'est leur seul pouvoir réel sur le monde et ils y tiennent : c'est *leur* territoire, *leur* identité, et ils entendent défendre cette partie d'eux-mêmes qui constituent leur « racine » ; enracinement bien faible, et c'est pourquoi ils y attachent autant d'importance. Tout étranger y est donc une intrusion intolérable, tout comme une bande de jeunes serait intolérable dans le monde (tout aussi identitaire et fermé) d'un commissariat de police ou d'une brigade de gendarmerie.

---

<sup>303</sup> Et ces affaires contribuent pour beaucoup à entretenir le climat de défiance, de tension et de rejet des forces de l'ordre, d'autant que l'évidence est parfois niée ou que les dossiers disparaissent avant les procès. A propos de la « bavure » de Montfermeil : <http://www.rue89.com/2008/12/09/bavure-de-montfermeil-le-dossier-disparait> Pour la vidéo : <http://www.rue89.com/2008/10/23/montfermeil-la-vidéo-intégrale-qui-met-fin-a-la-polemique> . La scène est à 8m40 du *rush*. L'avantage des accusations de « vidéos bidonnées » est que les journalistes laissent maintenant leur caméra tourner, fournissant de longs *rushes* à visionner.

<sup>304</sup> Mucchielli, L. ; Le Goaziou, V. (dir) ; *Quand les banlieues brûlent... Retour sur les émeutes de novembre 2005*, Paris, La Découverte, 2006.

Force devant rester à la loi, le rapport de force est inégal. La relation dominant-dominé est fondamentale et les acteurs ne font pas jeu égal. Mais aussi étonnant que cela puisse paraître, les jeunes des cités – hors de celles-ci et en circonstances ordinaires – respecteraient l'autorité voire l'uniforme. L'exaspération sociale vient de la répétition, du harcèlement, du sentiment du processus qui n'aura jamais de fin et de l'injustice dans le traitement et dans les droits.

Répétition, harcèlement et *processus éternel* quand les contrôles d'identité sont récurrents,<sup>305</sup> parfois plusieurs fois dans la même journée, le plus souvent dans la même semaine, et ainsi de suite, mois après mois, années après années. Contrôle d'identité, parfois sans motif à priori et, selon les interlocuteurs, sans qu'il y ait présomption de délit, pour le fait d'être de couleur ou d'être en un endroit particulier. Mois après mois, années après années. On peut concevoir que le dominé en retire un fort sentiment de frustration, un ressenti d'injustice (ils ne sont ni sourds ni aveugles) difficilement dissimulable et qui se pourra de transformer en altercation voire en révolte, créant chez les deux protagonistes – autant chez les policiers – un sentiment légitime de victimisation, d'opposition et d'incompréhension.

Injustice dans le traitement et dans les droits, car c'est une réalité. Les expériences vécues par nos enquêtés confirment toutes celles que l'on peut relever dans les enquêtes sociologiques sur les jeunes et la police. Elles sont unanimes :<sup>306</sup> « *Le racisme institutionnel de la police, les pratiques discriminatoires à l'encontre des jeunes "de couleur", la pression exercée sur les cités et ses habitants qui en rejettent le stigmata tout en ne cessant de s'y identifier* »<sup>307</sup> forment l'ossature qui structure les relations entre les jeunes et les forces de l'ordre.

La notion de « zone de non droit » peut ici tout à fait s'inverser. Pris individuellement, un récit indiquant l'impossibilité de porter plainte contre des agents de police (« *t'a déjà vu toi des schmittons (policiers) tomber parce qu'un type des quartiers a porté plainte ? T'es fou ! Mon gars, si tu vas au poulailler pour leur dire qu'ils sont trop violents, ils vont te faire Auschwitz ! (arroser au gaz au poivre)* ») rejoint tout à fait les résultats des études les plus sérieuses : « *Toutes les affaires de ce type que nous ayons suivies dans nos lieux d'enquête se sont terminées par des condamnations des jeunes. Sans exception. L'attitude de l'IGS dans cette histoire contribue à renforcer l'impunité de cette frange de la police qui fait fi du code de déontologie censé cadrer son action. C'est la deuxième fois que la « police des polices » est mise à contribution dans des affaires de violences policières dans ce quartier. C'est aussi la deuxième fois qu'une tentative de plainte n'aboutit pas dès sa phase initiale* ».<sup>308</sup>

La « guerre » par le caillassage est le résultat d'une logique d'affrontement dont on ne perçoit pas la sortie possible : « *comme personne veut faire l'effort, ça va péter et quand ça aura changé peut être que les choses vont bouger mais faut pas croire, c'est trop kéblo (bloqué)* »

---

<sup>305</sup> Après des mois d'enquête et de longues discussions avec policiers et gendarmes, nous ne sommes toujours pas parvenus à mesurer le rôle et l'efficacité exacte des contrôles d'identité, si ce n'est que comme prétexte à pouvoir nouer un contact et un dialogue avec des individus sur la voie publique.

<sup>306</sup> Voir le dernier rapport d'Amnesty International, *France : des policiers au-dessus des lois* (avril 2009).

<sup>307</sup> Kokoreff, M. ; « Les émeutiers de l'injustice », *Mouvements*, n°44 (2006)

<sup>308</sup> Mucchielli, L. ; Mohammed, M. ; « La police dans les "quartiers sensibles" : un profond malaise », in Mucchielli, L. et Le Goaziou, V., (dir.) ; *Quand les banlieues brûlent... Retour sur les émeutes de novembre 2005* (édition revue et augmentée), Paris, La Découverte, 2006.

## *La défense du territoire*

Le caillassage est donc une réponse – identitaire – à un cercle vicieux dans lequel tous les protagonistes sont englués. Devant leur impuissance – tant sociale que légale – les jeunes qui caillaient les forces de l'ordre ont choisi : « *faut leur montrer qu'on se laisse pas démonter comme ça* ». « *Rendre la pareille* » procure une certaine jouissance et une part de fierté quand s'exprime un pouvoir que seul le caillassage peut procurer : « *Tu leur montres que toi aussi t'as le pouvoir de jouer le sheriff et de faire la loi* ».

Le quartier ou la cité est un lieu identitaire, d'attachement et d'enracinement. D'où d'ailleurs les rivalités entre bandes de différentes cités ou de différents quartiers.

Mais la police incarnant l'ennemi par essence, toute intervention de sa part sur le territoire est perçue comme une invasion ou à minima une provocation : « *Comme les résistants ou un truc comme ça, on se bat contre l'envahisseur* ». Ils sont chez eux : « *L'immobilisme des bandes de jeunes les rend symboliquement "maîtres" d'un petit espace que la police "confisque" ostensiblement par moments, en se maintenant par exemple pendant de longues minutes sur les lieux de stationnement juvénile sans autre objectif que "d'occuper" ce territoire* ». <sup>309</sup> Le caillassage – un « devoir » collectif – a alors pour objectif de « libérer » le territoire perdu : « *on les fait dégager* », « *Ben c'est clair qui faut défendre le quartier. Faut que les condés ils apprennent que c'est pas chez eux ici, t'as vu !* »

Mais la défense du territoire peut aussi être appréhendée dans un sens nettement plus large : *la maîtrise du territoire*. Nous verrons plus loin que le caillassage des pompiers et des bus est une activité d'apprentissage plutôt réservée aux plus jeunes, pour qu'ils acquièrent des compétences avant de s'attaquer aux forces de l'ordre. Toutefois, il semble que des pompiers aient été caillassés en raison d'une attitude qui aurait été arrogante, défiante ou jugée comme étant irrespectueuse, ce qui nous ramène à l'identité et à l'honneur : « *Moi j'ai bombardé les pompiers d'accord, mais c'était parce que les mecs ils faisaient trop les dingues... c'est tout quoi, c'était pour leur dire que c'est pas chez eux ici, qu'ils se la jouent pas comme les chtars (policiers)* ».

Il reste que si « bombarder » les forces de l'ordre confère de l'identité collective, le geste a aussi une incidence sur la construction du « Moi », respecté d'autrui, car l'action donne de la grandeur – en termes de réputation et d'honneur – à celui qui la réalise. C'est pourquoi le caillassage des pompiers est affaire mineure, affaire sans grande valeur sociale, au contraire du caillassage des policiers : « *C'est clair, les mecs à part leur jet d'eau... il y a pas de mérite à bombarder les pompiers... Faut être un mec pour bombarder les condés (policiers) parce que tu risques quelque chose vraiment tu vois, pas comme si tu bombardes les pompiers ou un gadjo (individu) au hasard* ».

Par ailleurs, et nous y reviendrons, la défense du territoire crée des occasions où se manifeste la solidarité au sein du groupe, un moment de *catharsis sociale*. Enfin, on ne saurait ignorer la part de jeu et de plaisir qui se rattache à l'activité : « *ben franchement ça me fait zizir (plaisir) de voir mes potes et d'aider, j'préfère ça, que rester chez moi dans ma chambre. Même s'il fait froid, j'préfère défendre le quartier que rester les mains dans les poches t'as vu* ».

---

<sup>309</sup> Idem

### *Les fonctions spécifiques des quatre types de caillassage*

On a trop souvent tendance à considérer le caillassage comme une activité « sauvage » et globalement indifférenciée : lancer des projectiles sur des symboles de l'Etat pour manifester sa révolte sociale ou pour protéger un trafic illicite. Mais l'activité est plus complexe, répond à des logiques et à des degrés d'organisation différents selon sa fonction spécifique. A tel point que le « caillassage spontané » n'a que peu de points communs avec le « guet-apens ». Examinons ces formes d'action.

#### *Le caillassage spontané : la chasse opportuniste*

Le caillassage spontané est le type le plus fréquent dans les cités. Il est spontané car il se déroule lorsque la cible se présente aux groupes alors que ceux-ci ne prévoyaient pas, dans l'immédiat, de caillasser. Mais l'opportunité se présentant de façon subite, on y procède.

Il ne demande pas d'organisation particulière, si ce n'est de déjà connaître les endroits où se trouvent d'éventuels projectiles. Et encore que. Quand nos interlocuteurs ont ainsi caillassé la police, ils se sont servis du matériel à portée de main, tel que des bouteilles de bière vides : « vite fait il a commencé à bombarder avec les bouteilles qu'on avait » ou encore, « il été comme un fou à chercher un truc par terre, au final il a ramassé l'Heineken de [X] et l'a jeté en direction des flics ». Au final, tout objet environnant est potentiellement un projectile : « après franchement t'as toujours moyen de trouver des trucs qui traînent. Va faire un tour en bas de l'immeuble en partant et tu verras que je te mens pas, que si tu te baisses un peu tu trouves à l'aise des trucs à balancer ».

Le caillassage spontané, de par sa nature, peut être pratiqué en petit groupe et se déroule relativement rapidement. Il peut se comparer à la chasse opportuniste : la proie apparaît. Mais la réaction n'est pas qu'émotive, elle est aussi rationnelle pour qu'elle se solde par un succès (le but étant « d'effrayer l'ennemi »). Il faut que l'action soit réalisable par le fait d'être doté de munitions, d'être assez nombreux pour éviter d'être appréhendé trop facilement et de ne pas être trop éloigné d'un « point de chute » pour que le repli ou la fuite restent possibles. Le caillassage spontané est aussi affaire d'évaluation de faisabilité, celle-ci pouvant même être discutée au sein du groupe. Sinon, il reste toujours les insultes et les bras d'honneur.

#### *Le guet-apens : la chasse à l'affût*

Les policiers tombent parfois dans ce qu'ils qualifient de « traquenard », c'est-à-dire qu'ils ont été appelés sur les lieux pour un motif quelconque (souvent un feu de poubelle, voire de voiture) alors que la véritable raison de l'appel est un *caillassage en règle*. Le guet-apens se caractérise par deux aspects principaux, un *degré d'organisation élevé* ainsi qu'une *volonté de blesser* les agents des forces de l'ordre ou, à tout le moins, de *chercher à les épouvanter*.

Le guet-apens ne s'improvise pas. Il nécessite de la part des caillasseurs de mobiliser le plus grand nombre possible de participants, mais aussi de prévoir les projectiles ainsi que le lieu où se déroulera le caillassage, et donc de pouvoir anticiper le parcours que feront les policiers lors de leur ronde ou par rapport à l'incident qu'ils viennent constater. Le guet-apens semble

être clairement le type de caillassage le moins courant, du moins c'est celui qui est le moins apparu durant l'enquête.<sup>310</sup>

Ce type de caillassage a une finalité bien particulière, celle de *la vengeance*. Il est avant tout une réponse à une opération de grande ampleur qui aura débouché sur des interpellations, sur le démantèlement d'un réseau de trafic illicite ou encore, qui aura engendré une « bavure », mort d'homme ou blessé grave. L'émeute de 1998 est exemplaire de ce type de caillassage, puisqu'une bavure policière a entraîné plusieurs guets-apens débouchant au final sur une série d'émeutes et s'est soldé par une tentative de meurtre à l'arme à feu sur des agents de police.

Le caillassage « guet-apens » prémédité reste malgré tout une pratique assez peu répandue. Elle n'est pas (encore) banalisée, entre autres parce qu'elle conserve (encore) son caractère de « mesure d'exception ». On la réserve pour des « réponses » fortes et on y aura recours en cas d'événements très particuliers : « *C'est arrivé qu'on le prépare le truc, genre 'rendez vous là à telle heure, venez pas les mains vides...' Ouais, mais ça c'est quand ça devient chaud, soit qu'il y a des frères qui sont tombés, soit que les schmits ont déconné* »

Le fondement de ce type de caillassage étant spécifique, l'arsenal change également. C'est donc dans l'intention de *faire mal* pour se venger que l'on voit poindre l'usage de projectiles incendiaires comme des cocktails Molotov. Si les pierres et les autres objets habituels continuent d'être utilisés, les projectiles causant les plus gros dommages font leur apparition afin d'accroître les chances de blesser. Dans notre comparaison, la chasse à l'affût est sans doute le modèle qui convient : on attend la cible, on est équipé en conséquence pour ne laisser aucune chance à la proie, et dès que celle-ci est à portée, le caillasseur ouvre le feu.

La préparation d'objets incendiaires, la disposition des guetteurs et l'anticipation du trajet de la cible nécessitent une organisation efficace, comme nous le verrons plus loin. Soulignons toutefois la technicisation croissante, à la fois du caillassage et de l'armement. Ainsi en est-il de l'adjonction d'acide à l'essence des cocktails Molotov afin d'en maximiser les effets.<sup>311</sup>

#### *Le caillassage d'affrontement : la chasse à courre ou la battue*

Entre le piège rationnellement tendu lors d'un guet-apens et imprévisibilité de l'opportunité, une forme intermédiaire de caillassage existe, celle de l'affrontement volontairement cherché. Pour poursuivre l'image, il s'agit de rechercher une cible, en partant à sa rencontre comme on le ferait lors d'une « chasse à la rencontre », une chasse à courre ou une battue.

Cette forme est intermédiaire entre les deux types extrêmes parce qu'elle ne nécessite pas une organisation élaborée (bien qu'il faille prévoir projectiles et stratégie de repli) comme le guet-apens, bien que son motif de base soit similaire, la vengeance d'un affront. Mais cette démarche peut aussi ne pas être très intense : au moins effrayer la police, ce qui est déjà une vengeance en soi, mais on parvient à blesser un ennemi, ceci constitue une victoire totale.

---

<sup>310</sup> Malgré la médiatisation de ces événements et les montées au créneau des syndicats de policiers, les guets-apens ne sont pas encore une pratique régulière et routinisée. Pas encore.

<sup>311</sup> L'ajout d'acide au carburant peut signifier une véritable volonté de la part des caillasseurs de mettre toutes les chances de leur côté afin d'atteindre leur objectif, celui de se venger en effectuant ce qui est considéré comme une tentative d'homicide volontaire : « Au total, onze canettes ont été saisies et transportées, avec précaution, jusqu'au laboratoire de police, au commissariat central. À première vue, les canettes contiennent un mélange d'acide et de carburant » (*La Dépêche*, 05/02/2008).

Cette forme de caillassage est particulièrement accessible aux petits groupes qui ne disposent pas d'un « capital social » suffisant pour être en mesure de mobiliser un groupe élargi ou qui n'ont pas les compétences pour monter un guet-apens. Par conséquent, ils partent à la quête d'une cible (une voiture de police) armés de quelques cailloux ou plus rarement d'objets incendiaires. Une fois la cible repérée, ils la caillassent et opèrent rapidement leur repli.

#### *Le caillassage de diversion : la chasse à l'effroi*

Le caillassage peut également avoir une dimension utilitaire quand il est lié au trafic illicite de stupéfiants. Tous les caillasseurs ne sont pas *dealers*, très loin de là. Mais ils vivent en osmose sociale avec ceux qui font du « biz » (qui concerne pour l'essentiel le trafic de drogues douces) et bénéficient des avantages matériels que procure le « business » organisé dans leur quartier.

De façon globale, il sert à faire diversion en détournant l'attention de la police pendant que s'effectue une transaction, un *deal*. Mais deux cas de figure existent.

Premièrement, la prévention. En commanditant un incendie de voiture suivi d'un caillassage des pompiers et des forces de l'ordre, les trafiquants s'assurent d'une sécurité relative puisque les forces de l'ordre sont déjà occupées à gérer une situation délicate, une intervention avec caillassage. Le succès de ce genre d'opération ne peut advenir que si la police est affairée suffisamment loin de la transaction. Mais le caillassage doit aussi être court : une opération de grande ampleur finirait par un bouclage du quartier, ce qui empêcherait toute sortie discrète.

Ce caillassage préventif peut parfois – exceptionnellement et semble-t-il pour les transactions d'importance – être l'objet d'une rémunération : « *Je me rappelle une fois, quand je faisais équipe avec eux, il y a eu un biz bien lourd t'as vu, genre les keums ils flippaient bien. Ben ils nous ont envoyé de l'autre côté de la cité cramer une wago (voiture) et attendre que les keufs passent pour qu'ils puissent faire la transac (transaction) tranquille. Avec mon cousin, on a appelé des collègues et on s'est préparé, on est allé à la cave, j'avais un caddie plein de matos et on a bombardé quand ils sont passés. On n'était pas toujours payé, normal quoi ! Mais cette fois mec, les gadjos ont douillé leur mère (la paie fut bonne) »*

Deuxièmement, la réaction. Il s'agit plutôt ici d'un caillassage de dernier recours, non pas organisé et intense comme le précédent mais tout de même prévu « au cas où ». Il consiste à « repousser » les forces de l'ordre si elles arrivent : « *c'est le seul moyen de les tenir à l'écart t'as vu ! Si les condés, ils débarquent pas au bon moment, alors faut être prêt à les occuper ».*

D'une part, repousser pour avoir le temps de partir, dans le cas d'une consommation sur place : « *Ouais moi une fois j'étais avec d'autres collègues on s'était mis dans le hall t'as vu ! C'était tranquille on faisait iech (chier) personne quoi ! Bonne musique, on fumait on tchatchait et puis voilà pas qu'on voit passer la BAC genre les keums ils pensaient trop nous griller mais t'inquiète, on les calcule de loin quoi. Enfin bon on range le matos vite fait puis il en a qui sont monté j'sais plus au 3 ou 4 (étage) et ils les ont allumé. Les autres (la police) le temps qu'ils s'activent... Nous, on avait décollé. Paf, ni vu ni connu, je te la fais à l'envers ».*

D'autre part, repousser la police qui arrive « au mauvais moment » peut permettre qu'un « deal » se termine. L'usage du téléphone portable est central : on prévient ou l'on est prévenu d'une menace imminente (souvent policière) ou d'un besoin de soutien urgent. Inversion de problématique avec la banalisation du caillassage ? Si autrefois les trafiquants surpris par la police s'enfuyaient, dorénavant ils font face et font fuir les policiers.... grâce au travail de

ceux qui ne trafiquent pas : « je suis avec mes potes comme [X] et [Y], ou je traîne avec d'autres, les potes à mon grand frère, et quand le biz arrive je dérape (pars) dans un endroit plus calme où il y a pas tout le monde, mais quand les condés arrivent, les p'tits qui traînent dans la rue ils nous préviennent et... si les condés ils dérangent, tu vois, bien chiant à te mater pendant 3 heures, il y a des chances qu'ils prennent une pierre sur la gova (voiture) comme ça ils bougent et tous ceux qui sont tricards (qui ont des ennuis avec la justice) ils rentrent pépères chez eux ».

Un dernier cas de figure du caillassage est la mise en déroute. Il s'agit ici d'une opération de secours, de sauvetage, d'une personne poursuivie par des forces de l'ordre afin qu'elle puisse s'échapper plus facilement. Dans ce cas-ci, les compères ont été appelés au téléphone : « tu te rappelle pas la fois où [W] nous a appelé, que son cousin arrivait dans la cité avec les keufs au cul ? Ben là on était présent aussi, le keum, le cousin on le connaît pas trop tu vois, ben on était là pour l'aider. On attend et quand les condés passent, on bombarde ».

Le plus intéressant ici est que ces différentes formes de caillassage défensif reposeraient sur une solidarité collective et l'absence de rémunération. Un caillassage altruiste où la solidarité serait la motivation ultime ? Plus ou moins, car le « dictat de la réputation » contraint à collaborer : « si on m'appelle pour donner un coup de main, ben je refuserais pas tu vois parce que sinon on dira que j'suis pas un gars réglo, que je suis une tapette » ou « Quoi ? De la thune (argent) ? Mais non, tu le fais parce qu'il faut le faire c'est tout ! ».

La solidarité de clan n'exclut pas la « solidarité forcée » car nos acteurs sont aussi conscients des sanctions sociales (dénigrement, perte de réputation, rejet, voire violence) qui leur sont réservées en cas de refus de solidarité. De la même façon, le caillassage utilitariste pour le trafic illicite concerne tous les membres des groupes pratiquant le caillassage, alors même qu'ils peuvent être étrangers au monde de la délinquance (hormis celui du caillassage).

#### *La ludicité du caillassage.*

Au-delà des fondements identitaires, symboliques, territoriaux et stratégiques, le caillassage répond aussi à une autre logique : celle du plaisir ressenti, qu'il relève du défoulement, de la vengeance d'un affront ou du jeu ludique du « délire entre potes ».<sup>312</sup>

Cette ludicité explique que des policiers puissent être attaqués même s'ils ont le sentiment de ne pas avoir créé de provocations. Si leur simple présence est en soi une agression, la réplique procure adrénaline et occasion de jeu collectif : « Ben c'est clair que c'est tripant, ouais l'autre soir on s'enfumait la race sur le toit et [Z] il a vu les condés (police) tapiner en bas, vite fait il a commencé à bombarder avec les bouteilles qu'on avait. Les condés, ils étaient trop en despee (verlan de speed pour stress) (rire). [Z] il avait bien la haine, pas besoin de raison, il a vu les condés et il a pas réfléchi quoi ».

---

<sup>312</sup> A propos des émeutes de 2005, Michel Kokoreff (2006) souligne cet aspect : « on ne peut nier une dimension, plus ludique : jouer au chat et à la souris avec les policiers, tendre des embuscades, mais aussi faire la une des journaux. Cette entrée progressive dans le « jeu » peut être considérée comme l'un des effets de la surenchère médiatique et sécuritaire, tout le monde s'intéressant soudainement aux banlieues ». Ce type de motif se retrouve également dans l'étude dirigée par S. Boissard : « En plus, c'était un jeu pour eux. Il faut le dire, pour eux, c'était un jeu, ils s'amusaient. Dès 18 heures, on va courir, on va foutre le feu, on va jouer avec la police. Et franchement, le plus important pour eux, c'était le duel avec la police. Ils jouaient aux gendarmes et aux voleurs. Enfin là, aux gendarmes et aux émeutiers. Ce qui est drôle, ça, mon frère [âgé de 15 ans] me l'a dit, pour eux, c'était vraiment un jeu [grandeur] nature quoi. Comment dire ? C'était la réalité mais ils trouvaient ça drôle. C'étaient pas les copains qui couraient après, c'étaient vraiment les flics mais c'était drôle ».

Les réactions des forces de l'ordre ne sont pas les seules à être objet de dérision, dans ce jeu ludique, on se « marre » bien entre amis : « *Un de mes potes qui justement a eu des problèmes quelques jours avant à cause d'une histoire de pétard a commencé à s'énerver, il était comme un fou à chercher un truc par terre, au final il a ramassé l'Heineken de [X] et l'a jetée en direction des flics, ça a fait marrer tout le monde et on a fait comme lui, on s'est couvert avec les capuches et on a vidé le pack que [Y] et [Z] venait de finir... Mes copains eux, ça les a fait délirer de se friter avec les flics* ».

Dans ce caillassage spontané – mais le guet-apens est encore plus jouissif – on remarque que le caillassage est d'abord lancé par un membre du groupe qui montre une forte animosité à l'égard de la police. Si le mobile de fond de l'initiateur reste la vengeance, il paraîtrait que le groupe caillasse à son tour plus par jeu, dans l'intention de s'amuser.

### ***Division et hiérarchisation du travail dans le caillassage.***

Une répartition des tâches dans le caillassage existe bien et elle se manifeste le plus nettement lorsque le caillassage est le plus organisé. Cette division correspond à une hiérarchisation à trois niveaux qui correspondent à la fois à une spécialisation des tâches en fonction de l'âge et des compétences ou du prestige des individus.

Les « petits » (ainsi nommés) ont généralement entre cinq et douze ans. Leur fonction principale est de servir de « système d'alarme », de guetteurs, et de veiller à la sécurité du quartier. Telles des sentinelles maintenant en permanence une vigilance sur le territoire, les « petits » ou les « minots » *patrouillent* : « *ils sont en vélo à traîner et dès que les flics arrivent, ils nous préviennent* ». S'ils ont une capacité à passer inaperçus, ils souhaitent aussi se sentir utiles pour aider leur « grands frères ».<sup>313</sup>

Les « petits » ont également pour fonction de « préparer le terrain », c'est-à-dire collecter des projectiles, les placer, les disposer ou les stocker en vue d'un caillassage programmé ou lors d'émeutes. Ainsi, un caillasseur âgé de 12 ans en 2005 décrit son rôle lors des émeutes : « *j'ai cherché des bouteilles, des morceaux de goudron, avec mes copains on avait pété le goudron d'une route, c'était la galère mais les plus grands ils étaient fiers de nous, on était content d'aider. Sinon, j'ai fait le guet aussi quelques fois, j'ai réparti les... comment dire... bon les projectiles, j'ai fait aussi des cocktails (Molotov). J'ai porté aussi des caisses dans les coursives* ».

Les « petits » ne caillaient que peu la police (bien que cela puisse arriver). Les plus âgés leur conseillent de s'entraîner sur des cibles moins risquées comme les pompiers ou les bus. Comme le dit un caillasseur actif : « *j'ai un petit cousin, il est p'tit à peu près dix piges quoi, ben si il me dit qu'il veut se péta (taper) un condé j'lui dis "pas tout d'suite, attend de savoir tirer avant, va t'entraîner sur autre chose quoi"* ». Pompiers et bus font partie du processus d'apprentissage, qui se transmet : « *moi et un de mes potes, on a commencé à bombarder d'autres mecs que les condés, parce que on était plus jeunes et que on nous avait dit de pas commencer direct sur les condés, de se faire des arrêts de bus, des trucs comme ça. Ouais franchement c'est un truc de petit* ». Pour un autre : « *c'est un truc de petit les pompiers, ou*

---

<sup>313</sup> La plupart des études sociologiques menées sur les cités ont montré le rôle du sentiment de fraternité : le groupe de pairs élargi forme une « seconde famille », avec ses « petits frères » (biologiques ou « adoptifs ») et ses « grands frères » jouant un rôle de protecteur envers les petits, ces derniers rendant de menus services à leurs bienfaiteurs en compensation.

*les bus ou le métro. C'est plus pour voir ce que ça fait de jeter une pierre ou une bouteille sur une vitre quoi, séka pour séka (casser pour casser) »*<sup>314</sup>

Si les plus jeunes caillaient pompiers et bus, le caillage des forces de l'ordre concernerait, bien qu'il n'y ait pas d'exclusivité, pour l'essentiel des jeunes de 14 à 17 ans. Le caillage de la police – plus « excitant » de par les risques physiques – est plus prestigieux et méritoire auprès du groupe de pairs : « *Moi, je suis clairement un caillasseur de keuf policier, il y a pas de mérite à bombarder les pompiers... faut être un mec pour bombarder les condés parce que tu risques quelque chose vraiment tu vois...* »

Ces adolescents constituent donc l'essentiel des caillasseurs. Ce sont eux qui assurent cette fonction car – aussi étonnant que cela puisse paraître – il en va de leur *responsabilité sociale*. Déjà formés à la mise en place de « l'arsenal », ils estiment devoir assumer le caillage quand les plus âgés cessent de pratiquer. Ils deviennent porteurs d'un rôle social, celui de la cohésion du groupe, et porteur du sens, celui de la haine et de la guerre. Ce rôle leur est confié par les majeurs (qui ne s'en retirent pas complètement) et c'est leur tour : « *C'est par rapport à la justice, quand t'es mineur tu prends beaucoup moins cher par rapport à la justice, suffit que les autres (les majeurs) aient du sursis pour qu'ils ne veulent pas y toucher* ». Le rôle social qu'ils endossent volontiers n'est donc pas étranger à leur relative insouciance en ce qui concerne les sanctions qui s'appliquent à eux, du fait qu'ils sont mineurs.<sup>315</sup> Ces adolescents s'approprient *la rage*, allant jusqu'à considérer que les plus grands deviennent « mous » quant ils « posent » les projectiles, qu'ils ne font plus leur devoir, et qu'il leur incombe dorénavant d'assurer la continuité de la lutte contre la police : « *Enfin moi je sais que j'ai vu les plus vieux balancer des cailloux, maintenant c'est nous parce que les plus vieux... ils sont trop vieux quoi ! Les gadjos ils n'ont plus la rage d'avant, pas la nôtre en tout cas, ils pensent qu'il y a d'autres moyens, mais c'est pas vrai le seul moyen c'est de tout brûler. Puis quand nous aussi on sera des vieux alors les petits prendront la place...* »

A la majorité, le rôle des caillasseurs change, certes parfois pour des raisons personnelles (se ranger, travailler, avoir une vie de couple laisse moins de temps pour traîner) mais aussi pour des raisons judiciaires, beaucoup ayant un casier : « tomber » pour caillage est parfois un risque inconsidéré (car en sursis ou en récidive) : « *se faire pécho pour ça, ça craint grave* ».

Les plus grands – de 25 à 30 ans – occupent néanmoins un rôle extrêmement important dans le dispositif social et ont deux fonctions principales.

La première relève de la transmission idéologique : propager l'idée que l'ennemi est la police. Bénéficiant d'une place respectable dans la hiérarchie du prestige, les « anciens » motivent la pratique régulière du caillage par un discours pouvant relever de l'endoctrinement. Raconter les mésaventures liées à la police et à la justice étant une activité sociale que pratiquent tous les membres de la « société du bas des tours », l'ancienneté et la « carrière » assure de fait un nombre important d'anecdotes à transmettre aux plus jeunes.

---

<sup>314</sup> Voici l'exemple d'un article tiré de la dépêche du midi « "Oui, je sais, ce n'est pas bien de caillasser des bus..." Cette phrase entendue par des enquêteurs stupéfaits sort de la bouche d'un garçon de 10 ans. Un élève d'école élémentaire qui mercredi, a passé plusieurs heures en « retenue » dans les locaux du commissariat de Bellefontaine, à Toulouse. Cette mesure de garde à vue allégée pour les enfants de 13 ans, s'est appliquée également à deux autres "durs", âgés respectivement 11 et 12 ans... » (*La Dépêche du Midi*, 30/11/2007).

<sup>315</sup> On nous permettra de ne pas entrer ici dans le débat sur l'ordonnance de 1945.

La deuxième ressemble à celle des officiers d'un état-major. Ils assurent la transmission de leurs connaissances sur le plan tactique. S'ils ne lancent plus (ou moins) de projectiles, ils ne restent pas inactifs pour autant. Restant en retrait du « champ de bataille », ils peuvent avoir une vision d'ensemble et coordonner l'action. Ainsi, lors des émeutes de 2005 : *« il y en avait d'autres, des plus vieux, qui étaient juste au coin de la cité, qui nous voyaient nous et la progression des flics, le truc était vraiment structuré, ils nous prévenaient, ils nous disaient "attention ça arrive à gauche, attention ça arrive à droite, faites ci, faites ça" vraiment ils nous dirigeaient sur ce qu'il fallait faire car ils avaient plus de recul, ils pouvaient donc plus facilement analyser la situation »*.

La division du travail et l'organisation collective atteignent leur point d'apogée dans le caillassage de type guet-apens, où les plus jeunes sont mobilisés dans le rôle de guetteurs, où les plus âgés – souvent les « commanditaires » – sont de véritables chefs des opérations alors que les adolescents médians forment le gros de la « troupe », cantonnés au rôle d'exécutants. Contrairement aux intuitions ordinaires, *le modèle d'action n'est pas celui de la meute, mais celui de l'organisation raisonnée*.

Mais l'âge ne fait pas tout : la réputation et le prestige déterminent la place dans la hiérarchie du caillassage. Même à 27 ans, un jeune homme peu respecté de ses pairs sera mal positionné dans la hiérarchie et n'aura donc pas sa place dans « l'état major ». Alors qu'à l'inverse, un jeune de 19 ans mais reconnu comme un dur (car possédant un fort « capital guerrier » ou ayant purgé une peine de prison) pourra être dispensé d'aller caillasser et pourra rester à l'abri avec les plus âgés. Par ailleurs, les « businessmen » se retirent assez souvent de cette activité car la prise de risque liée au trafic illicite est déjà conséquente : *« Les mecs, ils traînent mais il y en a qui se mouillent pas, c'est normal »*.

### ***Éléments de mode opératoire tactique***

Le caillassage est une activité collective. Non seulement parce qu'il est un phénomène social ou qu'il met en jeu l'identité collective du groupe face à un ennemi, mais surtout parce que le déploiement stratégique repose sur la division des fonctions (nous l'avons signalé) et la mise en œuvre de tactiques opératoires relativement bien rodées. Le groupe est pour sûr essentiel pour deux raisons bien précises : la sécurité et l'efficacité.

***La sécurité de soi*** est primordiale. Plus le groupe est nombreux, plus elle est assurée et plus les risques sont diminués. Il ne viendrait d'ailleurs à l'idée de personne de caillasser seul : *« T'es ouf ou quoi ? Peut être que si t'es bien en hauteur et que t'as moyen de les esquiver ouais, j'dis pas mais c'est quand même bien chaud, parce que les condés mon gars c'est des pitbulls, ils te lâchent pas. Les gadjos quand ils te coursent faut que t'ais des potes qui peuvent te couvrir sinon c'est franchement la misère. Sincèrement j'crois pas que je connaisse un gadjo qui bombarde solo comme ça, enfin peut être mais moi j'ai jamais entendu ça. (...) mais solo, non c'est trop de risques t'es sûr de te faire pécho (attraper). Les condés si ils voient que tu es tout seul ils te courseront, en plus c'est chaud de traîner solo genre t'as pas d'amis quoi (il rigole) ! Franchement t'as vu ! J'y avais pas pensé mais c'est net que jamais j'bombarderais tout seul, j'sais pas mais on délire quand même, puis quand on est en masse comme ça, c'est moins risqué »*.

***L'efficacité*** va de soi – un projectile lancé fait moins de dégât sur la cible que plusieurs. Le nombre de lanceurs – et l'énergie déployée – est un gage de réussite d'une mise en déroute : *« si tu caillasses les keufs seulement à deux ou trois, t'as pas de bons résultats, [alors] que*

[c'est mieux] *si tu caillasses à trente ou quarante barges, qui balancent en même temps leurs cailloux* ». Donc : « *le nombre fait la force* ». <sup>316</sup>

**L'effet de masse** produit sécurité et efficacité. Plus les caillasseurs sont nombreux moins il y a de risques pour eux de se faire interpellé car un nombre important de caillasseurs génère une menace plus importante à l'égard des policiers, notamment par le jeu de l'intimidation que constitue un nombre d'adversaires élevé mais également du fait que l'intensité du caillassage contraint les forces de l'ordre à rester à couvert.

**Les munitions.** Tout est bon : pierres de toute taille, bouteilles, canettes, boules de pétanque, morceaux de parpaing, pièces métalliques et divers détritiques ; la taille et le poids des objets utilisés varient selon que l'on doive les lancer ou les laisser tomber. En raison de l'état général de certaines cités, le terrain peut regorger de projectiles potentiels. Mais des stockages sont également faits à titre préventif par les « petits » (voir notre passage) qui amasseront divers objets et cailloux pour constituer des arsenaux savamment disposés dans les endroits les plus stratégiques. Les Caddie® sont également très prisés et particulièrement utiles pour s'assurer d'une « gestion fluide » des munitions.

**Le travail à distance.** On évite tout contact direct ou en proximité, sauf quand le nombre le permet et que la cible peut être encerclée, comme pour un guet-apens. La technique principale de dispersion des forces de police et de harcèlement consiste à lancer des projectiles avec suffisamment de force et d' hauteur pour rester à bonne distance. Notons d'ailleurs la prise en considération et la maîtrise tactique de la configuration du terrain : infrastructures, dispositifs et éléments naturels permettant de se protéger, de se retirer ou de retarder l'adversaire.

**La rotation des lignes.** Etre suffisamment nombreux lors d'un caillassage permet de pouvoir mettre en place un double mouvement. Le premier, tactique, est celui des deux lignes : une première ligne de lanceurs mobiles peut s'approcher au plus près de la cible. Lorsque la première ligne doit battre en retraite (soit parce qu'elle est courcée ou parce qu'elle manque de munitions), une deuxième ligne de lanceurs (derrière) peut les « couvrir », de loin ou en prenant la place de la première ligne. Le deuxième mouvement est stratégique. Etre nombreux permet aussi de mettre en place une « procédure » notamment pour ce qui concerne la sortie, c'est-à-dire la fin du caillassage : ou bien les lanceurs de la première ligne se mettront derrière la deuxième, amorçant un mouvement de recul, ou alors le groupe dispose de points d'appui en hauteur : « *c'est qu'il y avait aussi des gamins en haut, sur le toit et les coursives les plus hautes, qui au moment où on a reculé ont balancé des cailloux pour nous permettre de battre en retraite* ».

**Le portable, les renforts et les munitions.** Le téléphone portable est un outil important pour le caillasseur car il permet de mobiliser relativement vite un nombre suffisant de participants afin de réaliser un caillassage efficace et sans risque. Appeler des renforts permet donc non seulement de grossir l'effectif de caillasseurs, mais les nouveaux arrivants ramènent aussi des munitions, ce qui de fait permet de passer d'un petit caillassage risqué à un caillassage intense et par conséquent plus sécurisé pour les caillasseurs :

---

<sup>316</sup> Le terme « barges » nous a interpellé, car il s'agit du seul moment où il a été employé et ce, à propos de l'efficacité du caillassage et des « résultats » obtenus. Si l'on traduit « barge » par « fou », le nombre « à trente ou quarante » n'est pas le seul gage d'un caillassage bien réussi : il faut aussi le faire « comme des fous », c'est-à-dire avec fougue, vigueur et déchaînement. Ce passage nous est apparu important car il montre l'importance de l'énergie déployée comme facteur important d'un « bon » caillassage.

« Si on voit les condés arriver, on appelle du monde pour les faire flipper, et peut être que nous, ceux qui étaient là avant, on a rien sur nous mais ceux qui arrivent ils amènent du matos quoi ! » ou « C'est plutôt si t'es en bas (d'un immeuble) et que tu vois les condés soit qui traînent trop près, ou alors qui chopent tes soces (amis), tu passes vite fait des coups de phones et voila il y a moyen ».

Les individus appelés en renfort peuvent très bien ramener des projectiles plus dangereux que ceux que trouvent les caillasseurs déjà sur place, voire des cocktails Molotov préalablement préparés. Mais étant donné la rivalité entre quartiers que nous avons pu observer, nous pensons que les renforts sont majoritairement des jeunes issus de la même cité.

**La stratégie de sortie.** Elle est essentielle et dépendra en partie du type de caillassage. Si ce dernier s'opère en un lieu loin du terrain que connaît le caillasseur, alors il se doit de savoir où il va « atterrir » après l'opération, pour des raisons évidentes de sécurité : les forces de l'ordre appréhenderont celui qui n'a pas d'endroit pour se cacher, surtout si tous les autres caillasseurs ont réussi à semer la police. « Faut qu'on sache tous où on atterrit après. Bon, on a l'avantage du terrain. Si t'es pas dans ton immeuble, tu peux squatter chez un pote, mais voila faut que le mec il s'attende à ce que tu sonnes parce que si tu restes devant la porte tu te feras pécho vite fait ». Les réseaux personnels sont essentiels car s'il n'y a pas de « point de chute » (collectif ou individuel) de prévu, les caillasseurs se retrouvent seuls lors de la fuite et chacun doit rechercher une solution individuelle : « la fuite [dans cette situation] tu sais que t'es tout seul et que c'est chacun pour sa peau ».

**La limitation de l'usage des armes.** Bien que les armes à feu soient présentes dans les cités et relativement simples de se les procurer,<sup>317</sup> elles ne sont pas mobilisées dans le caillassage. Toutefois, la potentialité d'un usage reste présente. Il suffirait que la situation se dégrade encore un peu plus pour atteindre le point de non-retour : « quand ça va péter ben là les armes tu les verras entre nos mains, ce sera pas des cailloux qu'on balancera mais des bastos (balles) ». Mais si elles sont très peu « sorties » (car cela reste encore très résiduel), ce n'est pas tant en raison d'une éthique quelconque, mais à cause des effets qu'entraînerait un tel geste. D'une part, les conséquences seraient collectives pour tout le quartier : « Franchement tu crois quoi ? Si tu utilises un gun, ça devient l'ouverture de la chasse à la cité, « bavureland » quoi ! C'est bon, déjà qu'on les voit assez les keufs, ils nous auraient pas lâché de sitôt, crois moi ! ». C'est donc en partie la crainte de voir les forces de l'ordre devenir encore plus radicales – voire en ayant recours à leur arme de service – que les caillasseurs refusent d'utiliser les armes qu'ils ont à disposition : pour ne pas voir exploser le nombre de « bavures » policières. D'autre part, les conséquences individuelles de tels gestes sont loin d'être éludées et la limitation de l'usage des armes est aussi la résultante d'un calcul coût-bénéfice : « c'est chaud quand même de shooter des condés, enfin j'sais pas si t'as vu la haine [le film], mais voila quoi, tu te fais un keuf et t'es sûr d'y rester, puis même si tu te fais pas descendre, tu prends perpette, tout ça pour avoir allumer un condé, ça vaut pas le coup ».

---

<sup>317</sup> On en trouvera des échos dans la plupart des médias, dans les travaux des sociologues ayant enquêté dans les banlieues, à la sous-direction de l'Information générale (SDIG, ex-RG) et, bien sûr, au premier titre, chez les représentants des forces de l'ordre travaillant dans les cités les plus révoltées. Pour un exemple médiatique : <http://www.leparisien.fr/abo-essonne/un-enfant-de-12-ans-parmi-les-casseurs-presumes-13-11-2008-308508.php>

**Conclusion.** Tout cela ressemble fort à quelque chose de bien connu ! Résumons.

Nous avons : affirmation d'un droit sur un territoire, système d'idées partagées, désignation d'autrui comme un adversaire, forte cohésion du groupe, constitution d'équipes mobiles avec répartition des fonctions, déploiement sur apparition d'une menace à l'ordre devant régner sur le territoire, primauté donnée à la sécurité individuelle lors de l'« intervention », ne jamais s'isoler du groupe, usage d'un système d'information et de communication, gestion fluide des munitions, hiérarchie de commandement et d'exécutants, disposition d'« épis », tactiques au sol de rotation (lignes, avancées et reculs) pour la « dispersion » des forces de l'ordre, anticipation des stratégies de repli, possibilité de renforts, utilisation massive de l'arme ordinaire, mais forte limitation de l'usage de l'arme ultime.

Ce modèle tactique ne rappelle rien au lecteur ? De quoi réfléchir longuement... sur *le miroir des forces de l'ordre* que sont devenus les caillasseurs des banlieues.

### ***Éléments de prospective***

Nous avons commencé cette étude en présentant notre « devise » qui en résume le cœur de la problématique : *il n'y a pas de raisons pour que cela s'améliore*. Pour les caillasseurs et plus généralement pour les banlieues, la prospective est aisée : la situation dégènera. En effet, l'évolution sociale, économique et politique que connaît la société française, la technicisation et la « montée en compétence » du caillassage, la présence de plus en plus remarquée d'armes dans certains quartiers, mais également la présence policière plus accentuée et la surcharge de l'institution judiciaire, nous font craindre que le pire reste encore à venir : dans les quartiers, mais aussi quand les caillasseurs sortiront des quartiers.

D'une part, au plan endogène, nous voyons mal comment la spirale de l'exaspération mutuelle et des violences réciproques pourrait être enrayerée, tout au moins à moyen terme, à moins de changer radicalement l'approche des forces de l'ordre et de pouvoir compter sur les effets du renouvellement démographique pour créer de nouvelles formes de relations sociales. Mais nous avons vu que les possibilités en ce sens restent au final assez minces. Au contraire, elles auraient plutôt tendance à aller en sens inverse, à monter en virulence.

D'autre part, au plan exogène, nous avons souligné dans les éléments de prospective apportés au deuxième chapitre la possibilité que les acteurs délinquants s'emparent des technologies de l'information et de la communication pour transformer leurs modes opératoires. A l'instar des black blocs s'agrègant pour des opérations ponctuelles, les caillasseurs pourraient arriver à transcender leurs différences et leurs divergences face à un ennemi commun, dès lors qu'ils auront franchi la frontière numérique dans la préparation de leurs opérations. Paraphrasons Marx : « caillasseurs de toutes les cités... », unis pour l'attaque en règle de cibles civiles en milieu urbain. Nouveaux prolétaires du 21<sup>e</sup> siècle, ils ont le nombre, ils ont la force, ils ont l'énergie du désespoir. Il ne leur manque que la cause – ou plutôt la conscience de la cause – qui les rassemblera. Que celle-ci soit l'Islam, les forces de l'ordre, l'oppression sociale ou la domination économique et culturelle importe peu ici : leur *intifada* collective peut survenir et, selon nous, elle surviendra. Reste alors une inconnue : quelle en sera l'ampleur et la durée ?

## SEPTIEME CHAPITRE

### ESSAI DE PROSPECTIVE CROISEE

Ce chapitre a pour fonction d'apporter quelques réflexions générales autour des enjeux et des évolutions envisageables dans un proche avenir des nouveaux rassemblements non autorisés de personnes dans l'espace public, tels que vus dans cette étude. Il s'agit donc d'un court essai de prospective qui, sans reprendre tous les « éléments de prospective » qui furent apportés dans les six chapitres précédents, cherche à relever les « courants de fond », les tendances partagées, qui risquent de continuer à se développer.

Une perspective croisée ? Oui, car certains rassemblements ne peuvent *exister que dans leur rapport aux forces de l'ordre*. Examiner les tendances des uns oblige à regarder les tendances des autres. Dans une interaction routinisée et institutionnalisée, les participants fondent leur relation à l'autre sur des anticipations mentales qui, quand « tout se passe bien », se verront confirmées dans la réalité. Dans cette situation, le « jeu » ou le « tango » entre les participants est déjà connu et bien huilé : chacun tient son rôle et vérifie que l'autre le tient aussi. C'est le cas des rassemblements « ordinaires », comme les grandes manifestations professionnelles, catégorielles ou intersyndicales : les compétences implicites de tous les manifestants, fruit de l'expérience, de l'apprentissage et des normes sociales du savoir vivre, et les compétences des organisateurs se couplent à celles des forces de l'ordre pour former un ensemble cohérent. *Que ce « tango » soit pacifique (pour le cortège) ou non (pour les débordements) : le jeu reste bien connu et anticipé* : les émeutiers attendent, c'est un rituel, le déploiement des forces de l'ordre ; celles-ci se déploieront bien selon un schéma tactique classique ; et ensuite suivront la non obéissance aux sommations, les affrontements, les gaz lacrymogènes, les répliques et la dissolution finale du rassemblement. Tous nos participants, d'un côté comme de l'autre, savent très bien faire, et tout cela constitue leurs compétences et leurs répertoires d'action.

Les forces de l'ordre spécialisées – gendarmerie mobile et CRS – apprennent continuellement de ces événements à l'aide des retours d'expérience, les RETEX,<sup>318</sup> et par leurs systèmes de formation. Et une partie des « émeutiers » ou des manifestants en fait tout autant, même si les modes de transmission de l'expérience et leur formation prennent d'autres formes.

Mais depuis moins d'une décennie – ce qui est relativement peu – la structure sous-jacente de l'interaction s'est progressivement transformée, dans *une double logique dynamique*, qui concerne tout autant les rassemblements de personnes que les forces du maintien de l'ordre. Cette double logique nous apparaît être en réalité *une double spirale* : une première qui est structurante (professionnalisation, uniformisation, mondialisation) et l'autre, déstructurante (déprofessionnalisation des acteurs, éclatement et diversification). Ce sont deux spirales dynamiques, progressives, et qui commencent à s'observer chez tous les protagonistes.

---

<sup>318</sup> Pour la gendarmerie mobile tout au moins, signalons le caractère systématique des « retours d'expérience » qui sont faits suite aux divers engagements et la qualité du travail de réinjection de ces retours dans le dispositif de formation réalisé au Centre national d'entraînement des forces de gendarmerie (CNEFG). Nous remercions les responsables pour leur accueil et la participation. Lors de notre visite, nous avons assisté à trois exercices reproduisant de façon assez réaliste les conditions de MO difficiles. Dans les trois cas, les « émeutiers » ont vraiment mis à mal l'escadron faisant le maintien de l'ordre et ont remporté la victoire. De notre point de vue, cela est tout à fait normal puisque le travail de RETEX est efficace et que les commandants des émeutiers connaissent la réalité du terrain. Mais cela montre aussi que dans une spirale négative, les forces de l'ordre n'ont pas (encore) l'ascendant, ni développé une *dynamique de déstabilisation préventive* de l'adversaire.

Ces deux spirales ne présument pas de la nature de l'interaction, ni du degré de violence de l'affrontement entre opposants. Une « montée en compétence » due à une professionnalisation réciproque peut certes mener à une situation qui se dégradera, comme dans les banlieues et de la part des caillasseurs. Mais elle peut aussi mener à un « non-jeu » lorsqu'une « montée en compétence » est couplée à un éclatement ou à une atomisation des formes d'action : les « commandos furtifs » (festifs, politiques ou violentes) ne forment plus de rassemblements : ils agissent, disparaissent, de sorte que le maintien de l'ordre militarisé n'a même plus d'objet.

En sens inverse, la déprofessionnalisation du maintien de l'ordre – car, comme nous le verrons, celui-ci n'est plus un métier, il est devenu une fonction exercée par plusieurs types d'acteurs dont beaucoup n'ont visiblement pas les compétences nécessaires – est une spirale tendancielle pouvant créer des affrontements violents qui, à la longue, pourront entraîner une reprofessionnalisation des militants : compétents dans la violence ou dans la non-violence.

Plusieurs scénarii sont possibles. *Le monde social étant cohérent*, les évolutions des nouveaux rassemblements de personnes et le maintien de l'ordre devraient relever de processus sociaux similaires, qu'ils se rencontrent en convergence (violence structurée contre militarisation, par exemple pour les black blocs) ou en divergence (non violence et dérision contre militarisation, par exemple pour les clowns). Mais si le processus n'est ni homogène, ni systématique, on peut parler de « co-construction » et de « parallélisme asynchrone » entre protagonistes.

Nous avons débuté cette étude avec *l'hypothèse de la progression en pire* : « il n'y a pas de raisons pour que cela s'améliore » avons-nous dit. En réalité, deux grands mouvements, deux grands rapports à la société, risquent bien de cohabiter.

D'un côté, l'hypothèse de la « progression en pire » représente *le scénario de la continuation de notre société moderne* où la revendication pour la justice sociale, pour l'égalité des droits, pour la solidarité envers les plus démunis et les exclus, pour l'équité, pour un équilibre entre les profits et la redistribution de ceux-ci, constituent les grands axes des luttes. Que l'on se mobilise pour obtenir une loi, contre une loi ou pour qu'une loi s'applique, importe peu. Mais pourquoi en pire ? Parce que *les tendances centrifuges s'accroissent* : dislocation du « contrat social » à la base de l'Etat providence (pauvreté et inégalités augmentent) ; rupture du « pacte républicain » (communautarismes) ; impuissance de l'Etat-Nation (diminution ou perte de la souveraineté économique et de l'autonomie législative par l'eupéanisation) ; politique gouvernementale relativement « autiste » face aux conflits sociaux ; mondialisation libérale qui détruit le tissu industriel, aggravée par la crise économique ; absence ou désorganisation des partis politiques de gauche susceptibles de cristalliser et de fédérer les mécontentements ; stagnation ou faiblesse des syndicats à mobiliser les revendications, etc. Pour ceux qui croient encore en un monde meilleur et plus juste, il en résulte *un sentiment d'exaspération sociale*, fort et grandissant ; pour les exclus du système qui ne voient plus de « portes de sortie », une *désagrégation de la civilité moderne* et la mise à mal de la « pacification des mœurs » qui est le fondement essentiel des sociétés occidentales et modernes. En conséquence de cette crise de confiance qui concerne toutes les institutions, certains passent – et passeront – à l'action directe, qu'elle soit politiquement structurée et ciblée (anarchistes, mouvements autonomes, etc.) ou socialement déstructurée et diffuse (casseurs, émeutiers, « décivilités », etc.). L'Etat se devant de conserver le monopole de la violence légitime, les réponses policières ne peuvent qu'être plus dures (d'où notre scénario de la militarisation, plus loin) pour empêcher cette dislocation sociale. L'éclatement des groupes militants, leur atomisation ainsi que la perte de contrôle sur les nouveaux mouvements sociaux risque d'entraîner une « montée en violence », pour tenter d'arracher un changement social ou pour, simplement, réussir à se faire entendre.

D'autre part, mais *simultanément*, l'hypothèse de l'« aplatissement » des mouvements sociaux représente le *scénario de la confirmation du caractère postmoderne de notre société*, où l'on ne croit plus à l'avènement d'une société meilleure – et encore moins au « grand soir » d'une possible révolution – plus juste et équitable. De façon réaliste, lucide et rationnelle, on a jeté l'éponge de l'espoir de l'obtention du changement social : on ne s'inscrit plus, ni aux partis, ni aux syndicats ; on marche mollement lors des manifestations à condition qu'il fasse beau ; l'intérêt individuel prime sur l'intérêt collectif, on est moins prêt à sacrifier une partie de son temps et de son énergie à militer, etc. Mais la personne occidentale est tellement socialisée et pétrie des grandes valeurs républicaines qu'elle ne peut, subjectivement, se résoudre à la fuite et garde mauvaise conscience de l'individualisme. Comment sortir de la contradiction ? En faisant se rencontrer les deux pôles : par des actions « militantes » où le plaisir individuel tient une large place, par *des actions politiques festives* où le sentiment d'avoir fait quelque chose, tout en en ayant retiré une satisfaction personnelle, l'emporte sur l'efficacité revendicative de l'action. L'exemple en est le militantisme *fun* identifié au troisième chapitre. Vivre au présent et moins croire en l'avenir est une caractéristique de la postmodernité, tout comme *se montrer en train d'agir* – mieux : *se voir en train de se montrer en train d'agir* – est plus important qu'agir, tout simplement. Des flash-mobs aux incivilités filmées et diffusées sur Internet en passant pas les *désobéissants*, nombre de rassemblements sont traversés par cette tendance.

Ces deux grandes évolutions sociétales sont non seulement simultanées mais elles peuvent également se confondre l'une l'autre, ce qui rend la compréhension de certaines situations particulièrement difficile, surtout pour les forces de l'ordre si elles prennent le temps de tenter de comprendre leur « adversaire ». Ainsi en est-il des caillasseurs pour lesquels nous avons mené un terrain d'enquête spécifique. Leur action ne se laisse pas appréhender facilement parce qu'elle ressort des deux mouvements : elle est politique et moderne parce qu'ils refusent leur sort social, réclament considération et respect, parce qu'ils croient (encore) et exigent l'application des valeurs et du dogme républicain. *Mais tout en même temps*, les caillasseurs sont tout à fait postmodernes : tout cela n'a pas ou plus d'importance ; le plaisir, la gratuité et l'allant-de-soi du caillassage devient le sens de l'action, qui « tourne à vide » sans raisons, bien qu'il soit organisé et rationnellement mené.

Ces considérations ne sont pas que théoriques. *Elles peuvent avoir des implications pratiques, aussi concrètes que la retenue dans l'usage du casque et du bouclier quand les groupes (festifs illégaux ou militants) appartiennent à l'univers postmoderne* : les risques de violence y sont faibles et l'intérêt individuel primant, il y a peu de chance que l'on aille au contact. Qui plus est, on recherchera plutôt la conciliation et la coexistence et assez peu la confrontation. Mais les forces de l'ordre ayant de plus en plus tendance à adopter l'« hypothèse haute » dans leur déploiement, on assiste ainsi parfois à des décalages marqués dans les situations. Mais avant d'aller plus loin, examinons les tendances à l'œuvre dans les nouveaux rassemblements de personnes pour ensuite étudier celles qui s'observent chez les policiers et gendarmes.

## 7.1 - ENJEUX ET PROSPECTIVE DES NOUVEAUX RASSEMBLEMENTS DE PERSONNES

Appréhender des rassemblements non autorisés aussi diversifiés que ceux que nous avons étudiés n'est pas chose facile, et l'exercice sera forcément incomplet car tous les types de rassemblements n'ont pas été ici objet d'investigation ou de présentation.<sup>319</sup>

---

<sup>319</sup> Ainsi, par exemple, les gangs ou les hooligans. Le premier cas nécessiterait une enquête ciblée pour en faire ressortir toutes les dynamiques. Dans le second cas, nous avons pu assister, lors de notre immersion, à la mise en œuvre des dispositifs d'entrée et de sortie de supporters au Parc des princes. L'étendue des moyens déployés, la

Pour aller un peu plus loin que les « éléments de prospective » dégagés pour chacun de nos objets, nous avons déduit trois grandes tendances caractéristiques, partagées à différent degré, qui représentent autant d'enjeux et de perspectives d'avenir pour ces rassemblements. Nous examinerons donc les questions relatives à la mondialisation, à l'usage d'Internet et aux nouveaux réseaux de communication ; à la double tendance rassemblement – éclatement qui s'observe progressivement ; et à la « porosité des frontières » qui commence à apparaître entre différents mouvements militants ou rassemblements de personnes.

### *Mondialisation et frontière numérique*

La mondialisation des échanges sociaux via Internet est un fait maintenant acquis, largement partagé et bien documenté. Le *web* et ses différentes formes (Internet, courrier électronique, blogs, forums, mise en ligne de tout contenu, services de téléphonie visuelle, etc.) sont tellement ancrés dans nos mœurs qu'on en oublierait presque à quel point tout cela est récent. La croissance a été exponentielle : le web public, dont les débuts balbutiants ne datent que de 1995, avoisine maintenant les 80 000 000 de sites actifs à travers le monde.<sup>320</sup> La performance des réseaux et de l'informatique, la démocratisation de l'accès aux équipements domestiques, les systèmes d'accès par référencement – tel Google – efficaces, l'apparition récente de sites ou de réseaux communautaires comme Facebook, MySpace ou SecondLife, des interfaces rapides (Twitter) et l'accès direct par téléphonie portable, ne peuvent que considérablement modifier la constitution des idées et des liens sociaux. Les « nouveaux » rassemblements de personnes en sont pour partie tributaires parce qu'ils sont indissociables de la révolution numérique, de l'informatisation de la société et de la mondialisation des échanges.<sup>321</sup>

Mais la mondialisation des échanges n'est pas synonyme d'égalisation, et en ce sens celle-ci n'échappe pas à l'hégémonie anglo-saxonne à l'œuvre dans la mondialisation économique. C'est pourquoi les idées, « philosophies », méthodologies d'action et « maîtres à penser » des mouvements étudiés ici sont tous anglo-saxons : de Hakim Bey<sup>322</sup> dont la conception des TAZ est venue marquer la conception de l'action des free party, des black blocs, voire même des fêtes dans le métro et autres rassemblements par le truchement de l'appropriation de la pensée de Bey par le mouvement américain « *Reclaim the Streets* » ; à Howard Rheingold dont la conception des *Smart Mobs* a irisé dans le monde entier, transformant radicalement les modes d'apparition des foules dans l'espace public ; en passant par les initiateurs de mouvements mineurs, comme Juan Mann (*Hug the World*) dont la « petite idée » est quand même devenue planétaire, jusque dans les lycées des petites villes de province.

---

coordination en amont des différents services concernés, le caractère très organisé des accompagnements, etc., nous ont fait comprendre que la gestion de ces rassemblements faisait désormais partie du « répertoire d'action » des forces de l'ordre. Il reste les *free fight* organisés par les « *firms* » pour en découdre dans des espaces publics, mais ce type de rassemblement nous aurait ramené à la dynamique de fonctionnement des gangs. Nous ne serons donc pas en mesure de répondre à la demande de notre commandant d'escadron qui aurait aimé comprendre comment des gens autrement « normaux » dans la réalité quotidienne peuvent basculer aussi rapidement dans une violence aussi déchaînée et si haineuse (toutefois, l'excellent reportage réalisé par Arte sur le sujet, « Putain de hooligans », est toujours disponible et téléchargeable sur Internet).

<sup>320</sup> A ne pas confondre avec les 240 000 000 de noms de domaine enregistrés. Source : <http://news.netcraft.com> (voir les archives mensuelles pour le décompte).

<sup>321</sup> En ce sens, les caillasseurs des banlieues et les diners blancs ne sont pas des « nouveaux » rassemblements de personnes. Ils n'ont pas franchi la frontière numérique et conservent un caractère « tribal », chacun dans sa classe sociale : les groupes ne se constituent que par rencontres interpersonnelles et par cooptation.

<sup>322</sup> Peter Lamborn Wilson, alias Hakim Bey ; *Temporary Autonomous Zone, Ontological Anarchy, Poetic Terrorism*, New York, Autonomedia, 1991. Ouvrage traduit chez Liber. Le site : [www.gym.com/hakimbey/](http://www.gym.com/hakimbey/)

Une « veille philosophique » attentive par Internet permettrait de capter l'émergence de nouvelles logiques d'action et d'autres visions de mouvements sociaux et de rassemblements. Une « veille socio-stratégique » serait également nécessaire pour saisir les multiples usages qui peuvent être faits des idées circulantes et des méthodologies d'action qui en découlent.

Car nous ne sommes peut-être pas au bout de nos surprises. Nous avons déjà soulevé au deuxième chapitre l'apparition récente de flash-mobs délinquantes : sortant du modèle classique du gang, du clan ou de la « tribu » fondé sur l'interconnaissance et la confiance relative, des « pillards » qui ne se connaissent pas peuvent maintenant passer à l'action, mais sans coordination et stratégies élaborées, ce qui ne peut que générer des *meutes incontrôlées*, aussitôt arrivées, aussitôt disparues. La méthodologie technologique permet l'anonymat, la mobilisation collective et la coordination sans liens directs. De notre point de vue, ce n'est qu'une question de temps pour que des communautés de banlieues ne franchissent la frontière numérique et forment des « bandes virtuelles » qui, sans territoires propres et identitaires, ne peuvent que sortir de leurs lieux spécifiques et agir en exo-territorialité.

Le *nouveau risque terroriste*, ayant une nouvelle configuration sociale et méthodologique, n'est peut-être pas si loin. Comme indiqué à la fin de sixième chapitre, il ne manque que le partage de la conscience collective d'une cause (civile, politique, économique ou religieuse), des connexions Internet et un adversaire commun. Et ce dernier pourrait être les forces de l'ordre, si elles continuent à se militariser (voir plus loin). Ici, il ne manque que *l'intelligence collective* pour le nouveau risque – le terrorisme civil et urbain – ne démarre. Et à notre sens, il pourrait bien démarrer. Reste à voir quand, où, et quelle sera sa mesure.<sup>323</sup>

Sur un autre plan – mais quel est-il, puisque nous n'arrivons pas encore à le définir – il se passe beaucoup de choses dans les mondes virtuels qui ne le sont qu'à moitié. Second Life, pour ne prendre que le réseau le plus étendu, n'est pas un jeu : c'est un univers numérique de vie, une « seconde vie » vécue à l'aide d'« avatars ». Si l'entrée et la vie dans ce monde est payante (car il faut disposer de « Linden dollars », sinon on doit vivre de mendicité et dormir sous les ponts), la popularité de l'univers et les opportunités marchandes ont fait le reste, c'est-à-dire faire passer le virtuel au réel. IBM, L'Oréal, Toyota, Orange, Cofidis (pour du crédit) et de nombreuses autres grandes entreprises y ont ouvert des boutiques virtuelles (mais les marchandises et les prix sont réels). Bien que les casinos aient été interdits en 2007, les échanges (trocs ou monétaires) entre particuliers demeurent. Cet univers est une réplique du monde : on y trouve donc à peu près tout ce qui fait notre monde, le pire et le meilleur. Celui ou celle qui ignore tout de Second Life sera surpris d'apprendre que tous les grands partis politiques français y ont ouvert des bureaux de campagne à l'occasion de l'élection présidentielle de 2007. Résultat : un collectif d'« avatars » s'est constitué pour organiser des sit-in et des manifestations devant le bureau de campagne du Front National.<sup>324</sup>

La confusion entre réel et virtuel est une nouvelle donne dans l'informatisation de la société et au plan des rapports sociaux, et l'on ne peut éviter d'en tenir compte. Par la possibilité d'y vivre une autre vie, le réseau fournit des dérivatifs à la frustration sociale, permet de réaliser des fantasmes ou de trouver des solutions « virtuelles » (prostitution) à des problèmes réels (manque de revenus). Il peut également dépasser les bornes de la virtualité dans certains cas lorsque celle-ci outrepassa une certaine moralité. Ainsi, en 2007, la police allemande a-t-elle

---

<sup>323</sup> Et on imagine les impacts de ces nouveaux rassemblements fondés sur la dématérialisation des relations et la dépersonnalisation sur l'enquête judiciaire... essentiellement fondée sur l'interconnaissance des personnes.

<sup>324</sup> Mais nous ignorons si les forces de l'ordre sont présentes dans Second Life...

enquêté sur une affaire de pédophilie virtuelle (avatar ayant l'apparence d'une très jeune adolescente ayant eu une relation sexuelle avec un avatar masculin plus âgé) : les deux internautes ont été exclus du réseau. Depuis lors, le monde virtuel est interdit aux mineurs.<sup>325</sup>

Les communautés virtuelles peuvent-elles produire des rassemblements non autorisés ? Très probablement même si ce n'est pas leur fonction première.<sup>326</sup> S'il y a beaucoup de rumeurs sur le suivi de Second Life par le Département d'Etat américain pour y détecter la formation de réseaux mafieux, pédophiles ou terroristes (d'autant plus que le « chat » et les messages individuels permettent de sortir de la virtualité pour communiquer en direct et en privé), nous ne pouvons nous avancer sur le sujet, celui-ci sortant du cadre de cette recherche. Mais dans la mesure où des sites Internet grand public et Facebook ont déjà servi de support à des manifestations faisant irruption dans l'espace public, faisant à plusieurs reprises converger plusieurs centaines de personnes en un endroit, nous ne voyons pas en quoi Second Life ferait exception. Sauf que ce que nous ignorons (encore) est de taille : quel sera l'univers virtuel qui fera une « sortie » dans la réalité ? Cela reste à explorer.

Jusqu'à maintenant, les rassemblements non autorisés issus d'Internet ont généralement été festifs et ludiques. S'ils ont pu dérapier, il s'agit plus de conséquences de maladresses – tant de la part des organisateurs que des forces de l'ordre – que d'une réelle volonté de nuire. Pour le moment, l'usage d'Internet pour créer des rassemblements pour des actions plus classiques – syndicales ou politiques – ne semble pas porter ses fruits.

Il faudra toutefois compter avec un nouvel usage des réseaux de communication instantanée, unissant sites Internet et terminaux mobiles (ipod, palm, téléphonie 3G). Le site Internet de la coordination du contre-sommet de l'OTAN à Strasbourg aura été un excellent modèle des futures utilisations des réseaux. Par son ingénieux système de « brèves » – dont les origines étaient multiples – détaillant en temps réel les positionnements et actions des forces de l'ordre et des groupes de manifestants, ce réseau servit à la fois comme système de coordination et de « renseignements généraux » aux militants qui avaient une vue d'ensemble des actions.<sup>327</sup> Résultat d'une collaboration franco-allemande, ce système est encore perfectible. Justement : les prochains sommets internationaux devraient fournir d'autres exemples, sans doute encore plus performants, de cette ingénierie sociale et politique d'Internet.

Enfin, l'un des effets directs des nouvelles technologies de partage de l'information est sans conteste la *mise en visibilité mondiale* d'événements sociaux et de leurs protagonistes, à la fois par la mise en ligne de documents visuels via Dailymotion, YouTube ou Flickr et par la montée en influence des organes alternatifs d'information comme les chaînes numériques, de Rue89 à Indymedia, etc. D'une part, nous le savons, les forces de l'ordre sont toujours sous « surveillance vidéo » – ce qui dans un sens n'est pas plus mal, sachant que les militants le sont aussi – mais l'information entre mouvements sociaux circule dorénavant presque en temps réel. Mais d'autre part, cette mise en visibilité instantanée, cette mise en scène de soi qui devient presque une fin en soi, peut aller jusqu'à créer l'événement pour une mise en

---

<sup>325</sup> Des chiffres précis et récents sur la « population » de Second Life sont très difficiles à obtenir. Selon plusieurs sources, on pourrait estimer à environ 15 000 000 le nombre d'« avatars » dans le monde. Toutefois, seule une fraction serait vraiment active (avec une moyenne de 45 heures par mois), soit entre 1 et 2 millions de personnes. La communauté francophone arrive en deuxième position, après les anglophones.

<sup>326</sup> Second Life est d'abord et avant tout une entreprise ([www.lindenlab.com](http://www.lindenlab.com)), et particulièrement florissante.

<sup>327</sup> Nous avons relevé 191 « brèves » entre le 26 mars, date de diffusion du « Guide juridique » (en six langues) et le lundi 6 avril, dont 117 « brèves » pour les seules journées du samedi 4 et dimanche 5 avril. Sans mentionner les articles (plus longs) et les autres documents. Voir : [www.antirepression.org](http://www.antirepression.org)

ligne. Ainsi en est-il, sur des bases individuelles, du *happy slapping*, du vandalisme touchant la publicité ou des véhicules de police, mais également, sur une plus grande échelle, de « collectifs » et de « militants » – comme les désobéissants – dont l'existence n'est redevable qu'à Internet et aux médias numériques puisqu'il n'y a que peu de réalité derrière, comme nous l'avons montré.

La forme du média s'imposant sur le fond de l'action, une partie des nouveaux types de rassemblements militants ne peut donc que prendre la structure du « coup d'éclat », toujours dûment filmé. Peu importe à la rigueur qu'il soit efficace ou non : l'important est d'être vu en train de faire l'action : un *militantisme spectacle* avons-nous dit.

Le militantisme de spectacle – quasiment virtuel – restera à notre avis présent sur la « scène » parce la *militance fun* est un produit imaginaire qui rencontre un marché très porteur, celui du confort : se gorger d'images et de discours, faire des stages de désobéissance civile sans passer à l'action ni risquer un affrontement avec les forces de l'ordre, participer à des festivals de résistance où stands, actions et animations ludiques ont une bonne place. *Le marché de la bonne conscience militante* ne s'éteindra pas tout de suite.

Par contre, nous misons sur une résurgence – et un durcissement – des mouvements ou des groupes de militants qui se désenchanteront progressivement de l'approche spectaculaire. Si les grandes structures, comme Greenpeace, resteront actives et gagneront peut-être encore plus en technicité d'action (car ils sont impressionnants, mais ce qui leur coûte une rupture avec la base militante), nous croyons à l'apparition de « nébuleuses » militantes qui, restant dans l'ombre et isolées car refusant la mise en visibilité, passeront à l'action directe, peut-être violente. Mais s'il s'agit d'une constellation de petits groupes autonomes, leur « base » (à la fois idéologique, communicationnelle et stratégique) passera par Internet.

### ***Rassemblements et éclatements : foules, groupes en rhizome et masses***

Cette mondialisation des échanges d'idées et des méthodologies d'action continuera à avoir, selon nous, deux grands impacts majeurs sur les modes d'apparition dans l'espace public : le rassemblement de *foules* d'individus et l'éclatement des *groupes*. Ce qui pourrait donner, à terme, l'apparition d'un troisième phénomène : le surgissement de *masses*.

Les foules intelligentes (*smart mobs*) qui, pour le moment, ont essentiellement pris la forme festive des *flash-mobs* pourraient avoir un autre avenir. Le « protocole de rassemblement », tel que souligné dans le deuxième chapitre, permet l'apparition d'une foule, c'est-à-dire d'une agrégation d'individus ou de petits groupes qui, à priori, ne se connaissent pas entre eux et sont sans liens sociaux antérieurs. Cette modalité de constitution de rassemblements pourrait perdurer si elle change d'objet. En effet, au-delà de l'effet de mode des flash-mobs, c'est la méthodologie qui pourrait être reprise pour d'autres actions, quelles qu'elles soient. Pour le moment, toutes les conditions ne semblent pas réunies mais cette modalité de regroupement d'une foule – de militants, de manifestants – pourrait un jour venir remplacer le système « en cascade » des réseaux actuels, comme le réseau « Sortir du nucléaire » qui regroupe plus de 800 associations.

Mais le phénomène dominant à notre avis – dominant parce qu'il est à la fois radicalement innovant, populaire, efficace et porteur d'avenir – est sans conteste *la fédération numérique des groupes locaux agissants*. Le clan du néon, les dégonfleurs (même s'ils ont été mis à plat), les déboulonneurs en ont été trois exemples patents. Ces « groupes » (comment les appeler ?)

n'ont pas d'existence collective réelle. Ils n'existent que localement, dans des configurations et des engagements très variables, et pourtant, ils ont une « surface » nationale par Internet : ils y existent, échangent, rivalisent, etc. En tant que « rassemblements », ces collectifs locaux sont insaisissables car ils n'en forment pas vraiment, et surtout pas de grands. Leurs actions en « commandos » les font donc sortir du champ du maintien de l'ordre pour les faire passer dans celui de la sécurité publique.

Les nouvelles technologies de communication permettent ainsi à des groupes isolés, existants ou potentiels, de trouver à se fédérer avec d'autres groupes, de mettre en œuvre des méthodes déjà éprouvées et de faire connaître les résultats ou conséquences de leurs opérations. *Un type de « nouveau rassemblement de personnes » est donc local, furtif et à faible effectif.* Ce qui ne l'empêche pas d'être visible, d'être largement connu et de s'inscrire dans une communauté active. La grande innovation est que tout ceci n'est plus contradictoire. Nous pensons que de type de « regroupement » est « prometteur », du festif au violent.

L'organisation « en rhizome » est une autre structuration de la militance : des groupes actifs, dont les actions éclatées en de multiples lieux et en diverses temporalités généreront une multiplicité de « petits troubles » localisés – à Paris mais surtout dans les villes de province – plutôt d'un grand rassemblement en un seul endroit.

Nous l'avons relevé pour des mouvements militants, mais l'organisation « en rhizome » et la méthodologie fédérative de groupes indépendants est aussi à l'œuvre chez les amateurs de *free party* où les *sounds* forment des communautés virtuelles sur Internet, organisent des *free* localement, et se regroupent, selon les occasions, pour faire des « teufs » plus conséquentes. La coordination de groupes locaux existe également chez les clowns, et, dans une moindre mesure chez les « identitaires », ces groupes locaux ou régionaux d'extrême droite.<sup>328</sup> A notre connaissance, elle n'existerait pas vraiment pour les black blocs, peut-être en raison de leur hétérogénéité, mais nous l'avons noté pour les groupes anarchistes.

Il faut être vigilant sur plusieurs points. Premièrement, il ne faut pas être dupe des effets de communication, comme notre étude des « désobéissants » l'a montré. Tout ce qui brille n'est pas or, surtout si l'occupation principale est de (faire) briller. Seule l'épreuve des faits compte réellement. Deuxièmement, il est nécessaire d'être attentif aux manipulations politiques dans les nouveaux collectifs et aux intérêts personnels. Ecouter les groupes constitués, chiens de garde de la « vraie » contestation, permet de mesurer le sérieux de ces groupes et des leaders. Troisièmement, il s'agit ici de formes d'action qui ne présument en aucune façon des objectifs poursuivis, ni du légalisme des groupes ni de l'illégalisme des actions.

L'organisation « en rhizome » peut-elle déboucher sur d'autres formes de rassemblements ? Cela nous semble possible, de deux manières.

---

<sup>328</sup> Nous n'avons pas traité des identitaires mais soulignons deux points. D'un côté, outre le folklore régional, leur organisation est assez similaire à celle des groupes de gauche. Ils ont même leur média propre, *Novopress*, pendant de droite de *Indymédia*. D'un autre côté, ils pourraient représenter – mais leur faible nombre les en empêche – une trouble particulier à l'ordre public puisqu'ils hésitent pas à *intervenir dans les manifestations de gauche*, comme ce fut le cas récemment pour les « cercles du silence » systématiquement perturbés à l'aide d'un mégaphone. S'ils se targuent d'être des auxiliaires de police ou de justice – allant jusqu'à organiser des formes de milices aux entrées des écoles – ils n'en sont que d'autant plus générateurs de troubles sociaux. Pour les connaître un peu plus : [www.bloc-identitaire.com](http://www.bloc-identitaire.com) , [www.les-identitaires.com](http://www.les-identitaires.com) , [www.blog-identitaire.com](http://www.blog-identitaire.com) , ainsi que tous leurs sites locaux ou régionaux.

Premièrement, l'organisation rhizomique peut prendre la forme de *surgissements coordonnés*. Nous ne l'avons pas observé, mais celle-ci nous semble plausible d'autant que les réseaux de coordination existent déjà et qu'ils sont actifs. Le clan du néon l'expérimente déjà, mais dans le cadre préétabli du « World Hour ». Si nos hypothèses sont fondées, ces *formes d'éruptions publiques concertées* pourront prendre d'autres allures lorsque les groupes violents auront vraiment franchi la frontière numérique.

Deuxièmement, les groupes fonctionnant en rhizomes – mais aussi les groupes « naturels » comme les tecktoniks – pourraient aussi tirer les leçons des diners blancs et des free party : prendre la forme de *surgissements convergents* produisant des *masses*. Car l'effet de masse n'est pas à négliger : c'est même la condition de réussite de rassemblements aussi différents que les diners blancs, les free party ou les black blocs. L'avantage du « fait accompli » et de la masse est de rendre impuissantes les forces de l'ordre ou tout au moins de rendre leur travail plus lent ou plus difficile. Si l'on n'oublie pas le principe voulant que « le badaud fait aussi la masse », des actions spectaculaires permettraient de générer des masses plus conséquentes.

Des groupes actifs prenant leçon sur d'autres groupes dont l'action publique est entièrement différente ? Il s'agit là de notre troisième piste de prospective.

### *La porosité des « frontières »*

Les nouveaux mouvements militants et les rassemblements non autorisés de personnes qui en sont les émergences publiques ne sont pas étanches, tout comme les mouvements classiques (syndicaux et politiques) ne l'ont jamais été. Des organisations y étaient déjà communes et des militants passaient de l'une à l'autre, formant des réseaux parfois complexes d'affinités et d'échanges informels.

Les groupes qui ont été étudiés ici ne feront peut-être pas exception. Ainsi, dans le premier chapitre, nous avons soulevé l'hypothèse que si les *teufeurs* de *free party* continuaient à se dire et à s'affirmer écologistes, si leurs demandes de rassemblements festifs étaient toujours autant systématiquement refusées, ils pourraient bien finir en conséquence par développer une *intelligence collective*. L'exemple (fictif) que nous donnions était à l'effet qu'ils pourraient faire converger leur objectif festif avec une cause politique (l'écologie) en empruntant la méthodologie legaliste des déboulonneurs ou des faucheurs d'OGM : *aller danser chez les agriculteurs notoirement en infraction* avec les règles phytosanitaires ou environnementales, voire même négocier leur départ contre l'application d'amendes aux contrevenants.

La porosité des frontières existe mais elle est encore très limitée et legaliste. Pour le moment, elle se borne au passage de militants d'une cause à une autre. Toutefois, on peut envisager que les causes se croisent et se fusionnent et que des méthodes appliquées ici, se transposent là.

Mais la porosité des frontières pourrait prendre des formes totalement inattendues, au plan des désordres sociaux, si les ressentis d'exaspération sociale et politique arrivaient à dépasser certaines limites qu'il est encore difficile de circonscrire.

Bien que l'on soit encore ici dans le domaine de la virtualité et de la vague intention – une idée qui naît à l'esprit – le cas suivant mérite d'y porter attention. Le dialogue ci-après (beaucoup plus long, en réalité) a été surpris sur un forum de discussion d'une université en

grève au printemps 2009.<sup>329</sup> A ce moment, le mouvement étudiant est au point mort, les universités sont bloquées, le ministère ne cède devant aucune revendication, les présidents d'universités commencent à faire appel aux forces de l'ordre pour amorcer une reprise des cours ce qui, pour les grévistes, signifierait la défaite et la fin du mouvement.

- Au fait il y a toujours 21 cars de CRS derrière [l'université]
- Y a pas des gars de [quartier difficile] qui voudraient leur souhaiter la bienvenue ?
- ils tiennent compagnie aux concessionnaires, tu me diras Renault doit être content, peu de chances qu'il brûle là.
- (...)
- mais je crois qu'il suffirait de les appeler pour qu'ils débarquent.
- L'année du CPE, suite à l'attaque des Fafs [groupe d'extrême droite], des jeunes de [des deux quartiers environnants] étaient venus nous voir, en disant que si les fafs ou les crs débarquaient à la fac, ils viendraient nous aider et nous armer..... Mais bon c'était juste après la révolte des cités de novembre 2005....
- (...)
- Bon après je suis pas certaine que arriver à mobiliser [les deux quartiers], soit une excellente idée pour le moment.
- non c'est vrai mais [le président de l'université] devrait quand même se méfier. Il joue un peu avec le feu. Si par exemple 50 gars des cités ou 50 personnes s'organisant en black-block venaient à débarquer, on serait plus dans une fac mais dans une je ne sais quoi, Bagdad par exemple.

Le seul fait que l'on puisse *penser* faire appel à des « forces de la violence » dans un conflit essentiellement politique nous apparaît être radicalement nouveau : car il ne s'agit plus ici d'exercer soi-même la violence pour témoigner de son exaspération mais de *faire appel à des spécialistes de la violence* (dont des plus exaspérés que soi) contre les forces de l'ordre. Cette convergence et cette « porosité » – ce franchissement de la barrière – peuvent représenter un scénario d'avenir qu'il faudra sans doute garder à l'esprit.

---

<sup>329</sup> C'est entre autres par ces forums et ces blogs que transitent les informations et les savoirs, ici dans ce cas, sur les forces de l'ordre. A un novice qui réagissait à un post précédent où CRS et CDI étaient différenciés et qui posait la question « *c'est quoi la diff CDI/CRS ?* », l'étudiant plus chevronné répondit : « *CRS = Compagnies Républicaines de Sécurité, ils sont casernés, sont bien formés, et ont un statut et une hiérarchie à part dans le fonctionnement de la police. CDI = Compagnie Départementale d'Intervention, flics d'appoint, moins bien formés, dépendent du niveau départemental. Les CRS ont un casque avec une bande jaune, les CDI avec une bande bleue.* ». Réponse de confirmation : « *Alors si j'ai bien retenu ma leçon, ceux qui ont des bandes jaunes sur leur casque, c'est les CRS, et ceux qui ont des bandes bleues, c'est les CDI, qui seraient les plus dangereux parce que moins entraînés à être stoïques. Mais "un coup de matraque sur la tête, que ce soit d'un CRS ou d'un CDI, ça fait très mal quand même"* ». Les étudiants ont franchi la frontière numérique, ce qui donne du matériau.

Les forums et les blogs sont publics à la lecture, mais y répondre peut être possible, restreint ou impossible sans inscription. La plupart des forums offrent un deuxième réseau permettant aux membres de s'écrire directement. Mais même sur la place publique, on y échange « entre soi », les « étrangers » doivent s'armer de patience pour y être intégrés. *Les infiltrations restent lettre morte*. Ainsi, ce post, intitulé « Appel au repiquetage dimanche soir 18h », n'a fait l'objet d'aucune réponse [l'explication est entre crochets] : « *Bonjours à tous [personne ne commence ainsi : un forum n'est pas une lettre]. Voilà, c'est peut être pas très classe pour un premier message mais bon, vu que personne n'a créé de thread pour faire passer l'info... [a] « thread » est un mot étranger à ce forum ; b) s'il y a un silence public, c'est parce qu'on en parle sur le réseau privé.] Donc voilà, on va probablement avoir besoin de beaucoup de monde pour refaire les piquets dimanche soir, venez nombreux, et au pire si on peut pas techniquement les remettre, on trouvera à s'occuper.* [a] la syntaxe est nettement trop soignée, avec des virgules ; b) « on ». Qui est ce « on » alors que tous les militants se connaissent personnellement ou à travers leurs pseudonymes ?]. La ficelle étant un peu grosse, il fut simplement ignoré.

On nous dira que « casseurs » (de banlieues) et « black blocs » (émeutiers) font déjà cause commune dans les affrontements de fin de manifestation. Cela est vrai et faux. Ils ne sont pas vraiment « ensemble » : ils sont « co-présents », indépendamment les uns des autres. Ils ont la même cible, mais pas la même cause. Toutefois rien n'empêche d'envisager qu'ils finissent par faire *cause commune* voire même, selon notre scénario, qu'ils soient instrumentalisés dans une sorte de « sous-traitance de la violence ».

Au final, il ressort de notre étude que les nouveaux rassemblements ou les rassemblements non autorisés qui prennent forme et qui risquent d'apparaître ne sont pas nécessairement plus légalistes ou plus violents que ceux qui ont existé par le passé, car celui-ci regorge d'une foule d'exemples de mouvements et de marches pacifistes ou, au contraire, d'affrontements très violents. Mais c'est leur configuration différente et changeante qui leur donne leur spécificité.

Et face à certains d'entre eux, il y a les forces du maintien de l'ordre. Comment celles-ci ont-elles évolué durant la même période ? Quelles sont les pistes de prospective qui peuvent en être retirées ? Examinons cela.

## 7.2 - REFLEXIONS DE PROSPECTIVE POUR LES FORCES DE MAINTIEN DE L'ORDRE

Si notre hypothèse centrale de cohérence des mondes sociaux est fondée, les forces de l'ordre devraient connaître des évolutions semblables, reposant sur les mêmes grandes tendances de fond, à celles des nouveaux rassemblements de personnes. On doit donc s'attendre – mais ici notre essai de prospective reste bien humble – à ce que les forces de l'ordre soient marquées par les effets de la mondialisation des échanges, de l'uniformisation qui en découle et de l'américanisation de ses pratiques. C'est sous cet angle, engendrant une spécialisation et un large recours aux nouvelles technologies, que nous aborderons l'hypothèse de la militarisation accrue des forces de l'ordre. Mais celle-ci n'empêchera pas les forces de l'ordre de subir consubstantiellement un phénomène de déstructuration, d'émiettement et d'atomisation qui ne sera pas sans lien avec les évolutions possibles des futurs rassemblements.

### *L'émiettement du maintien de l'ordre : d'un métier à une fonction*

La déstructuration et « l'émiettement » du maintien de l'ordre, en tant que métier spécifique, est un phénomène récent dont les causes sont multiples. Et comme ces causes auront, selon nous, tendance à s'amplifier, nous croyons que cette « atomisation » du maintien de l'ordre ira également croissante, nonobstant – ou plutôt *avec* – une militarisation accrue du « MO » que l'on détaillera plus loin. Etudions les différents processus qui se croisent ici.

D'abord, de quoi parlons-nous ? Par déstructuration et émiettement nous entendons le fait que le maintien de l'ordre n'est plus – ou est de moins en moins – l'apanage de corps spécialisés de la gendarmerie (la gendarmerie mobile) et de la police (les compagnies républicaines de sécurité). On assiste, depuis moins d'une décennie, à une multiplication des acteurs impliqués dans le maintien de l'ordre. D'une part, parce que l'on a créé de façon relativement récente les compagnies départementales d'intervention (CDI) et, en certains endroits, des compagnies départementales de sécurisation dont les missions ne semblent que légèrement différentes. D'autre part, des policiers de la sécurité publique exercent également le maintien de l'ordre, avec des équipements parfois conséquents, parfois limités et... approximatifs. Par ailleurs, il nous semble avoir observé de plus en plus la présence active, dans le maintien de l'ordre, de

policiers des brigades anti-criminalité (BAC), et parfois comme première force d'intervention lors de rassemblements non autorisés, que ceux-ci soient festifs, pacifiques ou violents.<sup>330</sup>

Il en ressort que le maintien de l'ordre est de moins en moins un métier et de plus en plus une fonction de police. Non pas que le maintien de l'ordre ait changé de nature (ou de doctrine) lorsqu'il est mis en œuvre par les corps spécialisés : il continue d'être, pour ceux-ci, un véritable métier (en terme de formation, de compétences, de technicité, de régulation, de mise en pratique de procédures, etc.). Toutefois, *l'équilibre dans l'usage* des différentes forces de police pour le maintien de l'ordre nous semble se modifier progressivement, dans un appel plus fréquent à des corps non (ou semi-) spécialisés dans la maintien de l'ordre « classique ».

Le maintien de l'ordre exercé par des non spécialistes pose alors deux problèmes. Le premier est celui de la formation. Si celle des unités spécialisées est formalisée et fait l'objet d'un ensemble de règles qui forme la « doctrine » d'emploi, qu'en est-il pour les autres unités ? Nous en savons très peu de choses, et nos interlocuteurs de la gendarmerie mobile et des compagnies républicaines de sécurité n'en savaient pas plus non plus. Les témoignages recueillis et nos observations convergent cependant pour noter une certaine professionnalité des CDI de Paris qui serait plus redevable à l'expérience « sur le tas » (le maintien de l'ordre y étant quotidien) qu'à un véritable système de formation. Par contre, observations et entretiens convergent également pour souligner le non professionnalisme voire l'amateurisme des CDI hors de Paris, phénomène qui serait dû à la fois au manque de formation et la rareté relative des occasions d'apprentissage par l'expérience.

Avant d'aller plus loin, examinons trois cas de figure où le maintien de l'ordre a été réalisé entièrement ou pour partie par des unités non traditionnellement spécialisées.<sup>331</sup>

Un premier exemple, récent, concerne un détachement d'une compagnie départementale d'intervention d'une grande ville de province. Il montre les conséquences d'un problème de conception de la tactique et donc, vraisemblablement, d'un manque de formation. Ces forces de l'ordre sont chargées de dégager l'entrée d'une université bloquée par une soixantaine d'étudiants. L'usage professionnel du bouclier est ici en question. La première tactique a été de repousser par la force, avec les boucliers, le groupe d'étudiants. Or, les CDI n'ayant ni les techniques (pression-recul), l'expérience collective ou les bâtons longs de la gendarmerie mobile, ils ne gardent aucune distance entre les boucliers et les manifestants, une fois ceux-ci suffisamment repoussés pour dégager l'entrée. Ils restent ainsi (trop) longtemps en contact direct. Résultat : la situation étant statique, les boucliers sont manœuvrés par les manifestants (de bas en haut et de côté) et les policiers de première ligne perdent le contrôle de la situation. Ne disposant plus d'espace pour agir, les policiers de la deuxième ligne utilisent les bâtons de protection et frappent de haut en bas, par-dessus les boucliers. Ce faisant, non seulement rendent-ils leur action visible des témoins et des nombreux sympathisants (ce qui envenime la situation), mais ils touchent la « zone rouge » interdite dans le maintien de l'ordre : la tête de du manifestant. Le tout est bien évidemment filmé de plusieurs points de vue.

---

<sup>330</sup> Mais nous n'avons aucun cas où des gendarmes départementaux auraient procédé à du maintien de l'ordre, tout au moins avec les équipements requis.

<sup>331</sup> Nous but n'est ici d'opposer les différentes forces de l'ordre, mais plutôt de montrer que leurs spécificités propres et leurs logiques d'action ne sont pas toujours compatibles sur un même théâtre d'action. Ainsi, la primauté de l'interpellation individuelle (primauté fonctionnelle pour les agents dont c'est le métier, primauté politique pour les autorités) peut ainsi entrer en contradiction avec le travail de maintien de l'ordre où la gestion du trouble est collective (c'est un groupe, un attroupement, que l'on repousse ou disperse).

Un deuxième exemple de déstructuration du maintien de l'ordre est le cas de la gare de triage d'une ville de province. Il se déroule en 2006 à l'occasion des manifestations contre le CPE. Des lycéens et des étudiants, entendant faire connaître leur cause et exercer une pression sur le gouvernement, décident de mener une action de « réduction économique » par l'occupation des voies de triage. Ils arrivent à plusieurs centaines et ils occupent les voies des transports de marchandises et non pas la gare proprement dite afin de ne pas incommoder les voyageurs. Mais comme ils sont infiltrés, surveillés, pistés, la gendarmerie mobile est déjà sur place. La ligne est déployée et les gendarmes commencent à repousser la manifestation en employant les techniques usuelles de maintien de l'ordre. L'autorité civile sur place est, selon plusieurs témoignages, visiblement excédée, possiblement – selon certains – par la lenteur du maintien de l'ordre. On voit donc s'y adjoindre d'autres acteurs : des policiers d'une brigade anti-criminalité. Ceux n'hésitent pas : ils traversent la ligne de front formée par les gendarmes et frappent violemment à coups de tonfa les manifestants qui n'opposaient pourtant qu'une faible résistance. Violemment ? Appelons un chat un chat : comme le montrent les vidéos, seuls des coups rudement assés peuvent engendrer des mouvements corporels d'une telle ampleur et occasionner de telles blessures. La situation a bien sûr dégénéré et pour éviter qu'elle ne s'envenime encore plus, selon plusieurs témoignages, *ce sont des gendarmes mobiles qui se sont interposés* entre les manifestants et les policiers de la BAC, en tentant de calmer ces derniers.

Le troisième exemple implique des policiers de la sécurité publique et illustre bien le cas de l'usage intempestif et précipité des diffuseurs de gaz lacrymogènes. Ici, entre 200 et 300 lycéens et étudiants forment, sur un trottoir, un cortège arrêté (avec banderoles) dont la tête bloque une entrée officielle. Nous ignorons si des sommations ont été faites mais les vidéos montrent que l'arrivée d'une douzaine de policiers de la sécurité publique, équipés pour le maintien de l'ordre (casques, jambières, bâtons, cougars, mais sans boucliers), se fait dans le désordre mais paisiblement : ils rangent leurs tonfas pour procéder au déblocage. Mais à peine ont-ils commencé que la hiérarchie prend les choses en main pour dégager – avec une certaine rudesse – les premiers manifestants. Du coup, ceux-ci sont « envoyés » sur des policiers qui croient à une réaction agressive. Les manifestants sont aussitôt aspergés au diffuseur et les coups de tonfas pleuvent (y compris au cou). S'ensuit une scène de panique dans le recul des jeunes. Mais il y a un blessé au sol. Un groupe revient donc vers lui et visiblement quelques invectives sont lancées aux policiers. Les manifestants repoussés se sont arrêtés un peu plus loin. On les disperse donc – mais pourquoi ? – aux grenades lacrymogènes en même temps que l'on charge les premiers groupes au tonfa. Des individus déjà au sol seront frappés fortement à plusieurs reprises. Conséquence de la disproportion des forces en présence ? Nous ne le croyons pas, les manifestants ayant été pacifiques et les policiers rangeaient les tonfas. Plutôt une perte de contrôle du commandement direct, et ensuite des hommes, un manque de maîtrise technique, et surtout, comme dans le cas précédent, *une impatience et un manque de discipline psychologique* devant se traduire, normalement, par une absence d'émotions, un contrôle de soi et l'application stricte des techniques maîtrisées de maintien de l'ordre.<sup>332</sup>

---

<sup>332</sup> On nous reprochera sans doute de n'apporter ici que des exemples négatifs – dérèglements, dysfonctions et « bavures » – alors que dans la majorité des cas, les situations de maintien de l'ordre se déroulent sereinement et sans anicroches. Cela est vrai, nous n'en doutons pas, pour l'avoir maintes fois observé, surtout auprès des forces spécialisées. Toutefois, ces exemples restent représentatifs de *réalités non marginales* qui contribuent fortement à l'image sociale des forces de l'ordre, tout comme elles engendrent, à posteriori, des mécanismes de défiance ou même d'agression. Par ailleurs, encore faut-il s'entendre sur la notion même de « succès » et sur la définition de ce qu'est un « bon » maintien de l'ordre. Ainsi, la gestion des manifestations lors du contre sommet de l'OTAN à Strasbourg a-t-elle pu être qualifiée de « succès » parce qu'il n'y avait eu ni mort d'homme ni blessé grave. Cette interprétation plus que rudimentaire est certes valable mais ne saurait cacher la part de désorganisation et d'improvisation qui a pu être remarquée à plusieurs reprises.

Ces trois exemples n'ont pas été choisis au hasard : ils sont assez caractéristiques des scènes de maintien de l'ordre qui dégénèrent et que l'on observe plus fréquemment, si notre regard est juste, chez les forces non spécialisées que pour celles dont le maintien de l'ordre est le cœur du métier.<sup>333</sup> Ici comme dans toute autre fonction, *les attributs et les équipements sont une chose, les compétences techniques incarnées et la discipline morale en sont une autre.*<sup>334</sup>

Mais même dans le cas d'une coprésence de toutes les forces de maintien de l'ordre pour un grand événement, il y a fort à parier que la « gestion du désordre » sera de plus en plus confiée aux forces non (encore) spécialisées.<sup>335</sup> Pour deux raisons.

La première étonne le sociologue, dont la mission est de toujours s'étonner de l'évidence. Ainsi, les forces de maintien de l'ordre les plus spécialisées, les plus entraînées, les mieux équipées, les plus disponibles, les moins coûteuses, bref, il s'agit de la gendarmerie mobile, sont presque systématiquement employées à des tâches ingrates – voire au jalonnement extérieur et à la circulation – et éloignées de l'endroit où leurs compétences seraient les plus nécessaires. Certes, leur mission est d'être une force d'appoint pour l'autorité civile. Mais comme celle-ci dirige aussi les forces de police, l'accointance organisationnelle ne peut que donner priorité aux CDI et aux CRS,<sup>336</sup> voire aux autres corps de la police nationale. Par ailleurs, les priorités politiques du moment étant ce qu'elles sont et la gendarmerie mobile accordant traditionnellement plus d'importance au maintien de l'ordre qu'aux interpellations, on comprend que CDI et CRS soient déployées au plus près de l'action.

La deuxième raison relève de la gestion de l'information et de la chaîne de commandement. Sur ce point, escadrons de gendarmerie mobile et compagnies républicaines de sécurité sont logés à la même enseigne.

Sans entrer dans une analyse qui sortirait du cadre de cette étude, signalons d'une part que leur manque d'informations sur une situation peut les empêcher de planifier un déploiement efficace, car un maintien de l'ordre réussi s'anticipe. D'autre part, leur exclusion de la chaîne de commandement – ils sont des exécutants – peut engendrer des dérives pouvant aller à ce qu'un DDSP dirige en personne des manœuvres au sol alors qu'il est dépourvu des compétences pour ce faire. Ainsi peut-on en arriver parfois, tant pour des rassemblements autorisés que non autorisés, que des forces non spécialisées (sécurité publique ou brigades anti-criminalité) aillent directement au contact des manifestants alors que celles qui seraient les plus aptes à réaliser ce maintien de l'ordre (CRS et escadrons de gendarmerie) doivent plutôt sécuriser les alentours.

---

<sup>333</sup> Bien qu'elles ne soient pas à l'abri non plus. Le maintien de l'ordre pour le moins raté et confus de la fin de la manifestation autorisée pour la défense de l'hôpital de Carhaix qui a eu lieu à Quimper en 2008 en est un bon exemple pour la gendarmerie. La perte de contrôle de policiers qui se sont transformés en caillasseurs lors du sommet de l'OTAN à Strasbourg en est un autre pour les C.R.S.

<sup>334</sup> A ce sujet : Fillion, N. ; *Boucliers, tonfas et corps à corps. Compétences incarnées, disciplines et différences institutionnelles dans le travail de maintien de l'ordre*, Communication présentée au 44<sup>ème</sup> congrès de la Société d'Ergonomie de Langue Française « Ergonomie et Organisation du Travail », Toulouse, Septembre 2009.

<sup>335</sup> Et en ce sens, il n'est pas surprenant que des CDI d'une région aient été envoyées à Strasbourg alors que des CRS de la même région, pourtant plus spécialisées, soient restées cantonnées.

<sup>336</sup> Ce qui ne préjuge pas des compétences reconnues des CRS ou de leur adaptabilité à différentes situations, bien au contraire. Mais si les différences de doctrine éclairent en partie les différences d'emploi par les autorités civiles, il n'en reste pas moins que le principe de relégation de la gendarmerie mobile à la sécurisation des zones périphériques est couramment observé.

Cette déstructuration et cet émiettement du maintien de l'ordre nous intéressent au plus haut point car nos nouveaux rassemblements de personnes sont par définition non autorisés. Donc, à moins qu'ils ne soient dans un registre de temporalité longue (permettant de faire appel à des forces mobiles éloignées) ou qu'ils ne soient à Paris où des CRS tourment régulièrement et où des CDI assez compétentes sont disponibles, nos rassemblements auront plutôt affaire, si leur groupe est suffisamment étoffé et s'ils ne forment pas un « commando », à des policiers de la BAC ou de la sécurité publique qui parfois (surtout pour les premiers), il faut bien le dire, ne font pas toujours dans le détail.

Et c'est la raison pour laquelle, dans cette configuration particulière et dans une vision de prospective, nous misons plutôt sur une « montée en violence réciproque » qui entraînerait mutuellement les forces de l'ordre et les rassemblements non autorisés. Étudions maintenant un autre aspect de l'évolution de la conception du maintien de l'ordre.

### ***Du maintien de l'ordre au contrôle des foules : la militarisation***

Malgré sa faible influence et sa relégation en force d'appoint, la gendarmerie mobile reste toutefois une référence en terme de maintien de l'ordre (mais pas pour ses capacités en termes d'interpellation ; ici, la double compétence des C.R.S. est avérée). Longtemps parent pauvre, la gendarmerie mobile s'est transformée et est reconnue pour la qualité de sa doctrine, de ses techniques et pour ses équipements. Ce n'est donc pas un hasard si les C.D.I. nouvellement créées optent généralement plus pour le modèle gendarmerie que pour le modèle C.R.S., tout au moins pour les équipements. Ce « modèle gendarmerie » a des origines qui ne sont pas neutres et celles-ci nous semblent importantes pour l'avenir du maintien de l'ordre.

Durant nos immersions au sein d'escadrons de gendarmerie mobile, nous avons été frappés (tant par la fréquence des discours que par leur intensité) par la nature fortement structurante des OPEX et des opérations de *rétablissement de l'ordre* en Outre-mer, que ces expériences aient été récentes ou anciennes. D'une part, ces vécus, qui furent parfois particulièrement éprouvants, servent de ciment identitaire à la culture spécifique de la gendarmerie mobile, fondamentalement militaire. D'autre part, si elles « forment » le groupe au niveau social, ces expériences le forment aussi au plan opérationnel, puisqu'il s'agit de moments difficiles et formateurs. La technicité qui en est retirée – au sens large du terme, autant dans la protection de soi, de la cohésion tactique du groupe, dans la surveillance de la foule, etc. – se trouve réinjectée dans la réalisation pratique du maintien de l'ordre. Là se trouve l'un des socles irréductibles de la différence de culture et de technicité – apprise et appliquée de la Nouvelle Calédonie à la Guadeloupe – entre la gendarmerie mobile et les compagnies républicaines de sécurité qui n'expérimentent plus cette référence réactualisée au rétablissement de l'ordre.

Parmi les OPEX, le Kosovo en 1999 a marqué un tournant, tant pour la France que pour les autres pays impliqués, lorsque des affrontements particulièrement violents ont opposé, sur le pont de Mitrovica, kosovars serbes et albanais. L'impréparation de l'armée de terre à faire face à des foules civiles hostiles a nécessité de former – en urgence au début – les militaires au contrôle des foules, version militaire du maintien de l'ordre, ce qui incluait l'usage d'armes non létales et d'équipements spécifiques.<sup>337</sup>

---

<sup>337</sup> Pour plus de détails sur les apprentissages générés par le Kosovo, on consultera *Les cahiers du RETEX*, publiés par le CEREX (Centre d'Évaluation et de Retour d'Expérience) du ministère de la Défense, en supplément à *Objectif Doctrine*, dont le n° 4, « Combats en zone urbanisée. Retour d'expérience des combats de Mogadiscio » et le n° 5, « Le contrôle des foules dans les Balkans ». Sur un tout autre plan, mais toujours sur la

« Pour parer au plus pressé, des unités d'infanterie ont reçu une formation dérivée du "maintien de l'ordre" utilisé par la gendarmerie sur le territoire national. Cela a donné les C.R.O. actuelles (compagnies de réserve opérationnelle). Dans le même temps, des escadrons de gendarmerie mobile étaient envoyés au Kosovo pour pallier le manque d'unités d'infanterie formées aux techniques de contrôle de foules. »<sup>338</sup>

Les C.R.O. (compagnies de réserve opérationnelle) sont devenues les CICCFC (Compagnies d'infanterie à capacité de contrôle de foule) qui comptaient en 2007 déjà, 35 unités formées (en trois semaines à l'époque, semble-t-il)<sup>339</sup> par la gendarmerie mobile.

Entre les deux, le terme de « contrôle des foules » (le *Crowd Control* étant en usage depuis plus longtemps dans le monde anglo-saxon) est apparu en octobre 2000 dans le document « De la complémentarité Gendarmerie - Armée de terre » et s'est vu opérationnalisé dans le « TTA 950 - Manuel provisoire d'emploi des forces terrestres dans le contrôle des foules », daté d'août 2001.

Cet élément de doctrine est essentiel pour nous. Il définit le contrôle des foules comme étant :

« [Une] action menée, non pour "rétablir l'ordre", mais pour empêcher ces masses humaines de représenter un obstacle à l'accomplissement de la mission confiée à la force terrestre, et donc de remettre en cause le processus de pacification en cours, ou de constituer un danger pour l'intégrité physique de son personnel et de celui placé sous sa protection. (...)»<sup>340</sup>

Plus précisément, le TTA 950 précise les situations qui peuvent nécessiter un contrôle des foules, dont certaines nous intéressent : accompagnement d'une manifestation pacifique, contrôle d'une émeute, réaction face à une tentative d'intimidation d'une unité isolée. Par conséquent : « Toutes les compagnies d'infanterie engagées en zone urbaine doivent être équipées de matériels spécifiques. L'effort principal, dans un premier temps doit être porté sur les moyens de protection individuelle (casque, bouclier, jambière, matraque). En effet, un fantassin non protégé au contact d'une foule hostile ne peut rester opérationnel très longtemps dès lors que des émeutiers décident de lancer des projectiles en tout genre (pavés, boulons...). Dans un second temps, l'infanterie doit acquérir rapidement des moyens additionnels de neutralisation des manifestants les plus agressifs ; soit directement, soit pour les garder à distance, sans recourir immédiatement aux armements létaux. »<sup>341</sup>

Si les militaires de l'armée de terre avaient du retard à rattraper, ils ont maintenant pris de l'avance, si l'on en juge par les expérimentations menées jusqu'en 2005 du HK 69 (lance grenade multi munitions de 40mm) et du FN 303 (semi-automatique, longue portée, multi munitions, dont des billes de caoutchouc de 17mm) et qui devaient mener à des expressions des besoins. Quant aux chars utilisés en contrôle des foules, ils devraient bientôt recevoir le GALIX 46, dont les munitions peuvent être sonores, irritantes (lacrymogènes) ou cinétiques (billes de caoutchouc).<sup>342</sup>

---

guérilla urbaine : *Les armées du chaos. Etude sur les évolutions des guérillas en Irak (mai 2003 – octobre 2004)*, CDEF, DREX, Ministère de la Défense.

<sup>338</sup> « Les fantassins en contrôle des foules », *Fantassins*, n° 16 (Dossier spécial : Infanterie 2008), 2005, p. 19-21.

<sup>339</sup> *Libération*, 30/03/2008 (<http://secretdefense.blogs.liberation.fr/defense/2008/03/index.html>)

<sup>340</sup> *Objectif Doctrine*, n° 30 (N° spécial « L'emploi des forces terrestres dans le contrôle des foules. »), page 4.

<sup>341</sup> *Idem*, page 22.

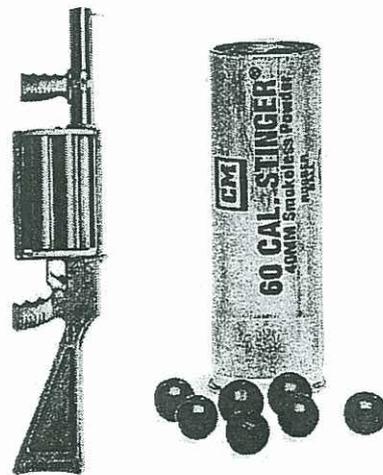
<sup>342</sup> *Cavaliers blindés*, n° 13, mars 2006, p. 6.

Revenons à la définition du contrôle des foules : « empêcher ces masses humaines de représenter un obstacle à l'accomplissement de la mission (...) ou de constituer un danger pour l'intégrité physique de son personnel (...) ». Réfléchissons maintenant à la situation dans les banlieues et aux émeutes qui, régulièrement locales, reviendront très certainement sous la forme d'un embrasement national. Du caillassage en règle réalisé par trente ou soixante jeunes qui constituent « un obstacle à l'accomplissement de la mission », aux émeutes qui représentent « un danger pour l'intégrité physique », en passant par les black blocs dans leur registre spécifique d'action, plusieurs situations – et fréquentes – sur le territoire national ressemblent dorénavant à s'y méprendre à celle d'un contrôle des foules.

Quand les gendarmes mobiles, les CDI qui les suivent de près quant à l'équipement corporel (et qui font un usage particulièrement intensif du flash-ball) et les CRS seront encore plus dépassés que maintenant par les événements, et qu'ils en auront assez de tirer au flash-ball à un ou deux coups, ils demanderont très certainement – par voie hiérarchique ou syndicale – l'équivalent de leurs collègues de l'armée de terre, à situations équivalentes.

Nous misons donc sur un passage progressif du maintien de l'ordre au contrôle des foules, pour deux raisons, l'une technique, l'autre doctrinale.

L'examen ce qu'on l'on trouve sur le marché américain du *crowd control* est révélateur de deux tendances. D'une part, la diversification des munitions utilisées par les lanceurs non létaux, telles ces balles de caoutchouc type flash-ball mais qui sont également marquantes avec encre de couleur pour une interpellation retardée, ou comme la cartouche contenant un sachet combinant l'impact dynamique d'un flash-ball avec la libération d'une substance irritante/incapacitante. D'autre part, la diversification des munitions utilisables avec des lanceurs létaux (fusils de calibres .12 par exemple) qui les transforment en petits flash-ball précis et puissants. Mais selon nous la munition qui risque de traverser (assez rapidement) l'atlantique est sans doute la cartouche à billes de caoutchouc multiples (*Crowd Dispersal Cartridge*). Son grand avantage est de toucher plusieurs cibles à la fois (comme des plombs de chasse) : le « tir groupé » devient très efficace dans la mesure où le groupe est relativement compact, ce qui peut être le cas de certains manifestants ou de belligérants (comme des hooligans en *free fight*). Les lanceurs multiples ont déjà été utilisés à Seattle en 1999.



Car on a déjà franchi le pas dans le monde anglo-saxon, et tout particulièrement aux Etats-Unis où les unités de police chargées du *crowd control* utilisent les mêmes armements que leurs collègues de l'US Army ou de la Navy. Les techniques (dont celles au sol) sont les mêmes ; que ce soit en mode militaire ou en mode domestique sur le territoire national.<sup>343</sup>

A la base de cette convergence, le même constat de difficulté de l'armée américaine à faire face à des foules hostiles composées de populations hétérogènes et à l'impossibilité d'user des armes létales face à des « non combattants ».

<sup>343</sup> Pour les tactiques au sol, entre autres, on consultera l'excellent et détaillé « multi-Service tactics, techniques, and procedures » (document de 164 pages) de l'U.S. Marine Corps : *MTTP for the Tactical Employment of Nonlethal Weapons (NLW)*, disponible sur Internet.

« This capability [Crowd control] includes “the means to influence the behavior and activities of a potentially hostile crowd, as well as, the capability to bring a mob engaged in a riot under control.” Moreover, the need for this core capability continues to increase. In Somalia, U.S. Marines often faced hostile crowds of rock-throwing women and children [nous soulignons]. In Bosnia, U.S. Army soldiers had to disperse angry mobs of Serb hard-liners near the town of Banja Luka. More recently, Danish, French, and Italian forces attempted to control riots between ethnic Albanians and Serbs in Mitrovice, Albania. »<sup>344</sup>

L'émergence de la problématique du *crowd control* apparaît ainsi dès le départ indissociable des armes à létalité réduite dès le milieu des années 1990. Or aux Etats-Unis, la passage du développement de ces technologies à l'origine militaires aux forces civiles de police s'est fait à l'occasion des grands rassemblements de contestation sociale – Seattle, Washington, etc. – et des grandes émeutes urbaines. D'une part, parce que les transferts entre les forces armées et les forces de police existent depuis les années 1960<sup>345</sup> mais également d'autre part, parce que le *crowd control* est moins vu aux Etats-Unis comme relevant du monde de la guerre que de l'humanitaire, des opérations de paix et de soutien aux autorités civiles locales.<sup>346</sup>

Une dynamique semblable de développement et de transferts de technologies s'observe aussi au Canada<sup>347</sup> et plusieurs groupes de travail – universitaires et gouvernementaux – travaillent depuis plusieurs années sur le sujet en Europe.<sup>348</sup>

Les armes non létales sont promises à un bel avenir, à la fois par les sommes consacrées à la recherche et au développement, et par leur application rapide sur le théâtre d'opérations militaires. Justement : le « complexe militaro-industriel » américain trouvant une très forte plus-value dans le développement technologique, les « grandes avancées » de demain ne tournent pas autour d'un nouveau bouclier ou d'un bâton de protection, mais plutôt sur des armes à technologie avancée dont une des grandes spécificités réside dans le « travail à distance » pour éviter la prise de contact direct et le corps à corps engendrant trop de risques.



*ALR à impulsions sonores pour la dispersion des foules : police de New*

<sup>344</sup> *Crowd Behavior, Crowd Control, and the Use of Non-Lethal Weapons*, Institute for Non-Lethal Defense Technologies, Human Effects Advisory Panel, Pennsylvania State University, 2001. Même si nous ne partageons pas le point de vue scientifique développé dans cette étude, nous admettons – en respectant son paradigme – l'excellence de ce rapport en terme d'analyse du comportement des foules et des techniques pour y répondre.

<sup>345</sup> Davison, N. ; *The Early History of "Non-Lethal" Weapons*, Occasional Paper, n°1, U. of Bradford, 2006.

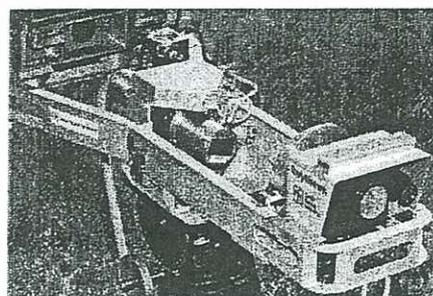
<sup>346</sup> Koplou, D. A. ; *The Law and Policy of Revolutionary Technologies for the Military and Law Enforcement*, Cambridge, 2006.

<sup>347</sup> *Crowd Confrontation and Non-Lethal Weapons. A literature review and conceptual model Technical Memorandum*, DRDC Valcartier (TM 2007-488), Defence R&D Canada, 2008 ; et *Two Crowd Control Case Studies*, Technical Note 2007-10, Centre for Operational Research and Analysis, Defence R&D Canada, 2007.

<sup>348</sup> OMEGA Foundation ; *Crowd Control Technologies : An Assessment Of Crowd Control Technology Options For The European Union (An Appraisal of the Technologies of Political Control)*, for The STOA Programme, European Parliament, Manchester, UK, 2000, 127p. (EP/1/1V/B/STOA/99/14/01). On consultera aussi les huit rapports consacrés à la question dans le cadre du *Bradford Non-Lethal Weapons Research Project (BNLWRP)*, University of Bradford (UK), Le dernier rapport date de mars 2006. Ils sont disponibles sur Internet sur le site de l'université : [http://www.bradford.ac.uk/acad/nlw/research\\_reports/](http://www.bradford.ac.uk/acad/nlw/research_reports/)

Ainsi en est-il des armes à létalité réduite (ALR) à impulsions sonores qui ont franchi le cap de l'usage domestique et font maintenant partie de l'arsenal de contrôle des foules de la police de New York.<sup>349</sup>

Quant au controversé Active Denial System (ADS) dont le fonctionnement repose sur l'émission (de 1 à 2 secondes) d'un faisceau d'ondes électromagnétiques d'une fréquence de 95GHz (générant une sensation de brûlure car augmentant la température des molécules d'eau de l'épiderme), il fut développé par Raytheon pendant dix ans pour un coût de 40 millions de dollars. Utilisé en Irak depuis 2006, une version réduite est en élaboration pour un usage domestique. Son avantage : « traiter la foule » à plus de 500 mètres de distance.<sup>350</sup>



Version miniaturisée du Active Denial System (ADS), ALR à micro-ondes.

Ces ALR d'un type nouveau ne sont pas des gadgets : ils sont, dans leur principe, cohérents avec la nouvelle approche des foules, particulièrement observable lors des grands sommets : la tenue à bonne distance des foules, le bouclage des périmètres en zones concentriques, la division des parcours des manifestations et surtout, le « travail à distance ».

L'évolution technologique du maintien de l'ordre en contrôle des foules est un scénario qui reste envisageable parce qu'il entre en résonance avec les pratiques réelles du maintien de l'ordre et avec sa doctrine. Nous avons vu, à propos des black blocs, que les forces de l'ordre françaises avaient la spécificité de donner priorité à la gestion à distance des foules, et surtout par « voie aérienne » avec l'usage dominant des grenades lacrymogènes. Si l'on observe ici les effets d'une longue tradition,<sup>351</sup> il n'en demeure pas moins que cette pratique correspond encore plus à l'évolution doctrinale des forces de l'ordre : faire en sorte – à tout prix – qu'une situation ne dégénère pas et ne génère aucun blessé grave.

Si le maintien de l'ordre est passé progressivement du défensif au préventif (et qu'à ce titre, les nouvelles armes « à distance » à létalité réduite auront toute leur place), c'est à la fois en raison de l'omniprésence des médias, d'une opinion publique particulièrement sensible à la question de l'intégrité physique des manifestants, et à la fragilité des gouvernements et des instances politiques dont l'image publique – à travers les médias – dépend directement du travail des forces de l'ordre.

*« Aussi, si l'on admet avec Peter K. Manning que la police est digne d'une théorie de la dramaturgie théâtrale (...), en ce que son activité est essentiellement « performative » (...), alors il faut en inférer que le coût d'une représentation ratée est à présent considérable. Le bide théâtral n'est pas seulement une bavure, il est aussi un scandale politique en puissance (...). Le « on the job trouble » (i.e. le risque physique sur le terrain) menace d'autant plus*

<sup>349</sup> Lewer, N. (ed) ; *The Future of Non-Lethal Weapons. Technologies, Operations, Ethics and Law*, Taylor & Francis, 2002

<sup>350</sup> On trouvera caractéristiques, histoire, débats et vidéos des démonstrations sur Internet, dont les documents officiels rendus publics du *Joint Non-Lethal Weapons Program* (Direction des armes non létales créée par le Département de la Défense américain).

<sup>351</sup> Fillieule, O., Della Porta, D. (Dir) ; *Police et manifestants : maintien de l'ordre et gestion des conflits*, Presses de Sciences-Po, Paris, 2006.

aujourd'hui de devenir un « *in the job trouble* » (i.e. le risque déporté sur des arènes extérieures) que la police est perméable aux regards des tiers (...). »<sup>352</sup>

Il en découle une « risquophobie » qui, déjà observable, ne pourra aller qu'en augmentant. Prévention du risque envers autrui et prévention du risque pour soi. La standardisation des répertoires d'action et l'uniformisation des réponses face aux troubles à l'ordre public doivent se comprendre à la lumière de deux phénomènes. Le premier est la déspecialisation du maintien de l'ordre que nous avons abordé plus haut, le deuxième est le caractère éruptif et imprévisible des nouveaux rassemblements.

Les deux phénomènes, combinés à une risquophobie accrue, engendrent déjà un déploiement de forces sur un *critère haut* dans la plupart des circonstances. S'il semble – pour le moment – assez peu présent chez les CRS, nous l'avons vu quelques fois en gendarmerie mobile et observé à beaucoup d'autres reprises chez les CDI. Ainsi en est-il du port (très) préventif d'équipements de protection corporelle : le port du casque – visière baissée – à l'intérieur de bâtiments pour déloger des occupants pacifistes ; le transport et l'usage des boucliers, même face à une « foule » d'une dizaine de manifestants, (et sans compter ici l'appropriation de ces équipements par des policiers dont le rôle n'est pas le maintien de l'ordre) sont autant de signes que *l'on a dépassé le principe* voulant qu'il faille « montrer la force pour ne pas avoir à s'en servir » mais que l'on est passé à une toute autre étape, celle de *la militarisation qui consiste à voir en tout regroupement un ennemi potentiel*, un adversaire dangereux pour soi.

Cette tendance nous semble lourde et en développement. Mais elle nous semble contradictoire avec l'évolution des mouvements sociaux. Si « l'hypothèse haute » dans l'intervention est de plus en plus souvent retenue, c'est qu'elle est fondée sur les cas extrêmes : actions violentes des black blocs, émeutiers de fin de manifestations, caillassage et guet-apens, etc.

Le problème tient à ce que *cette hypothèse tend à s'appliquer en toutes circonstances*. Mais notre étude, et bien d'autres montrent que parallèlement aux irruptions de violences, on assiste à la consolidation de l'action non violente comme principal mode opératoire des militants. D'où le décalage quelquefois frappant que l'on remarque entre des manifestants pacifistes n'opposant qu'une résistance passive et des forces de l'ordre suréquipées et surarmées.

### 7.3 - PROSPECTIVE CROISEE : L'EVANESCENT ET LE LOURD

Sur la base de ces deux essais de prospective, comment peut-on envisager l'avenir ? Par deux caractéristiques complémentaires et fortement imbriquées que l'on retrouvera tant du côté des rassemblements du futur que de celui des forces de l'ordre : *de l'évanescent et du lourd* ou, en d'autres termes, *de l'information et de la violence*. Si les répertoires d'action restent intacts.

*De l'évanescent, de l'information et de l'impalpable*. La révolution informatique est loin d'être terminée et les regroupements de personnes ne peuvent exister ni se comprendre sans prendre en compte les réseaux numériques. Et ceux-ci se complexifient, se fractionnent, se spécialisent. Cette *partie libre* de la société est au cœur des enjeux liés aux rassemblements.

---

<sup>352</sup> Jobard, F. ; « La militarisation du maintien de l'ordre, entre sociologie et histoire », *Déviance et Société*, Vol. 32, n° 1, 2008.

C'est pourquoi le maintien de l'ordre de l'avenir sera indissociable de la quête, de la maîtrise et de la surveillance des informations, au point que nous pouvons envisager qu'un jour, le maintien de l'ordre se déroule sur les réseaux, avant même qu'il ne trouve sa concrétisation sur la voie publique. Même plus : boucliers/pare-communication et tonfas/virus seront peut-être les premières étapes d'un maintien de l'ordre réussi. Non plus seulement surveiller les réseaux mais y agir directement, *disperser les rassemblements virtuels*.

*Du lourd et de la violence.* D'un côté, une militarisation et un usage de l'hypothèse haute qui, dans une logique interactive, peut en elle-même générer une réaction de violence, phénomène dont la prise de conscience nous semble encore trop faible. Ces réactions augmenteront car la sensibilité sociale augmentant, on ne tolère déjà plus l'indifférenciation des « cibles » dans l'usage des gaz lacrymogènes. Des affrontements violents en face à face ? Probablement pas, les forces de l'ordre deviendront trop puissantes pour qu'il y ait des répliques de masse. Plutôt une autre forme de *troubles* et une autre violence : locale, stratégique, ciblée, furtive et armée.

Entre l'hypothèse moderne de l'exaspération sociale grandissante et l'hypothèse postmoderne de la protestation molle et festive, *le scénario de l'hypothèse du pire* nous semble être : des forces de l'ordre militarisées, surarmées et suréquipées face à des foules débonnaires, et malgré cela, démunies, surprises et faibles face à l'intelligence collective qui émergera des nouveaux « rassemblements » qui, structurés en rhizomes, n'en formeront déjà plus.

## CONCLUSION

D'une étude des flash-mobs – innocentes manifestations festives dans l'espace public – nous en sommes presque arrivés au nouveau terrorisme urbain, tant les formes que peuvent prendre les rassemblements non autorisés sont multiples. Dix années auront suffi pour bouleverser les conceptions ordinaires des rassemblements de personnes.

Mais l'enjeu crucial pour comprendre l'avenir qui s'offre à ces « nouveaux rassemblements » réside très certainement dans les croisements, les transferts et les importations qui s'opéreront entre les différents mouvements. Si les objectifs poursuivis et les moyens utilisés restent encore assez étroitement associés, on voit poindre le moment où les modes opératoires – les méthodologies d'action – qui émergent dans certains rassemblements et pour certaines causes trouveront des applications, seront appropriées, pour d'autres causes, pour d'autres types de rassemblements. Quand les différents référentiels d'action se croiseront au service de diverses causes défendues, on assistera très probablement à une explosion des types de manifestations publiques, radicalement différentes de ce que nous connaissons.

Du coup, il est probable que le maintien de l'ordre, tel qu'il existe et s'exerce aujourd'hui par des corps spécialisés, soit partiellement sans objet. Certes, il restera des masses, des cortèges et des foules ; mais il y aura également des foules furtives, des masses éclatées et des groupes d'action directe dans l'espace public.

Affaire de la sécurité publique ? Toutes les forces de l'ordre ne peuvent maîtriser toutes les compétences de police. Si des forces spécialisées dans le maintien de l'ordre continueront d'être nécessaires, il convient – de par les évolutions possibles des rassemblements – dès maintenant d'amorcer une réflexion de fond sur l'avenir du travail de maintien de l'ordre, mais également sur *son propre effet générateur, amplificateur, de troubles à l'ordre public*.

Car au delà des questions de logistique, de déploiement et de répartition des missions, les nouveaux rassemblements soulèvent des questions de fond, non seulement sur l'espace public et sur ce que des citoyens peuvent y faire, mais aussi – et surtout – sur la légalité des actions et des rassemblements. Car une leçon très importante doit être retirée de certaines formes nouvelles de militantisme : elles reposent en grande partie sur un légalisme incontestable, sur la mise en œuvre d'actions moralement vertueuses ou misant sur des vides juridiques. Et tout à la fois, on assistera à de nouvelles spirales d'affrontements de la part d'autres acteurs. Notre avenir semble devoir être constitué du renforcement d'une double dynamique sociale.

Ce double défi, les forces de maintien de l'ordre se doivent de le relever. Elles le font déjà pour partie, dans une réponse anticipée à la deuxième dynamique, celle de la violence, en appliquant d'entrée de jeu « l'hypothèse haute » dans nombre de circonstances. Mais elles doivent aussi le relever pour la première dynamique qui génère un phénomène tout nouveau : *le trouble légaliste – sinon légal – à l'ordre public*.

Comment pourra-t-on y faire face, dans le respect de ses prérogatives mais dans la limitation de ses fonctions, sinon que par l'obligation de passer par une redéfinition de ce qu'est *l'ordre public* et donc, de ce que pourront dorénavant être les *nouveaux troubles de l'ordre public*, des troubles sur lesquels on n'aura que peu d'emprise légitime. Il convient d'y réfléchir.